

Les prix littéraires
Fémina : Anne Hébert
Médicis :
Jean-François Josselin
Médicis étranger :
Umberto Eco
 LIRE PAGE 18



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Le Monde

Directeur : André Laurens

350 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,60 kr. ; Espagne, 90 pes. ; E.-U., 65 c. ; G.-B., 45 p. ; Grèce, 56 dr. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1.000 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 65 esc. ; Roumanie, 220 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d. Tarif des abonnements page 2
 5, RUE DES ITALIENS
 75427 PARIS CEDEX 09
 Tél. MONDIPAR 696972 F
 C.C.P. 4207 - 23 PARIS
 Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le voyage de M. Reagan en Amérique centrale

La Maison Blanche a causé une certaine surprise en annonçant, le samedi 20 novembre, que M. Reagan s'arrêterait au Honduras pendant son voyage en Amérique latine qui doit avoir lieu du 29 novembre au 4 décembre. Trois escales seulement étaient prévues : la Colombie, où le nouveau président conservateur Belisario Betancur fait des efforts méritoires pour mettre fin à une insurrection armée rampante ; le Brésil, où les élections du 15 novembre vont permettre le retour à la vie politique de nombreux dirigeants de gauche ; le Costa-Rica, une des rares vraies démocraties de cette partie du monde, menacé par la faillite économique et les risques de guerre en Amérique centrale.

En décidant de faire escale à Tegucigalpa, capitale d'un Honduras de plus en plus « engagé » dans les conflits de la région, M. Reagan relance, naturellement, les spéculations sur la politique de Washington en Amérique centrale, alors que l'aggravation des tensions militaires (au Salvador comme le long de la frontière entre le Nicaragua et le Honduras) s'accompagne de nouvelles pressions en faveur de solutions politiques et négociées.

A Tegucigalpa, M. Reagan doit rencontrer le président hondurien, M. Somoza Cordova, et le général Rios Montt, président du Guatemala, dont l'armée poursuit une répression sans pitié des populations rurales soupçonnées d'aider la guérilla. Le général Rios Montt est très menacé par une extrême droite civile et militaire qui rêve de reprendre les choses en main.

D'un éventuel rétablissement de l'aide militaire américaine, il attend une consolidation de son pouvoir et un renforcement de la lutte contre les mouvements de guérilla. Il est difficile d'accorder au Guatemala du général Rios Montt ce label de « démocratie », même modérée, que M. Reagan voudrait favoriser dans cette région.

Les dirigeants du Honduras se félicitent, de leur côté, de cet hommage rendu par les États-Unis à leur régime, démocratique certes, puisque le président civil a été très régulièrement élu, mais fragile, puisque le commandant en chef de l'armée, le général Alvarez, affiche publiquement ses préférences pour un renforcement de la collaboration militaire entre le Honduras, le Salvador et le Guatemala, trois pays engagés, selon lui, dans une lutte à mort contre la subversion communiste en Amérique centrale.

Les dirigeants du Nicaragua sandiniste estiment que les entretiens au sommet de M. Reagan dans la région sont une « provocation » et un « soutien aux projets agressifs » des pays proches. Conscients des limites de l'aide soviétique, les leaders sandinistes sont résolus à une négociation politique avec leurs voisins, particulièrement avec ceux du Honduras. La visite récente à Managua du ministre hondurien des relations extérieures, M. Paz Bernalca, avait, semble-t-il, ouvert la voie à une rencontre au plus haut niveau entre dirigeants du Honduras et du Nicaragua.

Cette hypothèse vient d'être écartée par M. Paz Bernalca, qui estime que la visite de M. Reagan renforce la « position démocratique » de son pays. Au Costa-Rica, comme au Honduras, c'est la situation salvadorienne qui sera également évoquée. Un Salvador où la victoire de l'extrême droite aux élections du 28 mars embarrassait de plus en plus les États-Unis, préoccupés par les violations répétées des droits de l'homme dans ce pays-clé de l'Amérique centrale.

La « débrenévisation » commence à Moscou

Tandis que plusieurs indices montrent, ainsi que l'indique notre envoyé spécial, que la « débrenévisation » a déjà commencé à Moscou, une semaine importante s'ouvre pour M. Andropov avec la réunion, ce lundi 22 novembre, du comité central. Celui-ci devra renouer la composition du bureau politique et du secrétariat. La mort de Brejnev, la mise à l'écart de M. Kirilov, l'état de M. Felche, et bien entendu la promotion de M. Andropov lui-même, exigent que la direction suprême soit complétée. Mardi et mercredi, le Soviet suprême tiendra sa session d'automne. Il devrait nommer le chef de l'État et peut-être apporter à la composition du gouvernement des modifications qu'impliquent les bouleversements provoqués par la disparition de Brejnev.

M. Andropov pourrait profiter de cette occasion pour préciser sa politique. M. Georges Marchais, qui a rencontré le chef du P.C. soviétique, a déclaré dimanche à Radio-Monte-Carlo : « Quand une nouvelle direction est mise en place, il y a toujours un dynamisme nouveau qui s'exprime. » A propos de l'Afghanistan, M. Marchais a dit : « Des deux côtés, on a affirmé une volonté (...) d'essayer de trouver une solution (...). On m'a dit : Qu'il y ait un accord politique garantissant l'indépendance de l'Afghanistan (...), qu'il n'y ait pas d'intervention étrangère à partir du Pakistan, et demain les troupes soviétiques peuvent quitter l'Afghanistan (...). »

De notre envoyé spécial

Moscou. — Avant même que M. Youri Andropov ait complété, ce lundi 22 novembre, au cours d'un plénum du comité central, la nouvelle direction du parti et de l'État soviétique, la « débrenévisation » a commencé, lentement mais sûrement. Elle ne prendra sans doute pas la forme brutale d'une critique ouverte, mais certains signes ne trompent pas. La mise en cause de l'héritage de Brejnev, notamment dans le domaine économique, sera une des premières préoccupations du nouveau pouvoir.

Depuis les obsèques de Leonid Brejnev, la Pravda n'a plus cité son nom dans ses éditoriaux qu'en liaison avec sa mort : on ne saurait mieux marquer la fin d'une époque. Les rédacteurs, en chef des journaux soviétiques ont d'ailleurs reçu consigne de mentionner l'ancien secrétaire général le moins souvent possible.

Les parents, amis et clients que Leonid Brejnev avait placés à des postes de responsabilité ces dernières années risquent fort d'en pâtir. Dès avant sa mort, son fils, Youri, qui avait fait une carrière foudroyante au ministère du commerce extérieur, a perdu son poste de premier vice-ministre pour devenir deuxième secrétaire dans une obscure province. Commentaire de quelqu'un qui le connaît bien : « C'est ce qui pouvait lui arriver de mieux. »

Donner l'image de l'ordre et de la continuité

La campagne anticorruption, dont M. Andropov paraît vouloir faire un des axes de sa politique, ne s'est pas arrêtée après le scandale du Cirque de Moscou, et elle continue de toucher les proches de la famille Brejnev. Le directeur du « gestionnaire numéro un », la célèbre épicerie — plus connue sous le nom de Glassev qu'elle portait avant la révolution, — et sa femme, chef de section dans le grand magasin Goum, ont été récemment arrêtés. Ce sont des amis de la fille de Brejnev ; des rumeurs complaisamment répandues laissent entendre que Galina elle-même, qui se trouvait en Occident lors de la mort de son père, n'aurait pas manifesté un grand empressement à rentrer à Moscou. Vraies ou fausses, elles ne contribuent pas au renom de la famille.

Tout cela n'empêche pas de sauver les apparences, ne serait-ce que

AU JOUR LE JOUR

Pause

Cessons nos querelles pendant quinze ou dix-huit mois, suggère M. Edgar Faure. La majorité renoncerait à prendre des mesures « idéologiquement sectaires », l'opposition « mettrait la sourdine à ses critiques ».

Supposons, un instant, que l'idée soit acceptée et que, pendant un an et demi, on entende, sur la scène politique, une mouche voler. Plus de querelles, plus d'accusations, de répliques, d'attaques et de contre-attaques, plus de polémiques, de débats, d'indignations, plus de mots, de formules ? M. Edgar Faure ne propose aux hommes politiques qu'un suicide collectif : la mort sans phrases.

BRUNO FRAPPAT.

Les négociations sur l'avenir de l'UNEDIC

« Il ne saurait être question de réduire les prestations de la masse des chômeurs » nous déclare M. Henri Krasucki

Après l'échec des négociations sur l'assurance-chômage vendredi soir, M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales, reçoit le 22 novembre, à 16 heures, l'ensemble des syndicats. « Il ne s'agit pas, a-t-il déclaré à R.M.C., de diminuer les prestations qui seront reçues par les chômeurs qui en ont besoin. »

Pour venir en aide aux « vrais chômeurs », M. Yvon Gattaz, président du C.N.P.F., souhaite, dans l'article qu'on lira ci-dessous, un nouveau régime de

l'assurance-chômage au 1^{er} février 1983 « plus simple, équilibré financièrement en rapport avec les possibilités de nos entreprises mais toujours à gestion paritaire entreprises-salariés ».

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., souligne qu'il ne saurait être question de réduire les prestations de la masse des chômeurs, jugant certaines intentions gouvernementales « inacceptables ». Voici les réponses de M. Krasucki :

— Après la dénonciation de la convention UNEDIC par le C.N.P.F. et l'échec des négociations vendredi, quel jugement portez-vous sur le patronat ?

— Le C.N.P.F., par cette décision unilatérale et brutale, démontre qu'il n'a rien appris, qu'il n'a rien oublié des vieilles pratiques. Depuis des années, nous disons que la volonté du C.N.P.F. est de reculer sur la voie du progrès social, de liquider notre système de protection sociale et de revenir progressivement à la notion d'assistance, et pourquoi pas à la formule de la soupe populaire...

— N'êtes-vous pas en partie responsable de cet échec, dans la mesure où la situation de la France nécessite des économies supérieures à celles que vous avez proposées ?

— Les responsables de l'état des pays sont ceux qui l'ont géré si mal depuis si longtemps. Après la rupture par le C.N.P.F., la C.G.T. a tout fait pour maintenir un front syndical uni et ferme. A notre proposition, les délégations syndicales se sont rencontrées et sont parvenues finalement à des propositions d'économies de l'ordre de 10 milliards, ce qui est considérable. Nous avons tenu compte de certaines mesures

que d'autres syndicats avançaient tandis qu'ils adoptaient plusieurs de nos propositions : plafonnement dégressif des plus hautes indemnités et taxation de certains abus patronaux.

— Qu'attendez-vous du gouvernement ?

— Maintenant, il appartient au gouvernement d'agir. J'ai entendu des déclarations de deux ministres. Tout en reconnaissant le sérieux des syndicats, ils annoncent des mesures inacceptables pour nous. Les propositions syndicales suffisent à l'équilibre en 1983. Mais il ne saurait être question pour nous ni de réduire les prestations de la masse des chômeurs, dont les trois quarts perçoivent le SMIC et souvent moins, ni d'éliminer des chômeurs, surtout jeunes, de toutes prestations, ni de porter atteinte aux pré-retraités.

— Ce sont les mêmes difficultés économiques qui ont amené le gouvernement à réviser certaines prestations de la Sécurité sociale. En critiquant ces décisions, la C.G.T. rejette-t-elle l'idée d'une nécessaire régulation de la protection sociale ?

— Nous avons critiqué certaines mesures, mais pas toutes. Certaines modifications comme le forfait hospitalier ne sont d'ailleurs pas déci-

dées. Dans l'ensemble, il s'agit de mesures conservatoires et il reste toujours à définir une vraie politique de protection sociale. Cela dit quand on parle de rigueur, nous disons oui, mais nous demandons aussi au gouvernement de la cohérence dans la définition de sa politique et plus de fermeté dans ses réalisations. Il y a certes des économies à faire, et nous en proposons quand nous préconisons la lutte contre les gaspillages, une meilleure utilisation des hôpitaux, etc.

— Acceptez-vous une plus grande maîtrise des prestations ?

— Maîtrise ? Oui, mais cela ne veut pas dire diminution. Il y a deux écoles qui s'affrontent : celle qui mène un combat d'arrière-garde, sa grande idée étant de rétablir un système d'assistance alors que l'une des grandes conquêtes de ce siècle a été l'instauration d'un régime solidaire de sécurité sociale. Et il y a celle qui, moyennant économies et ressources nouvelles, veut sauvegarder et améliorer cette institution.

Propos recueillis par JEAN-PIERRE DUMONT et MICHEL NOBLECOURT. (Lire la suite page 44.)

Point de vue

Construire la nouvelle assurance-chômage

par YVON GATTAZ (*)

qu'une manœuvre et pouvait être purement et simplement reprise ou annulée.

La dernière réunion patronat-syndicats du 19 novembre est le symbole même de cette confusion. En effet, si ce jour-là les négociations patronales ont rompu les pourparlers, c'est parce que les syndicats refusaient la date d'échéance du 31 janvier, strictement légale et contractuelle, et exigeaient la prolongation du système actuel rapicé au moins jusqu'à fin 1983.

Au lieu de raccommoder le passé, ne serait-il pas temps de construire ensemble l'avenir ?

Évitons les réformes partielles comme celle de 1979, qui s'est révélée insuffisante puisque, dès 1982, et malgré un emprunt de 6 milliards garanti par l'État et le produit de l'impôt-chômage du même ordre de grandeur, l'exercice se terminera par un déficit d'environ 7 milliards.

Pour 1983, le déficit prévu était d'une trentaine de milliards au début de nos récentes négociations.

(*) Président du C.N.P.F.

Les dernières économies proposées par les syndicats, même si elles paraissent importantes, ne suffiront pas pour assurer le remboursement des dettes et le comblement du déficit. Par ailleurs, elles ne permettront pas d'absorber une éventuelle aggravation du chômage.

Non ! des gestionnaires ne doivent pas être des équilibristes. Ils se doivent de donner aux vrais chômeurs des garanties durables et des indemnités justes, en particulier aux cadres.

Les chefs d'entreprise français sont hantés par le problème du chômage, eux qui créent réellement les emplois et se sentent solidaires du « désemploi ». Ils ont toujours apporté leur concours aux chômeurs et ils ont la volonté de continuer.

(Lire la suite page 43.)

● PAGE 43 : « La convention expirera-t-elle le 31 janvier 1983 ? » par J.-J. DUPEY-ROUX.
 ● PAGE 13 : Être chômeur en Ile-de-France.

MUSIQUE CONTEMPORAINE A METZ

Le pandit, l'aven et la rose

Le succès des Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz ne se dément pas ; pour la onzième fois, elles ont attiré un grand nombre de spécialistes français et allemands, et un vaste public où dominent les étudiants et les scolaires, un peu chahuteurs parfois, mais d'une maturité de jugement spontanée qui souvent étonne. Claude Lefebvre, cette année, n'avait pas misé sur de grands noms et la réussite n'en est que de meilleur aloi.

Elle repose cependant sur l'essentiel sur quatre très belles œuvres de Donatoni, Dufourt, Mieru et Dusapin, ce qui est un peu mince. Plutôt que de présenter des partitions mineures (ou franchement mauvaises) de musiciens connus tels que Nonon, Bussotti, Schnabel, B.A. Zim-

mermann ou Kelemen, mieux vaudrait à l'avenir compléter le programme de créations soigneusement sélectionnées par des œuvres d'excellente qualité écrites dans les vingt dernières années et tombées très vite dans l'oubli. Il n'en manque pas et le jeune public de Metz recevrait une nourriture plus équilibrée et substantielle.

La curiosité de ces Rencontres, c'était surtout la présence de deux compositeurs américains un peu mythiques, affublés de bonnets de laine, de barbes en désordre et de déguisements indiens depuis les dix ans qu'ils suivent leur gourou, le pandit Pran Nath.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 16.)

Combattre le silence par la parole

Elie Wiesel
 Paroles
 d'étranger



Seuil

En évoquant Auschwitz, le Cambodge, le Goulag, Elie Wiesel nous prévient contre l'oubli et contre l'aveuglement.

Le Monde

idées

Conseil constitutionnel

M. Giscard d'Estaing peut-il se permettre de ne siéger au Conseil constitutionnel que dans des cas exceptionnels dont il serait le seul juge ?

M. Daniel Amson n'y voit nulle objection.

M. Maurice Duverger est convaincu du contraire.

De toute façon, il est bien difficile pour l'ancien président de la République, constate M. Jacques Robert, de n'être qu'un « sage ».

Quant à M. Alain Brouillet, il suggère aux présidents de la République, du Sénat et de l'Assemblée nationale, puisque le Conseil vient de déclarer l'inconstitutionnalité du quota réservé aux femmes dans les conseils municipaux, de faire entrer trois d'entre elles au sein de celui-là.

Comment n'être plus qu'un « sage » ?

M. GISCARD D'ESTAING s'apprête-t-il — comme on lui en prête l'intention — à siéger au Conseil constitutionnel si venait à être discutée l'inconstitutionnalité d'une loi qui lui paraîtrait contraire aux intérêts fondamentaux de la nation ? Une telle initiative ne manquerait pas de soulever la question du statut juridique de l'ancien président d'un certain nombre de problèmes de « déontologie constitutionnelle ».

Ce n'est, certes, pas la première fois que la France se trouve pourvue d'un « ex-président ». Elle a connu cette situation sous la III^e, la IV^e et la V^e République. Mais l'actuel ex-président présente deux originalités fondamentales :

— Il est et s'estime toujours en mesure de jouer politiquement un rôle de premier plan.

— Il a été battu par le suffrage universel lorsqu'il a sollicité un second mandat.

Constitutionnellement parlant, en tant qu'ancien chef de l'Etat, il ne jouit d'aucun droit spécifique. La Constitution française de 1958 ne mentionne que les anciens présidents que pour indiquer qu'ils sont « membres de droit » du Conseil constitutionnel. C'est le seul rôle officiel qu'elle leur reconnaît dans l'Etat. Encore précise-t-elle dans son article 57 que les fonctions de membre du Conseil constitutionnel sont incompatibles avec celles de ministre ou de membre du Parlement.

Cette incompatibilité ne signifie nullement qu'un ancien président de la République deviendrait inéligible à la présidence du seul fait qu'il est membre de droit — donc à vie — d'un Conseil dont il ne peut pas, par définition, même, démissionner. Il faut en effet un texte formel pour établir une inéligibilité, or ce texte n'existe pas.

La seule conséquence de l'incompatibilité constitutionnelle consiste donc très simplement en ceci que l'ancien président de la République doit s'abstenir de siéger au Conseil s'il exerce à nouveau un mandat législatif ou une fonction gouvernementale.

par JACQUES ROBERT (*)

S'agissant des autres obligations, on rappellera que la prestation de serment n'est point exigée des membres de droit. René Coty avait, en effet, observé que la qualité de membre de droit du Conseil était attachée de plein droit à l'ancien exercice de la magistrature suprême et ne pouvait donc être subordonnée à l'accomplissement d'une quelconque formalité. Or c'est, seul, le serment qui oblige un membre du Conseil à garder le secret des délibérations et du vote. Les membres de droit peuvent donc considérer que cette obligation ne les concerne pas.

Quant à l'interdiction faite aux membres du Conseil constitutionnel, pendant la durée de leurs fonctions, de prendre aucune position publique sur les questions ayant fait ou susceptible de faire l'objet de décisions de la part du Conseil, qui pourrait, en fait, les imposer à un ancien chef de l'Etat ? Comment ce dernier pourrait-il accepter de se taire sur un problème fondamental engageant l'avenir du pays ? « Membre à vie » du Conseil, il ne pourrait d'ailleurs en être déclaré démissionnaire d'office.

Le respect de ces obligations ne dépend donc, pour ce qui concerne les anciens présidents, que de leur conscience... Et c'est bien ainsi que l'ont compris tous ceux qui se sont trouvés dans cette situation, soit qu'ils aient pris part aux travaux du Conseil (régulièrement, comme René Coty ou plus épisodiquement comme Vincent Auriol), soit qu'ils n'y aient jamais siégé (comme de Gaulle).

Voulant préserver sa liberté d'action, M. Giscard d'Estaing a parfaitement le droit de ne pas assister aux réunions du Conseil... Mais s'il s'y rendait demain ?

Pourrait-il ne pas participer qu'aux délibérations qu'il intéressent, y passer de tout son poids, tout en retenant, entre ces séances, sa totale liberté d'action ?

(*) Président de l'université de Paris-II.

Pourrait-il, avant ou après avoir statué avec ses collègues du Conseil sur tel point délicat, prendre publiquement position à ce propos ? Dans la négative, comment faire le départ entre les questions traitées au Conseil et qu'il ne pourrait plus aborder, et les autres ? En politique, tout se tient...

On voit la situation ambiguë et, à la longue, insoutenable dans laquelle il se trouverait placé.

Alors que faire, quand, à cinquante-six ans, on est déjà ancien président de la République et taillé par une robuste ambition ?

Trois solutions sont envisageables :

— A la façon de Pierre Mendès France ou de Michel Debré, jouer les Cassandre en prédisant, à cause des erreurs de gestion ou de prévision imputées aux hommes au pouvoir, les orages, les tempêtes et les catastrophes. A la fois procureur et augure. Critique et visionnaire.

— S'ériger, plus calmement, en « penseur de l'opposition », voire en « mentor du régime » : celui qui, au nom de l'expérience acquise, paraît le mieux à même de réfléchir, conseiller, proposer et construire les bases intellectuelles d'un nouveau projet, d'une nouvelle politique, d'une alternance raisonnée.

Konrad Adenauer, Willy Brandt, Antoine Pinay, n'ont-ils pas tenté de remplir une fonction semblable ?

— Tenter, au contraire, dans une nouvelle carrière politique, de remonter vers le pouvoir à partir de la base. Reprendre tout à zéro, en gravissant de nouveau, l'après l'autre, les échelons de l'ascension électorale ?

Seule la seconde solution serait compatible avec une présence effective au Conseil constitutionnel.

Il y faudrait beaucoup de discernement, de prudence et de tact... Mais peut-on demander à l'ancien président de la République, qui n'en est point dépourvu, de se résoudre demain à n'être plus qu'un « sage » ?

Trois femmes au Conseil ?

par ALAIN BROUILLET (*)

APRÈS la décision du Conseil constitutionnel, le président de la République et le président de l'Assemblée nationale, qui ont cautionné l'introduction d'un contingent de femmes au sein des conseils municipaux, de même que le président du Sénat, qui a avalisé cette réforme, disposent, chacun pour ce qui le concerne, d'un moyen efficace de montrer leur attachement à la cause des femmes. Ces trois autorités peuvent, lors du renouvellement triennal de la composition du Conseil constitutionnel, au mois de février 1983, pourvoir les sièges vacants en procédant à la nomination de trois femmes. Ce faisant, le chef de l'Etat et les présidents des deux Assemblées ne mettront pas seulement leurs actes en accord avec leurs principes, ils inaugureront une pratique nouvelle, puisque depuis 1959 aucune femme n'a été appelée à siéger parmi les neuf sages du Conseil constitutionnel.

Pour désigner les nouvelles « élues », MM. François Mitterrand, Louis Mermaz et Alain Poirer n'auront que l'embaras du choix. Sans prétendre dresser un portrait-robot de la candidate

idéale qui pourrait entrer au Conseil constitutionnel, qu'il nous soit permis de formuler, en tant que citoyen, de simples suggestions.

Le président de la République pourrait nommer la femme qui, la première, a été repêchée à l'agrégation des facultés de droit, qui, la première, est entrée à l'Institut après avoir été élue à l'Académie des sciences morales et politiques et qui a présidé une importante juridiction internationale.

Le président de l'Assemblée nationale pourrait désigner une femme qui appartient au Conseil d'Etat, qui a écrit un important traité de droit social et qui a fait partie des deux gouvernements de M. Pierre Mauroy.

Le président du Sénat pourrait, de son côté, choisir une femme qui enseigne le droit pénal dans une université parisienne et qui a pris sur la question de la peine de mort une position tranchée.

Mais il ne s'agit là, redisons-le, que de simples suggestions.

(*) Assistant à l'université de Paris I (Panthéon-Sorbonne) ; directeur de l'IMAP.

A partir de quel seuil ?

par DANIEL AMSON (*)

IL paraît bien difficile de refuser à M. Giscard d'Estaing le droit de n'assister qu'à certaines séances du Conseil constitutionnel. Ni la Constitution ni la loi organique n'imposent aux « sages » de la rue Montpensier une présence minimum obligatoire, et certains d'entre eux, qui n'étaient pas membres de droit, n'y ont pas toujours siégé régulièrement. Même si de telles dispositions étaient votées, elles ne pourraient jamais être appliquées — pas plus qu'elles ne le sont au Parlement, — sauf à déterminer, une fois pour toutes, le critère de l'absence légitime et de l'absence injustifiée. Imagine-t-on sérieusement M. Frey demandant à M. Monnerville — qui a présidé le Sénat pendant un quart de siècle — si sa dernière absence s'expliquait par un motif valable ?

On ne peut qu'en déduire que M. Giscard d'Estaing ne méconnaît aucun principe en décidant de n'aller siéger au Conseil constitutionnel que lorsque le sujet en discussion lui paraîtrait le mériter.

Pas davantage ne saurait-on lui faire grief de continuer à jouer un rôle dans la vie politique.

Rien, dans les travaux préparatoires de la Constitution, ne laisse penser que l'intention de ses auteurs ait été de condamner les anciens chefs de l'Etat à ne plus exercer leur vie durant, qu'une simple magistrature morale.

Cette idée serait d'ailleurs contraire à la tradition républicaine qui a vu, à plusieurs reprises, un ancien président de la République tenir un rôle politique majeur après son départ de l'Elysée.

Mais cette idée serait surtout, là encore, inapplicable. A partir de quel « seuil » l'activité politique d'un ancien président serait-elle condamnable ? Personne n'a jamais soutenu, par exemple, que, en critiquant très vivement, en 1960, la décision du général de Gaulle de ne pas convoquer le Parlement en session extraordinaire, Vincent Auriol était sorti de la limite de ses fonctions. Pourrait-on refuser à M. Giscard d'Estaing le droit qui a déjà été reconnu à Vincent Auriol ? Ou

bien devrait-on lui refuser le bénéfice de ce droit sous prétexte qu'il en fait un usage plus fréquent ? Et dans ce cas, à quel moment ?

Rien ne paraît donc justifier qu'une atteinte soit portée à la liberté d'un ancien président de la République, au motif qu'il est devenu membre de droit du Conseil constitutionnel. Toute atteinte à cette liberté ne saurait, dès lors, procéder que d'une querelle politique qui ne servirait pas la cause du pluralisme dans ce pays.

(*) Avocat à la cour.

Dedans ou dehors

par MAURICE DUVERGER

Le statut à l'égard des anciens présidents de la République a été imaginé par M. Giscard d'Estaing pour donner un caractère politique aux délibérations qu'il honorerait de sa présence, ce qui affaiblirait leur autorité et celle du Conseil tout entier. On peut s'étonner de ce revirement d'un président qui a beaucoup fait pendant son mandat pour développer le prestige de l'institution ; tant par la réforme de 1974 permettant à l'opposition de la saisir qu'en y installant des hommes éloignés de responsabilités politiques. Si pures que soient les intentions motivant sa nouvelle attitude, elle aboutit inévitablement à faire des apparitions rue Montpensier un moyen de propagande personnelle. Beaucoup d'observateurs soulignent déjà la coïncidence entre celle annoncée et le prochain congrès de l'U.D.F. En usant du Conseil comme d'un support publicitaire, on affaiblirait évidemment les progrès de ces dernières années vers un authentique contrôle de la constitutionnalité des lois, indispensable pour que l'Etat de droit soit instauré à tous les niveaux du pouvoir.

Une nouvelle distinction

Sur le plan juridique, une telle pratique serait certainement contraire aux devoirs imposés à tous les membres du Conseil constitutionnel, nommés ou à vie.

Entre les deux catégories, il n'existe qu'une distinction à cet égard : seuls, les premiers prêtent le serment prévu par l'article 3 de l'ordonnance organique du 7 novembre 1958. Mais il s'agit d'une simple formalité pour les obligations réitérées par le décret du 13 novembre 1959, qui soumet tous les membres à l'obligation de s'abstenir de « tout ce qui pourrait compromettre l'indépendance et la dignité de leurs fonctions » (article premier) et leur interdit en conséquence « de prendre aucune position publique ou de consulter sur des questions ayant fait ou étant susceptibles de faire l'objet de décisions de la part du Conseil ; d'occuper au sein d'un parti ou groupement politique tout poste de responsabilité ou de direction et, de façon plus générale, d'exercer une activité incompatible avec les dispositions de l'article pre-

mier ci-dessus : de laisser mentionner leur qualité de membre du Conseil constitutionnel dans tout document susceptible d'être publié et relatif à toute activité publique ou privée » (article 2).

Le professeur François Luchaire estime que les anciens présidents de la République ne sont tenus de respecter ces obligations que vis-à-vis de leur conscience, faute d'être soumis à la sanction de l'article 10 de l'ordonnance, qui permet au Conseil lui-même de déclarer démissionnaires d'office ceux de ses membres qui violent l'interdiction de prendre une position publique ou de consulter sur les questions relevant de leur compétence : une telle procédure n'étant pas applicable à un membre à vie. Le raisonnement demeure contestable, dans la mesure où l'on admet que l'intéressé peut solliciter un mandat parlementaire qui l'obligerait soit à demander lui-même un congé, soit à être mis d'office. De toute façon, les articles 5 et 6 du décret disposent que le Conseil peut constater les manquements aux obligations définies aux articles 1 et 2 sans aucune distinction entre les membres de droit et les membres nommés.

Le même commentateur pense qu'on peut difficilement imposer ces obligations « à un ancien chef d'Etat : comment pourrait-il accepter de se taire sur un problème fondamental engageant l'avenir du pays ? ». Constatons d'abord que beaucoup de ces problèmes ne relèvent pas de l'obligation de réserve. Mais nous sommes au cœur du sujet. En faisant des anciens présidents de la République des membres à vie du Conseil constitutionnel, n'a-t-on pas voulu précisément les inciter à une sorte de retraite politique, pour éviter qu'ils n'usent du prestige tenant à leurs anciennes fonctions pour troubler la marche des pouvoirs publics et l'opinion des citoyens ? S'ils peuvent difficilement respecter les contraintes que les textes leur imposent, à moins de renoncer à une activité nationale, n'est-ce point parce qu'elles sont destinées à obtenir ce résultat ? Une telle interprétation paraît la mieux fondée en droit.

Elle implique naturellement que les intéressés aient la possibilité de se libérer de tels liens : les principes de notre ordre constitutionnel écartant l'idée qu'un chef d'Etat sortant

de charge puisse être soumis contre sa volonté à des restrictions à ses activités civiques. Le général de Gaulle a correctement interprété la loi fondamentale en refusant d'assumer les fonctions de membre à vie du Conseil, afin de garder toute liberté de parler et d'agir. Le président Coty a fait de même en les remplissant pleinement sans écartier des obligations qui correspondaient à sa discrétion naturelle. M. Giscard d'Estaing a d'abord choisi la première voie. Il reste libre d'y renoncer durablement et de se tourner vers la seconde. Mais il ne peut violenter de l'une à l'autre au gré des humeurs et des circonstances. Le président Auriol a mal agi en sortant une fois de sa retraite pour ce qui fut une manifestation politique plutôt que la participation à une décision juridictionnelle. Les anciens chefs d'Etat peuvent siéger au Conseil constitutionnel ou refuser d'en faire partie. Mais entrer et sortir comme dans un moulin, ou demeurer à la fois dedans et dehors, serait méconnaître leur devoir et affaiblir l'institution.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
324 F 519 F 715 F 910 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
584 F 1 039 F 1 495 F 1 950 F

ÉTRANGER
(par messagerie)
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
364 F 600 F 835 F 1 070 F
II - SUISSE, TUNISIE
436 F 744 F 1 052 F 1 368 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (vrais virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en espèces d'impression.

LE MONDE diplomatique

Numéro de novembre

LA DETTE
DU TIERS-MONDE
ET LA CRISE FINANCIÈRE
INTERNATIONALE :
Un merveilleux
écran de fumée
(Claude Julien)

POUVOIR MILITAIRE
ET CRISE ÉCONOMIQUE
EN AMÉRIQUE LATINE

● Le régime argentin sur la défensive (J.-C. Bernadex).
● Brésil : L'opposition assurée de la victoire électorale à la tête des grands Etats de la fédération (Julia Jurana).

Le numéro : 10 F
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09
Publication mensuelle du Monde
(En vente partout)

ANTHONY SAMPSON

Au cœur
des relations entre
les banques et
les nations.
Collection « Notre époque »

les banquiers
dans un
monde
dangereux

LES BANQUIERS
DANS UN
MONDE DANGEREUX

ROBERT LAFFONT

502 من الأصل

Le Monde

EUROPE

étranger

République d'Irlande

La controverse sur l'Ulster a dominé la fin de la campagne pour les élections du 24 novembre

De notre envoyé spécial

Les électeurs de la République d'Irlande ont voté, mercredi 24 novembre, pour désigner les membres de la Chambre basse du Parlement, le Dail. Ces élections anticipées avaient été rendues nécessaires par la crise parlementaire privant le gouvernement de M. Haughey de majorité à la suite de la défection de quelques députés, et la dissolution de l'Assemblée qui avait alors été prononcée (le Monde du 6 novembre).

Ce scrutin législatif, le troisième en dix-huit mois, a lieu à la proportionnelle dans chacune des quarante-deux circonscriptions que compte la République, et qui désignent chacune un nombre d'élus fixé en fonction de leur chiffre de population. Dublin. — « Chery » joue la carte verte, comme chaque fois que les choses tournent mal pour le parti Fianna Fail. Mais cette fois-ci, ce ne prend plus. Rien n'empêchera Garret de retrouver son poste de taoiseach. La vie politique en République d'Irlande s'exprime volontiers en ces termes hermétiques au profane, où la familiarité non feinte vis-à-vis des grandes vedettes nationales va de pair avec un respect absolu de termes géliques et de références historiques quasi codées. Décryptée, cette affirmation d'un dirigeant de l'opposition signifié que M. Charles Haughey, premier ministre sortant, a fait appel aux sentiments patriotiques des électeurs pour tenter de sauver le parti républicain, mais que M. FitzGerald, leader du Fine Gael — son éternel rival au centre droit — lui ravira tout de même la direction du gouvernement au lendemain des élections.

Appréciation qui paraissait assez largement partagée dans la capitale irlandaise, en particulier depuis qu'un sondage d'opinion avait, au début de la semaine dernière, laissé supposer que le Fine Gael traiterait jusqu'à devenir le Fianna Fail, même sans l'appoint éventuel des travaillistes. Mais qu'un nouveau sondage, dimanche 21 novembre, vienne faire état d'une sérieuse remontée des « républicains » (tout le monde l'est, ici, mais les amis de M. Haughey se sont toujours attribués cette étiquette).

et, soudain, plus rien ne semble acquis. Au minimum, la contre-offensive du premier ministre sur l'Irlande du Nord, aura été payante, même si elle doit se révéler insuffisante pour remonter complètement le courant. Le nationalisme, quoique va-le-sûr en Irlande, pansement pourtant, jusqu'ici, étranger à cette mornie campagne, la troisième en dix-huit mois, davantage placée sous le signe de la crise économique et sociale que de la question de l'Ulster. Mais le taoiseach, fidèle en cela à une certaine tradition de son parti, n'a pas hésité à faire à nouveau briser cette corde sensible, dans un registre où, l'histoire aidant, le Fianna Fail est imbattable. Voici quelques jours, il a carrément accusé M. Garret FitzGerald d'être « le candidat des Anglais », parce que le dirigeant du Fine Gael était prêt à négocier avec Londres une solution fédérale et progressive au drame de l'Irlande du Nord.

On avait connu M. Haughey moins intransigent à l'égard des Britanniques, et fort agacé par certaines surenchères nationalistes qu'il n'était pas le dernier à juger responsables. Mais en se drapant dans sa vertu pan-irlandaise et en accusant son adversaire d'être de connivence avec Londres, il a incontestablement marqué un point. Les protestations de M. FitzGerald et les démentis de M. Prior, secrétaire d'Etat britannique à l'Irlande du Nord, n'y ont rien changé : l'homme de la rue a plutôt trouvé un peu embarrassée la défense du leader de l'opposition.

En réalité, l'ensemble de la classe politique de la République d'Irlande adhère aux prescriptions de la Constitution, qui stipule notamment que « le territoire national est composé de la totalité de l'Ile de l'Irlande, de ses autres îles et de ses eaux territoriales » (art. 2). Mais il est vrai que M. FitzGerald a eu l'occasion de se prononcer pour une politique des petits pas à l'égard de la Grande-Bretagne dans le conflit d'Ulster, tandis que l'on ne voit pas, du côté républicain, à l'efficacité d'un tel grignotage. C'est tourner autour du pot, explique, par exemple,

M. Wall, secrétaire général du Fianna Fail. On peut toujours discuter sur les modalités de fonctionnement de l'Assemblée élue en Ulster le 20 octobre, ou sur telle amélioration du sort des prisonniers politiques. Ce sont autant de figures d'esquive la question de fond. Cette question est : oui ou non, les Britanniques sont-ils prêts à accepter la réunification de notre île ? Jusqu'à présent, la réponse est non. Croire qu'elle changera parce qu'on aura fait évoluer strictement l'attitude de Londres sur certains points de détail relève, dans le meilleur des cas, de la naïveté. Et en disant cela, nous n'approuvons aucunement la violence de l'IRA. »

« Plus ils sont pauvres... »

Ce débat entre le réalisme du Fine Gael (qui prône notamment une unification progressive de la police et de la justice des deux parties de l'Irlande, puis d'autres administrations), et la fidélité aux grands principes du républicanisme (le parti des travailleurs) a d'ailleurs été renforcé par la confrontation à pris, dans la campagne pour les élections de mercredi, un tour dont la vivacité a étonné. Et un peu pris de court le parti travailliste, qui tente de faire entendre cette terre de nationalisme où la droite et le centre droit se partagent traditionnellement 85 % des suffrages, la voix de la gauche réformatrice. Peut-être ce rebondissement de la campagne aura-t-il aussi fait regretter à l'ancien petit travailleur (le parti des travailleurs) d'avoir renoncé à son autre appellation de Sinn Féin, lourde de réminiscences nationalistes qu'il vient de juger incompatibles avec sa sensibilité eurocommuniste.

Les effets de la crise, en revanche, pourraient donner à cette gauche, si elle parvient à se faire entendre, une part presque marginale, l'occasion d'enregistrer quelques gains. « Il est tout de même paradoxal, estime M. Flor O'Mahony, jeune sénateur du Labour, qui mène la campagne de ce parti dans une circonscription très difficile du « grand Dublin », que dans ce pays où la récession fait des ravages chez les ouvriers et les paysans, et où les deux grands partis accumulent les preuves de leur incapacité à résoudre seuls la crise, les réformistes aient si peu leur mot à dire. » « Hélas ! », s'exclame-t-il, « beaucoup, plus les Irlandais sont pauvres, plus ils votent à droite ! Les agriculteurs surtout, bien sûr. »

La crise, il est vrai, n'est pas restée sans effet sur la société irlandaise. La délinquance y a cru depuis un an dans des proportions inquiétantes. On voit reparaitre dans les rues de la capitale des formes de mendicité (jeunes enfants et personnes âgées notamment) qui avaient à peu près disparu. Face à cette situation, les deux grands partis sont mal à l'aise, presque au même titre. Les « sortants » du Fine Gael parce qu'ils sont bien placés pour en dénoncer les causes, et les « entrants » du Labour, qui ont le devoir de proposer des solutions. Mais, pour l'instant, les deux camps se contentent de se tenir la main, et de se rassurer mutuellement. C'est tout de même un peu étrange, car c'est dans l'opinion la tentation de changer, et pour voir. Ce n'est pas très engageant de proposer à un pays où le chômage frappe plus de 12 % de la population active potentielle, où l'inflation avoisine 15 % et dont l'endettement extérieur est considérable, de « poursuivre le chemin », d'« aller de l'avant », comme le promet M. Haughey sur ses affiches.

Mais M. FitzGerald et ses amis ne sont guère plus loquaces de ce point de vue. D'abord parce qu'ils viennent, eux aussi, ou peu s'en faut, d'exercer le pouvoir, jusqu'aux élections anticipées de février 1982. Ensuite parce

que l'idée se répand que personne ne possède de remède miracle. La profusion de promesses dans les deux camps, d'engagements souvent démagogiques, masque de plus en plus mal le vide idéologique et surtout l'absence de vraie politique de renouveau des deux grandes formations.

Dans l'une et dans l'autre, on est au moins d'accord sur un point : rien ne serait pire que de ne voir sortir des urnes aucune majorité claire et solide. « Mieux vaudrait qu'ils se soient au pouvoir, avec de vrais moyens de gouverner, que nous avec une fausse majorité à la merci des états d'âme de deux ou trois élus marginaux », jure-t-on de part et d'autre, le main sur le cœur. Le Fianna Fail, qui ne devait sa survie gouvernementale, jusqu'à la crise qui a provoqué ces élections, qu'à la bienveillance à l'égard du Sinn Féin Workers' Party, en sait quelque chose. Mais cet argument n'est en général brandi que pour mieux soulever les divisions du camp adverse. « M. Haughey est impopulaire jusqu'à dans les rangs de son propre parti », assure-t-on au Fine Gael. « M. FitzGerald ne peut espérer gouverner qu'avec le soutien de travailleurs dont presque tout le sépare. » rétorque-t-on au Fianna Fail, où l'on a recensé pas moins de onze divergences fondamentales entre le programme de « Garret » et celui du Labour.

Pressentant à quel point ce nouveau scrutin anticipé laisse les électeurs, les deux grands partis développent chacun son analyse pour en rejeter la responsabilité sur l'autre. « Ces élections, nous ne les avons pas voulues », assure le premier point de l'argumentaire que le Fianna Fail a préparé pour ses candidats. « Pourquoi en sommes-nous là au jour d'hui ? Parce que nous avons été mal gouvernés », réplique un tract abondamment diffusé par le Fine Gael.

Tout cela se résume-t-il, dans la meilleure tradition celtique, à une furieuse lutte de clans entre les « gens de Chery » et « ceux de Garret » ? On finirait presque par le croire. Et les commentateurs à ce sujet se contentent de dire que, dans les circonstances économiques très difficiles que traverse l'Irlande, l'union sacrée des deux branches de la famille nationaliste ne serait pas superflue. Mais, pour l'instant, la personnalité de la lutte électorale demeure très forte, et certains coups volent bas. Quelques scandales du règne finissant sont exploités — c'est de bonne guerre — par l'opposition. Dont l'affaire dite « de l'attorney général », ce très haut magistrat au domicile duquel fut arrêté l'auteur présumé d'un attentat à la bombe, la majorité défunte n'hésite pas, de son côté, à traiter couramment M. FitzGerald de menteur, voire, implicitement, de traître. Ni à accuser ses amis de vol de documents administratifs, pour peu qu'ils s'emploient à réfuter l'argumentation officielle avec les propres chiffres des ministères.

Tout cela n'inclut pas à envisager un gouvernement d'union nationale. « Vous verrez, il y faudra encore une, non, deux élections », pronostique un dirigeant du Labour, qui rappelle que, pour pencher plutôt du côté du Fine Gael, son parti n'exclurait pas, au prix de certaines concessions des républicains, une alliance avec le Fianna Fail.

L'union nationale, il est vrai, était au moins réalisée autour d'un certain style. La vie politique pouvait être une lutte sans indulgence, pourvu qu'elle ne fût pas sans vainqueur. Pas de quartier, peut-être mais du moins un gagnant. On commence à avoir peur à Dublin qu'il y ait un combat sans merci succédant des lendemains électoraux sans signification claire.

BERNARD BRIGOLEUX.

Pologne

Le primat revendiqué le droit pour les catholiques d'être présents dans la vie publique

Au lendemain de son entretien de samedi avec M. Walesa, le primat de Pologne a revendiqué, dans une homélie prononcée dimanche 21 novembre, le droit pour les catholiques d'être présents dans « la vie publique » et d'être donc présents dans toutes les instances du régime.

« Nous sommes habitués, a déclaré Mgr Glemp qui s'exprimait devant quelque quatre mille fidèles de la région de Kutno à 100 kilomètres à l'ouest de Varsovie, au fait que si quelqu'un est croyant, il ne peut avoir accès à aucun poste. Nous sommes à ce point habitués que nous ne formulons même plus de revendication à ce sujet. » « La vie de l'Eglise, a-t-il ajouté, est aussi la vie des catholiques qui participent à la vie publique. Il faut qu'il y ait des catholiques dans les assemblées communales, dans les conseils de voivodes (départements), dans les ministères et à la Diète. » Si nous avons en Pologne, a-t-il encore dit, une Eglise forte, sa voix doit pouvoir être entendue et témoigner du royaume de Dieu dans tous les domaines de la vie. »

Ces déclarations confirment les rumeurs sur la volonté, prônée depuis plusieurs mois déjà au primat, de voir se créer en Pologne une véritable représentation politique des catholiques, permettant, non seulement, d'assurer un embryon de pluralisme, mais aussi de dégager l'épiscopat d'un rôle directement temporel qui devient chaque jour plus difficile à assumer.

Depuis la rencontre du 8 novembre entre le primat et le général Jaruzelski, des bruits insistant courent à Varsovie, selon lesquels la création d'un mouvement politique catholique authentique serait l'un des éléments du marchandage entamé entre l'Eglise et l'Etat dans le cadre de l'engagement de l'épiscopat en faveur d'une stabilisation de la situation. Il est donc possible que cette perspective et ses implications aient été discutées au cours des conversations de samedi entre Mgr Glemp et l'ex-président de Solidarité.

Rien n'a toutefois filtré sur le contenu de cet entretien de près de trois heures, dont on peut seulement dire qu'il confirme en lui-même que l'Eglise voit toujours en M. Walesa l'un des principaux acteurs sur l'échiquier politique polonais. La date de cette rencontre — deux jours après qu'une chaîne de télévision américaine ait fait état de l'existence de documents compromettants pour M. Walesa — indique que le primat entendait couper court aux

tentatives de discréditer l'ancien dirigeant syndical et lui manifester publiquement son estime.

Pour le reste, M. Walesa s'est contenté de déclarer à l'issue de cet entretien : « Je maintiens tout ce que j'ai dit à Gdansk et ne dirai rien de plus (...). Accordez-moi le lois (de réflexion) que j'ai demandé. » Ce souci de discrétion s'est à nouveau manifesté dès le lendemain, lorsque M. Walesa a préféré aller suivre la messe dans la petite église de son quartier de Zaspa plutôt qu'à la paroisse Sainte-Brigitte, dont dépendent les chantiers Lénine, et où l'attendaient quelque dix mille partisans enthousiastes et impatientes de l'entendre parler. — B. G.

M. Georges Marchais s'est déclaré « sceptique », dimanche 21 novembre, au cours du journal de la mi-journée de Radio-Monte-Carlo, à propos des bruits répandus sur la vie privée de M. Walesa. « S'il apparaissait par malheur qu'il existe dans la société polonaise ou dans le parti communiste polonais des hommes qui utilisent de telles méthodes pour discréditer un militant (...), je protesterais avec la plus grande énergie. » Il faut maintenant, a-t-il ajouté, s'attaquer à des solutions à une crise qui est bien spécifique à la Pologne. —

U.R.S.S.

« LA DÉBREJEIVISATION »

(Suite de la première page). M. Malenkov, alors chef du parti, lui demanda de préparer un dossier compromettant sur les amis de Soulov, premier secrétaire du Ukraine, dont il voulait se débarrasser, mais M. Andropov fit cause commune avec Soulov. En disgrâce, il fut muté au ministère des affaires étrangères, puis employé à l'ambassade soviétique de Budapest. Soulov devait l'y retrouver au moment de l'insurrection hongroise et le faire revenir à Moscou.

En proposant la candidature de M. Andropov au plénum extraordinaire du 12 novembre dernier, M. Tikhonov a cherché à enlever au nouveau secrétaire général dans la politique suivie du vingt-troisième au vingt-sixième congrès, c'est-à-dire exactement pendant le règne de Brejnev. M. Andropov préfère respecter la « ligne stratégique » du seul vingt-sixième congrès, ce qui à la limite la portée de ses engagements et les situe dans la continuité plus vaste de toute l'histoire du parti. La seule la mémoire de Soulov pourrait bien lui servir de caution.

DANIEL VERNET.

Espagne

M. Blas Pinar a annoncé la dissolution de Fuerza Nueva

Madrid (A.F.P.). — La dissolution de Fuerza Nueva (F.N., Force Nouvelle), annoncée samedi 20 novembre à Madrid, est la conséquence directe de la division et du désarroi de l'extrême droite espagnole, après la déroute qu'elle a subie aux élections du 28 octobre. Cette décision a été rendue publique le jour même où l'extrême droite célébrait le septième anniversaire de la mort de Franco, offrant à cette occasion le spectacle de ses querelles internes.

En annonçant la dissolution de son parti et sa prochaine transformation en association culturelle — statut qui fut déjà le sien entre 1966 et 1976 — M. Blas Pinar, qui a perdu le siège de député dont disposait l'extrême droite au cours de la précédente législature, a rendu l'armée, l'Eglise catholique et le patronat

« responsables » de la déroute de son parti. Il a reproché aussi à ses partisans d'avoir voté « utile » en ralliant l'Alliance populaire de M. Manuel Fraga.

On a appris d'autre part que l'arrestation du lieutenant-colonel Juan Fernandez Hidalgo dans le cadre de l'enquête sur un projet de putsch qui devait avoir lieu le 27 octobre (nos dernières éditions du 21-22 novembre). Le lieutenant-colonel Fernandez Hidalgo est le quatrième militaire inculpé de « conspiration en vue d'une rébellion militaire » dans le cadre de ce affaire, après les trois officiers arrêtés le 2 octobre : les colonels Luis Munoz Guiterrez et Jesus Crespo Cuspinaera, et le lieutenant-colonel José Crespo Cuspinaera. L'inculpation du lieutenant-colonel Fernandez Hidalgo a été ordonnée par le juge d'instruction militaire chargé du dossier ouvert le 2 octobre.

Sept Français arrêtés

Enfin, vingt-neuf jeunes gens militants ou sympathisants d'extrême droite, parmi lesquels sept Français, ont été arrêtés dans la nuit, dimanche 21 novembre, pour avoir provoqué des incidents dans le centre de Madrid.

Les sept Français ont été appréhendés après avoir attaqué une voiture de la police avec des billes d'acier projetées à l'aide de lance-pierres. Les incidents ont éclaté après la messe célébrée à l'occasion du septième anniversaire de la mort de Franco.

« L'E.T.A. militaire a revendiqué la responsabilité de l'attaque perpétrée le jeudi 18 novembre contre la caserne de la garde civile de Guernica, et d'un attentat à la bombe contre une agence bancaire de Bilbao. — (A.F.P.). »

Italie

AU COURS DE SA VISITE EN SICILE

Le pape s'est gardé de prononcer un véritable réquisitoire contre la Mafia

De notre envoyé spécial

Palerme. — Le pape Jean-Paul II a achevé, dimanche 21 novembre, sa visite de deux jours à travers une Sicile tourmentée par une violence meurtrière. La réserve a marqué ce voyage, tant de la part du souverain pontife, qui a délibérément cherché à ne pas prononcer une « croisade anti-Mafia », que de celle d'une population dont l'accueil, certes chaleureux, n'a pas été marqué par l'enthousiasme que la visite du pape a provoqué en d'autres lieux. Excepté lors de sa dernière rencontre avec les jeunes, qui a pris un caractère de fête, le pape n'a pas été aussi entouré qu'on aurait pu s'y attendre.

Après les prises de position de l'Eglise sicilienne à l'encontre de la Mafia et des paroles que le pape lui-même avait prononcées il y a un an lorsqu'il reçut à Rome les évêques de l'île, Jean-Paul II a paru en retrait par rapport à l'attente de la population. Il a procédé par touches plutôt qu'en dressant un véritable réquisitoire contre un phénomène qui, par son extension, atteint la Sicile au plus profond d'elle-même.

Cette réserve a été surmontée de la part d'un homme qui, lorsqu'il le juge nécessaire, ne mâche pas ses mots (sur les questions du divorce ou de l'avortement). Certes, à plusieurs reprises dans les treize discours qu'il fit au cours de sa visite, il a évoqué le « phénomène mafioso », sans pour autant employer le mot Mafia, mais provoquant à chaque fois de grands applaudissements de la foule. Dans son premier message, en arrivant à Palerme samedi, Jean-Paul II a notamment déclaré : « Les actes de violence barbare qui ensanglantent les rues de cette splendide cité offensent la dignité humaine. » Au demeurant, aucun des politiciens qui avaient parlé avant lui n'avait mentionné le phénomène, même par périphrase.

A l'université, le pape fut plus précis, affirmant que « le pouvoir des idées devait être utilisé pour combattre les maux profonds, parmi lesquels le phénomène mafioso ». Sans doute, a poursuivi le pape, peut-on « freiner au moyen de mesures répressives certaines manifestations de violence, mais les manifestations préoccupantes de la vie sociale ne peuvent être pleinement dépassées que par une patiente réforme des consciences ». Référence implicite à la Mafia comme phénomène culturel. Le soutien du pape à la décision adoptée par l'Eglise sicilienne (telle qu'elle résulte d'un

texte du 18 octobre de la conférence épiscopale) de frapper d'excommunication les mafiosi a été tout aussi implicite.

Jean-Paul II a, en effet, invité le clergé « à faire résonner les menaces terribles des peines inférieures pour convertir les mafiosi et les « paillards ». Dans un passage de son discours, dimanche, devant les jeunes, Jean-Paul II dénonçait « l'omertà » (la loi du silence) et affirmait « partager pleinement l'angoisse pastorale et l'engagement » de l'Eglise sicilienne « face à des crimes méritant ouvertement la condamnation morale prononcée récemment par vos pères ». Or cette phrase figurait dans le texte distribué par avance à la presse, mais elle n'a pas été prononcée.

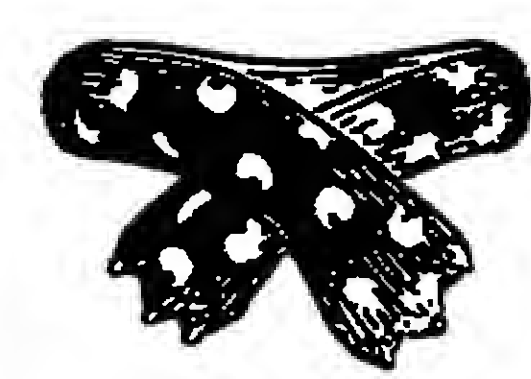
Selon le porte-parole du Vatican, l'original du texte distribué — et qui devait être reproduit par l'Observateur romain de ce lundi — demeure la version officielle. Il reste que les Palermitains n'ont pas entendu cette phrase. L'attente des Siciliens a, sans doute, été d'autant plus déçue que, à deux reprises — notamment par un ouvrier des chantiers navals et par une jeune fille parlant au nom des jeunes — avait été évoqué « le cancer de la Mafia ». Lorsque, pour sa part, le cardinal Pappalardo parla, lors de la grand-messe célébrée dimanche à l'hippodrome, de la « vendetta » et de la « tristement célèbre Mafia », il provoqua des tonnerres d'applaudissements.

Selon une personnalité de l'Eglise proche du cardinal, il y avait à l'origine de la « réserve » du pape un choix délibéré du Vatican de ne pas criminaliser toute la Sicile en insistant sur la Mafia, mais plutôt d'esayer de la réhabiliter aux yeux d'une opinion publique qui a peut-être tendance à l'identifier à la criminalité.

Face à une église en pleine mutation, le pape a cherché à souligner ce qui unit, plus que ce qui divise. De même, il a tenu compte de la diversité de l'Eglise sicilienne, en associant à cette visite la communauté gréco-albanaise. Pleinement orthodoxe dans ses rites et sa culture, formellement sous la juridiction de Rome, sans pour autant avoir rompu avec Constantinople, l'Eglise gréco-albanaise compte trente-cinq mille personnes et constitue l'une des particularités et l'une des richesses de la communauté chrétienne de Sicile.

PHILIPPE PONS.

Le coup de patte de Fred



Griffe somptueuse pour main voluptueuse : bague « panthère » or et émail.



Une nouvelle griffe plus acérée : or et diamants. (Bague, clips d'oreilles et pendentif).

FRED

Joailleur, 6, rue Royale, Paris 8^e. Tél. 260.30.65.
Le Clard, 74, Champs-Élysées - Hôtel Méridien, Paris - Hôtel Loews, Monte-Carlo.
Hôtel Byblos, Saint-Tropez - 21, bd de la Croisette, Cannes - Aéroport d'Orly.
20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills, Houston, Dallas.

ANTHONY SAMPSON

Au cœur des relations entre les banques et les nations

LES BANQUIERS DANS UN MONDE DANGEREUX

ROBERT LAFFONT

AFRIQUE

Namibie

Faute d'une perspective de règlement du conflit

Le mandat de l'assemblée de Windhoek est prolongé de trois mois

De notre envoyé spécial

Le vice-président américain, M. Bush, est arrivé, dimanche 21 novembre, au Zaïre, dernière étape d'une tournée africaine au cours de laquelle il s'est rendu au Nigeria, en Zambie, au Zimbabwe et au Kenya. M. Bush n'a pas convaincu ses interlocuteurs africains, à propos de la Namibie, de l'opportunité d'un lien entre un règlement du conflit et un retrait d'Angola des troupes cubaines qui y sont stationnées. De son côté, l'Afrique du Sud, en raison de l'incertitude qui entoure cette négociation, a décidé de proroger de trois mois les mandats de l'assemblée et du « gouvernement » de Windhoek.

Windhoek. - Faute d'une solution de rechange immédiatement disponible, l'Afrique du Sud a décidé de maintenir à Windhoek le statu quo. Telle est sans doute, mis à part le remplacement sans signification particulière d'un administrateur général par un autre, l'essence du discours prononcé, samedi 20 novembre, dans la capitale namibienne par le premier ministre d'Afrique du Sud, M. Pieter Botha. « L'incertitude qui entoure les négociations internationales (pour l'indépendance) empêchant pour l'instant la tenue d'élections internes, nous avons décidé de prolonger de trois mois le mandat de l'assemblée nationale », a dit M. Botha. « Le gouvernement espère que la situation sera plus claire fin février » mais la présente confusion peut « naturellement durer plus longtemps », a précisé le premier ministre.

De fait, malgré les démentis de l'administration Reagan, les négociations avec l'Angola achoppent sérieusement sur le « facteur cubain ». Rares sont les observateurs qui croient encore au succès rapide de la présente initiative américaine sur le départ « même progressif » des vingt mille alliés cubains de Luanda. Le retrait sud-africain de Namibie était désormais irrémédiablement lié à celui des « forces internationalistes castristes », un règlement po-

cifique et global dans la région paraît plus éloigné que jamais.

En renouvelant le mandat de ses protégés à Windhoek, l'Afrique du Sud a vraisemblablement cédé à l'insistance des Américains pour qui, d'après un diplomate, « des élections internes seraient mal interprétées en ce moment délicat des négociations ». Mais, en limitant à trois mois seulement, et non à six comme à l'accoutumée (1) la durée du « gouvernement intérimaire » namibien, M. Botha a sans doute voulu du même coup transmettre deux messages. Le premier, destiné aux Américains et, accessoirement, aux quatre autres membres du « groupe de contact » sur la Namibie (France, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale et Canada), rappelle, avec un bel aplomb, que la patience sud-africaine à l'égard du ballet diplomatique actuel n'est pas sans limite.

Trois jours avant la rencontre à Washington entre M. P. Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, et le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, le premier ministre s'est, certes, gardé de fixer une date limite à l'entreprise de la Maison Blanche dans la région. Mais la menace d'une solution « à la rhodésienne », autrement dit d'une déclaration unilatérale d'indépendance à Windhoek, planait lourdement dans ses propos. « Le gouvernement décidera fin février 1983 s'il y a lieu de procéder à des élections en Namibie et, si oui, quand et sur quelle base ». Le second message, loin d'être contradictoire, enjoint plus ou moins clairement aux partis politiques internes du territoire de se préparer un peu plus sérieusement à l'éventualité d'une consultation électorale.

Un pouvoir factice

« Élu » en décembre 1978, dans des conditions trop suspectes pour être acceptables par la communauté internationale, la présente « assemblée nationale » est dominée, comme le « gouvernement intérimaire » qui émane, par l'alliance dite « de la Turnhalle » (D.T.A.). Elle a perdu, au fil des sessions et

des législations « scélérates », le peu de la crédibilité dont elle avait à l'origine, pu disposer parmi les modérés de toutes ethnies. Victime de ses contradictions internes, et de l'opportunisme qui règne, pas seulement chez elle mais dans tout le petit monde politique de Windhoek, la D.T.A., dirigée par un ancien fermier afrikaner, M. Dirk Mudge, est aujourd'hui dans un état de décomposition avancé.

Victimes de trahison et manœuvres diverses, où la prévarication a souvent joué un rôle, cinq des onze parties ethniques qui composent la D.T.A. sont minoritaires au sein de leurs groupes respectifs de population. Pour Pretoria, qui avait paré la naissance de l'alliance dans le but avoué de constituer par avance un front électoral contre le SWAPO, le phénomène est alarmant. Dans un premier temps, les stratèges sud-africains avaient entrepris de renvoyer purement et simplement leurs protégés à leurs fermages. L'idée avait été d'injecter un sang neuf dans le corps de l'alliance en y incorporant des personnalités ethniquement et si possible politiquement plus crédibles. C'était compter à la fois sans l'acharnement

de M. Mudge et de ses amis à conserver les rênes d'un pouvoir largement factice mais très rémunérateur, et, surtout, sans la très réelle pénurie d'hommes neufs prêts à jouer honnêtement la carte « anti-swapo ».

Un revirement s'imposait et c'est - s'efforce-t-on aujourd'hui de faire croire - à contrecoeur, que le mandat du présent « gouvernement » a été reconduit. Bien qu'elle ait fait la preuve de son échec, la stratégie fondée sur la D.T.A., faute d'alternative viable, est donc reconduite. Authentique ou fautive, la confrontation publique entre l'alliance et ses partisans sud-africains pourrait, espérait-on à Pretoria, lui faciliter un regain de popularité.

PATRICE CLAUDE.

(1) « Élu » par partis d'entre eux seulement, en 1978, les soixante-quinze membres de « l'assemblée » devaient, à l'origine, siéger quelques mois seulement, le temps de rédiger une Constitution. A la suite de l'abandon de ce projet, l'Assemblée a été, par décret sud-africain, transformée pour six mois en « Assemblée nationale », et douze de ses membres ont été désignés pour constituer un « gouvernement intérimaire ». Le mandat conjoint des deux structures était, depuis, renouvelé par décret chaque semaine.

LA CONFÉRENCE DE L'O.U.A. A TRIPOLI

La question de la représentation du Tchad devra être résolue par les chefs d'Etat avant l'ouverture du sommet

De notre envoyé spécial

Tripoli. - Le sommet de l'Organisation de l'unité africaine se tiendra-t-il ? M. Peter Oni, porte-parole de l'organisation, s'est déclaré convaincu que oui dans la soirée du dimanche 21 novembre, après des heures d'incertitude. M. Arab Mui, chef de l'Etat libyén et président en exercice de l'O.U.A., était attendu lundi à Tripoli. Le président du Nigeria devrait arriver le même jour. Le Libye a préparé l'accueil des chefs d'Etat, qui auront, des leur arrivée, des consultations informelles, a ajouté M. Oni, assurant que les délégations qui ont claqué la porte du conseil des ministres reviennent dans une solution au problème de la représentation du Tchad aura été trouvée. L'examen de cette question a finalement été laissé aux chefs d'Etat et de gouvernement.

Quand, vendredi, un « comité des chefs » avait reconnu que le Tchad suspendait volontairement sa participation en attendant le résultat de cette délibération, M. Boucetta, ministre marocain des affaires étrangères, avait annoncé que son pays se retirait définitivement de la session ministérielle, ajoutant que la position de Rabat en faveur de l'attribution du siège du Tchad à M. Hissène Habré était soutenue par une vingtaine de pays. Six délégations ont quitté la salle après la reconnaissance que le Tchad n'avait pas participé à la préparation du sommet, risque de se poser à nouveau.

Le conseil ministériel s'est tenu dans un climat pesant. Aux mesures de contrôle et de sécurité draconiennes décidées par la Libye, s'ajoutent les mauvaises nouvelles du secrétariat général de l'O.U.A. invitées par le ministre libyen des affaires étrangères à la séance inaugurale, les diplomates occidentaux ont été refoulés de la salle. Les journalistes n'ont pas non plus été admis à assister à la conférence ministérielle. Apparemment moins patients que leurs collègues anglophones ou arabophones réduits à la lecture des ouvrages apologétiques sur le colonel Kadhaïf rédigés par un Maltais et copieusement distribués dans le « centre de presse », les journalistes d'Afrique noire francophone sont peu nombreux, comme si le boycottage de « leur » presse avait précédé celui de certains présidents.

Les fonctionnaires de l'O.U.A. rendent un hommage à la volonté de conciliation déployée par la Libye. On peut, néanmoins, se demander si le discours inaugural du colonel Kadhaïf a été de nature à apaiser ceux qui avaient boudé le sommet avorté du mois d'août. Les attaques viru-

lentes contre les Etats ayant participé à la conférence franco-africaine et la proposition de création d'une cour africaine de justice ont exaspéré certains délégués. La création de cette cour ne serait-elle pas une première atteinte au principe sacré de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation ?

Autre principe battu en brèche, celui de la « légitimité » du pouvoir qui contrôle la capitale d'un Etat constitué, quels que soient les moyens par lesquels il a pris place dans l'histoire tumultueuse de l'Afrique.

Le colonel Kadhaïf a-t-il agi par volonté délibérée de clivage ou par simple maladresse ? Il était, certes, difficile au dirigeant libyen de refuser l'hospitalité à M. Goukouni Oueddei, son protégé de toujours, que l'Algérie ne souhaitait apparemment plus voir réfugié chez elle. Mais était-il judicieux de se prêter à la formation d'un gouvernement rival de celui de M. Hissène Habré quelques semaines avant le sommet ?

Alors que la question du Sahara occidental paraissait devoir être mise en veilleuse, probablement en raison de conversations discrètes entre le Maroc et l'Algérie, peut-être, la participation de l'Espagne, - le Tchad a déjà été, pendant six jours, l'occasion d'une foire d'empoigne sans doute sans précédent.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

« Le gouvernement tunisien » estime que l'autorité qui exerce le pouvoir à N'Djaména est seule habilitée à représenter le Tchad et à occuper le siège qui revient à ce pays au sein de l'O.U.A., a déclaré, samedi 20 novembre, M. Beji Caïd Essebsi, en précisant, toutefois, que son gouvernement continuait de participer à la préparation du sommet pan-africain. - (Corresp.)

PLANS/CONTRECALQUES

MEME A PARTIR D'UN ORIGINAL OPAQUE - REDUCTION - AGRANDISSEMENT

ETRAVE 38 Av. Daumesnil PARIS 12° - 347.21.32 - Tx 22.00.64 F

(Publicité)

OLIDA à l'honneur

La Société OLIDA, numéro 1 de la charcuterie en France, vient de se voir décerner, coup sur coup, deux grandes récompenses qui concrétisent ses efforts d'innovation pour améliorer qualité et service dans le domaine de la grande distribution.

1. L'OSCAR DE L'EMBALLAGE - Section Technique

Décerné par l'I.F.E.C. (Institut Français de l'Emballage et du Conditionnement) pour un nouveau procédé de conditionnement du saucisson sec sous gaine SLEEVER qui permet une meilleure tenue du produit en linéaire.

2. LE MÈTRE D'OR DU MERCHANDISING

Décerné par l'I.F.M. (Institut Français du Merchandising) pour la réalisation d'un document exclusif - LE GUIDE DU SAUCISSON SEC -, à l'usage de la grande distribution.

DIPLOMATIE

AVANT LE VOYAGE

AU « GRAND JURY R.T.L. » « LE MONDE »

M. Boutros-Ghali : une visite qui « couronne une coopération très fructueuse »

M. François Mitterrand est attendu mercredi 24 novembre, un voyage qui le conduira en visite officielle successivement en Egypte et en Inde.

M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat égyptien, chargé des affaires étrangères, qui était, dimanche 21 novembre, l'invité du « Grand jury R.T.L. le Monde », a déclaré que la prochaine visite au Caire de M. Mitterrand avait « valeur de symbole » et qu'elle « couronnait une coopération très fructueuse » dans de nombreux domaines, économique, diplomatique, culturel, et particulièrement dans le secteur de l'armement. Si les relations franco-égyptiennes étaient bonnes du temps de M. Giscard d'Estaing, elles se sont encore améliorées depuis l'élection d'un président socialiste du fait que « la France joue un rôle plus important vis-à-vis du tiers-monde ».

Le ministre égyptien a brossé un tableau remarquablement sombre des relations de son pays avec Israël. Si l'évacuation du Sinaï est un acquis - « un précédent », a-t-il dit, qui a valeur d'exemple dans les rapports israélo-arabes, - il a admis que « malgré cinq ans d'efforts, la diplomatie égyptienne n'a rien obtenu » en ce qui concerne la participation des Palestiniens au processus de paix et que cet échec a été source d'« une grande déception ». Il n'en soutient pas moins avec insistance qu'« il n'existe pas d'autre solution que la négociation » et la poursuite d'un « dialogue permanent ».

Certes, a-t-il affirmé en substance, nous n'avons pas l'impression d'être deux à dialoguer, mais « nous n'agissons pas pour aujourd'hui, nous pensons à demain (...). Il existe en Israël un bouillonnement de l'opinion en faveur de la paix (...). Nous cherchons à renforcer les positions des modérés dans le camp israélien comme chez les Arabes et chez les Palestiniens » et à créer ainsi « une alliance des modérés qui s'oppose à l'alliance des réjectionnistes ».

C'est dans cet esprit que M. Boutros-Ghali a qualifié le sommet arabe de Fès (auquel l'Egypte ne participait pas) de « grande victoire diplomatique pour l'Egypte », la réintégration de l'Egypte dans la famille arabe étant, dans ce contexte, considérée comme « un problème secondaire ». C'est encore dans la même perspective de recherche de dialogue que le Caire incite l'O.L.P. à reconnaître Israël. « Si l'on admet, explique le ministre, que les Etats-Unis (qui fournissent 90 % de l'armement et de l'aide économique à l'Etat juif) jouent un rôle essentiel et qu'il serait utile que des contacts directs s'établissent entre l'O.L.P. et les Etats-Unis, alors nous disons à l'O.L.P. de reconnaître Israël car cela lui permettra d'avoir des contacts avec les Américains ».

Quant à l'Union soviétique, le ministre égyptien a observé que si elle doit jouer un rôle à un stade ultérieur, il ne décide pas pour l'instant les signes d'un regain d'attention des nouveaux dirigeants de l'U.R.S.S. pour le Proche-Orient.

En ce qui concerne l'avenir de l'O.L.P., M. Boutros-Ghali a déclaré que Le Caire est prêt à accueillir « un gouvernement palestinien en exil » ainsi que M. Arafat en personne, s'il le désire. Il a expliqué que la décision de l'Egypte de refuser de recevoir des combattants palestiniens à l'issue du siège de Beyrouth a été prise « en accord avec l'O.L.P. », avec laquelle un contact

permanent était maintenu. Cette attitude avait pour but de faire « pression sur les Etats-Unis » afin d'obtenir de ces derniers des « concessions politiques ».

S'agissant du sommet de l'O.U.A. à Tripoli, le ministre égyptien a insisté sur l'importance de l'organisation africaine comme « plate-forme tiers-mondiste ». Il paraît peu s'inquiéter des problèmes suscités par le colonel Kadhaïf à propos de la représentation du Tchad. Il pense que le sommet doit avoir lieu. Mais c'est « un mauvais moment à passer » et il faut désormais penser au prochain sommet de juin 1983 à Conakry.

A propos, enfin, de la situation intérieure en Egypte, M. Boutros-Ghali, qui parle de la « continuité » entre les politiques des présidents Sadate et Mubarak, se montre sévère à l'égard des « fondamentalistes » islamiques dont le mouvement, dit-il, est « marginal et ne correspond pas à la réalité égyptienne ». Il a affirmé, d'autre part, que le pape copte Chenouda, chef de l'Eglise copte, n'est « pas arrêté », et qu'il a lui-même choisi de se retirer « pour des raisons de sécurité » dans un monastère au nord du Caire où il réside actuellement.

LE PRÉSIDENT GREC SEJOURNE UNE SEMAINE A PARIS A TITRE PRIVÉ

M. Constantin Caramanlis, président de la République hellénique, est arrivé ce lundi 22 novembre en fin de matinée à Paris, où il doit séjourner une semaine à titre privé. Ce voyage du chef de l'Etat grec sera suivi, à partir du 29 novembre, d'un autre déplacement : il se rendra en Allemagne fédérale à l'invitation du président Carstens.

Dès ce lundi après-midi, M. Caramanlis devait être reçu à l'Élysée par M. Mitterrand, avec qui il avait l'intention, selon Athènes, de faire notamment le point des relations bilatérales après la visite que le président français avait effectuée dans la capitale grecque en septembre dernier. Jeudi, M. Caramanlis prononcera un discours devant la conférence générale de l'UNESCO réunie en assemblée extraordinaire, puis s'entretiendra avec son directeur général, M. M'Bow.

Le président grec devrait d'autre part rencontrer différents représentants de la communauté grecque en France et présider, jeudi, une réception à l'ambassade hellénique.

Chacun sa Volvo



VOLVO

De 6 CV à 15 CV

138, av. des Champs-Élysées
75008 PARIS - Tél. : 223.60.70

112/114, rue Cardinet
75017 PARIS - Tél. : 766.50.35

16, rue d'Orléans
92200 NEUILLY - Tél. : 747.50.05

72/76, rue de Longchamp
75016 PARIS - Tél. : 727.47.37

Halte au Vol

serrure à 5 points
IZIS - LAPERCHÉ
ou PICARD
Matériel
GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier
15/10°
+
renforcement
du bû bois par
1 cornière en acier
+
1 cornière anti-pince
à l'extérieur sur le
pourtour de la porte
+
NOUVEAU
(Sécurité renforcée)
1 cornière
de pivotement
paumelles soudées
Offre
exceptionnelle
au lieu de 4.360 F
4.000 F TTC
Pose et dépi compres
PARIS-BANLIEUE
Société
PARIS PROTECTION
(1 seule adresse)
55, av. de la Motte Picquet
75015 PARIS
Tél. 566.65.20
CREDIT GRATUIT
4 VERS

Haute-Volta

LES ORIENTATIONS DE LA NOUVELLE JUNTE. - A l'occasion de sa première conférence de presse depuis le coup d'Etat du 7 novembre, le commandant Ouédraogo, président du Conseil provisoire de salut du peuple (C.P.S.P.), a déclaré que une « constitutionnelle normale » serait établie dans un délai de deux ans. Les « grandes orientations » du nouveau régime sont la « réorganisation de l'armée et de l'Etat », l'« instauration d'une justice sociale véritable », la « garantie des libertés » et la « promotion du développement ». Le président du C.P.S.P. a annoncé la formation prochaine d'un gouvernement. - (A.F.P.)

LES CAHIERS des S.T.H.

Repères & Dialogues

NUMERO SPECIAL sur le THEME
LIBERTÉ et LIBERTÉS
PROGRAMME DE CULTURE
GENERALE DES CONCOURS
aux GRANDES ECOLES de
commerce
et de sciences (philosophie et lettres)
Commande : Librairie Universitaire
et Editions des Sciences et
Techniques humaines
5, av. Léon-Henry 75016 Paris
Tél. 527.10.15
PRX 20 F

L'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) et l'Université ukrainienne libre de Munich (UUL) organisent les 25 et 26 novembre 1982 un colloque international sur la Renaissance nationale et culturelle en Ukraine de 1917 aux années 30

Ce colloque comprendra quatre sessions consacrées à la présentation de l'époque, de la littérature, des arts, de la vie religieuse, sociale et politique. Participeront les professeurs de l'INALCO et de l'UUL ainsi que des spécialistes de France, des Etats-Unis, du Canada et d'Allemagne.

Ce colloque se tiendra dans les salons de l'INALCO, 2, rue de Lille, 75007 Paris.

55 من الأصل

DE M. MITTERRAND EN ÉGYPTE

Le vol du premier Alpha-Jet assemblé à Hérouan illustre une nouvelle forme de coopération entre Paris et Le Caire

De notre envoyée spéciale

Le Caire. - Le premier avion d'entraînement Alpha-Jet assemblé dans les usines de l'Organisation arabe pour l'industrialisation (O.A.I.) à Hérouan, près de Le Caire, vient d'être officiellement remis à l'armée de l'air égyptienne. L'avion, qui se trouve consacré, à la veille de la visite de M. Mitterrand, une nouvelle forme de coopération entre l'Égypte et des industriels français de l'armement dont Dassault-Breguet, SNECMA, Thomson-CSF. En présence du président Mounbarak, M. Vallières, président du groupe Dassault, a souligné « la volonté française de participer au développement de l'industrie aéronautique égyptienne ».

Créée en 1975 par l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis, le Qatar et l'Égypte, l'O.A.I. avait pour but de répondre, à terme, aux besoins en armements du monde arabe et de réduire sa dépendance à l'égard de fournisseurs étrangers, en associant le financement des États pétroliers, la main-d'œuvre égyptienne et la technologie occidentale. Avec un capital de départ de 1 400 millions de dollars (6 milliards de francs) dans lequel la part de l'Égypte était représentée par quatre usines employant quinze mille personnes, l'O.A.I. a rapidement les bases d'un vaste programme d'équipement militaire à réaliser avec des firmes étrangères principalement américaines, britanniques et françaises. Des protocoles d'accord avec Dassault, la SNECMA et Thomson-CSF furent signés en 1978 pour la fabrication et la commercialisation de cent soixante Alpha-Jet.

Toutefois, née dans un climat d'unité arabe retrouvée après la guerre du Kippour, l'O.A.I. a subi les contrecoups de l'isolement de l'Égypte au lendemain du traité de

paix avec Israël de mars 1979. Organisation arabe, l'O.A.I. dut donc être « égyptianisée » par décret. Le Caire considérant que l'organisation ne pouvait être dissoute que par accord unanime des quatre pays fondateurs. Les accords signés devaient cependant être révisés, notamment pour ce qui concernait les industriels français.

Ceux-ci, d'abord inquiets des conséquences de la paix arabo-israélienne qui ramenait au Caire, dans la perspective d'une aide militaire accrue, les missions américaines chargées d'encourager les ventes d'armements à l'étranger, proposèrent à l'O.A.I. de revoir sous une forme bilatérale, et donc moins ambitieuse, les accords déjà conclus. Il s'agissait d'offrir à l'O.A.I. le moyen de faire tourner ses usines et d'employer rapidement son potentiel en l'associant comme sous-traitant à la fabrication d'armements produits par des firmes françaises. Cessant d'être seulement cliente, l'Égypte était appelée à devenir une associée à part entière de l'industrie française. Cette évolution ne pouvait que séduire un pays qui, encore traumatisé par l'échec de son tête-à-tête avec l'Union soviétique, ne désirait pas tomber sous la coupe exclusive de l'allié américain.

C'est dans cet esprit que fut conclu l'accord Alpha-Jet qui concerne la commande par le gouvernement égyptien de quarante-cinq avions (dont trente en version entraînement et quinze en version appui au sol). Pour ce contrat, signé solidement avec le gouvernement du Caire, sous la garantie du gouvernement français, par Dassault, la SNECMA et Thomson-CSF, les trois firmes sous-traitent à des degrés divers avec l'O.A.I.

C'est à Hérouan, dans la grande banlieue sud du Caire, que sont installées les deux usines, avions et moteurs, de l'O.A.I. qui sont concernés par le contrat Alpha-Jet. Sur les 45 appareils commandés, 37 seront assemblés en Égypte, alors que l'usine moteurs assemblera et essaiera pour sa part 80 moteurs.

« Assurer la qualité »

Au fond du vaste hangar situé au bord de la mer, sur son chariot de transport, le dernier des Alpha-Jet démonté et encore bûché arrive tout droit des usines de Toulouse où un C-130 de l'armée de l'air égyptienne est venu, comme chaque mois, en prendre livraison. Sur les échafaudages, cinq autres appareils sont en cours d'assemblage. Six mois sont nécessaires entre le début du montage et la remise à l'armée égyptienne. Un délai un peu plus long qu'en France, mais, souligne un technicien français, « nous devons faire de la formation ». Une vingtaine de spécialistes Dassault assurent l'assistance technique et contrôlent la qualité de la firme. Avant d'être remis au client, l'avion passe d'abord par l'examen du SIAR (Service de la surveillance industrielle de l'armement). L'assemblage se fait au moyen d'un outillage fabriqué en Égypte.

Cet assemblage ne constitue pas le seul apport égyptien, puisque l'O.A.I. fabrique aussi, avec l'assistance technique de Dassault et au titre de la compensation industrielle, des éléments du drapeau de dérive, des volets, des ailerons, du crouillon et de la tuyère froide du moteur de l'Alpha-Jet et quelques éléments mineurs du Falcon-50 qui, fabriqués en Égypte, sont eux envoyés et montés en France.

La même collaboration existe à l'usine moteurs de l'O.A.I. où sept ingénieurs et techniciens de la SNECMA font l'assistance technique pour l'assemblage et les essais de 80 moteurs Larzac destinés à équiper l'Alpha-Jet. « Nous sommes là pour coordonner le programme et assurer la qualité SNECMA », nous dit leur chef de mission, qui ajoute : « Il était important de démontrer que l'on pouvait assembler un moteur en Égypte, et c'est là une opération réussie ». La SNECMA étudie actuellement une extension de l'opération d'assemblage et une plus grande participation égyptienne à la fabrication de quelques éléments du moteur.

La part de l'O.A.I. dans la fabrication de l'Alpha-Jet, qui représente aujourd'hui environ 5 % de l'ensemble, devrait aller en s'accroissant à mesure que seront résolus les nombreux problèmes technologiques, économiques et humains que pose cette collaboration.

L'Égypte a sans doute quarante ans de retard technique sur nous, affirme un ingénieur français, « mais, compte tenu de la valeur de ses ingénieurs, de l'infrastructure installée peu à peu et de l'aide à la formation que nous pouvons apporter, il lui faudra seulement dix à quinze ans pour le rattraper ». Prévision peut-être un peu optimiste si l'on considère la complexité des moyens nécessaires, par exemple, au développement d'une électronique de pointe qui, outre des investissements financiers considérables, nécessite la formation poussée d'un grand nombre de spécialistes. Si la valeur des ingénieurs égyptiens est reconnue par tous leurs collègues occidentaux, beaucoup déplorent la pénurie de cadres moyens ou d'ouvriers spécialisés.

Sur le plan économique, les obstacles sont tout aussi importants. En effet, si l'Égypte entend fabriquer des pièces qui pourront être soit renvoyées en France soit utilisées sur place, ce qui nécessite dans la plupart des cas, à la charge du constructeur français, deux outillages au lieu d'un seul, elle ne veut pas que cette contrainte provoque un surcoût. De même, la productivité ne peut être identique en France et en Égypte, pays qui se doit d'employer une main-d'œuvre pléthorique au lieu de pousser l'automatisation. Pour ce qui est des rapports humains, tous les spécialistes français que nous avons pu rencontrer sur place louent à l'unisson la bonne qualité des relations établies avec les Égyptiens dont près d'un quart travaillant sur le programme Alpha-Jet.

ont suivi des stages en France. Le seul problème, mais important, surtout dans le domaine technique, nous a confié l'un d'eux, demeure celui de la langue. On peut s'étonner à cet égard que les firmes françaises ne semblent pas encore faire de très grands efforts pour développer parmi leur personnel une certaine connaissance de l'arabe.

Vingt Mirage 2000

Le contrat Alpha-Jet, déjà bien engagé, va être suivi, dès l'année prochaine, par le montage dans les usines de l'O.A.I. de 30 des 36 hélicoptères Gazelle produits par la SNIAS et Turboméca et commandés par l'armée égyptienne, qui en possède déjà cinquante. La coopération se poursuivra pour le Mirage 2000 que l'Égypte a déjà commandé à 20 exemplaires, avec une option à confirmer pour 20 autres. Outre Dassault, la SNECMA et Thomson-CSF, vingt autres firmes françaises dont Matra, T.R.T., déjà intéressées au contrat Alpha-Jet, sont concernées par ce contrat. Les premières livraisons de Mirage 2000 sont prévues à la fin de l'année 1985.

Les débuts prometteurs de cette collaboration, qui n'exclut « aucun transfert de technologie moderne », ne doivent pas cependant masquer le fait que les industriels français se heurtent à une forte concurrence en Égypte, et en particulier à celle des États-Unis. Ceux-ci peuvent jouer dans la balance tout le poids de leur influence politique dans le monde arabe, et en particulier dans le Golfe. A cet égard, les propositions américaines de montage en Égypte de l'avion de Mc Donnell Douglas F 5 G ne manquent pas d'inquiéter les Français, dans la mesure où Washington assurerait au Caire un débouché dans les pays du Golfe. Les Saoudiens, laisse-t-on entendre à Paris, seraient assez portés à offrir quelques-uns de ces avions - moins performants - à leurs voisins, tout en continuant à s'équiper des derniers modèles de l'industrie américaine. Or, dit-on du côté français, la mise en place en Égypte d'une chaîne de montage du F 5 G risque de sonner le glas des espoirs français, l'Égypte n'ayant pas encore le potentiel technique et humain nécessaire à l'entretien de deux chaînes de montage pour des appareils de conception entièrement différente.

A l'heure actuelle, la chaîne de l'Alpha-Jet, compte tenu des com-

mandes enregistrées à ce jour, n'est alimentée que jusqu'à la fin de 1984. On peut espérer, toutefois, qu'un début de règlement politique au Proche-Orient voie le retour en force de l'Égypte dans le monde arabe et lui permette à nouveau de jouer un rôle prépondérant dans son développement. M. Vallières a évoqué, en présence du président égyptien, cette encourageante perspective. « Si certains des pays arabes ou musulmans déjà dotés d'appareils de combat français donnent leur accord pour qu'une partie du travail soit effectuée en Égypte, nous ne manquerons pas de réserver un accueil favorable à de tels développements et d'y apporter tout le soutien possible », a-t-il notamment déclaré, rappelant ainsi aux Égyptiens le bénéfice qu'ils peuvent tirer d'une collaboration avec la France.

Collaboration que beaucoup d'industriels souhaitent voir soutenue au niveau politique, en particulier dans l'attribution de crédits. « L'Égypte est très importante pour nous, nous a dit l'un d'eux. Mieux vaut « mettre le paquet » sur un pays que disperser ses efforts financiers un peu partout. Or, actuellement, la coopération franco-égyptienne n'est pas assez fermement ancrée pour qu'elle ne puisse être bousculée par les États-Unis. C'est un des points où le bât blesse. Préta, technologiquement et matériellement, à répondre aux nombreux besoins de l'armée égyptienne, la France invoque le manque de crédits. Argument que contestent à la fois certains industriels qui voient derrière l'Égypte s'ouvrir les portes du monde arabe, et certains Égyptiens qui déplorent un « manque de confiance » à l'égard « du plus grand des pays arabes ». Les industriels français comme les officiels égyptiens ne cachent pas qu'ils attendent à cet égard beaucoup du voyage au Caire de M. Mitterrand.

L'impressionnante démonstration en vol de l'Alpha-Jet effectuée par le chef pilote d'essai de Dassault, M. Sager, aura peut-être convaincu les spectateurs délégués des Émirats arabes unis, de la Jordanie, du Qatar notamment, de la qualité de l'avion français et de l'efficacité des installations de l'O.A.I., qu'ils ont longuement visitées.

FRANÇOISE CHIPAUX.

L'O.A.I. : dix-huit mille personnes pour une production très diversifiée

Présidée depuis 1979 par M. Ahmed Zaidou, l'Organisation arabe pour l'industrialisation emploie aujourd'hui près de dix-huit mille personnes dans cinq usines qu'elle possède en propre et dans deux autres qui fonctionnent en joint-venture avec des sociétés étrangères.

Les cinq usines de l'O.A.I. sont :

— L'usine Sakr, la plus grande, spécialisée dans la production de missiles et de roquettes, d'armes antichars P.G.-7 et de nombreuses munitions ;

— L'usine d'électronique, cent cinquante personnes, petite unité en voie d'agrandissement, qui produit notamment pour la firme T.R.T. des éléments de radio-électronique ;

— L'usine Kader, qui a produit le blindé Waleed et l'avion d'entraînement primaire Gournouria. Elle devrait présenter prochainement un nouveau blindé ;

— L'usine d'avions qui, outre l'assemblage des Alpha-Jet, assure la révision des Mig-21 et produit des éléments pour les véhicules blindés ;

— L'usine de moteurs, dans laquelle sont assemblés les moteurs Larzac et révisés les moteurs des Mig.

De nombreuses sociétés françaises ont des projets de travaux communs avec ces entreprises. L'O.A.I. travaille en joint-venture dans deux autres sociétés :

— La Société arabo-britannique pour les industries

dynamiques, qui produit notamment les missiles Saïgh-Fir ;

— La Société arabo-américaine de véhicules, qui produit en coopération avec American Motors des jeeps, des pick-up...

L'O.A.I. avait signé en 1978 des accords de joint-venture avec Westland et Rolls-Royce pour la production d'hélicoptères Lynx. Ces accords n'ont jamais été suivis d'effet, mais les deux sociétés demeurent sous les noms de : — Société arabo-britannique d'hélicoptères, qui assure la modernisation des hélicoptères soviétiques Mi-8 et qui devrait assurer le montage de votre Gazelle, en coopération avec la SNIAS ;

— Société arabo-britannique de moteurs, qui assure l'entretien de moteurs d'hélicoptères, et qui devrait effectuer l'assemblage de l'Astazou pour les Gazelle.

Le fait que l'O.A.I. n'ait pas, après la rupture du monde arabe avec l'Égypte, été intégrée au sein du ministère de la production militaire montre bien que l'Égypte ne désespère pas de redevenir la plaque tournante de la production d'armement pour le monde arabe, un espoir que partagent, bien évidemment, ses partenaires.



CAPEL. Le choix le plus large pour les plus longs.

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 8
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15



CAPEL libère l'homme fort.

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 8
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

Chacun sa Volvo



VOLVO

LA FRANCE DES IMMIGRES.

Indispensables pour quoi ? Pour servir de main d'œuvre bon marché ? Ou pour vivifier la France de leurs cultures exotiques ?

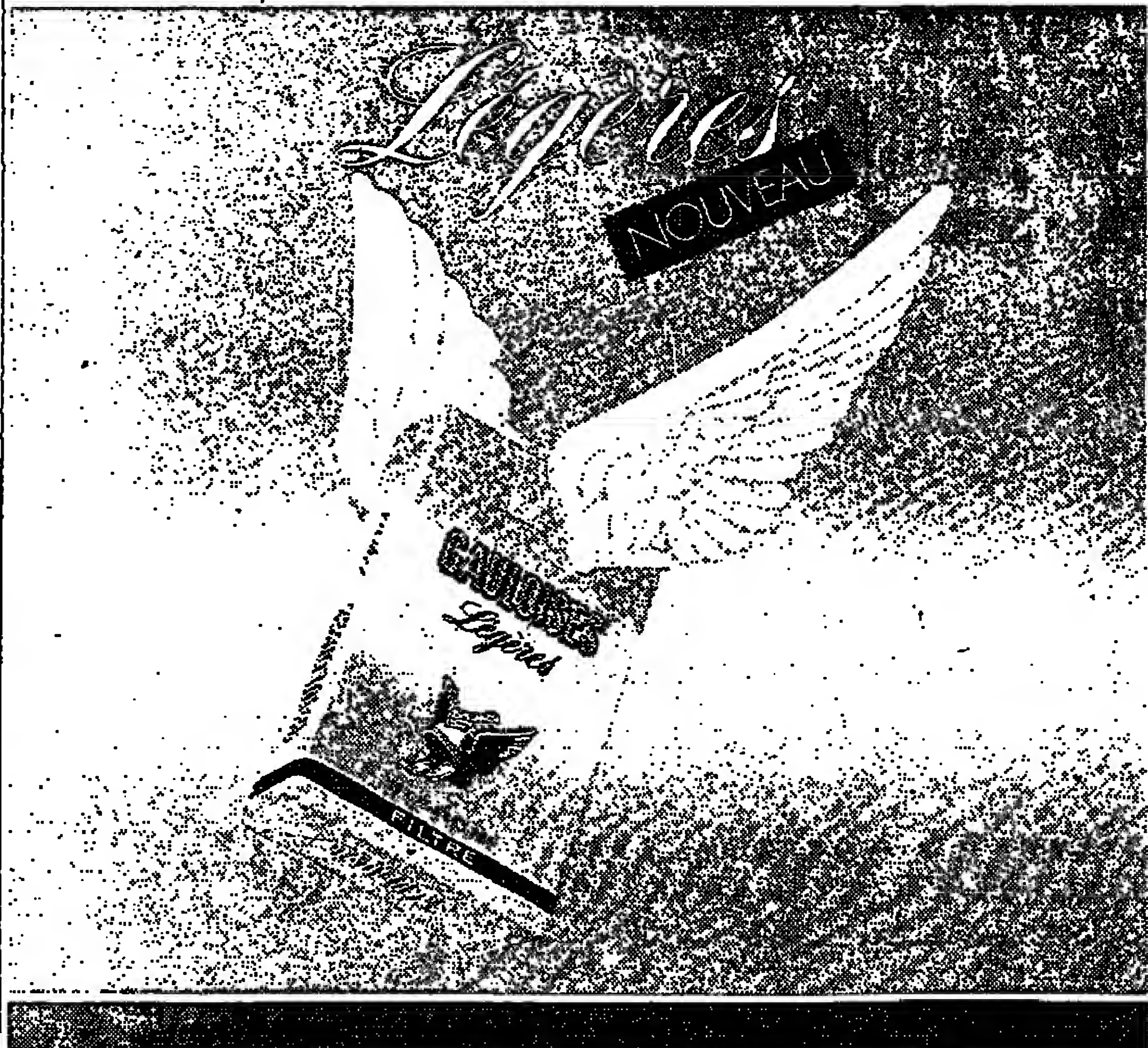
Insupportables pour qui ? Pour les racistes de toujours ? Ou pour les Français tourmentés par l'insécurité et le chômage.

4 200 000 étrangers en France. Une analyse de ce qui va encore mal et de ce qui va un peu mieux pour les immigrés.

ANDROPOV : LE DERNIER MASQUE DU KREMLIN.

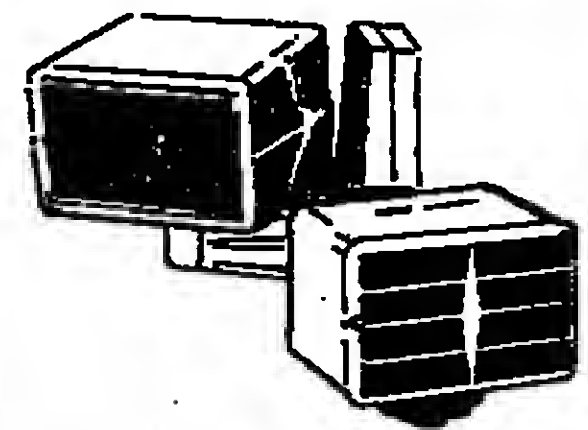
Si l'imaginaire revient au pouvoir au Kremlin, un entretien avec Pierre Hassner. - A Moscou, le 15 novembre : les énigmes de l'enterrement de Brejnev, reportage de Jean Daniel. - Les ordinateurs d'Andropov, une analyse de K.S. Karol.

LE NOUVEL **observateur** CETTE SEMAINE

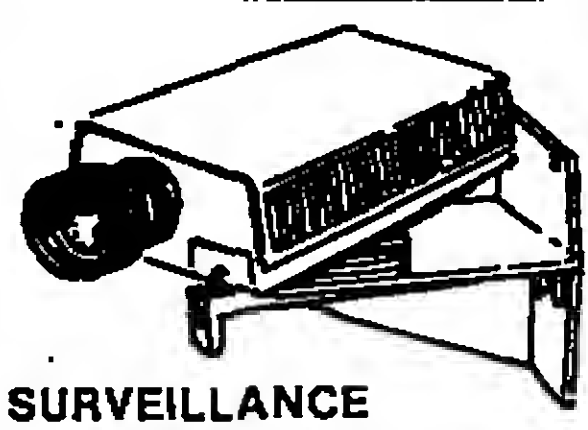


ALARMEZ-VOUS!

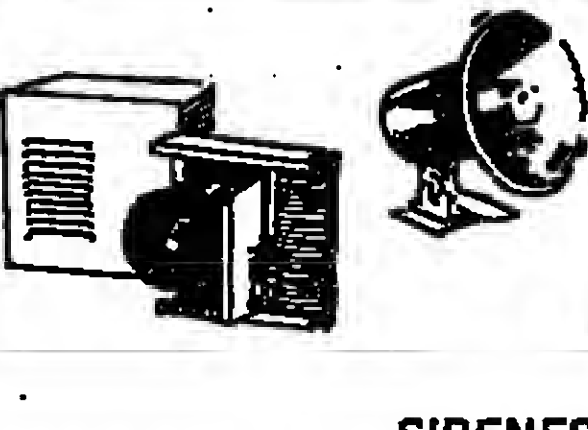
Partez plus tranquille avec un système d'alarme chez vous : boutiques, appartements, pavillons, ateliers, dépôts, etc.



RADARS ELECTRONIQUES



SURVEILLANCE CAMERA VIDEO



SIRENES



DETECTEUR INFRAROUGE

Paris-Alarm vous propose de protéger un appartement ou un pavillon de 4 fenêtres et 1 porte d'entrée par des contacts d'ouverture + une reprise intérieure par un radar infrarouge (portée 12 m), le tout commandé par une centrale (3 zones batteries et secteur) + 2 sirènes (1 intérieure et 1 extérieure agréée par le Ministère de l'Intérieur 48 As). Pour cette installation comptez 5 000 F T.T.C. posée, Paris et Banlieue. (Offre valable jusqu'au 31.12.82). DEVIS GRATUIT. Garantie: 2 ans pièces et main d'œuvre. CREDIT GRATUIT: 4 versements.

Ste PARIS-ALARM, 141, rue de la Croix Nivert 75015 PARIS - Tél. 530.05.47

L'ANGLAIS NOËL A LONDRES
COURS INTENSIFS - VACANCES DE NOËL
MAYFAIR INSTITUTE
41, CHARLES ST LONDON W.1. PARIS 541-21-92
Formation continue. Préparation aux examens universitaires
INSTITUT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR RECONNU PAR L'ÉTAT

PROCHE-ORIENT

Israël

Les autorités assouplissent la réglementation « anti-O.L.P. » imposée aux étrangers travaillant dans les territoires occupés

De notre correspondant.

Jérusalem. — Pour la troisième fois en l'espace de quelques semaines, les autorités israéliennes ont modifié la réglementation imposée aux ressortissants étrangers qui demandent un permis de travail dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. Ces mesures visent en fait essentiellement les personnes qui travaillent dans les huit établissements d'enseignement supérieur de Cisjordanie. Les deux plus importants sont celui de Bir-Zeit, près de Ramallah et d'Al-Najah, près de Naplouse. En tout, ces universités comptent huit mille étudiants.

Dans un premier temps, au mois de septembre dernier, les enseignants étrangers ont été sommés de signer un engagement de n'apporter aucun soutien « à l'O.L.P. et aux autres organisations terroristes ». Devant leur refus, la formulation a été changée, et le nouvel engagement faisait état « de l'O.L.P. et des autres organisations hostiles ». Sur les cent vingt enseignants étrangers concernés par cette mesure, vingtaine seulement ont accepté de signer, vingt et un ont été expulsés, et trente et un autres ont vu leur permis de travail annulé.

Le ministère de la défense a maintenant décidé de faire quelque peu machine arrière. Une nouvelle réglementation, annoncée lundi matin 22 novembre, a été mise au point, qui précise de manière extrêmement détaillée toutes les formalités que doit remplir un ressortissant étranger pour disposer d'un permis de travail en Cisjordanie. Une nouvelle formule stipule que, pendant la période de validité du permis la personne « s'abstiendra de tout acte qui enfreint la sécurité et l'ordre publics, et respectera la loi interdisant toute forme d'action ou d'aide à l'O.L.P. et aux autres organisations hos-

tilités ». En quoi cette formulation est-elle différente ? Il ne s'agit plus, explique-t-on, d'un « engagement », mais d'une « condition » posée à la délivrance d'un permis de travail.

La décision du ministre de la défense, M. Ariel Sharon, de modifier une fois de plus cette réglementation constitue, dans une certaine mesure, un désaveu de la politique de l'administration civile des territoires occupés. C'est cette administration civile qui avait imposé la signature de la « lettre d'engagement » aux enseignants, et depuis la guerre on disait qu'elle s'appropriait à exiger le même engagement des membres étrangers du clergé qui séjournent en Cisjordanie, ce qui avait déjà provoqué un certain émoi au sein des églises, surtout après le non-renouvellement du visa du sacristain arménien de Jérusalem.

Toute cette affaire des enseignants étrangers de Cisjordanie n'aurait peut-être pas connu un tel retentissement si, jeudi dernier, au cours de sa conférence de presse, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, n'avait pas suggéré aux universitaires israéliens de s'insurger et de protester contre les expulsions.

Certains députés de la coalition, comme M. Goula-Cohen, se sont pour leur part élevés contre cette « ingérence » de M. Shultz dans les affaires intérieures d'Israël, et les autorités de Jérusalem ont estimé que les Etats-Unis leur cherchaient une mauvaise querelle et étaient mal placés pour leur donner des leçons, puisqu'eux-mêmes soumettent — théoriquement — à la délivrance d'un visa à une déclaration de non-

appartenance au parti communiste. Face à l'ampleur prise par cette affaire, et sans doute par souci de ne pas envenimer encore les relations avec Washington, les autorités israéliennes ont cependant décidé de jeter quelque pont du lest. Reste à savoir si ce sera suffisant. — (Interim.)

M. Bruce Kasdan, agent de liaison du ministère israélien des affaires étrangères à Beyrouth, a déposé dimanche 21 novembre devant la commission d'enquête sur les massacres de Sabra et de Chatila. Son témoignage va dans le sens de la thèse de M. Begin selon laquelle le premier ministre n'aurait été informé du drame que le samedi 18 septembre. Kasdan a rapporté qu'il n'avait lui-même entendu parler des massacres que le samedi matin, lorsque l'émisserie américaine M. Morris Draper avait pris contact avec lui, et avait demandé de transmettre à M. Ariel Sharon le message suivant : « Vous devez arrêter cet horrible massacre. J'ai dans les camps un officier qui a pu dénombrer des cadavres. La situation est terrible. Ils tuent des enfants. Vous devriez avoir honte. Vous avez le contrôle absolu de la région, et vous êtes responsable de ce qui se passe là-bas. » — (A.F.P., Reuter.)

Le rapport final remis dimanche 21 novembre au gouvernement israélien par la commission d'enquête chargée de déterminer les causes de l'explosion du bâtiment qui abritait le quartier général de l'armée de Tyr, exclut totalement l'hypothèse d'un attentat, aucune trace d'explosifs n'ayant été retrouvée dans les décombres. Selon la commission, une fuite de gaz se serait produite au premier étage du bâtiment.

La guerre du golfe

LE GROUPE DES LLOYDS MET EN DOUTE LA DESTRUCTION DE CINQ PÉTROLIERS AU LARGE DE L'ILE DE KHARG

Le groupe d'assurances des Lloyds a indiqué dimanche soir 21 novembre à Londres qu'il n'avait aucun renseignement sur l'éventuelle destruction de cinq pétroliers au large de l'île irakienne de Kharg, dans la région du Golfe.

Selon un porte-parole des Lloyds, qui citait un représentant du groupe à Dubaï, aucune rumeur ne venait confirmer les informations irakiennes selon lesquelles l'aviation de Bagdad et des unités navales avaient attaqué et détruit cinq pétroliers au large de Kharg, dans la nuit de samedi à dimanche.

Si une attaque avait eu lieu, il est probable qu'au moins un des navires attaqués aurait envoyé un S.O.S. Les informations irakiennes apparaissent « sans fondement », a-t-il ajouté.

Le porte-parole des Lloyds a également indiqué que, selon un armateur, le capitaine d'un navire qui avait quitté la région de Kharg samedi vers minuit n'avait rien aperçu d'habituel.

A Tokyo, la compagnie iranienne des pétroliers, dans une note adressée aux affruteurs japonais, a démenti la destruction des cinq pétroliers, précisant que ces navires se trouvaient à Kharg et que leur chargement se poursuivait.

D'autre part, les installations de l'aéroport de Téhéran, notamment la tour de contrôle, ont été sérieusement endommagées samedi après-midi par un incendie. Les vols iraniens au départ de l'aéroport interrompus pendant quelques heures, ont repris dimanche matin. — (A.F.P., Reuter.)

A TRAVERS LE MONDE

Botswana

MISE AU POINT. — Mis en cause dans un article de Jean-Claude Pomonti sur le Botswana (le Monde du 18 novembre), M. Trevor Courtenay, homme d'affaires de Gaborone, nous prie de signaler que sa société de consultants à Gaborone « n'est pas une émanation de l'Afrique du Sud ou du Botswana » et « a pour rôle essentiel de favoriser les investissements étrangers au Botswana ».

Chine

M. SON SANN, le premier ministre de la coalition des mouvements cambodgiens antidiétariens, est arrivé le samedi 20 novembre à Pékin. Il est le troisième des dirigeants des trois mouvements regroupés dans la coalition à se rendre dans la capitale chinoise ces dernières semaines. Le président de la coalition, le prince Norodom Sihanouk, et son vice-président, M. Khieu Samphan, chef de file des Khmers rouges, avaient eu précédemment des entretiens séparés avec les dirigeants chinois. Recevant M. Son Sann, le premier ministre, M. Zhao Ziyang, a affirmé que la Chine entendait traiter sur un pied d'égalité les trois mouvements composant la coalition cambodgienne. — (A.F.P., Reuter.)

Etats-Unis

L'IDENTITÉ DE « GORGE PROFONDE ». — M. John Ehrlichman, ancien conseiller du président Nixon, a affirmé, dimanche 21 novembre, que M. Henry Petersen, qui était, à l'époque du Watergate, un des collaborateurs de l'atmosphère générale (ministre de la justice), était « Gorge profonde », l'informateur jamais identifié de Woodward et Bernstein, les deux journalistes du Washington Post chargés de l'affaire. M. Deat, l'ancien conseiller juridique de M. Nixon, avait pour sa part affirmé récemment que l'informateur était M. Alexander Haig, qui avait aussitôt démenti. — (A.F.P.)

M. JOHN ANDERSON VEUT CRÉER UN TROISIÈME PARTI. — L'ancien candidat indépendant à l'élection présidentielle de novembre 1980 (il avait obtenu 7 % des suffrages) a annoncé samedi 20 novembre qu'il avait adressé à cinquante mille personnes une lettre sollicitant des fonds pour la création d'un troisième parti politique. M. Anderson a indiqué que cette démarche était un premier pas vers sa candidature à l'élection de 1984. M. Anderson estime que le fort taux d'abstention régulière-

ment constaté dans les consultations montre que les Américains ne sont pas satisfaits de devoir limiter leur choix aux démocrates et aux républicains. — (A.F.P.)

Ethiopie

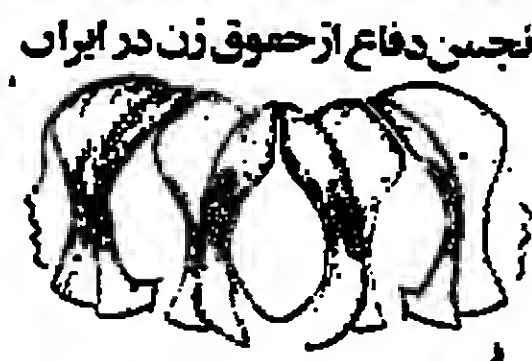
COLLOQUE SUR L'ÉRYTHÉE. — Le colloque international de Tunis sur l'Erythrée s'est achevé dimanche 21 novembre par un appel au gouvernement éthiopien et aux représentants de la révolution érythréenne pour qu'ils cessent les combats et engagent des négociations sur la base du droit du peuple érythréen à l'autodétermination. Des représentants de multiples organisations et partis politiques arabes et étrangers ont participé à ce colloque qui s'est tenu à l'initiative de l'Union des journalistes arabes et sous l'égide du P.S.D. tunisien (gouvernement). De nombreux responsables de la résistance érythréenne (Front de libération de l'Erythrée-F.L.E., Front de libé-

ration de l'Erythrée forces populaires-F.L.E.P., Front de libération de l'Erythrée conseil révolutionnaire-F.L.E.C.R.) étaient présents, à l'exception toutefois du principal d'entre eux, le F.P.L.E. (Front populaire de libération de l'Erythrée), qui n'avait pas été invité. — (A.F.P.)

Suisse

DÉFAITE DE L'AILE GAUCHE AU CONGRÈS SOCIALISTE. — A une année des prochaines élections législatives, l'une des principales formations du pays, le parti socialiste qui vient de se réunir en congrès à Lugano, a clairement réaffirmé sa vocation réformatrice et gouvernementale. Se ralliant aux recommandations de la direction contre l'aile gauche, les délégués ont largement approuvé par 602 voix contre 99 un nouveau programme consacrant l'orientation social-démocrate du parti. — (Corresp.)

Association pour la Défense des droits de la Femme en Iran



POUR QUE CESSE LA GUERRE

L'Association pour la Défense des droits de la Femme en Iran, réunie clandestinement en Assemblée Générale extraordinaire à Téhéran le 2 novembre 1982, invite les femmes et hommes épris de liberté à faire pression sur la Communauté Internationale afin de trouver une solution efficace au conflit qui oppose l'Iran à l'Irak.

— En quelques mois plus de 150 000 hommes, femmes, enfants ont été tués.

— L'état de guerre a aggravé la pénurie dont souffre le peuple iranien.

Aujourd'hui l'essor économique et industriel des deux pays est hypothéqué par le prolongement de cette guerre. L'A.D.F.I. souhaite attirer l'attention de la Communauté Internationale sur les conséquences de ce conflit aujourd'hui régional qui peut demain avoir des effets néfastes sur la paix dans le monde.

L'A.D.F.I. invite les hommes et les femmes à la rejoindre afin de constituer un Comité de Paix entre l'Irak et l'Iran. Ce Comité aura pour principale mission d'améliorer, d'étendre et de faciliter les liens d'amitié entre les deux peuples, à cet effet et pour y parvenir, d'entreprendre toute action ou manifestation de nature à favoriser le retour à la paix.

Paris, le 10 novembre 1982
Association pour la Défense des droits de la Femme en Iran
Contacter: A.D.F.I., B.P. 8, 78750 MAREIL MARLY FRANCE

La Troisième Révolution Industrielle en Flandre a éclaté!



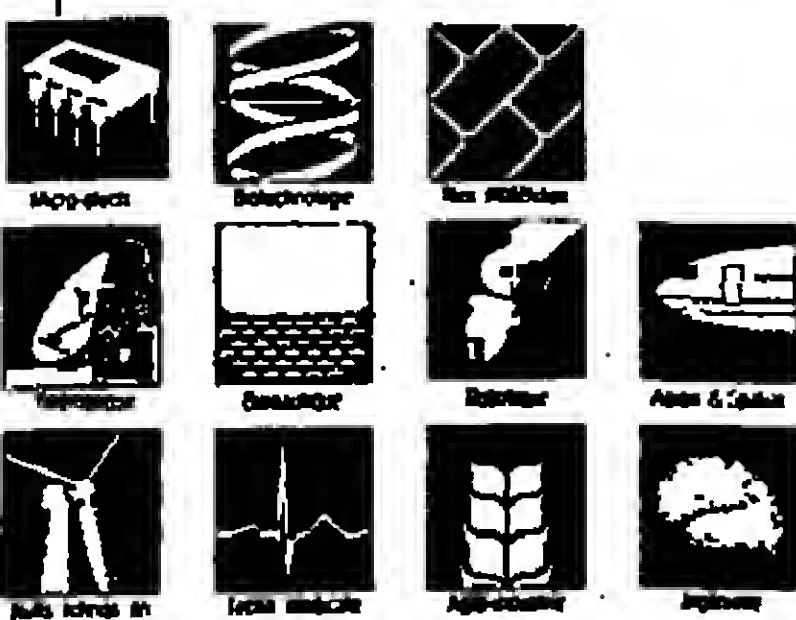
flanders' technology

Salon International de l'Innovation Technologique
Gand - Belgique, 3-7 mai 1983.

Les nouvelles technologies, celles qui aujourd'hui déjà façonnent notre nouvel avenir industriel, seront les « vedettes » de Flanders' Technology. Flanders' Technology montrera le visage de l'avenir dans 11 domaines d'innovation technologique.

Flanders' Technology s'adresse à toutes les entreprises industrielles et aux négociants qui veulent présenter ou qui sont à la recherche de nouveaux produits, de nouveaux matériaux ou de nouvelles techniques.

La Flandre invite l'industrie française à participer à sa révolution industrielle.



Pour tout renseignement, inscriptions, cartes d'accès, adressez-vous à:
International Congress Centrum
I.C.C. Florakapelen, B-9000 Gand-Belgique. ☎ 091 22 40 22 - Telex 12 696 spcc-b

Envoyez la documentation complète à:

NOM _____
FONCTION _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____
TEL _____

مركز من الأصل

PROCHE-ORIENT

Les Palestiniens en quête de survie

V. — Du rêve à la réalité

De notre envoyé spécial ÉRIC ROULEAU

Privés de leur « sauveur » libanais, les dirigeants de l'O.L.P. tentent d'assurer leur autonomie face à des gouvernements arabes qui ne leur inspirent pas confiance. La détresse que connaissent les Palestiniens, de la diaspora ou des territoires occupés, renforce tout à la fois leur aspiration à la paix et leur volonté de fonder un État en Cisjordanie et à Gaza (le Monde des 16, 17, 18 et 22 novembre 1982).

Wedhat. — Abou Adnan passe pour être l'homme le plus influent de Wedhat. Les dizaines de milliers de réfugiés palestiniens de ce camp, qui ont fui Israël comme lui en 1948, le respectent et l'écourent. On vient vers lui pour se confier, solliciter un conseil ou une faveur. Ce paysan au regard mûr et aux allures de patriarche, portant les vêtements arabes traditionnels, a réussi le tour de force d'entretenir de bonnes relations avec les autorités jordaniennes sans relâcher celles qui le lient aux organisations de fedayin, hautement suspectes dans le royaume hachémite.

Grand seigneur, il tient table ouverte le vendredi, jour chômé chez les musulmans, et réunit autour d'un mouton rôti, les notables et les chefs de clans qui, comme lui, répondent sur les divers camps de réfugiés. C'est l'occasion, ou le prétexte, qu'ils se donnent pour se concerter. La conversation, qui se déroule en notre présence, s'oriente vers les perspectives d'un règlement de paix au Proche-Orient. Évoquant les décisions que devrait prendre, lors de sa prochaine réunion, le Conseil national palestinien (le parlement de la résistance), dont il est membre, Abou Adnan proclame haut et fort : « Je voterai des deux mains en faveur d'une résolution appelant à la reconnaissance réciproque d'Israël et du futur État palestinien ! ». Nullement surpris, comme s'il s'agissait d'une affaire entendue, les convives, une soixantaine, qui l'entourent hochent la tête, approuvent. « Nous aurions dû le faire dès 1947 quand l'ONU recommanda le partage de la Palestine en deux États, l'un juif, l'autre, arabe », lance l'un d'eux, tandis qu'un autre enchaine : « Il ne faut plus ajourner une telle décision car nos frères ne supportent plus d'être des réfugiés, des citoyens de deuxième ou troisième zone... ».

Dans le camp de Set Zeinab, à Damas, nous avions entendu des propos analogues, encore que plus véhéments, de réfugiés qui avaient, échappés aux tueries du Liban, « Qu'attend-on pour reconnaître Israël ? », hurlait Abou Omar, grolottant sous la tente qui abritait une dizaine de membres de sa famille. Jusqu'à quand allons-nous être chassés d'un pays arabe à l'autre, subir les humiliations, les persécutions et les massacres ? Qu'on me donne un État, et j'accepterai de coexister avec le diable en personne ! ».

Dans les territoires occupés, où les épreuves sont quotidiennes, le consensus en faveur de la paix est beaucoup plus étendu. A peu près tous les maires élus (aujourd'hui destinés ou déportés) s'étaient prononcés publiquement, ces dernières années, d'une manière ou d'une autre, en faveur d'un compromis qui donnerait aux Palestiniens un État en Cisjordanie et à Gaza. « Vous n'avez pas, en réalité, renoncé à votre rêve de nous faire à la mer ! », disait récemment un officier supérieur israélien au secrétaire général de la C.G.T. en Cisjordanie, M. Adel Ghanem, qui rétorqua : « Dites-nous seulement que vous n'avez pas l'intention d'avancer vos frontières au-delà de celles qui étaient les vôtres en 1967 et vous verrez aussitôt nos représentants à la table de négociations ! ».

Il en va de même pour les autres catégories de la population. Les paysans veulent échapper aux expropriations, les industriels à la faillite à laquelle les accule l'occupant, les commerçants au marasme, les ouvriers au chômage et à l'inflation importée d'Israël (au rythme de 100 % l'an). Tous supportent mal le poids d'une répression multiforme qui témoigne, dans le quotidien, de la supériorité écrasante de l'État juif. Le réalisme mais aussi l'espoir incitent à la conciliation : la solidarité agissante de pacifistes et de groupes de gauche israéliens avec les habitants des territoires occupés annonce, vous dit-on, la future coexistence entre les deux peuples.

Un lent mûrissement

« Vous ne savez pas combien il est réconfortant de voir arriver des autocars bondés d'Israéliens venus manifester, à nos côtés, contre l'arbitraire des autorités d'occupation », nous dit M. Georges Hasboun, maire adjoint de Bethléem et secrétaire adjoint de la C.G.T. Il s'est lui-même rendu à Tel-Aviv pour exhorter les Israéliens, au cours d'une réunion publique, à « soutenir les Palestiniens, les nouveaux juifs du Moyen-Orient ».

L'évolution de la politique de l'O.L.P. dans le sens de la concilia-

tion a puissamment contribué au lent mûrissement de l'opinion palestinienne. Vouée à l'origine à « libérer toute la Palestine » et à y établir un « État démocratique » sur l'ensemble du territoire (ce qui signifiait, en clair, le démantèlement de l'État d'Israël et de ses structures « sionistes »), la centrale des fedayin s'était engagée sur une toute autre voie en 1974. Réuni en juin de la même année, le Conseil national palestinien se prononça en faveur de deux États et autorisa les chefs de la résistance à participer, sous conditions, à la conférence de la paix convoquée conjointement par les États-Unis et l'U.R.S.S. à Genève. Le message était clair : l'Organisation de M. Arafat se déclarait ainsi disposée, tout comme les autres belgiques arabes, à engager des négociations avec Israël, donc à la reconnaître, et à conclure un accord de compromis.

Au fil des années, diverses résolutions du C.N.P. et déclarations de M. Arafat devaient confirmer, toujours d'une manière implicite, la nouvelle orientation de la résistance. L'accueil favorable réservé, entre autres, au communiqué conjoint soviéto-américain du 1^{er} octobre 1978, au « plan Brejnev » du printemps 1981, à la déclaration commune de Mendès France et de M.M. Goldmann et Klutznick et au projet de résolution franco-égyptien présenté au Conseil de sécurité pendant la guerre du Liban — textes qui prônaient la reconnaissance réciproque et la coexistence des deux peuples en Palestine — signifiait que l'O.L.P. était toujours disposée à s'engager sur la voie d'un tel compromis.

Suivant l'exemple de Sadate, qui appela, au cours de la guerre d'octobre 1973, à la convocation d'une conférence de la paix, M. Arafat en fit de même pendant et après le siège de Beyrouth. Mais en vain. Le gouvernement de M. Begin se déterminait à ne « jamais engager des négociations avec une bande de terroristes », ou à permettre la création d'un État palestinien sur le sol d'« Eretz Israël ». Les États-Unis, dans des termes plus ambigus, continuaient d'exiger que l'O.L.P. « reconnaisse explicitement le droit d'Israël à l'existence », et qu'elle « renonce au terrorisme », en échange de quoi Washington accepterait d'« engager un dialogue » avec la centrale des fedayin, sans pour autant admettre le droit du peuple palestinien à établir un État souverain.

Ces conditions paraissent exorbitantes à la plupart des dirigeants de la résistance. Pourquoi, nous disait M. Hawatmeh, le chef du Front démocratique, exige-t-on de nous la reconnaissance explicite unilatérale et inconditionnelle d'Israël ? Pourquoi M. Begin, contrairement à M. Arafat, peut-il être reçu à la Maison Blanche ou à l'Élysée après avoir annexé formellement, en violation de la résolution 242 du Conseil de sécurité, Jérusalem-Est et le Golan, ainsi que, dans la pratique, la Cisjordanie et Gaza ? Le « terrorisme d'État » d'Israël, d'autre part, est-il moins répréhensible ou neutre que « les rarissimes opérations » entreprises par les fedayin contre les occupants ?

Des courants contradictoires

Malgré ces objections indignées, nombre de dirigeants de la résistance, M. Arafat en tête, nous a-t-on assuré de plusieurs sources, souhaitent que le Conseil national palestinien adopte, au cours de sa prochaine session, une résolution appelant explicitement à une paix fondée sur la reconnaissance réciproque de deux États en Palestine. Une telle déclaration, estiment ses défenseurs, permettrait tout à la fois d'isoler davantage le gouvernement de M. Begin, d'étendre l'audience de l'O.L.P. aux États-Unis, en Europe, voire aussi en Israël, de consolider l'autonomie de la centrale des fedayin face à des pays arabes, comme la Syrie ou la Jordanie, qui tentent de se substituer à elle dans d'éventuelles négociations de paix.

Cependant, ce projet se heurte à une vive opposition, l'une de nature idéologique, l'autre d'ordre tactique. Ceux qui l'approuvent tout en jugeant « prématuré », les plus nombreux parmi les contestataires, sou-

tiennent qu'il ne faudrait jouer la « dernière carte » de la reconnaissance d'Israël qu'à la table des négociations, ou en échange de solides garanties. Compte tenu du rapport des forces actuelles, largement favorable à Israël, ajoutent-ils, toute concession unilatérale en appellerait une autre et déboucherait inéluctablement, comme Sadate en avait fait l'expérience, non sur un compromis, mais sur une « capitulation ». Les formations du « Front du refus » — le Front populaire de Georges Habache, la Salika, d'obédience syrienne, et deux groupuscules « s'opposent, eux, à ce qu'il y ait à la reconnaissance d'Israël et s'en tiennent aux termes de la charte de l'O.L.P. qui exclut toute réconciliation avec les « usurpateurs sionistes ». Théoriquement, M. Arafat pourrait l'emporter contre ses adversaires à la prochaine réunion du C.N.P. où il dispose d'une majorité quasi automatique. D'autant plus aisément que le « Front du refus » ne bénéficie que d'une audience réduite tant dans les rangs de l'O.L.P. que dans l'opinion palestinienne, surtout depuis la guerre de Liban. Le chef de la centrale des fedayin craint cependant une scission et la création d'une organisation rivale télécommandée par certains pays arabes. Il n'hésiterait pas, dit-on dans son entourage, à prendre un tel risque si un règlement de paix n'était en vue.

Modifier la charte ?

Les partisans d'une « initiative audacieuse », et ils sont nombreux, incitent même à aller droit au but : « Il est temps d'abandonner le rêve pour la réalité », dit, parmi tant d'autres, M. Nayef Hawatmeh, le chef du Front démocratique, car les chimeres peuvent conduire à des catastrophes ». Mais comment suppléer le rêve incorporé dans la charte de l'O.L.P. sans provoquer un « traumatisme » ? Personne — sauf les communistes, qui ne l'ont jamais approuvée — n'ose proposer son

amendement. Pour M. Bechir Berghouti, le secrétaire général du parti communiste, dont l'influence est considérable en Cisjordanie et à Gaza, l'O.L.P. pose de faux dilemmes : Deux tâches lui paraissent prioritaires : le renforcement de la résistance, complément indispensable à l'action diplomatique, par l'installation d'une direction collégiale à l'intérieur des territoires occupés ; l'adoption d'une stratégie de paix « globale » qui définirait d'une manière précise les objectifs et les moyens de les atteindre, et cela « dans le cadre de la stricte légalité internationale ».

Il estime indispensable, à cet égard, que l'O.L.P. proclame nettement qu'un règlement « définitif » et non « transitoire » serait conclu avec la création d'un État palestinien sur un territoire bien défini : la Cisjordanie et Gaza. « On ne peut mobiliser un peuple qu'en lui fixant des objectifs réalistes et clairs », affirme-t-il, avant d'ajouter que c'est seulement dans de telles conditions que l'O.L.P. pourrait prendre, sans danger d'être désavouée, diverses initiatives, tels l'amendement de la charte et la reconnaissance du droit d'Israël à l'existence.

Les choses ne sont pas aussi simples. Le Conseil national palestinien, que M. Arafat voulait réunir dès la fin septembre, n'a pu tenir ses assises avant le 20 octobre, comme l'avait décidé le comité central. L'état de choc dans lequel se trouve l'O.L.P. la dislocation de ses organes, les pressions contradictoires auxquelles les États arabes le soumettent, paraissent condamner la centrale des fedayin à une sorte de paralysie dont la durée dépend, dans une large mesure, des décisions qui seront prises par le C.N.P.

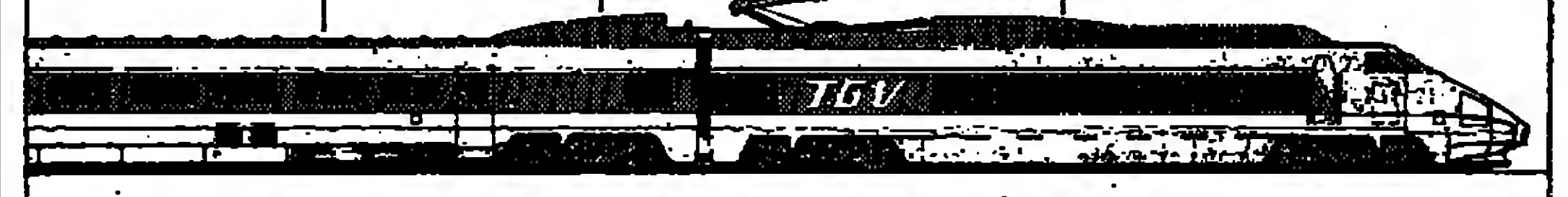
L'avenir dira si M. Arafat saura s'élever au-dessus de la mêlée et faire en sorte que l'O.L.P. puisse abréger les souffrances du peuple palestinien.

ÉRIC ROULEAU.

Paris/Avignon en 4h30* pour 261^f** en TGV.

Paris-Avignon. Réservation incluse.

Prix normal		Bénéficiaires des réductions Couple/Famille, Vermeil	
1 ^{er}	2 ^e	1 ^{er}	2 ^e
387 F**	261 F**	198 F**	135 F**



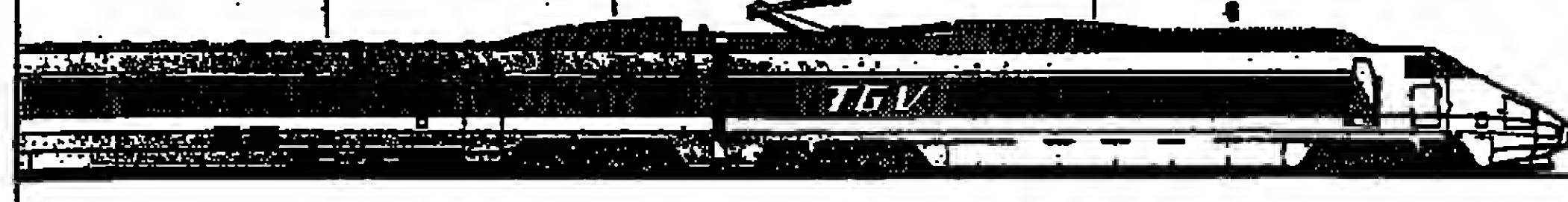
* Meilleur temps de parcours en 1982. ** Prix au 1982. Un supplément est perçu sur certains TGV.

TGV. Gagnez du temps sur le temps. SNCF

Paris/Montpellier en 5h32* pour 294^f** en TGV.

Paris-Montpellier. Réservation incluse.

Prix normal		Bénéficiaires des réductions Couple/Famille, Vermeil	
1 ^{er}	2 ^e	1 ^{er}	2 ^e
437 F**	294 F**	223 F**	151 F**



* Meilleur temps de parcours en 1982. ** Prix au 1982. Un supplément est perçu sur certains TGV.

TGV. Gagnez du temps sur le temps. SNCF

Paris/Lyon en 2h36* pour 185^f** en TGV.

Paris-Lyon. Réservation incluse.

Prix normal		Bénéficiaires des réductions Couple/Famille, Vermeil	
1 ^{er}	2 ^e	1 ^{er}	2 ^e
273 F**	185 F**	141 F**	97 F**



* Meilleur temps de parcours en 1982. ** Prix au 1982. Un supplément est perçu sur certains TGV.

TGV. Gagnez du temps sur le temps. SNCF

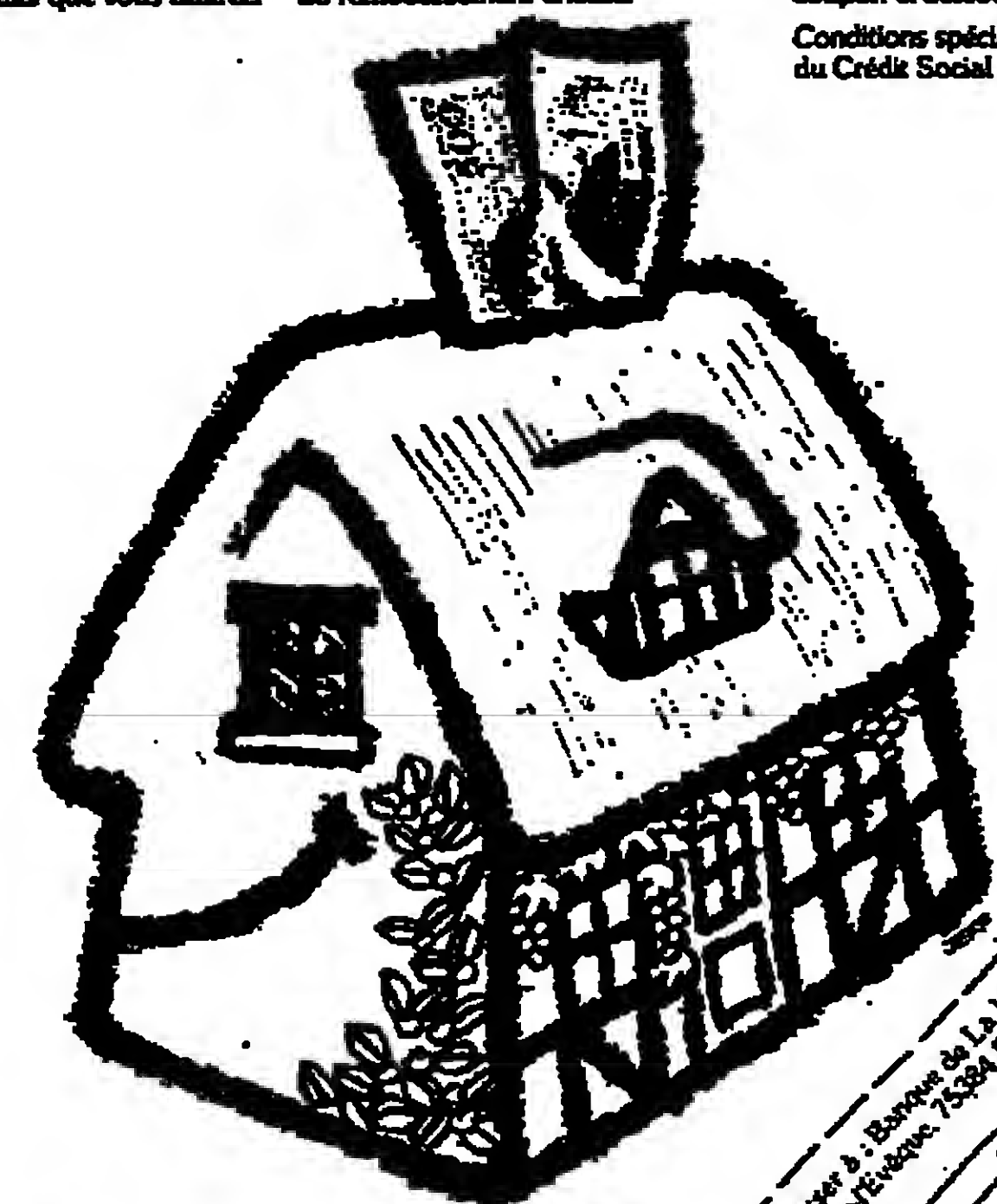
L'épargne résidence secondaire? Chez nous, c'est un prêt à 9,50%

Acquisition. Construction. Travaux.

Aujourd'hui, vous épargnez. La durée de l'épargne est de 18 mois minimum et de 6 ans maximum. À tout moment, vous pouvez effectuer les versements et les retraits que vous désirez.

Demain, un prêt à 9,50 % C'est le taux exceptionnel de votre prêt principal dont le montant dépend de votre effort d'épargne et de la durée de remboursement choisie.

Un prêt complémentaire pour "boucler" votre financement. Pour tout savoir sur l'épargne résidence secondaire retournez sous le coupon ci-dessous. Conditions spéciales aux adhérents du Crédit Social des Fonctionnaires.



Banque de La Hénin La Banque-orchestre de l'immobilier

10, rue de la Ville-Lévy, 75001 PARIS CEDEX 01. Tél. 01 46 25 11 11

Coupons à découper et à glisser dans la Boîte à L'Épargne Résidence Secondaire, 10, rue de la Ville-Lévy, 75001 PARIS CEDEX 01. Tél. 01 46 25 11 11

12 13

LES TRAVAUX DU COMITÉ DIRECTEUR DU P.S.

M. JOSPIN : il n'y a pas d'autre politique possible que celle du gouvernement

M. Pierre Mauroy a cru pouvoir dire, après avoir suivi le débat engagé au sein du comité directeur du P.S. sur la politique économique et sociale du gouvernement, que le parti socialiste « n'a pas d'autre politique ». La résolution adoptée au terme des travaux, affirme, en effet, que la

politique de blocage a été une « réussite », et rend hommage au gouvernement et au premier ministre pour leur « efficacité » et pour le « courage politique » dont ils ont fait preuve en décidant de sa mise en œuvre.

Il n'en reste pas moins que, tout au long de leurs travaux, les socialistes ont renouvelé les critiques, les inquiétudes, les interrogations et les souhaits exprimés par plusieurs de leurs représentants au cours des dernières semaines.

M. André Laignel, député de l'Indre, membre du secrétariat national, continue d'affirmer qu'il y a accord sur les objectifs définis par le président de la République dans ses discours de Figeac et de Marseille, mais doute sur les moyens de les atteindre. Il a demandé à nouveau la mise en œuvre d'une réforme fiscale globale, d'une réforme bancaire, le décloisonnement des taux d'intérêt, une politique « sélective » plutôt qu'« aveugle » des aides accordées aux entreprises, afin qu'elles favorisent vraiment l'investissement et l'emploi.

M. Michel Charzat, député de Paris, membre du secrétariat national, qui est l'un des principaux animateurs du CERES de M. Jean-Pierre Chevènement, a renouvelé ses mises en garde qui visent essentiellement M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, contre la tentation d'un « scénario de purge à la française inacceptable pour les socialistes ». M. Georges Sarre, également membre du CERES, a dénoncé les « blocages » qui se font jour, selon lui, au sein du gouvernement et dans la haute administration. « Il n'est pas possible qu'aux déclarations du président de la République sur la correction des inégalités répondent les perspectives du ministre de l'économie et des finances sur la révision en baisse de nos engagements concernant le SMIC », a-t-il notamment déclaré.

M. Gérard Fuchs, qui appartient au « courant Rocard », a estimé que le coût d'une politique d'investissement est tel que le rétablissement du pouvoir d'achat moyen d'ici à la fin de 1983 « n'est pas évident ». M. Michel de La Fournière, membre du secrétariat national, égale-

ment proche de M. Rocard, a mis en garde ses amis contre le danger qu'il y aurait à s'écarter, dans l'opinion, l'idée selon laquelle le protectionnisme serait une réponse aux difficultés nées du déficit du commerce extérieur de la France. A la campagne « achetez français », il serait judicieux, à son avis, d'ajouter un autre slogan, traduction d'un autre choix politique : « vendons français ».

Certes, M. Lionel Jospin a mis tout le monde d'accord en affirmant qu'il n'existe pas d'autre politique économique possible, pour les socialistes, que celle mise en œuvre par le gouvernement. Certes, il a rapiné à son compte quelques-unes des craintes et quelques-unes des propositions émises par ses amis : la fiscalisation progressive des allocations familiales ne doit pas s'effectuer par un alourdissement des charges qui pèsent sur les revenus du travail, a-t-il dit ; l'aide aux entreprises doit être, selon lui, accompagnée de contreparties en termes d'investissement, d'exportation, de création d'emplois. M. Jospin a également soutenu la proposition, émise par le CERES dans nos colonnes (Le Monde du 18 novembre), de création d'une banque nationale d'investissement.

« L'après-Mauroy »

L'intervention du premier secrétaire, pourtant, n'a pas mis fin aux divergences d'appréciation sur l'avenir de la politique économique et sociale de la gauche. Le débat s'est poursuivi, au comité directeur, sans que ces divergences s'atténuent, bien qu'il ait été plus feutré que la discussion publique qui s'était développée auparavant.

LA RÉOLUTION FINALE

La politique de blocage a été une « réussite »

La résolution finale adoptée par le comité directeur du P.S. déclare notamment que la première partie du plan d'assainissement de la situation économique mise en œuvre par le gouvernement « est une réussite ». Elle regrette que « le parti communiste, tout en approuvant le blocage des prix, se soit exprimé contre le blocage des revenus ».

Le P.S. remarque que « le gouvernement a raison de considérer qu'on ne peut demander davantage aux salariés », petits et moyens. Il considère que la réforme des prélèvements fiscaux et sociaux doit être poursuivie et approfondie « dans les meilleurs délais ». Il souhaite que soit établi un bilan de l'utilisation des aides publiques aux entreprises et que soit mise en œuvre une réforme de la distribution du crédit.

Il juge « souhaitable » que le premier ministre s'adresse directement au pays, dans les prochaines semaines, afin d'exposer les résultats

obtenus, d'expliquer l'enjeu de sa politique et les perspectives.

A propos de la préparation des élections municipales et des négociations engagées avec ses partenaires, le P.S. considère que l'attitude du P.C.F. devient « extrêmement préoccupante ». « Même là où les conditions d'un accord local ont été définies, le P.C.F. bloque la publication de cet accord, tandis qu'au niveau national il se refuse à toute recherche d'un compromis », ajoute le comité directeur.

Le P.S. rappelle sa position « l'union au premier tour » doit être recherchée partout — et sa volonté de la faire respecter par ses instances fédérales et locales :

« Comment créer les meilleures conditions pour battre la droite ? Souvent, c'est en regroupant une équipe autour du maire sortant. Mais quand le suffrage universel a donné, et parfois de façon inconsé-

table et répétée, des indications différentes, il faut en tenir compte. On ne peut faire comme s'il ne s'était rien passé depuis 1977. Si l'on refusait de tenir compte de leur sentiment, on risquerait d'écarter un certain nombre de citoyens du large regroupement nécessaire. Parce qu'il veut avancer et conclure rapidement, le parti socialiste proposera donc, dès les prochains jours, aux autres formations de gauche, notamment au parti communiste français, les termes d'un accord national pour les élections municipales. Cet accord sera, naturellement, un document politique fixant le cadre dans lequel va se dérouler l'importante confrontation municipale décidée d'une solidarité active, concrète, partout, y compris dans les entreprises, pour appliquer la politique gouvernementale. »

Cet accord, selon le P.S., devrait être conclu avant la mi-décembre.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Les socialistes gèlent jusqu'au 15 décembre toute initiative locale

Le comité directeur du P.S. a décidé, dimanche 21 novembre, de geler jusqu'au 15 décembre toute initiative locale tendant à la constitution de listes homogènes pour les élections municipales. Les socialistes souhaitent accélérer la négociation au niveau national afin de parvenir à un accord politique général. M. Georges Marchais a jugé cette démarche « raisonnable », sans répondre au sentiment exprimé par le P.S., qui juge l'attitude du P.C.F. « extrêmement préoccupante ».

Les dirigeants du P.C.F. se déclarent, eux aussi, « préoccupés » par le comportement des socialistes dans certaines fédérations, en particulier celle des Bouches-du-Rhône. M. André Lajoinie, membre du secrétariat du comité central, a dénoncé, dimanche, la volonté des socialistes marseillais de conserver seuls autour de M. Gaston Defferre la majorité absolue au conseil municipal.

Le P.S. : l'attitude du P.C.F. est « extrêmement préoccupante »

Le comité directeur du parti socialiste, réuni les 20 et 21 novembre à Paris, considère que l'attitude du P.C.F. dans la préparation des élections municipales « devient extrêmement préoccupante » dans la mesure où les communistes « se refusent à la recherche de tout compromis ». Mais le P.S. ménage une ouverture en direction de son allié en « gelant », jusqu'au 15 décembre, toute initiative des fédérations ou des sections qui tendrait à la constitution de listes socialistes homogènes.

Ce délai laisse au P.C. et au P.S. la possibilité d'avancer dans leurs discussions, jusqu'à présent bloquées. Les deux premières réunions du groupe de travail mis en place au terme du sommet Jospin-Marchais du 10 novembre n'ont pas permis de trouver une solution aux désaccords qui concernent la trentaine de villes dans lesquelles les listes de listes sont revendiquées par chacun des deux partenaires. M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national, chargé des relations extérieures, et donc des négociations avec le P.C.F., a déclaré que le P.S. ne veut plus que se renouvellent les « initiatives intempestives » prises par la base, comme cela a été le cas à Reims et à Saint-Etienne, municipalités à direction communiste.

Cependant, le délai ouvert fait apparaître le 15 décembre comme une date « ultimatum » d'autant que le P.S. recherche la

conclusion d'un accord politique incluant l'expression d'une solidarité « active, concrète », y compris dans les entreprises, avec la politique économique et sociale du gouvernement.

Les socialistes ont réparti les dossiers des trente villes litigieuses en trois catégories : les municipalités dans lesquelles le P.C.F. est parfaitement en droit, malgré une légère inversion des rapports de force électoraux depuis 1977, de revendiquer la reconduction de ses maires sortants ; celles dans lesquelles le P.S. est fondé à revendiquer jusqu'au bout la tête de liste ; celles qu'il considère comme sa « marge de négociation ». Chacune de ces catégories représente environ un tiers du total.

Un cas est d'ores et déjà réglé. Il s'agit d'Arles, municipalité à direction communiste. M. Jospin a déclaré devant le comité directeur que la candidature de M. Michel Vauzelle, porte-parole de l'Élysée, ne lui paraissait pas justifiée.

D'autre part, le parti socialiste a décidé de respecter ses engagements, malgré la décision du Conseil constitutionnel sur le quota de candidatures féminines. Il assurera que ses listes la présence d'un minimum de 30 % de femmes dans les villes de plus de dix mille habitants, et de 20 % dans les autres communes.

M. MARCHAIS : la raison semble l'emporter

M. Georges Marchais a déclaré, dimanche 21 novembre, sur Radio Monte-Carlo, que les décisions du comité directeur du P.S. « peuvent, dans une certaine mesure, commencer à rassurer » les communistes, dès lors que « toute annonce de liste » faite jusqu'à maintenant par des sections socialistes est « considérée comme nulle et non avenue ».

« La raison semble l'emporter au comité directeur du parti socialiste », a souligné le secrétaire général du P.C.F. Il a ajouté : « J'étais bien convaincu que, à un moment ou à un autre, le parti socialiste allait être amené à être raisonnable. » Selon M. Marchais, en effet, « il faut partir du choix qui a été démocratiquement fait par les électeurs en 1977 », les élections présidentielle et législatives étant d'un type tout à fait différents « des élections municipales ». « Il serait profondément antidémocratique de sanctionner les maires sortants parce que tel ou tel parti a obtenu un mauvais résultat à une élection présidentielle ou à une élection législative », a affirmé le secrétaire général du P.C.F.

« Des dirigeants responsables du parti socialiste », a déclaré M. Marchais, ont eu l'occasion de me dire, il y a quelques mois, qu'il faudrait que les militants se fassent plus raisonnables, que nous ne sommes plus

au moment de l'élection présidentielle ou des élections législatives, qu'il s'agit d'élections municipales... Disons que la raison commence à s'imposer parmi des militants du parti socialiste, qui croyaient peut-être que tout était possible. »

M. Marchais a souligné que « l'inflation va être réduite, cette année », que la progression du chômage « a été considérablement ralentie » et que « la balance commerciale s'est un peu améliorée ». Il y a donc, estime-t-il, « dans la politique gouvernementale, des éléments extrêmement positifs », mais aussi « des choses qu'il faut discuter, que nous discutons ». « Personne ne peut nous reprocher de le faire », a dit M. Marchais, selon qui les propos de M. Bacry, membre du secrétariat national du P.S., à ce sujet ne sont pas « sérieux ». Rappelant les bases sur lesquelles le P.C.F. participe à la majorité et au gouvernement, M. Marchais a observé : « Ce n'est pas nous qui pouvons infléchir d'une manière décisive la politique : nous avons quatre ministres, et les socialistes ont la majorité à l'Assemblée nationale. Il a ajouté : « Nous respectons les engagements que nous avons pris et nous les respecterons. »

M. LAJOINIE : Les propositions pour Marseille ne sont pas raisonnables

M. André Lajoinie, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., a critiqué, dimanche 21 novembre, au cours de la fête du quotidien la Marseillaise, à Marseille, la volonté du P.S. de conserver la majorité absolue au conseil municipal de cette ville. Cette condition mise par les socialistes à la constitution de listes d'union avec les communistes « n'est pas raisonnable », a déclaré M. Lajoinie.

Le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale a expliqué que, « avec la nouvelle loi électorale, la droite va entrer au conseil municipal et peut espérer y devenir un tiers des sièges. Il ne restera, a ajouté M. Lajoinie, pour les élus du P.C.F., qui obtient, pour tant, à Marseille, un score comparable à celui du P.S. — puisqu'il était encore en tête à la présidentielle — qu'une portion congrue. »

M. Lajoinie a ajouté : « Cette discrimination vis-à-vis des élus communistes, écartés depuis trente ans de la municipalité, ne créera pas les meilleures conditions pour la victoire de la liste d'union. » Il a exprimé l'espoir que « la raison triomphera, pour aboutir à une solution acceptable pour tous, permettant de faire échec à la droite ».

M. Guy Hermier, député des Bouches-du-Rhône, membre du bureau politique du P.C.F., s'était déclaré, samedi, « vivement préoccupé par l'état des discussions avec la fédération du P.S. des Bouches-du-Rhône ».

« Le parti socialiste », a dit M. Hermier, nous parle d'union, nous reproche de « trainer les pieds », mais ce qu'il nous propose, concrètement, dans le département, c'est une sorte d'union à la carte, dont la motivation évidente est d'essayer de nous affaiblir partout où cela lui semble possible. »

NATIONALISATIONS: LA VOIE FRANÇAISE colloque parti socialiste

organisé à Paris, les 11 et 12 décembre 1982, par le

avec la participation de :

MONSIEUR JEAN PIERRE CHEVENEMENT
MINISTRE D'ÉTAT, MINISTRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INDUSTRIE

MONSIEUR JACQUES DELORS
MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

MONSIEUR LIONEL JOSPIN
PREMIER SECRÉTAIRE DU PARTI SOCIALISTE

Les travaux porteront sur les thèmes suivants:
Plan et autonomie de gestion des entreprises publiques;
Secteur public-secteur privé : une solidarité indispensable pour le développement économique;
Citoyenneté économique et compétitivité nouvelle.

Pour toutes informations s'adresser à :
Association pour l'Étude et le Développement du Secteur Public, 25, rue du Louvre, 75001, Paris;
ou au Parti Socialiste : 550, 34.35 (postes 319 et 321).

JEAN-YVES LHOMEAU.

● Le comité directeur du P.S. a décidé de faire entrer au bureau exécutif du parti M. Alain Hauteceur, député socialiste du Var, proche de M. Mauroy. Il remplacera, en qualité de membre adjoint du bureau exécutif M. Gilbert Pommier, lui aussi proche du premier ministre. Cette décision a été acquiescée au terme d'un bref débat au cours duquel M. Jean Popereau, membre du secrétariat national, a vivement mis en cause l'attitude observée par M. Hauteceur avant d'être élu, dans les couloirs du Palais Bourbon, à propos du vote émis par la plupart des députés de son groupe ; « quand on a fait une connerie, on se couche ».

Pour sa part, M. Pierre Chassagnon, membre du CERES remplaçant M. Jean Besse, également membre du CERES.

● RECTIFICATIF. — Dans le compte-rendu du débat sur les crédits des relations extérieures, à l'Assemblée nationale (Le Monde du 19 novembre), nous avons indiqué, par erreur, que M. Jacques Toubon avait mis en cause « M. Hubert Gouré ». Il s'agissait, en fait, de M. Roger Gouze, homme de lettres, beau-frère du président de la République, récemment nommé conseiller technique à la direction des relations culturelles du ministère des relations extérieures.

هكذا من الأصل

PRÉPARATION DES ÉLUS LOCAUX
municipales jusqu'au 15 décembre
toute initiative locale

Le P.S. : l'attitude du P.C.F.
est extrêmement préoccupante

M. MARCHAIS : la raison
semble l'emporter

Les propositions pour Marseille
ne sont pas responsables

Le R.P.R. lance une « charte des salariés » et décide d'amplifier son implantation dans les entreprises

Pour la première fois ouvert à la presse et pour la première fois consacré aux problèmes qui se posent aux salariés dans les entreprises, le comité central du R.P.R., réuni samedi 20 novembre à Paris, a mis en lumière une des préoccupations essentielles du mouvement que préside M. Jacques Chirac. Puisque le R.P.R., comme l'a dit le maire de Paris, « veut s'affirmer comme porteur des conditions d'une alternance démocratique », il se doit de représenter toutes les catégories sociales de la nation. Il tente donc de retrouver la base populaire qui fut naguère un des soutiens du gaullisme. Le R.P.R. estime que le moment est propice pour engager cette action en direction du monde salarié en accusant, témoignages à l'appui, les syndicats « révolutionnaires » — et surtout la C.G.T. — de porter la lutte de classes au sein même du salariat et de poursuivre un objectif politique, celui d'une mainmise marxiste sur les entreprises. Le procès de l'action de ces syndicats a donc été instruit avec vigueur par une douzaine de sala-

riés, ouvriers, chômeurs, agents de maîtrise, membres des sections d'entreprise du R.P.R. Tous ont opposé le comportement de la C.G.T. et de la C.F.D.T. à celui des autres syndicats — les « réformistes » — et critiqué le rôle des partis politiques de la majorité, ainsi que celui de l'État-patron, notamment dans les entreprises nouvellement nationalisées. Ils ont insisté sur la politisation croissante et parfois insupportable, affirmant-ils, du climat dans certaines usines. Tous ont également mis en relief les contradictions existant, selon eux, entre les promesses électorales des socialistes et des communistes en matière économique et sociale, et les réalités concernant le niveau de vie, le pouvoir d'achat et l'accroissement du chômage, après un an et demi de gouvernement de la gauche.

Les dirigeants du R.P.R. ont, par contraste, usé d'un ton relativement modéré, pour mieux souligner l'ampleur de la déception après les espoirs soulevés le 10 mai 1981 dans le monde du travail.

Le comité central s'est donc efforcé d'éviter tout excès et, dans sa motion finale, il s'est appliqué à esquisser les grandes lignes d'une réforme du salariat. S'inspirant toujours de la notion de « participation » chère aux gaullistes, ce projet avance quelques solutions concrètes pour associer les travailleurs — notamment par l'actionnariat populaire — aux bénéfices, à la gestion et à l'organisation du travail dans les entreprises. Ce sont les premiers éléments d'une future « charte des salariés » que le R.P.R. veut élaborer.

En mettant l'accent sur ses préoccupations sociales et économiques, le R.P.R. entend naturellement diversifier davantage son audience, mais également montrer que dans l'opposition politique il est la première formation, avant l'U.D.F., à proposer des solutions pour résoudre le problème des rapports entre le capital et le travail.

ANDRÉ PASSERON.

d'une usine d'acétylène et une de gaz industriel.

On entend ensuite M. Bernard Burgevin, agent de maîtrise à l'U.T.A., accusant la C.G.T. et la C.F.D.T. d'organiser le « pourrissement pour faire de l'U.T.A. un canard boiteux et obtenir sa nationalisation ». M. Yves Roche, technicien à la R.A.T.P., rappelle que M. Delors avait dit : « Avec la gauche, les travailleurs iront travailler en sifflant » et ajoute : « Aujourd'hui ils sifflent ». Faisant état d'un accroissement de 27 % d'adhérents supplémentaires au R.P.R., en 1982, à la R.A.T.P., il lance à l'adresse du président de la Régie, ancien conseiller communiste de Paris : « Monsieur Quin, merci, vous êtes le premier agent recruteur du R.P.R. ! »

On entend encore M. De Costa, agent roulant des Wagons-Lits, M. Jean-Jacques Lambert, cadre chez Thomson-Brandt, assurant : « On ne peut exporter quand les usines sont perturbées par des grèves ». M. Charles Aschbourg, cadre à l'ancienne banque Rothschild, disant qu'un employé sur dix a démissionné après la nationalisation, « que ceux qui restent sont démoralisés, que la productivité décroît et que la clientèle s'inquiète ». M. Michel Girard, président du conseil régional d'Ile-de-France, reproche au gouvernement d'avoir transformé les entreprises en champ d'expérience sociale et fiscale et espère que « dans un jour, que nous souhaitons proche, avec Jacques Chirac, la contrainte du socialisme sera levée ».

la participation des Français au capital des entreprises récemment étatisées, permettra de les intéresser concrètement aux progrès de l'économie et de la société.

M. Bernard Pons, secrétaire général, a affirmé : « Le cap choisi par le gouvernement paraît incertain, son action peu cohérente, la rigueur affichée de peu d'effet. Le devoir de l'opposition est de ne pas aggraver une situation aussi compromise. Mais, face à l'impasse économique et à la régression sociale, le droit de l'opposition est de proposer une autre politique. L'opposition doit éviter toute démagogie ».

« Le maintien du pouvoir d'achat, une stabilisation puis une régression du chômage, l'effort nécessaire en faveur des plus démunis, sont des objectifs possibles, mais qui supposent, pour être atteints, un changement complet de politique et des efforts durables et soutenus. Il ne s'agit pas de restaurer ce qui a existé avant mai 1981, mais de définir des objectifs adaptés aux temps actuels et futurs : reconnaître et encourager le dynamisme, l'initiative de tous ceux qui innove, travaillent, participent. L'opposition évitera le piège de l'intolérance dans lequel le pouvoir actuel tombe et, fréquemment, elle recherchera l'unité des Français, non leur division, elle saura tenir compte des espérances — oui, c'est vrai — suscitées par le 10 mai 1981 chez beaucoup de Français sincères, en proie aujourd'hui au doute et à la désillusion ».

Des témoignages sur la politisation

M. Pons a tenu alors à « féliciter de leur courage » les salariés venus s'exprimer au comité central, ajoutant : « S'ils venaient à être sanctionnés dans leurs entreprises alors qu'ils appliquent la liberté d'expression reconnue par la Constitution, cela signifierait que la démocratie est foulée aux pieds ».

M. Jacques Toubon, député de Paris, demande d'organiser dans l'entreprise « une sorte de démocratie directe de tous les travailleurs pour les élections professionnelles », et il propose « de distribuer une partie du capital — une minorité de blocage — aux salariés actionnaires dans les entreprises que nous dénationaliserons ». « Les salariés doivent être, ajoute-t-il, les citoyens de l'entreprise ».

De nombreux témoignages sont alors apportés par des membres des sections d'entreprise du R.P.R., après que Mme Choursqui, secrétaire nationale au travail, ait précisé que les huit cent cinquante-deux sections comptent vingt-cinq mille membres et que leurs effectifs s'accroissent rapidement depuis les printemps derniers.

M. Michel Enadan, agent de maîtrise chez Citroën, affirme que « la C.G.T. utilise les travailleurs magistral pour exercer sa dictature sur les autres travailleurs ». M. Georges Bellacourt, cadre chez Renault, estime « que les salariés s'inquiètent du déferlement des slogans doctrinaires et de la prise en main des communistes, que les partisans du socialisme à la française viennent voir dans les ateliers comment commence la soviétisation ».

M. Grandval, fils de l'ancien ministre du travail du général de Gaulle, dénonce « la terreur physique qui règne dans certaines entreprises et l'indignation des policiers à qui l'on dit de ne rien voir et de ne rien faire ».

M. Roger Gauthier, porion (contremaître de fond) aux mines de fer de Lorraine, énumère les usines fermées, et déclare : « Les mineurs déçus par le précédent gouvernement sont trompés par la démagogie actuelle ».

M. Bruno Chauvière, secrétaire du R.P.R. dans le Nord, candidat de l'opposition à la mairie de Lille, parle des « palinodes de M. Mauroy, de son style mi-pompeux, mi-gouailleux et de sa voix douce-reuse ». Il propose un plan de relance de la chimie avec la création

paco rabanne

exclusif à Paris

HOMME
disparaît

liquidation totale
de ses collections
à des prix de contrainte

démarque
30, 40, 50%

30, bd des Italiens - Paris 9^e - Tél. 770.51.47
30, rue de Berni - Paris 8^e - Tél. 256.08.38

Ouverture des portes 10 h à 19 h 30

LES FOURRURES MALAT

FOURREUR ont la fourrure de qualité à des prix
FABRICANT défiant toute concurrence.
GARANTIE 15 % d'escompte jusqu'à la fin de l'année
DE CONFIANCE Service après-vente. Tél. : 878-60-67.
47, rue La Fayette, 75009 Paris - M^{le} LE PELETIER

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur film ou sur papier photo-qualité professionnelle
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12^e ☎ 347.21.32

Le vrai visage de l'homme le plus redouté du royaume

aux temps héroïques
des mousquetaires

Un ouvrage bourré de faits
et de pièces rares.

Ce texte précieux, riche de confidences d'un intérêt historique considérable, a été écrit pour Louis XIII. C'est le testament politique du ministre le plus habile qui fut jamais au service d'un roi. C'est aussi une des sources principales où viennent puiser les historiens du 17^e siècle.

Pour nous, aussi fêlés d'anecdotes que de science, ce texte écrit à la diable dans le langage savoureux, dru et imagé de l'époque, nous entraîne dans les coulisses d'un gouvernement qui sut imposer sa loi en ces temps singulièrement mouvementés.

Alexandre Dumas a menti. Dans « Les Trois Mousquetaires », Alexandre Dumas met en scène un Richelieu diabolique, à la fois retors, sanguinaire et sans scrupules, une sorte de génie pervers rongé par l'ambition. En fait, Dumas accuse la noirceur du Cardinal pour mettre en valeur la fougue généreuse de d'Artagnan et de ses compagnons. C'est un truc de romancier.

La vérité historique est différente. Armand, Jean du Plessis, duc de Richelieu (1585-1642), ne fut imparable que pour les ennemis du royaume et les bas calculs qu'on lui prête ne sont que les manœuvres subtiles d'un homme d'État entièrement dévoué à son pays. Nul peut-être n'eût une vision plus haute du destin de la France et de la mission de son Roi.

On lui doit la réduction des antagonismes religieux responsables

LES MÉMOIRES du Cardinal-Duc de RICHELIEU

(texte intégral)



Les secrets d'une politique ambitieuse révélés dans ce document devenu introuvable.

de la guerre civile, la mise au pas d'une noblesse turbulente et la conquête des frontières naturelles du royaume. Tout le mécanisme secret de cette politique intelligente et efficace est révélé dans les Mémoires.

Bref, nous avons là une œuvre éblouissante et passionnante qui nous restitue le vrai visage de l'homme de génie calomnié qui, pendant 18 ans, gouverna magistralement la France à l'époque des mousquetaires et des guerres en dentelles. C'est une des pages les plus colorées de notre Histoire.

Cette réhabilitation aux yeux de l'Histoire méritait d'être saluée par la bibliophilie. Conquis par Richelieu et par ses Mémoires sans tard, Jean de Bonnot propose donc aujourd'hui à ses lecteurs la première édition contemporaine d'apparat de cette œuvre devenue rarissime.

On connaît les succès des autres mémoires de grands personnages déjà publiés par Jean de Bonnot et devenus à leur tour introuvables. Les Mémoires de Richelieu, attachants au double point de vue de l'histoire et de la littérature, sont promis au même avenir, car, cette fois encore, l'éditeur n'a pas ménagé ses efforts.

Une édition d'art dans l'esprit du grand Siècle.

Nos deux in-octavo (14 x 21 cm), de plus de 530 pages chacun, contiennent la totalité d'un texte.

édition d'art en 2 volumes
grand in-octavo

Sur les plats vient en relief un décor original frappé à froid qui met en évidence la douceur chaleureuse du cuir sombre qu'il anime d'éclats profonds. Les armes de Richelieu, rappelant le décor du dos, sont poussées à l'or fin au centre de ces plats.

A la somptuosité de la reliure correspond la beauté d'un papier chiffon, sonnant, filigrané, aux deux canons et l'élégance raffinée de quelques 80 illustrations et enluminures gravées pour la plupart par le maître Montcornet.

Bref, deux volumes denses, agréables à caresser et à feuilleter, fleurant le cuir naturel, l'encore de bon aloi et le papier sain, matériaux nobles qui, avec le fil robuste cousant les cahiers et la colle traditionnelle fixant les renforts du dos et les gardes, composent ces livres d'exception que les techniques modernes n'ont jamais su égaler.

Garantie à vie. Il vaut mieux avoir peu de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails. Elles prennent de la valeur chaque année car l'irréversible et le cuir embellissent en se patinant avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

CADEAU
Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale représentant un paysage. Cette gravure de 14 x 21 cm est numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.
Jean de Bonnot

Prêtez-moi ce livre gratuitement

à envoyer à JEAN DE BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré 75392 Paris Cedex 08

Veillez m'envoyer pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume des Mémoires de Richelieu, auquel vous joindrez mon cadeau. Si ce premier volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez. Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 157,50 F (+ 10,70 F de frais de port). Dans ce cas, vous m'enverrez le deuxième et dernier volume au même prix le mois suivant.

Nom..... Prénoms.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
Signature.....

Je déclare sur l'honneur que mon adresse et ma signature sont conformes à la vérité.

Le Monde

société

MÉDECINE

LA DISTRIBUTION DES MÉDICAMENTS

Un rapport officiel suggère au premier ministre une refonte complète de la pharmacie d'officine

« Pour une nouvelle donne pharmaceutique » : ainsi se présentent les propositions élaborées par M. Franck Sérusclat, docteur en pharmacie, sénateur du Rhône (P.S.), dans un volumineux rapport rédigé sur la demande de M. Pierre Mauroy et que présentait, ce lundi 22 novembre à la presse, M. Jak Ralite, ministre de la santé.

Ce rapport (1) suggère de profondes modifications dans la distribution du médicament en France. Il propose, en effet, outre une « pacification » des relations entre pharmaciens d'officine et pharmaciens hospitaliers, une généralisation du tiers payant, la définition d'un

nouveau cadre juridique relatif à la création des pharmacies et à leur gestion, enfin un certain nombre de mesures ponctuelles touchant notamment au rôle du pharmacien à l'hôpital, au fonctionnement de l'ordre professionnel, etc.

M. Sérusclat a estimé nécessaire qu'il ne soit plus désormais obligatoire pour un pharmacien candidat à l'ouverture d'une nouvelle officine d'en être propriétaire. Il devrait être possible, pour celui qui ne dispose pas des 1,5 à 2 millions de francs actuellement nécessaires à l'achat d'un fonds, de le louer, moyennant un système de bail.

Les Français sont les premiers consommateurs de médicaments du monde : malgré le faible prix, en France, des produits pharmaceutiques — par comparaison avec les prix pratiqués à l'étranger —, ils dépensent plus de 700 francs par an en achat de médicaments (751 francs en 1980).

Ces chiffres montrent, s'il en était besoin, l'importance économique et sociale du secteur de la pharmacie de détail, dont le rapport souligne les autres caractéristiques majeures : la France compte plus de quarante mille pharmaciens inscrits à l'ordre et plus de vingt mille officines, dont le chiffre d'affaires moyen (hors taxes) est évalué à 1,8 million de francs (1980).

Seuls habilités à vendre des médicaments, les pharmaciens bénéficient en outre de la protection d'un *numerus clausus* (l'ouverture d'une officine est autorisée, selon la dimension des agglomérations, pour 3 000, 2 500 ou 2 000 habitants), ce qui interdit toute concurrence sauvage. Enfin, les rapporteurs soulignent que pour 100 francs d'achat de médicaments, 31,25 francs vont au pharmacien, 6,66 francs au grossiste répartiteur, 6,54 francs sont absorbés par la T.V.A., et 55,55 francs constituent le prix à la production.

L'ensemble de ces données chiffrées, cependant, rend peu compte du malaise qui s'exprime dans la profession, estime le rapport.

Pour parer à cette situation, il faut, écrit M. Sérusclat, « donner un coup d'arrêt à une dégradation des compétences et à une banalisation marchande des actes des pharmaciens ». Par quels procédés ?

Tout d'abord en reconnaissant « les éléments spécifiques d'un acte pharmaceutique authentique et valorisé » : le pharmacien, dans son officine, devrait porter un insigne permettant au client de l'identifier (2). Il conviendrait, en outre, d'encourager la création d'officines ayant un chiffre d'affaires supérieur à 1,8 million de francs, ce qui permettrait la présence de deux pharmaciens, d'améliorer le système des remplacements, d'organiser une incitation financière à la formation continue (par exemple, par une taxe sur le chiffre d'affaires « récupérable par ceux qui feraient une action de formation »). Un « institut des hautes études de socio-économie de la santé et de l'action sociale » serait créé, à destination des professionnels de la santé et des syndicats.

Modifier le système des revenus

Le rapport propose, d'autre part, « de modifier le système de revenus des pharmaciens, qui s'inscrit à contre-courant de la politique actuelle de lutte contre l'inflation ». Trois propositions sont émises par les rapporteurs sur ce point : instituer soit des honoraires forfaitaires par ordonnance, soit des honoraires forfaitaires par produit délivré ; soit encore un système de marge dégressive en fonction du prix du produit ou du montant de l'ordonnance.

A cette réforme s'ajouterait une « réglementation stricte » de la vente des produits qui ne sont pas exclusivement pharmaceutiques : suppression des « livres-services » des objets de « parapharmacie » ; limitation de la vente de ces objets ; meilleur contrôle de la publicité des médicaments non remboursables ; instauration d'une taxe sur la publicité des produits remboursables (3) : taxe affectée aux organes de la santé.

Cette réforme s'ajouterait une « réglementation stricte » de la vente des produits qui ne sont pas exclusivement pharmaceutiques : suppression des « livres-services » des objets de « parapharmacie » ; limitation de la vente de ces objets ; meilleur contrôle de la publicité des médicaments non remboursables ; instauration d'une taxe sur la publicité des produits remboursables (3) : taxe affectée aux organes de la santé.

(1) Ont rédigé ce rapport avec M. Franck Sérusclat, MM. André Vianès, docteur en sciences économiques, et Yves Robineau, maître des requêtes au Conseil d'Etat.

(2) Cette pratique, pourtant prévue en théorie, n'est pas toujours appliquée.

(3) Avant même la publication du rapport, le conseil des ministres du 30 septembre a décidé la création d'une taxe sur la publicité pharmaceutique (le Monde du 1^{er} octobre et du 20 octobre).

nismes de formation permanente ; limitation annuelle, enfin, de la publicité.

Le rapport propose aussi une normalisation de la situation juridique et sociale des collaborateurs et aides du pharmacien (pharmaciens assistants, préparateurs, employés).

Généraliser le tiers payant

Les rapporteurs souhaitent d'autre part la mise en place des conditions juridiques « d'une extension généralisée du tiers payant », qui suppose notamment une modification législative, une amélioration des conditions de rémunération des pharmaciens, de leur formation initiale et permanente, bref la mise en place de « régulateurs préalables de la consommation pharmaceutique » et la mise en œuvre d'une « médecine plus lente ».

Pour permettre « une coexistence de la pharmacie mutualiste avec le circuit traditionnel de distribution du médicament », les rapporteurs estiment qu'un « moratoire » dans la création des officines mutualistes doit être instauré à partir du moment où serait admis le principe de la généralisation du tiers payant. Ensuite, les conditions du fonctionnement des deux types d'officines seraient « progressivement alignées ».

notamment par l'assujettissement du secteur mutualiste au droit commun en matière de fiscalité.

Enfin un nouveau cadre juridique du fonctionnement des officines doit être envisagé : organisation d'une distribution « éclairée » (par le biais d'officines « annexes » en zones rurales ou par la vente ambulatoire) ; répartition des officines en fonction de quotas démographiques, modulés par des critères subsidiaires tirés du chiffre d'affaires.

Qui décidera, enfin, de la création des nouvelles officines ? C'est l'autorité publique qui attribuerait les ouvertures, à l'échelon communal, aux pharmaciens candidats, en fonction de critères multiples (ancienneté de la candidature, expérience professionnelle notamment).

Enfin les rapporteurs souhaitent un renforcement considérable du rôle des pharmaciens hospitaliers et une nette amélioration des conditions de fonctionnement du corps des pharmaciens inspecteurs de la santé. Ils ne se prononcent pas sur l'opportunité de supprimer l'ordre des pharmaciens, mais jugent nécessaire au contraire d'améliorer ses fonctions disciplinaires et de réexaminer son rôle.

CLAIRE BRISSET.

Une équipe française a mis au point une technique permettant les prélèvements de sang sur un fœtus

Une équipe médicale française (1) vient de mettre au point une technique qui permet le prélèvement de sang sur un fœtus in utero. Cette technique a fait l'objet d'une récente communication à la Société française de gynécologie et d'obstétrique. Elle utilise notamment un appareil d'échographie qui permet de localiser avec

précision le cordon ombilical sur lequel le prélèvement est effectué. Tout en tenant compte du faible recul dont on dispose, il semble — de l'avis de nombreux spécialistes — que cette technique ouvre de nouvelles perspectives dans l'approche de la physiologie, normale ou pathologique, du fœtus humain.

« manœuvre intra-utérine », est, en effet, la mort fœtale. Ce geste peut aussi être à l'origine d'un accouchement prématuré ou de complications infectieuses.

D'autre part, ce type d'approche n'est pas toujours fiable : il n'est pas rare, en effet, de prélever du sang maternel mélangé au sang fœtal, ce qui rend les résultats inutilisables. La fréquence de ces accidents est néanmoins — comme pour ceux dus à l'amniocentèse — nettement diminuée avec l'expérience et l'habileté de l'équipe médicale. Ainsi, selon le docteur Yves Dumez (hôpital Cochin — Port-Royal, Paris), « les statistiques faites à partir de trois mille fœtoscopies dans le monde donnent 1,3 % d'échecs ».

La méthode aujourd'hui présentée par l'équipe française est relativement simple. Elle consiste à faire le prélèvement au niveau de la veine du cordon ombilical à proximité de son insertion sur le placenta. Une aiguille de 0,9 mm de diamètre est introduite à travers la paroi abdominale maternelle puis dirigée sous contrôle échographique vers le cordon.

L'équipe parisienne a pratiqué vingt-huit prélèvements de ce type avec succès. Si la fiabilité et l'innocuité de cette technique sont confirmées, on peut attendre de très nombreuses applications pratiques : diagnostics avant naissance de maladies héréditaires, preuve sérologique

Toutes ces méthodes ne permettent cependant qu'une approche « indirecte » du fœtus. Seule l'amniocentèse (prélèvement par aiguille d'une petite quantité de liquide amniotique) offre, depuis quelques années, une possibilité nouvelle avec l'analyse, par exemple, de cellules fœtales ayant desquamé. Cette technique n'est cependant mise en œuvre que de manière exceptionnelle.

Une méthode simple

Depuis une dizaine d'années, dans les centres de diagnostic antenatal, on cherche à prélever des échantillons de sang fœtal. Divers techniques dont la fœtoscopie (2) sont expérimentées avec plus ou moins de succès. Le risque majeur de toute

3-4-5 DÉCEMBRE
11th EXPOSITION INTERNATIONALE
VENTE DE
MINÉRAUX
FOSSILES
PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX
200 EXPOSANTS REPRÉSENTANT 15 PAYS
HOTEL P.L.M.
17, bd Saint-Jacques - PARIS-14^e

Une campagne de la Fondation pour la recherche médicale

« DÉCOUVRIR POUR GUÉRIR »

A partir de ce lundi 22 et jusqu'au dimanche 28 novembre, la Fondation pour la recherche médicale (1) lance la campagne « Découvrir pour guérir ». A l'occasion de cet appel, elle publie un numéro spécial de sa revue *Recherche et Santé*, vendu au prix de 30 francs, dont le produit sera entièrement affecté aux actions des laboratoires et services qu'elle soutient financièrement.

Par des articles signés de nombreux médecins et chercheurs, ce numéro dresse le bilan des découvertes dues aux travaux de ces dernières années dans les principales disciplines médicales.

La Fondation pour la recherche, qui célèbre cette année son vingtième anniversaire, a apporté depuis 1962 son aide à plusieurs centaines de laboratoires français. En 1981, trois cent soixante centres ont ainsi bénéficié de son soutien ; elle a distribué au cours de cette même année 18 millions de francs.

Ces fonds sont recueillis sous forme de dons et de legs provenant de particuliers, d'entreprises, de collectivités locales, du produit de manifestations culturelles ou sportives, de campagnes nationales et de l'apport des adhésions à la revue trimestrielle *Recherche et Santé*.

(1) 10, rue de Liègeois, Paris 8^e. Tél. : 293.14.40.

● M. Ralite lance une opération de reconquête du marché intérieur. — A l'occasion d'une visite effectuée le 16 novembre à la société « Implex » de Noailles (Oise), seule fabrique française de seringues en plastique, M. Jack Ralite, ministre de la santé, a lancé une « opération de reconquête du marché intérieur » par le milieu hospitalier. Le ministre a rappelé que trois quarts des stimulateurs cardiaques sont importés

JUSTICE

ARRESTATION DE L'ANCIEN CHEF DU « GANG DES LYONNAIS »

Le retour de « Monmon » Vidal

De notre correspondant régional

Lyon. — Léger collier de barbe noire, allure modeste, l'homme interpellé vendredi 19 novembre dans le quartier lyonnais de Vaise n'était pas M. Carces. Une nouvelle fois Edmond Vidal, dit « Monmon », trente-sept ans, venait de « tomber ». Les policiers du S.R.P.J. lyonnais, agissant dans le cadre d'une enquête parisienne de l'Office central de répression du banditisme, n'ont eu aucune difficulté pour identifier leur « client ». Ancien chef du gang des Lyonnais avec Pierre Pourrat, arrêté en décembre 1974, condamné trois ans plus tard à dix ans de réclusion criminelle par la cour d'assises du Rhône, Edmond Vidal, prisonnier modèle, a retrouvé la liberté en juillet 1981.

Quelques semaines plus tard, le 22 octobre 1981, il tenait une conférence de presse insolite dans les bureaux de son avocat, M. Joannes Ambre. Devant micros et caméras, « Monmon » s'était plaint. Depuis sa libération, dira-t-il en substance, je suis très surveillé. C'est normal. Mais, ce qui l'est moins, c'est qu'on cherche à me compromettre. Il affirmait que les policiers travaillaient à monter une « machination » contre lui. En langage du milieu, cela s'appelle « monter un travail ». « Travail » ou pas, la fabrication d'une fausse carte d'identité et la fabrication d'un permis de conduire sont des délits suffisants pour entraîner un automobiliste en prison, sous le régime de la détention préventive, avec à la clé une inculpation dérivée par un juge d'instruction lyonnais, M. Gérard Lambrey, pour « falsification de documents administratifs ».

Pourquoi Edmond Vidal se cachait-il ? Il était, semble-t-il, informé des développements d'une enquête parisienne, et du fait qu'au moins un des trois truands interpellés dans le cadre d'une affaire de racket et d'extorsion de fonds (au préjudice de M. Bernade, un exploitant parisien de jeux électroniques) avait avancé son nom. « Je voulais passer les fêtes de fin d'année en fa-

milite avant de m'expliquer devant le juge », a indiqué « Monmon » à son défenseur. Cet homme au grand cœur — tous les témoins ont encore en mémoire les baisers lancés aux jurés lyonnais après sa « petite » condamnation — a hélas toujours des amitiés encombrantes : Alain Roche, trente ans, interdit de séjour après une condamnation pour « proxénétisme aggravé », a été interpellé en même temps que lui...

M. Joannes Ambre indique que son client conteste « formellement » être mêlé à une extorsion de fonds qui porte sur 300 000 à 500 000 francs. M. Ambre avance une hypothèse : le nom d'Edmond Vidal est aussi connu dans la pègre que dans la presse, on a donc pu s'en servir pour être plus... convaincant. L'avocat estime qu'il ne serait pas « honnête » d'avancer l'hypothèse d'une « machination policière ».

On ne prête qu'aux riches

La personnalité d'Edmond Vidal est pour le moins complexe. Mais on peut s'étonner de voir resnaître, dès qu'il réapparaît sur le devant de la scène policière et judiciaire, des « hypothèses » que rien de tangible n'a jamais étayées. On cite ainsi son nom à propos du meurtre du juge Renaud ou du célèbre hold-up de la poste de Strasbourg, le 30 juin 1971 (11,5 millions de francs). C'est peut-être beaucoup pour un homme qui, seize mois après sa sortie de prison, roulait en Renault 5 et est soupçonné dans une affaire de peu d'envergure. Dénonçant une nouvelle fois la pratique de « l'arnalage » entre des affaires criminelles, son avocat se bat contre des rumeurs.

Il est vrai qu'en matière de délinquance aussi on ne prête qu'aux riches. Une raison supplémentaire pour surveiller ses fréquentations. Quatre autres membres de l'ancien gang des Lyonnais sont déjà retournés en prison, une fois leur peine accomplie...

CLAUDE RÉGENT.

Faits et jugements

Dans le Bas-Rhin, deux enseignants sont assassinés dans un chalet

Deux enseignants de Strasbourg ont été retrouvés assassinés, dimanche 21 novembre, dans leur résidence secondaire, un chalet isolé non loin d'Andlau (Bas-Rhin). Le corps de M. Jean-Michel Marly, quarante-trois ans, a été découvert sur la terrasse de son chalet par un promeneur qui faisait du ski de randonnée. M. Marly avait déjà été poignardé le corps au de M. Marly, quarante-trois ans, était à l'intérieur de la maison. Elle aussi avait été poignardée de plusieurs coups de couteau. On a retrouvé à proximité du chalet deux douilles de calibre 7,65, ainsi que, dans une poutre extérieure de la maison, un impact de balle. L'autopsie des deux corps devait être pratiquée ce lundi 22 novembre.

Un jeune homme est tué par un inconnu dans le métro parisien

Un jeune homme, Pascal Lacour, âgé de dix-neuf ans, a été tué, samedi 20 novembre, d'un coup de couteau, par un inconnu, au cours d'une altercation dans une rame de métro sur la ligne Balard-Créteil à Paris. Le jeune homme, originaire de Roye (Somme), et habitant à Paris (15^e), était monté peu après 21 h 30 à la station Latour-Maubourg, en compagnie de deux amis, en direction de Balard. Là, ils furent pris à partie par trois jeunes inconnus. Un de leurs agresseurs sortit alors un couteau et porta un coup à Pascal Lacour à la hauteur de la gorge.

Les trois agresseurs se sont enfuis à la station suivante. Malgré l'intervention du SAMU, Pascal Lacour est mort peu après.

● Un jeune homme, Didier Marchand, vingt-deux ans, a été découvert, samedi 20 novembre, devant son domicile, 51, rue de l'Ourcq, à Paris-19^e, blessé de plusieurs coups de couteau. Il est mort peu après son transfert à l'hôpital, des suites de ses blessures. Ce jeune homme avait été menacé de mort, la semaine précédente, par un groupe de jeunes délinquants du quartier. Il avait déposé plainte après avoir échappé à deux coups de feu alors qu'il rentrait chez lui. Trois jeunes gens sont actuellement recherchés par la police.

Série d'attentats à Paris et à Toulouse

Le groupe Bakounine-Gdansk, d'inspiration anarchiste, qui avait fait parler de lui pour la première fois en décembre 1981, en revendiquant l'attentat commis à Paris contre le siège d'une société polonaise de transport (le Monde du 22 décembre 1981), serait à l'origine de deux nouveaux attentats, commis le vendredi 19 novembre à Paris. Ces deux actions portaient à douze le nombre total d'attentats, visant tous des sociétés étrangères installées en France, revendiqués par ce groupe (le Monde des 12 janvier, 13 février et 2 novembre 1982), que les policiers supposent entretenir des liens avec Action directe, bien qu'ils n'aient pu, jusqu'ici en apporter la preuve, et bien que le groupe s'en soit défendu.

Les deux attentats commis le vendredi 19, vers 20 heures, ont eu pour cible, le premier, le siège de la société sud-africaine d'import-export d'agrumes The Outspan Organisation, situé rue de la Victoire (9^e), et le deuxième, la société Pro-Chimie, rue de Suresnes (8^e). Comme les fois précédentes, un correspondant anonyme a prévenu par téléphone l'A.F.P. de la présence d'un message explicatif.

D'autre part, un colis piégé a fait explosion, au rez-de-chaussée d'un immeuble de la rue du Général-Foy, à Paris-8^e, qui abrite le siège de la société de travail intérimaire Cofrinet. Enfin, deux nouveaux incendies d'origine criminelle ont été commis à quelques heures d'intervalle dans la nuit du 20 au 21 novembre à Toulouse. L'un visait une salle d'un collège du quartier Saint-Michel, l'autre l'université des sciences sociales. Au cours des deux jours précédant le dernier week-end, neuf autres incendies criminels avaient été signalés à Toulouse, ayant pour cible des automobiles et un immeuble ancien.

● La cour d'assises de la Seine-Saint-Denis a condamné, vendredi 19 novembre, Jean-Michel Le Comandoux, accusé d'avoir assassiné un policier et d'en avoir gravement blessé un autre, à la réclusion criminelle à perpétuité (le Monde, du 19 novembre). La cour a ainsi suivi les réquisitions de l'avocat général M. Bernard Faucon.

50 من الأصل

JUSTICE

Le retour de « Monmon » Vidal

Le retour de « Monmon » Vidal, un des derniers résistants de la France libre, est l'objet d'un livre de Pierre Laroche, paru chez Fayard. L'ouvrage retrace le parcours de ce héros, de sa participation à la Résistance jusqu'à son retour en France après la Libération. Laroche évoque les épreuves qu'il a traversées, les combats qu'il a menés, et le rôle qu'il a joué dans la reconstruction du pays. Le livre est une œuvre de documentation et de témoignage, qui permet de mieux connaître l'histoire de la France pendant cette période cruciale.

Faits et jugements

Série d'attentats à Paris et à Toulouse

La justice s'occupe de la série d'attentats qui ont frappé Paris et Toulouse. Les enquêteurs travaillent à l'identification des auteurs et à la détermination des motivations de ces actes. Les jugements seront prononcés dans les prochains mois.

Le procès de la démission de M. Lecan

Le procès de la démission de M. Lecan, ancien ministre, est en cours. Les juges examinent les circonstances de sa démission et les éventuelles responsabilités. Le procès est suivi avec intérêt par le public.

Le procès de la démission de M. Lecan (suite)

JUSTICE

L'ACQUITTEMENT DE M. LIONEL LEGRAS AUX ASSISES DE L'AUBE

Le « bon droit » des victimes

De notre envoyé spécial

La cour d'assises de l'Aube a acquitté, le 20 novembre, aux applaudissements du public, M. Lionel Legras, un garagiste qui avait « piégé » un cambrioleur dans sa maison de campagne et ainsi provoqué la mort d'un cambrioleur. Condamné une première fois en correctionnelle par des magistrats professionnels, M. Legras - soutenu par l'association Légitime défense - avait souhaité être jugé par un jury populaire.

Troyes. - « N'oubliez pas qu'il y a quand même eu mort d'homme ! » Brusque accès de colère, désaveu personnel plus que rappel à l'ordre, la dernière injonction du président de la cour d'assises de l'Aube, M. André Crocq, a été saluée par un mouvement d'hostilité débridée, renvoyé comme une giflette en direction du magistrat.

La salle d'audience, remplie d'amis de l'accusé, de militants de l'association Légitime défense et de curieux vite gagnés à l'ordre, la dernière injonction du président de la cour d'assises de l'Aube, M. André Crocq, a été saluée par un mouvement d'hostilité débridée, renvoyé comme une giflette en direction du magistrat.

Le procès, après six années de procédure judiciaire, avait pris, il est vrai, la tournure d'un match remporté à l'arraché, et le perdant n'avait plus qu'à se taire. C'est la loi du sport, et cette salle d'audience de Troyes la préférait, à l'évidence, aux règles du droit pénal.

L'accueil de la décision laisse, bien sûr, cet arrière-goût d'échec, mais les succès fêtés trop bruyamment. Mais pourquoi les partisans de l'autodéfense se seraient-ils embarrassés de scrupules ? Pourquoi auraient-ils déploré, sur la fin, un style qu'ils n'ont jamais privilégié ? L'acquiescement de cet homme-là plus que n'importe quel autre depuis plusieurs années, les renforce de poids de la chose jugée. Il part d'une aura de distinction officielle, un combat populaire qui n'a jamais été sympathique à l'Etat et à l'intelligentsia.

Lionel Legras, lavé de l'infâme soupçon qui l'avait fait assimiler par la justice à un vulgaire malfaiteur, voilà bien la récompense attendue par ces citoyens, catalogués « de la France profonde ». Ils s'étaient révoltés dans l'Aube et dans le pays, de savoir le garagiste de Villenauxe-la-Grande jugé pour avoir, indirectement, provoqué la mort d'un

cambrioleur, René Vermeulen, qui s'était saisi, le 22 novembre 1976, d'un transistor piégé, placé dans la modeste résidence secondaire de M. Legras.

Porte-drapeau

Dans l'enceinte même où le garagiste avait été condamné, en 1978, à huit mois d'emprisonnement avec sursis par un tribunal correctionnel, son avocat, M. Henri-René Garaud, assisté de M. Mario-Christine Chastang, a aussi obtenu un beau succès personnel. A ses yeux, le plus précieux, sans doute, d'une carrière toute vouée aux « victimes en colère », et qui va vraisemblablement profiter au mouvement Légitime défense. Cette association n'avait jamais désespéré de voir Lionel Legras un jour blanchi par une cour d'assises, et avant même sa création officielle - en 1978 - elle avait fait du garagiste son porte-drapeau. Aussi, pour la conclusion heureuse pour l'accusé, il faudra retenir la réussite de ses sympathisants.

M. Legras était, bien sûr, satisfait du résultat obtenu puisque, le premier, il avait fait d'un non-lieu puis d'un acquiescement, une affaire de principe. Mais ce quadragénaire frêle, malade, et dont on a décrit à loisir le courage, a déjà payé une manière de dette par la vie que cette publicité d'homme au transistor piégé lui a fait mener pendant six ans. On l'a vu à ce procès, il n'avait plus la détermination des premiers mois. Il a regretté, à l'audience, qu'un homme ait été tué par son piège. Son courroux de propriétaire douze fois cambriolé, exaspéré au point d'avoir imaginé une alarme diabolique, il l'avait délégué à ses défenseurs et aux membres de son comité de soutien : voisins et maires de son canton, venus dire leur adhésion à la loi du talion et, pour l'un d'eux au moins, à l'idée des pièges à l'enfer pour la sauvegarde des propriétés.

Durant les deux journées du procès, Lionel Legras ne s'est finalement animé que lorsqu'il a dû décrire, pour la cour, les composants et les mécanismes de sa bombe. Les experts, au cours d'un complément d'enquête, avaient retrouvé des

LA COMPOSITION DU JURY

La cour d'assises de l'Aube était composée, outre les trois magistrats, de quatre femmes et de cinq hommes de tous âges, résidant en différents points urbains et ruraux du département. Le jury comprenait : deux agriculteurs, deux retraités, un secrétaire, une institutrice, un soldat, un travailleur social et un chef de chantier.

de l'auto-défense, objectif réel de cette longue procédure judiciaire. De quel poids auraient alors pu peser les arguments de l'accusation, très exactement ceux du droit pénal et de la raison ? Quelles auraient été, bien sûr, durant ce procès, les vertus de la jurisprudence, défavorable à M. Legras, des explications de M. de Touzalin sur la délinquance ou sur les insuffisances en matière de sécurité, de l'invite, enfin, faite aux propriétaires à garder leur sang-froid ?

Démagogie

Le réquisitoire de l'avocat général a présenté un tableau complet des raisons qui condamnent en droit et au regard de la morale l'autodéfense. Son effet sur la majorité des jurés a été nul, emporté par une philosophie carrée, manichéenne, toute de bon sens populaire qui ne fait pas ses choux gras de la relativité. Pour la servir, M. Chastang, puis Garaud, qui sur le même sujet nous avaient habitués à plus de hauteur de vue, n'ont pas hésité à flatter le jury dans le sens du poil de la démagogie, égrenant même les arguments-chocs de bistrot : « Veut-on donner la Sécurité sociale aux cambrioleurs ? » Etrange interrogation quand il n'était question que des dommages et intérêts qu'André Rousseau, le comparse de René Vermeulen, réclamait à M. Legras. Mais elle a fait mouche, comme tant d'autres effets.

Comme les plus mal venus dans un prétoire, qui consistent par exemple à prononcer des mots magiques à forte résonance : M. Garaud, sous prétexte d'amuser son auditoire à la

Frédéric Oriach, ancien membre des NAPAP, incarcéré à la prison de la Santé depuis le 14 octobre, a refusé mardi 16 novembre d'être extrait de sa cellule pour participer, au palais de justice de Paris, à un nouvel interrogatoire dans le cabinet de M. Martine Anzani, premier juge d'instruction. F. Oriach doit répondre de multiples inculpations, dont association de malfaiteurs, complicité d'assassinat, complicité d'attentat à la paix intérieure. Dans une lettre au magistrat instructeur, F. Oriach s'insurge contre le fait qu'on « l'accuse de l'ensemble des actions armées antisémites de ces derniers mois sans autre preuve que l'interprétation jésuitique tirée par les cheuvels et politiquement incohérente d'un texte public ». Il ajoute qu'il « refuse de collaborer à l'analyse de texte dont on voudrait faire l'unique support de son maintien en détention, prétendant être incarcéré pour délit d'opinion ».

F. Oriach a été interpellé, le 12 octobre, à la gare du Nord à Paris, au moment où il venait chercher dans une consigne des documents : une quarantaine de fiches très documentées concernant des établissements juifs, dont certains ont été l'objet d'attentats, ainsi qu'un long texte, écrit de sa main, évoquant les attentats commis cet été à Paris.

M. MARCHEAIS : une bonne chose

Interrogé, dimanche 21 novembre, sur Radio-Montecarlo, au sujet de l'arrêt rendu par la cour d'assises de l'Aube, M. Georges Marchais, après s'être déclaré « contre l'autodéfense », a indiqué : « Il faut aussi comprendre l'émotion qui s'est emparée de l'ensemble de la population française. (...) Voilà un homme que l'on cambriole sans arrêt ; il prend des mesures de défense et, malheureusement, il y a eu un mort et un blessé grave. Cet homme a exprimé son regret. Qu'il n'ait pas été condamné, je pense que c'est une bonne chose. »

Le secrétaire général du P.C.F. a ajouté : « La loi Peyrefitte n'a rien réglé. Il faut prendre des mesures de nature à assurer la sécurité des citoyens, (...) à réduire la délinquance. (...) On ne peut pas accepter que des gens qui ne travaillent pas aillent voler les gens dans leurs biens matériels. »

« L'Humanité » : l'affaire de la police

Sous la signature de Roger Pourtau, l'Humanité, dans son édition du lundi 22 novembre, présente une analyse sensiblement différente : « Pour défendre les citoyens et leurs biens, il y aura autre chose à faire que de laisser se généraliser la pratique de la justice individuelle. Lorsqu'il se commet, tous les deux ans, plus de deux cent soixante-dix mille cambriolages, dont sont victimes la plupart du temps des gens à revenus modestes, c'est tout le problème des moyens à mettre en œuvre pour assurer leur protection qui se trouve ainsi posé. (...) La protection des citoyens doit rester l'affaire de la police. Encore faut-il que celle-ci puisse se consacrer prioritairement à cette tâche. »

CHEVEUX A PROBLÈMES

PLUS DE 20 ANS D'EXPÉRIENCE dans nos INSTITUTS EUROCAP permettent d'affirmer le sérieux avec lequel nous luttons contre : pellicules, dépôts graisseux, cheveux secs, cassants ; démangeaisons, etc.

Il importe que les cheveux restent sains. APPELZ SANS TARDER : INSTITUT CAPELLAIRE EURO-BRIDGECAP

75001 PARIS 4, rue Castiglione (1) 260-38-84

CE LIVRE DEVRAIT REJOINDRE AU RAYON DES GRANDS MÉMORIALISTES CONTEMPORAINS LES ŒUVRES DE CHURCHILL OU DE DE GAULLE

André Fontaine, Le Monde

« Les Mémoires de Kissinger vont occuper les gens pendant un grand nombre d'années, autant que ceux de De Gaulle. »

« Une capacité d'analyse et de jugement exceptionnelle s'y déploie à chaque page. »

«... un redoutable portraitiste qui nous offre une galerie de tableaux colorés et puissants. »

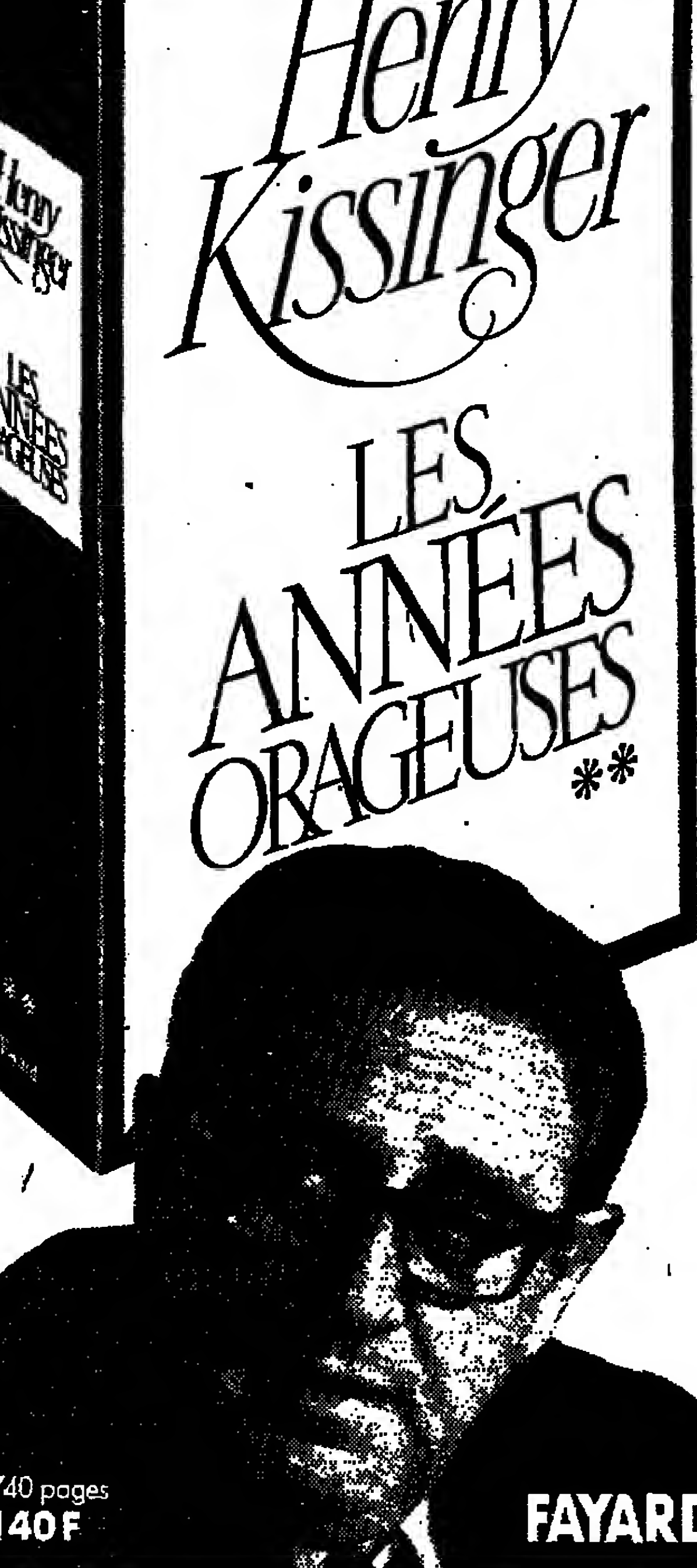
« Un code pour déchiffrer non seulement le passé, mais l'actualité internationale la plus brûlante. »

« On peut ne pas aimer Henry Kissinger, mais on ne peut pas nier l'immense intérêt de son livre. »

« Le récit de Kissinger est hallucinant. Ses portraits de Nixon, de Rockefeller, de quelques autres figurent dans les anthologies. »

« Du même auteur, déjà parus : - A la Maison Blanche T. I, 737 pages - 95 F - A la Maison Blanche T. II, 848 pages - 95 F - Les années orageuses T. I, 752 pages - 120 F »

VIENT DE PARAÎTRE :



740 pages 140 F

RUGBY

APRÈS LA TOURNÉE DES « PUMAS » EN FRANCE

Le devenir incertain de l'ovale

Les Pumas argentins n'ont pas gagné leur pari : battus par le XV français à Toulouse (25-12), le 14 novembre, ils ont terminé leur tournée dans l'hémisphère sud en subissant une nouvelle défaite (13-6), le 20 novembre, au Parc des Princes devant vingt et un mille spectateurs seulement, dont un tiers d'habitants de la région parisienne.

La victoire française, qui ne saurait effacer les échecs subis face aux Roumains et aux Soviétiques, fut longue à se dessiner. En médiocre condition physique, les avant ne parvinrent pas à s'imposer aux Argentins qui ne cédèrent pas un pouce de terrain dans les mêlées et qui dominèrent en touche. La deuxième ligne française fut particulièrement discrète dans ce compartiment du jeu où le troisième ligne Janczek fut trop isolé.

Stylo en berne et troisième mi-temps nauséuse, les chœurs de l'ovale sont en panne sèche d'inspiration épique. Pour se remonter le moral, ils assurent que les meilleures cuves du Tournoi des cinq nations ont été vendues après des automnes brumeux. « Qui croyait au grand chelem de 1981 en rentrant de Bucarest en 1980 ? Qui y croyait, héin ! » Pourtant le cœur n'y est pas vraiment. Les deux victoires sur les Pumas argentins, ils les prennent avec des pincettes.

Blanco, bien sûr, a fait comme toujours des étincelles, il est vraiment bien à sa place, numéro 15, à l'arrière. Mais le pack, il n'a pas été si terrible que ça, ce pack peut-être trop confiant après sa prestation de Toulouse, mais cela n'explique pas tout. La touche, n'en parlons pas, les manœuvres de Dintans et de Janczek ne perturbèrent pas très longtemps les « dépendeurs d'aujourd'hui » argentins. Quant à la charnière, ce n'est toujours pas la rêve. Certes, le petit Camberabero est très bien à l'ouverture, mais il ne peut pas réussir tous les coups de pied de pénalité, et il a encore la passe « faiblarde » d'un côté.

Oh ! tout n'est pas bon à jeter dans cette équipe. Il faut mesurer à sa juste valeur l'importance des victoires sur les Pumas, qui, après tout, ont battu les Springboks en Afrique du Sud. Pourtant, les chœurs du XV tricolore n'attribuent que du bout de la plume la mention passée à l'équipe de Martinez. Ce qu'ils ont vu sur la pelouse ne les a pas entièrement convaincus, et les gradins désespérément vides du Parc des Princes, après ceux de Toulouse, les ont contrariés. Il en faut habilement plus pour venir à bout de leur invincible optimisme. Y aurait-il donc autre chose qui vienne alourdir leur bon humeur ? Il y a en effet un nouveau projet d'organisation du championnat national.

Ah ! ce championnat des dimanches boueux d'hiver, n'est-ce pas de lui que vient tout le mal ? A l'époque du sport-spectacle, sa phase pré-

Les coups de pied maladroits du capitaine Martinez, puis de Blanco permirent aux Argentins de mener 6-3 jusqu'à la soixante-septième minute grâce à deux buts de pénalité du capitaine des Pumas Hugo Porta. Les lignes arrière françaises renversèrent alors la situation avec un essai de Bégu réussi après une interception de Sella qui lança Mesny puis Camberabero.

Dans les dernières minutes, Blanco, désormais arrière, marqua de sa griffe la rencontre en appliquant dans l'es-bat argentin une longue course où il prit à contre-pied deux défenseurs adverses, trébucha à 3 mètres de la ligne, mais se releva pour marquer.

Cet exploit personnel du Biarrot ne saurait cependant faire oublier que la rencontre fut monotone en dépit des qualités déployées dans le jeu de mains par les Argentins et que le rugby français est confronté au déclin de son titre et à la désaffection du public.

peine de couler. Je propose une formule qui diminuera les frais, réduira les déplacements qui envahissent les joueurs, intéressera le public qui s'ennuie dangereusement. La multiplicité des derbys aura des aspects positifs et annulera largement les excès prévisibles que l'on peut prévoir sans trop de problèmes », explique Jacques Fouroux, qui suit encore son ponce lorsque les responsables de la F.F.R. avaient imaginé, en 1951-1952, une première division à soixante-quatre clubs répartis en huit groupes régionaux de huit équipes. Les résultats avaient été catastrophiques : les recettes avaient chuté de 25 % durant cette saison. On était vite revenu aux poules nationales.

Pourquoi retomber trente ans après dans les mêmes erreurs. Les trublions du rugby n'y comprennent que poule. Les derbys ? Les Nice-Toulon ou Pau-Oloron ne sont que l'occasion de tristes pugilats, tandis que les Bayonne-Biarritz sécrètent l'ennui. Les progrès du jeu ? Les gros bras de Béziers n'apprennent rien à passer 100 points à Châteaurenard. Le réveil du public ? Les stades d'Agde ou de Bourg-en-Bresse ne seront pas pleins à craquer pour recevoir les joueurs de Langon ou de Saint-Claude.

On voudrait couper le formidable appétit de rugby des amoureux de l'ovale qu'on ne s'y prendrait pas autrement. A moins, bien sûr, que tout cela ne soit encore qu'un tour à la manière du président Ferrasse pour se concilier la faveur des petits clubs avant les élections fédérales de 1984. Mais, pour le coup, ce serait une autre histoire.

ALAIN GIRAUDO.

Survivre...

Le message était apparemment clair. Pourtant il a été interprété de façon curieuse par Jacques Fouroux, l'entraîneur du XV national, chargé d'élaborer un projet : les quarante équipes des groupes A et B de la première division actuelle seraient réunies pour constituer huit poules régionales de dix équipes.

« Le rugby mérite de survivre. Il fallait trouver une solution pour motiver de nouveaux dirigeants, les joueurs et les supporters sous

BOXE

Éviter le massacre

Le K.O. mortel subi le 13 novembre dernier par le Sud-Coréen Kim Duk Koo lors du Championnat du monde des poids légers à Las Vegas ; la défaite du Français Daniel Lodas sur jet de l'éponge... par un spectateur lors des Championnats d'Europe des super-légers en Espagne ; le certificat médical permettant au Yougoslave Marjan Benic de combattre alors qu'il a perdu la vision d'un œil ; autant de circonstances aggravantes versées récemment au dossier instruit en permanence contre la boxe professionnelle. Le Championnat d'Europe des poids lourds Rodriguez-Adinolfi a constitué jeudi 18 novembre une nouvelle charge.

Torse de notaire, bras d'huissier, et ventre de moine paillard, l'éboueur de Cecano menaçait constamment dans les corps à corps le contrôleur des comptes de l'E.D.F. qui termina les douze reprises victorieuses mais l'œil gauche fermé. Or Rodriguez, âgé de trente et un ans, est de cinq ans le cadet d'Adinolfi qui lui rendait également 3 kilogrammes. En dépit de la rouscadie de cet Italien — véritable mégaloforme du ring n'hésitant pas à rompre un assaut pour sourire aux photographes — le Français aurait dû être en mesure de s'imposer avant la limite. Mais il manqua d'agressivité au début du combat puis sa force de frappe se révéla insuffisamment ébranlée, ensuite sérieusement son challenger qui possédait suffisamment de technique pour être sorti de soixante-trois combats sans avoir le visage marqué.

Tout cela n'aurait finalement pas beaucoup d'importance, si Rodriguez n'envisageait pas maintenant de s'attaquer aux poids lourds américains Holmes ou Weaver pour un titre mondial. A la lumière de ce combat, qui malheureusement confirmait l'impression laissée par les victoires sur « Pantera », Syben, Popovic et Evangelista, l'entreprise paraît doublement périlleuse : Rodriguez risque de laisser sa santé face à des bombardiers noirs qui sont tous de terribles coqueurs ; sa famille risque de laisser dans l'organisation d'un tel combat ses dernières économies déjà sérieusement écornées par l'échec financier des réunions montées sur mesure pour Lucien. Celui-ci, dont la seule faiblesse est d'être actuellement le meilleur poids lourds européen, ne mérite pas cela. Il faut éviter le massacre.

A. G.

TELEX PARTAGE
ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS 345.21.62

VOILE

Route du Rhum : Pajot lance le sprint final

La dernière Route du Rhum, dont le départ, à destination de Pointe-à-Pître (Guadeloupe), avait été donné le 7 novembre à Saint-Malo, a déjà tenu ses promesses sur les plans sportif et émotionnel. Les conditions de navigation particulièrement pénibles rencontrées durant les deux premières semaines de course ont autant éprouvé les navigateurs solitaires que leurs bateaux. Aux dix-sept abandons enregistrés la première semaine par suite d'avaries diverses, dont ceux de quatre favoris (Eric Tabarly, Jean-Yves Trian et les Britanniques Chay Blyth et Robert James), sont venus s'ajouter ces derniers jours les sauteries en plein océan de Marc Linsley, victime d'une crise d'appendicite, et de l'australien Ian Robert Johnston, repêché en pleine nuit par un autre concurrent, Olivier Moussy, après le chavirage de son petit trimaran.

« Jamais nous n'avons navigué en solitaire à un rythme aussi intense », constatait Marc Pajot dans une de ses liaisons radio-avec le centre d'information de la course, installé au pied de la tour Montparnasse à Paris. Dès la première semaine, par gros temps et vents contraires, Eric Loizeau, alors en tête sur son trimaran Gaulois-IV, avait, il est vrai, réalisé une moyenne horaire de 7,8 nœuds, déjà supérieure de 1,2 nœud à la moyenne générale réalisée par Birch en 1978.

A ce train d'enfer, les navigateurs ne se ménagent pas plus que leur voilier. « Je suis en train de me faire des muscles, mais c'est avant », plaisantait Olivier de Kersauson sur son grand trimaran de 24,50 mètres, Jacques-Ribourel. A ce moment-là, on ne comptait plus les pilotes automobiles, les dérivés ou les gouvernails faussés, les haubans, les étais ou les lattes cassés, les voiles éclatées par cette navigation de forcenés.

Dans ces conditions, la première sélection ne s'est pas opérée à partir de la taille des bateaux, mais plutôt de leur fiabilité ou, plus encore, de leur maîtrise par des solitaires déjà habitués à naviguer avec eux. Loizeau, qui n'avait pas hésité, l'été dernier, à revenir en solitaire des Etats-Unis, où son trimaran avait subi des modifications, tout comme Pajot, qui navigue sur son catamaran depuis plus de deux ans, figuraient parmi ceux qui connaissent le mieux les réactions et les possibilités de leur voilier.

Une autre conséquence provisoire de ces conditions de navigation particulièrement difficiles a été d'égaliser quelque peu les chances entre les bateaux de classes différentes. Pajot résumait parfaitement cette situation dans l'une de ses interventions :

Tandis qu'à terre la polémique continue à propos d'une éventuelle disqualification de Moussy, et qu'à l'arrière de la course bon nombre des trente-quatre rescapés ont profité de leur passage à proximité des Açores pour faire de brèves escales techniques, les premiers concurrents, toujours emmenés par Marc Pajot sur son catamaran Elf-Aquitaine, s'apprêtent pour le sprint final, à moins de 1 000 milles des Antilles. Après trois jours de calme, le retour, depuis dimanche 21 novembre, des vents portants devrait permettre au vainqueur de rallier Pointe-à-Pître dans la journée de jeudi 25 novembre, soit après dix-huit jours de course. Il y a quatre ans, pour la première Route du Rhum, Michael Birch avait mis vingt-trois jours.

« Eric (Loizeau) fait ce qu'il veut à bord de son petit trimaran. Moi, je fais ce que je peux sur mon grand catamaran. » Dans la succession de dépressions et de grains de la première semaine, Loizeau et les skippers des petits bateaux pouvaient plus facilement adapter leur voilier aux variations des vents que Pajot et les skippers des voiliers de la classe I (de 18,29 à 25,91 mètres), pour lesquels chaque manœuvre nécessite un temps et surtout des efforts beaucoup plus importants.

Lutte des classes

Ainsi, après deux semaines de course, trouve-t-on encore derrière le catamaran de 20 mètres de Pajot le trimaran de 13,71 mètres (classe IV) de Loizeau, le catamaran de 17,60 mètres Jaz (classe II) barré par le jeune Bruno Peyron (vingt-six ans), qui a imaginé et construit lui-même ce voilier original avec un mât et un gréement complet sur chacune des deux coques pour mieux avancer contre le vent. A la troisième place est venu s'intercaler, lundi 22 novembre, un autre catamaran de 15,23 mètres, Vital (classe III), mené par Birch. On trouve ensuite deux trimarans de moins de 12 mètres (classe V), Krite-X, de l'Américain Jack Poth, qui connaît parfaitement son bateau pour y vivre dessus à long terme, et Télégramme-de-Brest, barré par le surprenant Yves Le Correc (vingt-quatre ans). Les options tactiques et les nouvelles conditions de navigation aux vents portants, dont bénéficient désormais la majorité des concurrents, devraient toutefois modifier ce classement provisoire d'ici l'arrivée à Pointe-à-Pître.

Pour traverser l'Atlantique de la France vers les Antilles, les solitaires

ont, en effet, à déterminer leur route par rapport aux Açores et à l'anticyclone du même nom. La route la plus courte (orthodromie) passe au nord des îles. Les navigateurs y rencontrent des vents contraires et risquent de s'encahlir au centre de l'anticyclone. Ce dernier, qui provoque à sa périphérie des vents tourbillonnaires, permet aux concurrents passant au sud des îles de toucher des vents portants. Enfin, les navigateurs qui choisissent une route encore plus au sud ont toutes les chances de bénéficier encore plus des alizés, ces vents réguliers d'est-nord-est poussant les bateaux vers l'arrivée.

Par rapport à Pajot et à Loizeau, qui ont choisi une route sud intermédiaire, Peyron, Poth et Le Correc, qui naviguent plus au nord, devraient a priori perdre du terrain dans les prochains jours, alors que les grands léviérs des mers de la classe I et II, partis rechercher les alizés au sud, pourraient effectuer de spectaculaires remontées pour la course aux accessits. Derrière Birch, c'est le cas des trimarans de Kersauson, d'Yvon Faucomier (Umupou-Jardin-V), de Loïc Caradec (Royale) ou des catamarans de Robin Knox-Johnston (Olympus-III), le dernier rescapé de la Navy, et de Pierre Follenfant (Charente-Maritime).

Profitant de la reprise des vents portants après trois jours de calme plat, Pajot et Birch ont donné une idée de leurs possibilités pour le sprint final en réussissant, dimanche 21 novembre, des moyennes horaires respectives de 13,4 et de 14,2 nœuds. A vrai dire, seul le Canadien semble encore capable de revenir dans le sillage de Pajot d'ici l'arrivée aux Antilles.

GÉRARD ALBOUY.

Les résultats

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(Seizième journée)

*Lens b. Rouen	2-0
*Mulhouse b. Tours	1-0
*Bordeaux b. Auxerre	3-0
*Bastia et Sochaux	0-0
Lille b. *Brest	1-0
*Laval b. Strasbourg	2-1
*Nantes et Monaco	0-0
*Lyon et Metz	3-3
*Nancy b. Saint-Etienne	3-1

Classement. — 1. Nantes, 25 pts ; 2. Bordeaux, Lens, 22 ; 4. Nancy, Brest, 18 ; 6. Paris-S.G., Laval, 17 ; 8. Monaco, Toulouse, 16 ; 10. Metz, Saint-Etienne, Lille, Strasbourg, 15 ; 14. Auxerre, 14 ; 15. Lyon, Mulhouse, 13 ; 17. Sochaux, Bastia, Tours, 12 ; 20. Rouen, 11.

Deuxième division
(Dix-septième journée)

*Racing Paris-1 b. Nîmes	2-1
*Valenciennes b. Guingamp	4-1
*Montpellier b. Nîmes	2-0
*Abbeville b. Béziers	2-0
*Le Havre et Châteauroux	0-0
*Alès b. Angers	3-0
*Angoulême b. *Corbeil	2-1
*Libourne b. Vichy	6-1

Classement. — 1. Rennes, 29 pts ; 2. Nîmes, Racing Paris-1, 24 ; 4. Valenciennes, 23 ; 5. Montpellier, Guingamp, 19 ; 7. Le Havre, 18 ; 8. Angoulême, Béziers, 17.

GROUPE B

*Grenoble b. Martigues	2-1
*Marseille et Fontainebleau	1-1
*Dunkerque b. Red Star	3-1
Cannes b. *Bléneau	1-0
*Gugugnon et Besançon	0-0
*Orléans et Thonon	1-1

Classement. — 1. Nice, 28 pts ; 2. Reims, 26 ; 3. Toulon, 25 ; 4. Martigues, Dunkerque, Marseille, 22 ; 7. Cannes, 20 ; 8. Stade Français, 18 ; 9. Besançon, 17.

Sports équestres

CS.O. de Toronto
Avec trois parcours sans faute et le meilleur temps du barrage qui l'opposait au Canadien Ian Millar, le Français Frédéric Cottier sur Flambeau a remporté le Grand Prix de Toronto. L'équipe de France s'est imposée dans le challenge international.

GILLES MARTINEAU.

AUTOMOBILISME

AU RALLYE DE GRANDE-BRETAGNE

Michèle Mouton, l'anti-Walter Rohrl

Après vingt épreuves spéciales, le Finlandais Hannu Mikkola (Audi Quattro) occupait, ce lundi matin 22 novembre, la première place du Rallye de Grande-Bretagne, dernière épreuve de la saison comptant pour le championnat du monde des rallyes. Il devançait dans l'ordre ses compatriotes Markku Alen (Lancia), Ari Vatanen (Opel) et la Française Michèle Mouton (Audi Quattro).

York. — Vraie ou fausse, l'histoire fait son chemin dans le petit monde des rallyes : invité à une réception organisée par Opel et son commanditaire britannique — fabricant britannique de cigarettes — et destinée à fêter d'une part son titre de champion du monde 1982 des conducteurs de rallye, d'autre part le titre européen de l'Italien Tony Fassina, Walter Rohrl aurait fait sagement cette réponse : « Non, il n'est pas question que j'assiste à cette réception. »

Chez Opel, on a si peu apprécié cette attitude que le responsable de l'écurie en a réitéré aussitôt à ses patrons : « Qu'il s'en retourne chez lui, nous n'avons plus besoin de ses services ; aurait-il retourné en haut lieu. Le champion allemand ne participerait donc pas au Rallye de Grande-Bretagne. Dans les milieux du rallye, l'affaire n'est pas passée inaperçue. D'autant qu'Opel était venue à York avec l'ambition de coiffer les Audi Quattro pour le titre de champion du monde des marques, car celui-ci compte davantage pour un fabricant qu'une couronne individuelle.

Les responsables d'Opel n'ont pas cherché à minimiser l'incident. Le pilote allemand, n'appréciant guère les mondanités, Sa décision n'a étonné personne dans son entourage. En revanche, elle a été la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Car personne n'ignorait non plus que Rohrl n'aime pas le Rallye de Grande-Bretagne et les foras qu'il traverse. Il aurait également craint d'être battu par le Finlandais Hannu Mikkola, un autre pilote d'Opel.

Sur les cent quarante-neuf concurrents qui avaient pris le départ, dimanche 21 novembre, treize abandons avaient été enregistrés dans le courant de la nuit de dimanche à lundi. Un grand absent dans ce rallye : l'Allemand Walter Rohrl, couronné champion du monde des conducteurs 1982 après le dernier Rallye de Côte-d'Ivoire. A la suite d'un différend avec son écurie, Opel, le pilote allemand, a été prié par son employeur de quitter le rallye.

De notre envoyé spécial.
Le champion du monde n'aurait-il pas alors poussé délibérément les dirigeants de la firme allemande à prendre la décision de l'écarter ? N'était-il pas fasciné par lui d'adopter cette attitude puisqu'en 1983 il défendrait les couleurs de Lancia, écurie qu'il avait quittée en 1980 après la conquête de son premier titre ?

Pour Michèle Mouton, l'attitude du champion allemand témoigne d'une désinvolture inadmissible. Elle estime qu'elle ne se serait jamais mise dans cette situation : « C'est une question de responsabilité. Les rallyes sont tenus de respecter leur contrat. Le travail ne s'arrête pas au moment où on descend de la voiture. »

Qui est donc ce Walter Rohrl dont les observateurs se plaisent à raconter l'élégance mais dont l'attitude à l'égard de son milieu professionnel suscite tant de controverses ? Originaire de Regensburg (Bavière), où il est né il y a trente-cinq ans, le champion allemand a d'abord été séminariste et entraîneur de l'équipe féminine d'Autriche de ski.

A vingt et un ans, Rohrl aborde la compétition automobile. Aujourd'hui, il est considéré comme un très grand pilote. Mais on lui reproche d'être devenu un gagne-petit. Alors qu'en 1980, année de son premier titre mondial, il avait gagné quatre rallyes, cette année il s'est contenté de deux victoires, à Monte-Carlo et en Côte-d'Ivoire.

A ce propos, Michèle Mouton dit : « Pour être champion du monde, il faut faire un choix : celui d'être tou-

jours bien placé sans prendre de risques. Moi, je ne peux pas m'y astreindre, je cours pour gagner et il m'arrive de casser. C'est logique. J'ai besoin aussi, par tempérament, d'être devant, de me battre. La difficulté me galvanise. Le Rallye des mille lacs m'intéresse parce qu'il est le terrain privilégié des Finlandais. » On l'a deviné : Michèle Mouton est l'anti-Rohrl.

Langage direct, regard franc, yeux noirs et souvent rieurs, la championne française est, à trente-deux ans, bien dans sa peau. « L'important, dit-elle, c'est de ne pas tricher avec soi-même, d'être responsable. » La veille du départ, au centre de vérification des véhicules, elle a donné quatre heures d'interviews au cours de cette seule journée. Jamais fatiguée, elle se contente d'assurer que c'est son travail. « Il faut en accepter les avantages et les inconvénients. » Pourtant, depuis le début de l'année, Michèle Mouton n'a pratiquement pas vécu chez elle, à Grasse : cinquante-huit jours seulement. Pas le temps de penser à autre chose qu'au rallye. Pas de musique à laquelle elle est sensible. Pas de lecture. Le sentiment de ne s'être au courant de rien, d'ignorer ce qui se passe dans le monde, « la certitude en tout cas de passer à côté de trop de choses. »

Dans sa voiture, pourtant, pas de regrets. Michèle Mouton vit à cent à l'heure. Avec ses coéquipiers de l'écurie aussi. « Ah ! les Finlandais, dit-elle, je ne les ai jamais entendus dire du mal d'autrui. »

سكوا من الأصل

Le Monde

régions

ILE-DE-FRANCE

SANS TRAVAIL

La région parisienne, par la taille de son marché de l'emploi, a su résister mieux que d'autres à la crise. Les derniers chiffres, certes, peuvent faire souffler un léger — très léger — vent d'optimisme : depuis le début de 1982, le rythme annuel d'accroissement des demandes d'emploi a ralenti régulièrement (+ 17,4 % en janvier, + 11,6 % en mai, + 5,1 % en septembre), plus fortement même qu'en moyenne nationale ; le nombre d'emplois dans le secteur

privé a ainsi, en Ile-de-France, légèrement augmenté au second trimestre 1982 (+ 0,8 % dans les établissements de plus de dix salariés), alors qu'il avait diminué de 0,2 lors de la même période en 1981.

Trois cent cinquante-huit mille sept cents personnes étaient quand même inscrites à la fin du mois de septembre 1982 dans les agences pour l'emploi de la région parisienne. Et si

la part des femmes (44 % du total) a cessé de s'accroître, celle des jeunes de moins de vingt-cinq ans (32,9 %) s'est encore légèrement accrue (ils sont quarante mille à rechercher vainement un premier emploi, comme celle des étrangers (près du quart des chômeurs). Plus grave peut-être, la durée moyenne d'inscription à l'A.N.P.E. ne fait que s'allonger : deux cent trente-huit jours maintenant, quinze jours de plus qu'en septembre 1981.

Est-il plus dur d'être chômeur dans l'anonymat d'une cité de la banlieue parisienne ou sous les regards faussement apitoyés d'une petite ville de province ? Est-il moins pénible d'espérer un travail en cultivant son jardin, ou dans l'inconfort d'un appartement bruyant ? Le chômage, on en discute savamment autour du tapis vert des négociations sur l'UNEDIC : on le vit seul.

UN CADRE EN SEINE-ET-MARNE

Mon emploi ? En chercher un

Quatre ans de chômage en dix ans ! Trixie décennie pour Denis. La vie professionnelle avait pourtant bien commencé pour lui : un diplôme de l'Ecole nationale de l'industrie laitière plus un certificat de l'Institut supérieur de la conservation lui avaient ouvert les portes, au début des années 50, d'un grand laboratoire pharmaceutique ; une quinzaine d'années sans problèmes ; mais lorsque l'entreprise déménage dans le Sud-Ouest, Denis décide de rester dans la région parisienne : il a trouvé un poste de cadre de production dans une usine de parfums. Autour de six ans, l'usine ferme ses portes. « L'entreprise qui possédait la griffe a jugé plus rentable de s'adresser à des Japonais... »

Première période sans emploi. Brevé, puis quatre mois après Denis est embauché dans une fabrique de parfums à 20 kilomètres de chez lui. Licencié un an plus tard, il pointe de nouveau au chômage pendant quatre mois, avant de se reconstruire, toujours dans la région parisienne. Devant les difficultés de transport, il renonce et entre comme chef de production dans une chocolaterie en Seine-et-Marne. Il est licencié en 1976 : « J'ai fait les frais d'une querelle interne. Le directeur de l'usine a sauté... et moi aussi ! »

Cette fois, le travail est plus difficile à trouver : six mois de stages, une tentative à Montillet, un nouvel essai dans un laboratoire pharmaceutique, dont il est licencié au bout de quatre mois pour des raisons peu claires qui l'incitent à essayer son ex-employeur devant les prud'hommes. Depuis, plus rien. « Je sais qu'il n'est pas facile d'entrer en

compétition avec les jeunes lorsque l'on a cinquante-trois ans et que beaucoup de cadres commencent à prendre leur retraite à cinquante-sept ans. Mais, pourtant, c'est à mon âge que j'ai l'expérience. »

Denis ne perd pourtant pas le moral. Il se débrouille, mais sans résultat. Sa semaine de chômeur est organisée comme celle d'un cadre en pleine activité. Trois ou quatre fois par semaine, il prend le train à la gare de Lagny pour se rendre à Paris. Il passe plusieurs heures à l'Apec (Association pour l'emploi des cadres), et consulte les offres d'emploi des journaux et revues professionnelles, et à chercher dans le système d'annonces microfilmées la situation qui pourrait lui convenir : « Je ne me contente pas des domaines où j'ai travaillé. J'ai attaqué toutes les branches où j'ai un besoin de gestionnaire de production. En un an, j'ai écrit trois lettres et reçu 70 % de réponses. Toutes négatives. Cela présente de gros frais. Près de 6 francs par lettre pour les timbres, la photo, la photocopie du curriculum vitae. Et dans la plupart des cas, les documents ne nous sont pas renvoyés... »

Rat de bibliothèque

Homme de terrain, il est devenu un rat de bibliothèque. Des qu'une opportunité semble se présenter dans un domaine qu'il connaît peu, il emprunte des ouvrages partout où il peut : tout est bon pour essayer de ne pas avoir l'air perdu lors des éventuels entretiens. « Mais les convocations sont rares, soupire Denis. Le plus sou-

vent, un courrier m'indique que je ne correspond pas au profil demandé. Ça va rarement plus loin. Pourtant, j'ai toujours été présent on a osé dire que j'étais trop vieux. Mais on me l'a laissé comprendre... »

Stages trop chers

Financièrement, la situation du couple n'est pas évidente. Heureusement, les enfants sont grands. Mais il faut vivre à deux avec un revenu qui atteint tout juste le SMIC. « Pour mon dernier emploi, j'avais accepté un salaire de 35 % inférieur au précédent, ce qui me laissait environ 5 000 francs net. C'est sur cette somme que je touchais donc environ 100 francs de chômage. Quand on doit payer le loyer d'un appartement et divers frais comme l'achat d'une carte orange, il ne reste plus grand-chose pour vivre... »

Malgré son optimisme naturel, Denis voit arriver avec une certaine anxiété la fin des sept cent quatre-vingt-cinq jours couverts par l'ASSEDEC. « Si je n'ai rien trouvé à ce moment, il faudra bien me résoudre à suivre un nouveau stage. Histoire de renouveler de quelques mois l'échéance. Mais ces stages ont lieu le plus souvent en province et les frais de déplacement et de logement sont à la charge du candidat. Cela sera trop cher pour moi... »

« A Denis, comme aux autres, le découragement est interdit. Il parait que l'espoir fait vivre. Moi, je n'en manque pas. J'ai plein d'idées en tête, et puis je ne me sens pas vieux ! »

CHRISTIAN-LUC PARISON.

UN ENSEIGNANT A SUCY-EN-BRIE

Mon métier sur les ondes

Une belle tête d'intellectuel à la calvitie précoce sur un corps d'athlète. Christian Davois, trente-cinq ans, de Sucey-en-Brie, dans le Val-de-Marne, ne manque pas de diplômes : licence, la participation aux Jeux télévisés ou radiodiffusés — une quasi-profession. Il avait commencé en 1965 quand les jeux de l'Ile-de-France étaient venus chez lui à Sucey. Christian avait gagné un transistor. Depuis, il n'a pas cessé. « Nous sommes les gladiateurs des temps modernes, à la fin de l'émission, nous partons avec de l'argent ou une poignée de main... »

Au chômage, c'est avec la volonté affirmée de montrer que « Christian Davois vaut quelque chose » qu'il se présente tous les samedis à la radio, à la télévision, à la presse, au CAPES, pour avoir voulu courir trop de lièvres à la fois : des rapports d'inspection difficiles qui lui ferment la porte des remplacements en 1979 ; vingt-trois mois de travail validé, alors qu'il lui en aurait fallu vingt-quatre pour avoir droit à des indemnités ; un procès, — alors par le SGEN-C.F.T. — pour tenter d'obtenir l'application d'un texte de 1967, à moitié gagné devant le tribunal administratif, mais que le Conseil d'Etat n'a pas tranché. Même avec la Sécurité sociale : elle refuse de le prendre en charge puisqu'il a commencé à être sans travail avant que le texte accordant la couverture à tous

les chômeurs n'entre en vigueur. Alors, que faire, puisque répondre à toutes les petites annonces recherchent des enseignants ne donne aucun résultat ? Faire d'un passe-temps d'adolescent, la participation aux Jeux télévisés ou radiodiffusés — une quasi-profession. Il avait commencé en 1965 quand les jeux de l'Ile-de-France étaient venus chez lui à Sucey. Christian avait gagné un transistor. Depuis, il n'a pas cessé. « Nous sommes les gladiateurs des temps modernes, à la fin de l'émission, nous partons avec de l'argent ou une poignée de main... »

Au chômage, c'est avec la volonté affirmée de montrer que « Christian Davois vaut quelque chose » qu'il se présente tous les samedis à la radio, à la télévision, à la presse, au CAPES, pour avoir voulu courir trop de lièvres à la fois : des rapports d'inspection difficiles qui lui ferment la porte des remplacements en 1979 ; vingt-trois mois de travail validé, alors qu'il lui en aurait fallu vingt-quatre pour avoir droit à des indemnités ; un procès, — alors par le SGEN-C.F.T. — pour tenter d'obtenir l'application d'un texte de 1967, à moitié gagné devant le tribunal administratif, mais que le Conseil d'Etat n'a pas tranché. Même avec la Sécurité sociale : elle refuse de le prendre en charge puisqu'il a commencé à être sans travail avant que le texte accordant la couverture à tous

les chômeurs n'entre en vigueur. Alors, que faire, puisque répondre à toutes les petites annonces recherchent des enseignants ne donne aucun résultat ? Faire d'un passe-temps d'adolescent, la participation aux Jeux télévisés ou radiodiffusés — une quasi-profession. Il avait commencé en 1965 quand les jeux de l'Ile-de-France étaient venus chez lui à Sucey. Christian avait gagné un transistor. Depuis, il n'a pas cessé. « Nous sommes les gladiateurs des temps modernes, à la fin de l'émission, nous partons avec de l'argent ou une poignée de main... »

sur sa nourriture. Jusqu'en 1980, il s'alimentait presque exclusivement de chutes de viande dans les supermarchés. Depuis, il mange assez souvent chez ses parents chez qui il habite d'ailleurs. Lui, qui a accusé jusqu'à 102 kilos sur la bascule, est tombé jusqu'à 75 kilos.

Bien sûr, il ne paie pas de loyer, mais, reverse de la médaille à trente-cinq ans, il ne peut mener la vie affective qu'il souhaiterait. « Je n'ai pas les moyens de vivre normalement. Paradoxalement, il a touché le fond du désespoir en décembre 1977, alors qu'il venait de gagner à « La tête et les jambes » : une rupture sentimentale due à sa situation de chômeur le poussait à avaler un tube de comprimés noctifs. Depuis qu'il a été sauvé, il veut vivre, vivre pleinement : « La plus grande réussite, c'est d'être le digne Français. Il se sent prêt encore à mourir dans la vie pourvu qu'on lui donne sa chance : « Qu'est-ce que je pourrais faire ? Tout. Qu'est-ce qu'on m'a donné jusqu'à présent ? Rien. Qu'est-ce que je voudrais faire ? Quelque chose. »

FRANÇOIS GOUGE.

UN JEUNE A NANTERRE

N'importe quoi pour commencer

Les jeunes sont les premières victimes du chômage ! Ce n'est pas un simple propos démagogique : le père de famille de quarante ans qui se retrouve, du jour au lendemain, au chômage, connaît certes des difficultés matérielles et morales considérables. Mais du moins sait-il, en général, comment et pourquoi se battre. Le jeune chômeur qui, lui, n'a encore jamais connu les réalités de la vie ni celles du travail, sombre

fréquemment dans le désarroi le plus total. Pour le premier, l'avenir est sombre. Pour le second, il est inexistant.

Pascal, un jeune Nanterrien de presque dix-huit ans, au chômage depuis mars 1982, en témoigne par tant d'autres. Son itinéraire est malheureusement banal. Issu d'un milieu relativement modeste — son père est cadre aux N.M.P.P., sa mère et son frère aîné travaillent dans la même entreprise — il suit, en 1980, dans une école privée de Neuilly, une formation de peintre en bâtiment : alternativement une semaine de cours et une semaine de travail.

« Mais le père n'exploite, explique Pascal, il me traite comme un chien. A midi, il refusait de me faire chauffer ma gamelle. Il m'a délinquamment dégoûté du métier. » Cas de figure trop courant, comme le confirme Mlle Catherine Robin, une animatrice de la permanence d'accueil pour l'emploi que la municipalité de Nanterre vient d'ouvrir à l'attention des 15-18 ans : « Les jeunes ont fait des illusions incroyables sur le boulot. Confrontés à la réalité, ils abandonnent souvent une formation en cours de route. »

En mars 1981, Pascal obtient un job de « groom » dans l'entreprise où travaillent ses parents. « J'étais en équipe avec un autre jeune qui ne faisait pas correctement le travail, mais dont l'oncle était syndicaliste dans l'entreprise. Alors, finalement, c'est moi qui ai été licencié pour faute professionnelle. » Vrai ou faux ? En tout cas, c'est le deuxième échec en mars 1982 avec, à la clé, un sentiment d'injustice aggravé.

Depuis lors, avec une indemnité de chômeur de 1 400 F mensuelle, Pascal cherche en vain à retrouver un travail. « Parce que cela va commencer à devenir dramatique et puis il faut penser à la retraite... ». N'importe quel travail d'ailleurs, ou à peu près, car il n'a pas la moindre idée d'un métier qui le tenterait davantage qu'un autre : « Tout ce que je demande, c'est de trouver un travail continu. J'appréhenderai à aimer mon métier. » Soupié — étonnant que Catherine Robin attribue à « l'immanence méconnaissance » que les jeunes ont du monde du travail : ainsi, les trois métiers qu'elle entend

le plus souvent (et de loin) convoiter par les garçons sont ceux de mécanicien auto, plombier et boulanger-pâtisier !

Les moins que l'on puisse dire est que Pascal n'est pas bête. Il a voulu entrer à la R.A.T.P. « comme l'avait de ramener mais ça n'a pas marché ». Il a failli être vendeur de vêtements, il a sollicité des places dans divers supermarchés : « Mais à chaque fois on choisissait des gens avec des diplômes. » Il a voulu entrer dans la police « mais il fallait avoir le brevet ». Ou mettre des chaussures en boîte « mais il fallait passer un examen ». Ou encore s'inscrire dans une école de langues « mais c'était un travail de nuit ». Parfois, aussi, c'est son père qui s'est opposé à tel ou tel emploi : « Il n'a pas voulu que je sois coursier de presse à cause de la moto, ou que je prenne une place dans un supermarché de l'Essonne sous prétexte qu'il fallait faire deux heures de transport en commun par jour. Moi, je ne me faisais pas peur... »

Rêves d'Amérique

Ainsi s'entrelacent, jour après jour, l'engrenage de la polse. L'ANPE — « qui ne sert à rien puisque toutes les annonces demandent des qualifications » —, les journées vides, les démarches vaines et l'environnement qui se dégrade : la mère qui vient de rentrer en clinique pour une dépression nerveuse (le soi-disant à cause de moi) et le père qui a laissé tomber : « Tu n'es qu'un bon à rien. Tout ce que tu peux espérer c'est d'arriver dans dix ans à être un P.-D.G. du chômage », cruelle boutade.

Pour Pascal, il ne semble rester que des perspectives bien floues où surgissent parfois quelques rêves (« aller habiter sur la Côte d'Azur ou partir travailler en Suède, ou en Amérique... »). Et surtout des journées qui n'en finissent plus, cloîtrées dans la H.L.M. parentale avec l'espoir d'économiser 150 francs pour quelques rares sorties en boîte, le samedi soir : « Parce qu'il faut bien que je m'amuse de temps en temps. Mais les autres jours, le reste du temps ? Qu'est-ce que vous voulez que je fasse ? J'attends... »

FRANÇOIS ROLLIN.

Sté Paris Renov
FABRICANT-INSTALLATEUR
PRIX DIRECT D'USINE
Contre le froid et le bruit
changez vos vieilles fenêtres
(bâti compris)
MENUISERIE EN P.V.C. (polichlorure de vinyle)
• Les fenêtres RENOVO S 1 se posent en une journée
• Sont faites sur mesures • S'adaptent à tous les styles
• Sont déductibles des impôts
10 ANS DE GARANTIE
Prix bloqués jusqu'au 31/12/82
Ex. de prix : Pour changer une fenêtre de 1 m 85 de haut x 1 m de large équipée en double vitrage ST-GOBAIN 4/6/4 ou en glace de 8 mm comptez 2 950 F T.T.C. posée.
DEVIS GRATUIT - POSE PARIS GRANDE BANLIEUE
Sté PARIS-RENOV 22, RUE FONTAINE
75009 PARIS - Tél. : 526.60.00
CREDIT GRATUIT 3 MOIS

CHAQUE SEMAINE
FAITES VALIDER VOS BULLETINS
CHEZ TOUS LES DÉPOSITAIRES PORTANT L'ENSEIGNE
LOTO
c'est facile, c'est pas cher, ça peut rapporter gros.
108210

Moquettes • Revêtements muraux
Economisez sur les prix pas sur la qualité !
150.000 m² de marchandises neuves de premier et deuxième choix sélectionnées pour vous garantir la meilleure qualité au meilleur prix.
Prix T.T.C. au m² :
• MOQUETTES GRANDES MARQUE 2 m, 4 m, 5 m de large : 18 F, 24 F, 30 F, 35 F.
• MOQUETTES LAINE 2 m de large sur mousse : 35 F.
• COCO sur latex : 49,50 F.
• Vrais PAPIERS JAPONAIS et DAIM sur tissus : 14 F.
• Revêtement SOL PLASTIQUE 2 kg/m² : 14 F, 16 F.
Pose et livraison gratuites
ARTIREC
PAYEZ MOINS CHER LA QUALITÉ
RECUPARIS 8 et 9, B. Salengro 8420 LE RESSAULT
BICETRE (Pte d'Italie) 75011 PARIS
Tél. 458-81-12
AR ST-SÉBASTIEN 8-10 Imp. St-Sébastien 75011 PARIS
Tél. 355-66-50
ARTIREC BASTILLE 4, bout. de la Bastille 75012 PARIS
Tél. 340-72-78
5 % de remise sur présentation de cette annonce

RÉGIONS

Ile-de-France

LE BUDGET POUR 1983

Augmentation des taxes sur les permis de conduire et les cartes grises

« La région d'Ile-de-France, malgré les contraintes qu'elle subit, tout en maintenant une politique fiscale modérée sans accroître son endettement en valeur relative, s'efforce de développer son effort d'équipement », ont expliqué MM. Michel Grand (R.P.R.), président du conseil régional, et Alain Grottoy (P.R.), vice-président chargé des finances, en présentant à la presse leur projet de budget pour 1983.

Le chiffre de 3,055 milliards de francs de recettes et de crédits de paiement, soit une augmentation de 11,67 % par rapport à 1982, peut paraître faible comparé aux quelques 12 milliards du budget de la Ville de Paris en 1982. Mais, compte tenu de ses charges de fonctionnement, la région n'a pu consacrer que 2 milliards de francs à l'investissement, alors que la région, en cette année 1982, a investi 2,3 milliards de francs. Certes, la mise en place de la décentralisation a augmenté sensiblement les frais de fonctionnement de l'institution régionale (+ 42,3 % en 1983 par rapport au budget primitif de 1982). Mais la région, contrairement aux autres collectivités locales, reste avant tout un investisseur. Ainsi, en Ile-de-France, les crédits d'équipement représentent 63,3 % des dépenses de 1983, la charge de la dette 15 %, les prêts à d'autres collectivités (communes, villes nouvelles, R.A.T.P., S.N.C.F.) pour s'équiper 17,2 %, les frais de fonctionnement simplement 4,5 %.

Ce budget 1983 est le premier à avoir été entièrement préparé sous la responsabilité des élus. Jusqu'alors, ils ne pouvaient que modifier ce que leur proposait le préfet. Cela n'a pas fondamentalement changé les choses, la majorité régionale étant du même bord politique que le gouvernement d'avant le 10 mai, dont le préfet était le représentant ; et, surtout, la conduite d'un tel organisme ne permet pas de rétro-quer, il ne tolère que de légers, très légers coups de volant, qui ne peuvent donc modifier que de peu la direction suivie. De plus, un budget d'est, que la traduction de la politique déjà discutée et approuvée.

Ainsi, l'analyse des autorisations de programmes, ses engagements de

dépenses pour l'avenir, confirment que l'Ile-de-France va essentiellement, dans les années à venir, continuer les grandes opérations connues depuis longtemps. Pratiquement, comme l'an dernier, 65,4 % des crédits vont aux transports en commun et aux routes : pour financer la liaison S.N.C.F. Ermont-Invalides ; le prolongement du métro vers Villejuif, La Courneuve et Bobigny ; la préparation de son arrivée à la Défense ; la construction de la gare Saint-Michel ; l'interconnexion des réseaux de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F. à Nanterre ; la construction d'un couloir entre les gares de l'Est et du Nord ; la continuation des travaux de l'autoroute A 86 (l'Etat et la région y consacreront ensemble 700 millions, essentiellement pour les sections autoroutes de l'Est-Rosny-sous-Bois et Carrefour Pompadour-cimetière de Thiais), mais aussi pour permettre la réalisation d'opérations de moins grande envergure sur le réseau routier, y compris, pour la première fois cette année, sur les routes nationales.

Contrats régionaux favorisés

La politique des contrats régionaux, qui permet à la région d'aider les communes, est une fois encore favorisée puisque, si ces crédits ne représentent que 6 % de l'ensemble, ils augmentent de 18,6 %. En revanche, ceux destinés à aider les villes nouvelles à emprunter ne croissent que de 8 %. Ceux pour le développement économique de 6 % et ceux pour l'équipement rural de 1,7 %.

Pour financer cela, la région dispose de trois grandes sources de capitaux : l'aide de l'Etat, la fiscalité directe et indirecte et l'emprunt. Pour la première, qui se fait grâce à la dotation globale de fonctionnement, M. Grand constate, pour le regretter, qu'elle ne devrait augmenter que de 7 %, donc, en fait, diminuer compte tenu de l'inflation, et cela pour la troisième année consécutive. L'Ile-de-France continuera à emprunter plus que la moyenne des autres régions françaises : 636 millions de francs en 1983, soit 20 % de ses recettes et 25 % de ses dépenses d'équipement ; mais il faut noter que 21,7 % de ses dépenses sont des

prêts ou avances accordés par la région, c'est-à-dire que celle-ci utilise la plus grande partie de l'argent qu'elle emprunte à prêter à d'autres collectivités ; d'ailleurs, en 1983, elles lui rembourseront globalement 387 millions, soit l'équivalent de plus de la moitié de ce qu'elle va emprunter.

Les recettes fiscales vont augmenter sensiblement ; c'est là la principale nouveauté de ce projet de budget. Certes, une partie de la fiscalité indirecte dont il bénéficie ne dépend pas du conseil régional (partie de la taxe additionnelle au droit d'enregistrement de la redevance pour construction de bureaux, du produit des amendes de stationnement, etc.), mais il lui est proposé d'augmenter les autres : la taxe sur les permis de conduire passerait de 80 F à 100 F (sauf en Languedoc-Roussillon, elle n'est nulle part ailleurs inférieure à cette somme) ; la taxe additionnelle à celle de l'Etat sur les cartes grises, qui est actuellement de 25 % (soit 6,5 F par CV, alors qu'elle n'est jamais inférieure à 8 F), passerait à 30 % ; la taxe additionnelle au droit d'enregistrement, qui avait été portée à 0,50 % en 1982, ne bougerait pas cette année, alors que dans les autres régions elle est toujours supérieure ou égale à 1,30 %.

La fiscalité directe — celle qui figure sur les feuilles jaunes des impôts locaux — va, elle aussi, augmenter, mais simplement de 12 %, soit de 4 % en francs constants si l'inflation est bien, comme le souhaite le gouvernement, limitée à 8 %. C'est en fait, assez peu car il y a un retard important à rattraper. Depuis 1978, le préfet, représentant d'un gouvernement qui ne croyait pas à la région, avait imposé une baisse sensible de l'impôt régional. Ainsi, il sera encore en 1983 inférieur de près de 23 % à ce qu'il était en 1978, en francs constants bien entendu.

La loi de 1976, qui a créé la région d'Ile-de-France, imposait à celle-ci un contrôle de son budget par les ministres de l'Intérieur et des finances. La loi Defferre a supprimé cette tutelle, mais la majorité R.P.R. et U.D.F. du conseil régional ne semble disposée à user de cette liberté nouvelle que bien modérément.

THÉRIER BRÉHIER.

LA RELANCE DE LA CONSTRUCTION DANS LE CENTRE DES VILLES

Paris sera le principal bénéficiaire du nouveau régime du « plafond légal de densité »

En matière foncière, la surprise est nécessaire : c'est pourquoi le gouvernement a choisi de présenter le nouveau régime du plafond légal de densité (P.L.D.) par le biais d'un amendement à la loi de finances. L'Assemblée a adopté, le vendredi 19 novembre, un article visant à faire du versement pour dépassement du P.L.D. un « impôt véritablement local ». L'Etat renonce à sa part du versement (soit un quart, qu'il rendait à l'ensemble des communes par l'intermédiaire du fonds de compensation de la T.V.A.). Les communes de plus de 100 000 habitants, ou celles qui se grouperont au sein d'un établissement public, pourront fixer elles-mêmes le niveau du P.L.D., jusqu'à doubler la limite actuellement fixée à 1 (et à 1,5 pour Paris).

Les députés communistes se sont abstenus lors du vote, estimant, notamment, qu'il s'agissait d'un « arrangement entre le gouvernement et la Ville de Paris qui pourra toucher 240 millions de francs au lieu de 107 actuellement ».

Créé par la loi du 31 décembre 1975, dite loi Galley, le plafond légal de densité oblige le constructeur d'un immeuble excédant la densité de 1 (soit 1 000 m² de construction pour 1 000 m² de terrain) à « racheter » à la collectivité le droit de construire excédentaire, c'est-à-dire la valeur du terrain qu'il aurait dû acquérir pour ne pas dépasser cette densité.

La loi avait deux objectifs : freiner la densification des centres-villes, ou fournir des recettes nouvelles aux collectivités qui équipent les quartiers urbains et participent à l'enrichissement des propriétaires.

Le premier objectif a été d'autant plus facilement atteint que l'application de la loi (à plein régime à partir du 1^{er} septembre 1977) a coïncidé avec la crise économique, et il est difficile de déterminer la part du P.L.D. (violamment attaqué par les promoteurs) dans le ralentissement de la construction en centre-ville. Au lieu des 2 milliards de francs annoncés au moment du vote de la loi, les recettes du P.L.D. n'ont été

que de 400 millions de francs en 1980 et de 660 millions en 1981.

En donnant aux collectivités locales la maîtrise du niveau du P.L.D., l'Etat rejette sur elles la responsabilité de la politique urbaine : elles auront le choix entre des recettes supplémentaires ou une relance de la construction privée. La polémique récente entre le maire de Paris et le ministre de l'Urbanisme et du logement va perdre son argument.

Mais on peut se demander si ces modifications, qui paraissent mineures (et qui s'accompagnent de l'exonération complète pour les constructions de l'Etat et des établissements publics), ne correspondent pas en fait à un dépeçage discret de la loi de 1975. Comment les collectivités locales pourront-elles, en effet, résister à la pression des constructeurs frappés par la crise et ne pas choisir la limite la plus élevée, quitte à renoncer aux recettes attendues ?

Enfin, n'est-il pas paradoxal qu'un gouvernement socialiste supprime une contrainte dont la philosophie correspondait à une « collectivisation partielle des droits de construire », comme il l'a dit à l'époque du vote de la loi ?

MICHELLE CHAMPENOIS.

Faits et projets

Les projets pour le ministère des finances à l'Élysée

Quatre maquettes pour la construction du nouveau ministère des finances dans le quartier de la gare de Lyon, à Paris 12^e, ont été présentées au président de la République le lundi 22 novembre. Le jury présidé par M. Guy Vidal et comprenant des architectes (Yves Lion, Roland Simounet et James Stirling), des fonctionnaires et des personnalités s'est réuni le 16 novembre : il a choisi, en effet, quatre projets parmi la quinzaine pour lesquels il avait fait réaliser des maquettes, à l'issue des réunions de travail des 25 et 26 octobre.

Bien que des fuites alimentent déjà des rumeurs sur les noms des équipes retenues dans cette première phase, le jury a respecté jusqu'à présent un anonymat qui ne devrait être levé qu'après la rencontre organisée à l'Élysée, entre les neuf membres du jury, les ministres concernés et leurs conseillers.

Rappelons que ce concours était réservé aux architectes français : cent trente-sept (sur deux cent quatre-vingt-six inscrits) ont rendu un projet. Il s'agit de construire rue de Bercy, le long des voies S.N.C.F., et sur un terrain actuellement occupé par le ministère des anciens combattants compris entre le quai de la Rapée, le boulevard et la rue de Bercy (quelques expropriations seront nécessaires) des bureaux pour cinq mille fonctionnaires, afin de libérer les locaux du Louvre.

• Quatre antennes de la DATAR dans des régions en crise. — M. Mauroy a annoncé, il y a quelques jours, à Montluçon, la création d'antennes temporaires dépendant de la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) dans quatre zones particulièrement affectées par la crise : Montluçon (Allier), Albi-Carmaux (Tarn), Rouen et Amiens. Placés sous l'autorité des commissaires de la République, ces antennes auront pour mission de préparer l'implantation d'activités nouvelles et de résoudre les problèmes des entreprises en difficulté dans ces régions.

PREPARATIONS PHARMACIE
MEDECINE
CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly. 722.94.94/745.05.19
enseignement supérieur privé



SI NOUS SOMMES ALLÉS SI LOIN, C'EST QUE NOUS SOMMES TRÈS PRÈS DE VOUS.

En 1974, l'un des astronautes du troisième équipage de Skylab choisissait un produit Rhône-Poulenc pour lutter contre un nouveau mal : le mal de l'espace.

Grâce à ses laboratoires Specia, Thérapix, Roger Ballon et Mérieux, Rhône-Poulenc propose des médicaments allant du plus simple au plus complexe : de l'aspirine aux bêta-bloquants cardio-vasculaires pour le traitement de l'hypertension.

Rhône-Poulenc un des atouts de la France dans le monde.



RHÔNE-POULENC

55 من الأصل

LA CONSTRUCTION ENTRE DES VILLES

Principal bénéficiaire pour régime fiscal de densité

Faits et projets
Le projet pour le ministre des Finances

Le projet de loi relatif à la construction entre des villes, présenté par le ministre des Finances, a pour objectif principal de favoriser la densification urbaine. Ce projet vise à encourager la construction de logements dans les zones déjà bâties, plutôt que dans les zones périurbaines. Les mesures proposées incluent des avantages fiscaux pour les promoteurs immobiliers qui construisent dans des zones denses. Le projet est soutenu par les milieux économiques et urbains, qui voient dans cette initiative une solution pour répondre aux besoins de logements tout en préservant l'environnement. Cependant, certains associations de riverains s'inquiètent de la possible dégradation de la qualité de vie dans les zones denses. Le projet sera soumis au Parlement pour approbation.

PHARMACIE ECINE

OMMES
LOIN,
QUE
MMES
RES
US.



JOURNALISTE ET HISTORIEN

Pierre Gaxotte est mort

L'académicien et historien Pierre Gaxotte est mort, dimanche 21 novembre, à l'hôpital Sainte-Anne où il était hospitalisé depuis une semaine. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

Dans son livre *Moi je*, où il laisse de passionnants mémoires sur la France vichyssoise, Claude Roy raconte qu'il nota malicieusement durant l'occupation tous les pronostics lancés autour de lui et rencontre seulement, dans « ce pari mutuel de l'histoire en rupture... trois gagnants absolus » : son ami Bourret, le général de Gaulle, et Pierre Gaxotte, confiant dans l'entente en guerre des Etats-Unis contre l'Allemagne en octobre 1940.

Lucidité anticipatrice qu'il tenait d'une conviction intime : si elle n'obéit pas aux automatismes d'une simple répétition, l'histoire humaine se combine suivant des lois psychologiques à peu près constantes. « Les hommes pensent et sentent avant d'agir. Les erreurs des gouvernements et des peuples sont d'abord celles de leur esprit », assure-t-il beaucoup plus tard dans sa monumentale *Histoire des Français*.

L'homme et ses convictions tenaient dans cette idée et quelques autres qu'il développe, pendant un demi-siècle, à travers dix-huit livres et des centaines d'articles, brillants, justes, chaleureux, équitables, subtils suivant le sujet, mais tous écrits d'une plume alerte, vive, aimable, superbement habile à transformer l'effort d'écriture pour son public, suivant une règle en train de se perdre avec les nouvelles modes.

Né dans une famille de tradition républicaine, Pierre Gaxotte sortit de Normale supérieure avec l'agrégation

d'histoire dans une époque où les visions alternativement géniales, mensoyères ou poétiques de Michelet consistaient l'enseignement public. Encore mal admise jusque dans le peuple — on l'oublie ou on l'ignore trop aujourd'hui, — la République se bêtissait, s'affirmait sur un déniement scolaire systématique de l'Antique Régime.

Raillé comme beaucoup d'intellectuels de sa génération aux doctrines de Charles Maurras, qu'il servit pendant quelques mois comme secrétaire particulier, Pierre Gaxotte prit en horreur ce qu'il devait nommer un jour « une histoire de France qui ne sera qu'une apologie de la guerre civile ». Dès 1926, il consacra son premier livre à une remise en cause de la Révolution, mais s'engageait là dans une voie déjà largement déviée par Taine, avec ses *Origines de la France contemporaine*.

Quatre ans plus tard, sa vocation se déploya beaucoup plus largement avec son *Sicile de Louis XV*, où il réhabilita, non sans affection, nuances et sévérités, un souverain méconnu, longtemps victime d'odieuses calomnies. Dans son livre *Un historien du dix-huitième siècle*, Philippe Ariès raconte comment, jusqu'en 1939, la France et ses passions se partageaient encore d'après l'attitude envers la monarchie et la Révolution. Attaquer les principes et les héros de la seconde, défendre le souvenir du Bien-Aimé, cela vous donnait encore avant la seconde guerre mondiale une influence, une autorité peu concevable dans notre temps d'intellectuels solitaires, ensevelis sous la publicité commerciale des médias.

Avec la fondation de *Candida* par son ami Arthème Fayard, Pierre Gaxotte usa de sa notoriété pour agir dans le grand journalisme. Ensuite, il participa au lancement de *Je suis partout*, dont il assumait la rédaction en chef jusqu'en 1937. Impressionné comme beaucoup de ses contemporains par l'expérience mussolinienne

— Benedetto Croce, Emil Ludwig, Winston Churchill partageaient ce sentiment aux aussi pendant la même courte période, — il contribua puissamment à répandre une mentalité fascisante parmi ses cadets de la troisième génération maurassienne, comme Robert Brasillach ou Lucien Rebatet.

En 1932, les choix, les jugements de cas antérieurs, se condensèrent encore d'après le verdict définitif rendu par les vainqueurs de 1945, et peu d'hommes se soulevèrent de la situation par rapport au dégoût général qu'inspirait alors la République parlementaire, frappée d'une irrémédiable décadence. Les survivants de la première guerre mondiale assistaient alors, jour après jour, au démantèlement du traité de Versailles, où la France perdait contre l'Allemagne des garanties obtenues au prix d'immenses pertes humaines. Aussi étonnant qu'il puisse paraître cinquante-cinq ans plus tard, certaines sympathies pour le nationalisme mussolinien nequirent de ce pessimisme outragé, longtemps avant l'installation d'Hitler au pouvoir. Ensuite, beaucoup d'entre elles se pervertirent, comme Mussolini lui-même, dans un asservissement total au nazisme.

Pétri de culture classique et d'un humour venant du dix-huitième siècle, amateur de Fragonard et de Boucher, voltaire d'esprit, Pierre Gaxotte fréquentait trop Choiseul, le chancelier Maupeou, le cardinal de Bernis pour céder à l'envoûtement des nuits de Walpurgis, bien qu'il fût un bon connaisseur de la Bibliothèque nationale. En 1937, il abandonna donc la rédaction en chef de *Je suis partout*, mais continua sa collaboration au journal, où ses éditoriaux s'opposèrent désespérément à ceux de Robert Brasillach, comme on témoigne une consultation scrupuleuse de l'hebdomadaire à la Bibliothèque nationale. En 1940, il conseilla sans plus de succès à Charles Maurras d'interrompre la parution de *l'Action française*

aussitôt après l'armistice, puis gagna Clermont-Ferrand, où il s'enferma dans un long silence.

Parmi tous les maurassiens de l'époque héroïque, il fut l'un des rares à échapper ainsi par sa sagesse aux rigueurs comme aux injustices de l'épuration. Sans jamais rien renier des attachements de sa jeunesse, son intelligence curieuse le portait vers des tempéraments différents du sien, de Pierre Brossolet à Pierre Lazard ou Henri Sauquet. En pleine guerre, il nous une amitié durable avec Mme Françoise Giroud. Vers 1960, sa porte s'ouvrit souvent pour un étudiant complètement inconnu nommé Régis Debray.

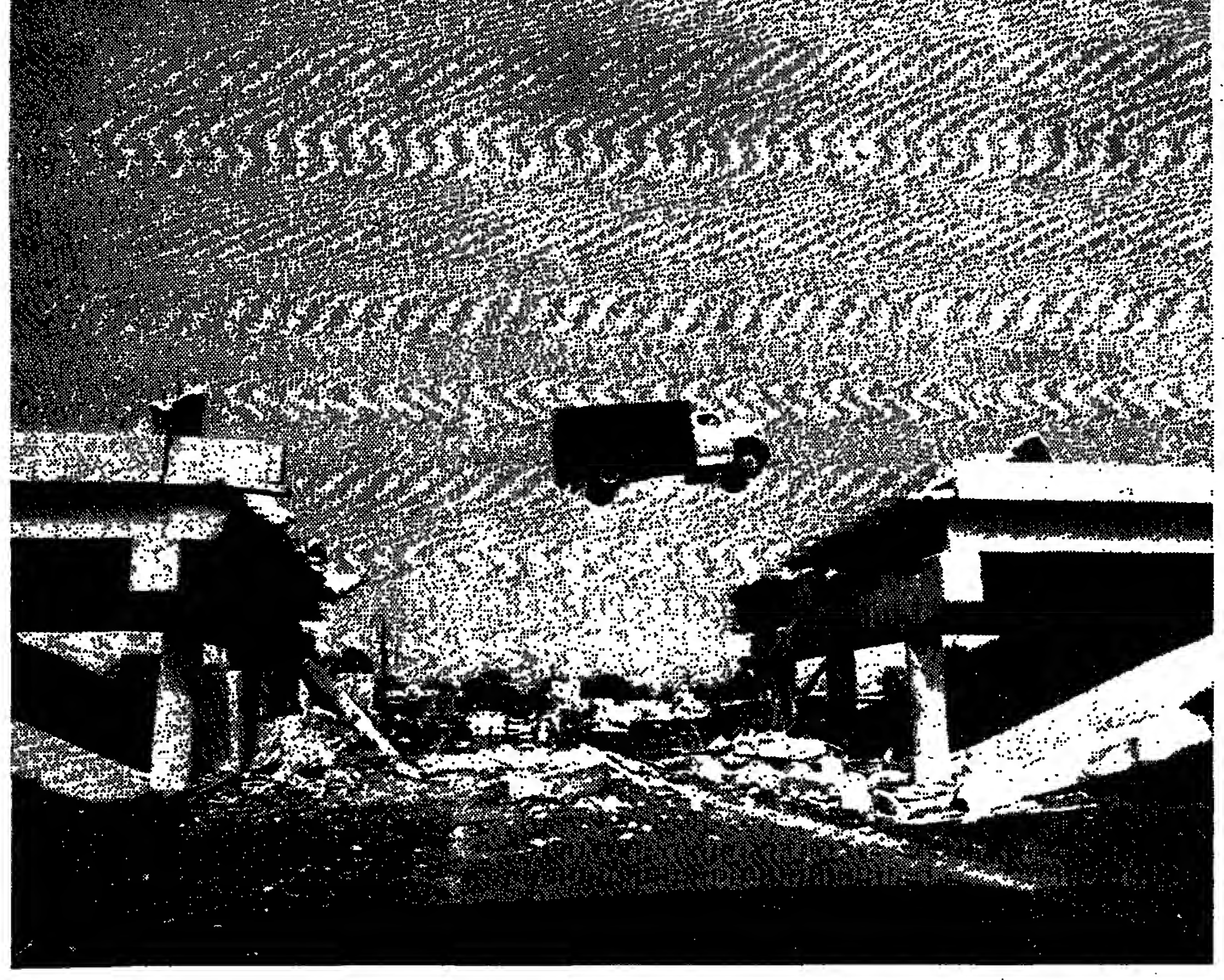
Après son *Sicile de Louis XV*, sa *France de Louis XIV*, son *Histoire des Français*, nul n'osa plus parler de l'Antique Régime avec les mêmes aveugles, les partis pris fanatiques acceptés avant 1939. Admis à l'Académie française dès 1953, le succès de ses livres aurait dû lui assurer une vie agréable. Pourtant, cet homme aimable, plein d'indulgence et d'ironie souffrait de vieillir dans un univers de technocrates froids et arrogants.

Demeuré maurassien jusqu'au fond du cœur, fidèle à l'ancienne monarchie jusqu'au bout des ongles, il méprisait de toute son âme la droite gaullio-pompidolienne ou giscard-chiracienne, affairiste et pompeuse. Toujours, il refusa le moindre contact avec elle, et vécut systématiquement en marge des honneurs qu'elle produisait à d'autres. Son royalisme raisonné, souvent populiste — l'histoire des Français contient quelques phrases très dures sur la bourgeoisie et le patronat, — ne supportait pas la suffisance anaphorabète des nouveaux maîtres.

Pour ceux qui l'aimaient, il représentait le modèle même d'un spirituel érudit du dix-huitième siècle, véritable homme honnête transporté intact dans notre âge de béton et de far.

GILBERT COMTE.

Calcul N° 7 de Texas Instruments.



Un travail pour la TI-57LCD :

Quelle vitesse le camion doit-il atteindre pour passer de l'autre côté ?

Le camion s'élève d'une rampe qui forme un angle de 14° avec le pont. Le conducteur doit franchir une brèche de 15 mètres. Y parviendra-t-il ? S'il programme la TI-57LCD avec la formule correcte il connaît facilement la vitesse requise pour franchir cette brèche. En outre, une fois programmée, sa calculatrice pourra lui indiquer les vitesses minima à adopter pour effectuer d'autres sauts dangereux.

La toute nouvelle TI-57LCD n'est pas une calculatrice ordinaire de milieu de gamme. Elle succède à la TI-57 dont la facilité à programmer est idéale pour initier les élèves aux concepts de la programmation.

La calculatrice TI-57LCD possède 48 pas de programmes, 7 mémoires maximum, des fonctions analogues à celles d'un ordinateur telles que branchements conditionnels, boucles et sous-programmes. Et en plus elle possède la plupart des fonctions scientifiques.

Le complément indispensable de la TI-57LCD est son manuel d'utilisation rédigé avec la collaboration de Marc Ferrant, professeur de mathématiques, qui permet à l'élève de bénéficier immédiatement de tout le potentiel de sa nouvelle calculatrice.

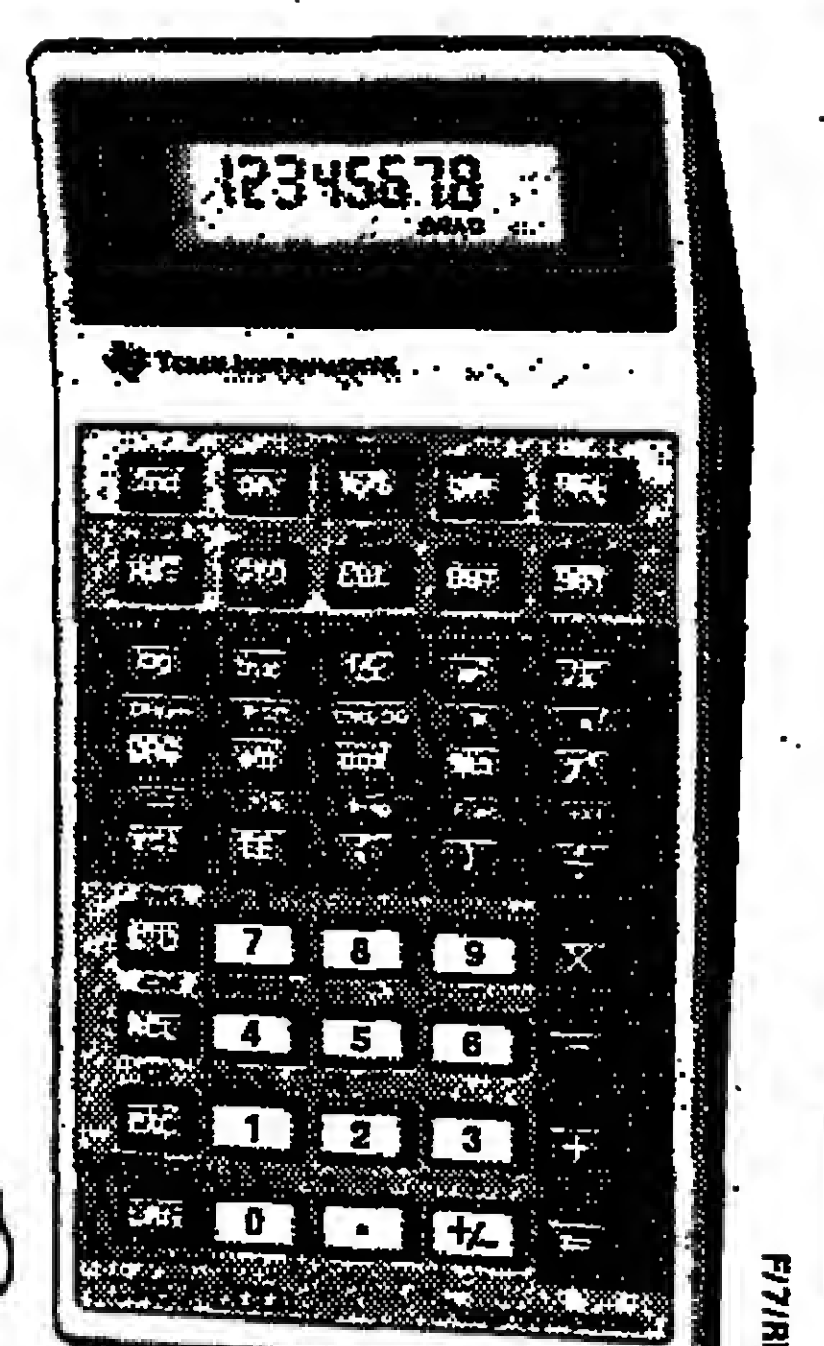
Vous pensez que l'ensemble de ces caractéristiques va vous coûter cher ? Une heureuse surprise vous attend.

En effet la TI-57LCD offre une capacité extraordinaire et une grande facilité d'emploi pour un excellent rapport performance/prix. De plus, elle est livrée dans un étui rigide tel que l'exige la vie souvent bouculée de l'élève.

La TI-57LCD est un exemple de ce que Texas Instruments vous propose pour calculer avec efficacité.

Le progrès qui fait progresser.

une brèche de 20 m de 104 km/h
une brèche de 20 m de 22,6 km/h
une brèche de 15 m de 15 km/h
une brèche de 10 m de 10 km/h



TEXAS INSTRUMENTS

OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice à Paris, le jeudi 2 décembre 1982, à 14 heures - En six lots

à HIRSON (Aisne)

1^{er} lot : **MAISON**
12, rue de Lorraine, élevée sur caves d'un rez-de-chaussée, 2 pièces, cuisine, salle d'eau, W.C., étage comp. 3 pièces, cuisine, entrée, salle de bains, W.C., grenier au-dessus avec ch., petit jardin devant - OCCUPÉE
MISE A PRIX : 30.000 FRANCS

2^e lot : **MAISON**
18, rue de Lorraine, élevée sur caves d'un rez-de-chaussée et un étage comp. 3 pièces, cuisine, entrée, W.C., grenier au-dessus - OCCUPÉE
MISE A PRIX : 28.000 FRANCS

3^e lot : **MAISON**
20, rue de Lorraine, élevée sur caves d'un rez-de-chaussée, d'un premier et d'un deuxième étage (mansardé), comp. 6 pièces, cuisine, salle d'eau, entrée, W.C., grenier au-dessus - OCCUPÉE
MISE A PRIX : 25.000 FRANCS

4^e lot : **MAISON**
54, rue Camille-Grégoire, élevée sur caves d'un rez-de-chaussée et un étage mansardé, comp. 2 pièces, cuisine - OCCUPÉE
MISE A PRIX : 15.000 FRANCS

5^e lot : **UNE MAISON A SAINT-MICHEL (Aisne)**
Élevée sur caves d'un rez-de-chaussée divisé en 2 pièces et un étage comprenant chambre mansardée, grenier au-dessus - 43, rue Léo-Saëns - OCCUPÉE -
MISE A PRIX : 12.000 FRANCS

6^e lot : **UNE MAISON A HIRSON (Aisne)**
ditte MAISON OUVRIÈRE - 116, rue de Saint-Michel élevée sur caves d'un rez-de-chaussée et un étage mansardé, couvert en ardoises, comp. 4 pièces dont 2 mansardées, cuis., grenier -
MISE A PRIX : 50.000 FRANCS

S'adresser à M^{re} LYONNET DU MOUTIER, avocat à Paris (1^{er}), 182, rue de Rivoli, tél. 260-20-49 ; M^{re} B. MEILLE, syndic, 79, rue du Temple, Paris (3^e) ; M^{re} H. COURDAIN, syndic à Paris, 174, boulevard Saint-Germain ; M^{re} A. CHASSAGNON, administrateur judiciaire, 22, avenue Victoria à Paris ; au greffe des criées du Tribunal de Grande Instance de Paris où le cahier des charges est déposé ; et sur les lieux pour visiter.

ADJUDICATION en la Chambre Interdépartementale des Notaires de Paris, par le ministère de M^{re} GASTALDI, notaire, le MARDI 7 DÉCEMBRE 1982, à 14 h 30

DEUX APPARTEMENTS - 75 m² env. - LIBRES

à usage d'habitation - Au premier étage - Refais tout

56, boulevard de STRASBOURG - PARIS (10^e)

MISES A PRIX : 490.000 FRANCS CHAQUE

Consignation pour enchérir 20 % de la mise à prix par chèque certifié. M^{re} BONNEL, notaire, 79, boulevard Malesherbes, Paris (8^e), 296-16-08.

Vente au Palais de Justice de PARIS le jeudi 9 décembre 1982, 14 h. EN UN SEUL LOT

APPART., 59, r. Cortambert, PARIS 16^e

et 78, av. P.-DOUMER

1^{er} étage droit : 6 pièces principales, 2 CAVES, 2 CHAMBRES de SERVICE

M. à P. : 800.000 F

S'adr. M^{re} G. BERNARD AVOCAT 37, rue de Lille ; à tous avocats près Trib. de Gde Instance de PARIS, BOBIGNY, CRETEIL et NANTERRE.

Vente au Palais de Justice à Nanterre, le mercredi 8 décembre 1982, à 14 h

19-21, avenue Foch

PROPRIÉTÉ, VAUCRESSON (92) Contenance 1.174 m²

MISE A PRIX : 250.000 F. S'adresser : M^{re} BARROT-UTUDJIAN, avocat à Paris (17^e), 7, rue des Repaude, tél. 380-57-69 ; à tous avocats près les Tribunaux Grande Instance de Paris, Bobigny, Créteil, Nanterre et Versailles.

HOSPICES de BEAUJEU

Vin aux ench. publ. par le minist. de M^{re} CHAUSSIN, commiss.-pris. à Villefranche, le 12 DEC. 1982

1177 PIÈCES de 215 litres de VINS fins 1982 en 62 lots

Appellations d'origine contrôlée BEAUJOLAIS-VILLAGE et Brouilly

Renseign. et catalogues sur demande à la Direction des Hospices, 69430 BEAUJEU - Tél. (74) 04-84-75.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le Mardi 7 décembre 1982 à 13 h 30

EN UN SEUL LOT :

UN IMMEUBLE DE 3 ÉTAGES

comportant : 2 LOGEMENTS dont 1 LIBRE au 1^{er} ét. ; 2 LOGEMENTS dont au 3^e ét. : 2 LOGEMENTS dont cadastre sect. A N° 28 pour 1 à 56 ca. sis à

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueil en groupe les amateurs de 3 à 83 ans

5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-5^e

Téléphone (le soir) : 707-85-84

LE PRÉ-SAINT-GERVAIS

(Seine-Saint-Denis)

42, rue d'Estienne-d'Orves

Mise à prix : 80 000 Frs

S'adresser à Maître Bernard ETIENNE, membre de la S.C.P.A. ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, Avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant, 11, rue du Général-Leclerc 93100 ROSNY-sous-BOIS - Tél. 854-90-87.

MUSIQUE

Les rencontres internationales de Metz

(Suite de la première page.)

Apôtre du son pur comme expérience intime, La Monte Young (1935) offrait son *Trio à cordes* de 1958 (transcrit pour quatuor, avec une contrebasse), qui, pendant cinquante-six minutes, ne fait entendre que des sons flûtes, tenus inintermittamment sur la même note, avec de rares superpositions de deux ou trois instruments, quelques attaques un peu vigoureuses qui s'évanouissent vite, des silences qui peuvent atteindre la minute. On essaye de se concentrer sur le son ; en vain, car il n'a rien à nous dire.

Une voix intérieure

Mais les deux musiciens américains apparemment également des virtuoses malhabiles : Riley au tabla, avec des doigts secs, sans rebondissement, La Monte Young chantant d'une voix sèche et plate en écho du pandit Pran Nath. Et c'était fort dommage pour ce vieux sage à barbe blanche et fines besicles, grand chanteur du style *krana* (proche du *drum*,

nord de l'Inde), dont le style et l'expression profonde rappellent ceux des fameux Dagar.

Son premier raga fut une sorte de magnifique composition didactique, une vaste exposition des ressources et des procédés de son antique savoir. On était pris dans l'ombre féconde de cette voix tout intérieure, riche comme un violon, et la montée lente et insensible de cette musique qui ne cesse de s'élever vers la clarté, la joie, la danse ; une musique qui jamais ne jette un regard en arrière, ouverte sur l'avenir de l'homme et de la divinité, ancrée dans l'éternel.

Cet art géant remonté du fond des âges faisait apparaître naines les musiques dites justement « minimales », où l'on pouvait encore ranger le Livre des sons, de Hans Otte (1926), qui, pendant quatre-vingt-cinq minutes, a écrit ses plans des tierces, ou des arpegges, ou des accords, pour retrouver l'écho affaibli d'effets que Bach, Chopin ou Debussy atteignaient en quelques mesures souveraines.

Plusieurs œuvres de haute qualité ont cependant défendu l'honneur de la musique occidentale contemporaine. Ainsi *Faria*, de Franco Donatoni (1977), claire et gaie comme le matin, où tourbillonnent cinq trompettes, cinq flûtes et un orgue en des jeux minutieusement agencés de couleurs complémentaires, ou l'admirable *Saturne* (1979), de Hugues Dufourt, dans une superbe

interprétation de l'Ensemble intercontemporain, plus resserrée et intense que récemment à Venise.

Moins attendues étaient deux belles créations qui se sont imposées immédiatement. *Rosenzweig* (le temps de la rose), de Costin Miereanu (1943), paraît aussi poétique que son titre ; de grandes structures très denses traversent un parterre fleuri où s'égrenent de ravissantes sonorités tourbillonnantes de gouttes de rosée au hasard des instruments, avec une liberté et une souplesse merveilleuses.

Plus frappant encore est *L'Aven* (pour flûte et orchestre), de Pascal Dusapin, grand gaillard de vingt-sept ans, actuellement pensionnaire de la Villa Médici. Des bandes de couleurs très serrées dans l'aigu, avec un fond de roulements sourds, laissent passer les longues dérives frissonnantes de la flûte chantant sans arrêt, comme agrippée au rocher pour dériver son chant. Musicien du vent et des effluves d'un lyrisme intense, qui fut excellemment interprété par Pierre-Yves Artaud et l'Orchestre de Lorraine sous la direction de Jean-Claude Penneret.

Il n'est pas possible ici de détailler les merveilles d'autres œuvres, plus secondaires, de Tessier, de Grisey, de Tosi, de Krausz ou de Panagiotopoulos, auxquelles il était juste de donner leur chance, mais qui ne semblaient pas devoir rester dans les annales.

Enfin, la création en concert d'un nouvel opéra de René Koenig (1940), directeur de France-Musique) demanderait un plus long commentaire. Le concert de la nuit, le *livre de la Lune vague*, mélange de né et de conte fantastique, d'un expressionnisme bizarre, précieux et hystérique, après duquel les textes de Schoenberg ou de Schrecker semblent relever de la Bibliothèque rose. Et la musique, très germanique, se raccroche à tous les stades du romantisme à l'époque la plus récente, tonale et atonale, électronique et instrumentale, rococo du dix-huitième et du dix-neuvième, passant de l'extase à la caricature échouée. Mais à travers l'absurdité du livret et l'hybridité musicale surgissent par moments de vrais courants dramatiques et des pages de musique de chambre très finement écrites pour un ensemble inséparable.

JACQUES LONCHAMPT.

« EXPERIMENTUM » au Festival d'automne

Artisanat

De même que les musiciens d'orchestre sont tout à la fois des artistes et les artisans modestes du concert, de même les artisans musiciens, une fois passés maîtres dans leur discipline, peuvent être considérés, dans un certain sens comme des artistes. Dans la plupart des cas, l'exercice de leur spécialité est rythmé par des coups, des frotements, des martèlements caractéristiques de leur activité.

C'est ce qui a donné l'idée à Giorgio Battistelli (né en 1953) de réunir sur scène, de préférence aux artisans-musiciens qui s'y produisent habituellement, des artisans de son village natal, Albano-Laziale, jouant leur propre rôle, ou d'un répertoire de leur discipline, ou de méditations aux exécutants qui, dans ces conditions, ressemblent davantage à des ouvriers d'usine qu'à des travailleurs indépendants.

Consentant de ce paradoxe, Battistelli nous présente à l'avance que le détournement inévitable est à l'image de la précarité d'un artisan en voie de disparition. Il se met ainsi à l'abri de toute critique ; cependant, le résultat musical, assez décevant, quoique soigneusement « orchestré », ne saurait se comparer, en intensité, avec le plaisir qu'on peut éprouver à suivre la musique d'un rémouleur ambulant, à écouter le jeune Siegfried Jimer et forger de façon réaliste son étau de bois, ou à observer le curieux travail des doigts d'un pianiste...

Ici, les vrais métiers sonnent faux et, n'était la curiosité de voir construire un tonneau (entre autres), on ne retirerait rien de très positif d'un beau spectacle, infériorité à force d'être pavé de bonnes intentions, mais dans lequel l'autorité de la mise en forme musicale n'est pas à la hauteur de la liberté des artisans-objets trouvés.

GÉRARD CONDÉ.

PHOTO

SAM WAGSTAFF ET ALEXEY BRODOVITCH

La création du choix

Deux expositions, face à face, l'une au Petit Palais, l'autre au Grand Palais, rendent hommage, au moyen de photographies, à deux personnes qui ne sont pas des photographes, mais qui ont passé leur vie à manipuler des photographies, et qui en ont fait leur métier.

L'un travaille dans l'isolement, le silence, il ronge, de l'argent dans les poches, et il fouille, il lève le doigt dans les ventes aux enchères, il dépouillière, il classe, il numérote, il envoie à la restauration et à l'encadrement, il échasse, et garde jalousement les clefs de son trésor.

L'autre est presque toujours assis, ses minces lunettes sur son nez, il regarde et il discute, il écoute, il provoque, ses poches sont vides, quand elles ne sont pas prises par du tabac, un compte-livre, et une paire de ciseaux, car voilà qu'il se met à découper les photos, à les agrandir, à les rapetisser, à les coller les unes contre les autres. Sur le mur son bricolage se déploie, pages glacées et de mauvaise qualité qui portent le joli nom d'« collages », préparations des pages qui seront vendues dans les kiosques.

Il a une vision, un culte. Il sait quand il doit couper la tête d'une star en deux, ou ne faire ressortir que son nez, ou lui faire faire les pieds au mur, et choisir des lettres, des caractères, des épaisseurs de mots, les faire danser sur la page, faire se répondre la masse du texte et celle de l'image comme deux conjoints, une fois aussi comme deux ennemis qui s'affrontent pour pousser l'autre hors du ring (et lui est un peu l'arbitre). Un sens inné du choc, du choc, du mouvement, du

risque et en même temps tout le contraire de la futilité, car des conflagrations visuelles sont en même temps des conflagrations de sens, de sentiments. Il n'en va pas seulement de l'élégance, mais de l'histoire, celle de l'art et celle des hommes. De ce travail il ne reste rien, qu'un encouragement dispersé dans le cœur des artisans de l'image, qu'une dynamique froissée dans le magazine râpé qu'on jette à la poubelle.

Un accoucheur

L'un est collectionneur — et son travail devient, au contraire, une valeur, — l'autre directeur artistique. L'un est encore jeune et vit, avec aisance, au *top-floor* d'un building de la 5^{ème} Avenue, à New-York, il s'appelle Sam Wagstaff (*le Monde* du 2 juillet 1981), et c'est le Petit Palais qui montre sa collection. L'autre est mort, en 1971, dans la pauvreté, il a aidé tous les photographes et tous les photographes l'ont aimé, mais ce n'est que onze ans après sa mort qu'ils ont eu l'impulsion, ou les moyens, de lui rendre hommage, de donner leurs photos, de dire bien haut : « Voilà ce que cet homme a été pour moi ». Il s'appelait Alexey Brodovitch.

Brassat, Cartier-Bresson, Bill Brandt, Robert Franck, Richard Avedon, Irving Penn, les plus grands, tous ceux qui ont fait un tour à Harper's Bazaar, la revue pour laquelle il travaillait, de 1934 à 1959, figurent dans l'hommage du Grand Palais, qui est, malheureusement, bien encombré, bien cafoûlé.

Jeux et détestablement accroché sur des grilles de parking. On voit des photos splendides mais on ne comprend pas de quelles façons cet homme a pu être leur accoucheur, leur révélateur, leur éditeur.

Une fois de plus, le contact avec le livre s'avère plus satisfaisant qu'avec l'exposition ; on rencontre Brodovitch dans son catalogue, on saisit, enfin, comment il a pu être le second œil des photographes, on comprend ses paroles qui, abondamment agrandies dans l'exposition, semblent préemptoires et vaines.

La collection de Sam Wagstaff, pour sa part, a tenu le coup dans le passage du tiroir personnel au livre (*A book of photographs*), et du livre à l'exposition, montrée d'abord à Venise il y a quatre ans, l'accrochage du Petit Palais est peut-être moins réussi que celui du Musée Correr (et on aurait pu aussi prendre la peine de réactualiser l'augmentation le choix, car Wagstaff n'a pas cessé de collectionner et son livre a beaucoup circulé depuis), mais c'est le genre d'assemblage arbitraire, égoïste, sans autre logique que celle du goût qu'on pourrait déconstruire et reconstruire indéfiniment. C'est, en même temps, sans doute, pour aborder la photo, le meilleur outil de plaisir et de connaissance.

HERVÉ GUBERT.

* Hommage à Alexey Brodovitch — Grand Palais, place Clemenceau, Paris 8^e — Jusqu'au 29 novembre.
* Les trésors de la collection Sam Wagstaff — Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill — Jusqu'au 5 décembre.

LA TOURNÉE DE LAKSHMI SHANKAR

L'humeur et les codes

Raffinement d'une voix qui s'élargit à trois octaves et amène à cet état mi-joyeux mi-contemplatif propre à la musique indienne du Nord. Finesse dans l'improvisation sur les structures du *raga*. La musique indienne, d'origine sans doute divine, est extrêmement codifiée, mais il y a l'humeur, le *mood*. Lakshmi Shankar, une des plus célèbres vocalistes de l'Inde du Nord, vient de commencer une tournée à travers la France, pays qu'elle « aime », dit-elle, bien que le public « ne bouge pas » comme dans son pays. « Les gens n'aiment pas leurs enfants, ils ne se promènent pas, ne sortent pas boire un café », mais elle sent le « contact » avec ce public étrangement discipliné.

Rencontrée un matin d'été, elle préparait un concert « dévotionnel » à l'église Saint-Merri à Paris. Lakshmi Shankar avait parlé longuement de son enfance (la danse dès l'âge de huit ans), de son adolescence (elle a été obligée d'abandonner après des études de santé), du chant commencé très tard, à vingt-cinq ans. Enfin de ses deux gurus. C'est l'événement, le disciple qui choisit son maître en Inde. Ils vont passer ensemble cinq à six heures par jour pendant cinq ans ou plus : « On n'a jamais fini avec son guru ».

Quand elle a entendu Abdul Rahman Khan, elle a su que c'était ce style de chant qu'elle voulait apprendre. Après quatre années — il n'a fait habituellement dix — elle donnait son premier concert. L'enseignement n'est pas religieux en Inde, il est technique, pratique. Rahman Khan est d'ailleurs musulman et Lakshmi Shankar de religion hindoue. C'est plus tard, quand on commence à apprendre la composition — avec le texte — qu'on décou-

vre ce que celle-ci porte, et là, on passe à un autre registre.

Au bout de cinq ans, Lakshmi Shankar a eu besoin d'apprendre de nouveaux *ragas*, elle a fait un degré d'université et a commencé avec son deuxième maître, Ravi Shankar, qui lui a appris l'approche individuelle, l'improvisation, ses compositions qu'elle a adaptées dans les « techniques de la voix ». Un système qui n'a rien à voir avec le jazz. « Entre le si et le sol, on peut aller de trente mille façons, mais dans chaque raga il y a un nombre donné de notes et des phrases mélodiques (ascendantes ou descendantes) tandis que dans le jazz il y a une modulation harmonique sur une note. Il n'y a que dans le thumri qu'on peut moduler, il y a ce qu'on appelle une note de passage, mais ce n'est pas aléatoire, elle a un lien avec le sentiment du raga ».

Lakshmi Shankar, qui compose aujourd'hui à son tour, est spécialiste de deux styles vocaux, le *thumri*, forme classique et légère, liée au départ à la danse, à des représentations dévotionnelles de Krishna, et le *bhajan*, chant religieux. Avant chaque concert, les musiciens se préparent : « on n'arrive pas directement sur scène comme en Occident », dit-elle. Aussi n'aimait-elle pas annoncer à l'avance ce qu'elle va jouer. A-t-elle des disciples ? Juste sa fille. « Trop de concerts, trop de tournées, peut-être quand je serai à la retraite », ajoute-t-elle en riant brutalement.

CATHERINE HUMBLLOT.

* Le 24 novembre, à Metz, 20 h 30, à la faculté de lettres et sciences humaines ; le 25 à Paris, 20 h 30, à la faculté d'Assas.

EXPOSITIONS

Le retour de M. Pontus Hulten pour 89

M. Pontus Hulten va participer activement à l'organisation de l'exposition universelle de 1989. La nouvelle qui nous est arrivée de Los Angeles où, depuis son départ de Paris l'ancien directeur du Musée national d'art moderne est chargé de la création d'un musée d'art contemporain, nous a été officiellement confirmée. On précise cependant à l'Élysée que la fonction exacte de M. Pontus Hulten n'est pas encore déterminée.

Pour M. Robert Bordin, président de l'Union centrale des arts décoratifs, chargé de la mise sur pied de l'événement de 89, M. Pontus Hulten, « un grand ami », avec qui il a collaboré lors du lancement du Centre Georges-Pompidou, et qui fait déjà partie de l'équipe de conseillers, dont il s'est entouré *le Monde*, daté du 3-4 octobre, aura un rôle très important à jouer dans toute l'organisation du programme esthétique et artistique de l'exposition.

■ Les prix d'interprétation décernés à l'issue du vingt-quatrième Concours international de guitare de Paris, organisé par le producteur de France-Musique, Robert Vidal, sont revenus à deux musiciens tchèques, Pavel Štěpán et Václav Tondra, et à un Hongrois, Miklós Kraus. Aucun premier prix de composition n'ayant été attribué, deux deuxième prix ont été accordés. Fun au Français Ivan Belkovec, et l'autre au Hongrois László Boródy.

■ Le manuscrit du *Sacre du printemps* écrit par Stravinsky a été vendu 330 000 livres (3,6 millions de francs) chez Sotheby à Londres, le 11 novembre, levant ainsi le dernier record des ventes de manuscrits musicaux, détenu jusqu'à par *Pelléas et Mélisande* de Debussy, vendu cette année à New-York. Lors de cette même vente, l'acheteur du *Sacre*, le marchand londonien de manuscrits, M. Otto Hess, a acquis un manuscrit autographe d'une cantate de Bach pour 229 000 livres (1,74 million de francs).

■ Le 5^e Festival international de la guitare aura lieu, cette année, du 2 au 11 décembre au Marinique. Ce carrefour, organisé par le Centre martiniquais d'animation culturelle (CMAC), propose, parallèlement aux concerts, des stages de perfectionnement avec les grands « maîtres » : guitare classique avec Abel Carlevaro (Uruguay), guitare basse avec Eugene Gismonti (Brésil), guitare contemporaine avec Leo Browner (Cuba). Rés. : CMAC, avenue Franck-Panot, 97200 Basse-Pointe, Fort-France (Martinique). Tél. 70-04-75. En France : B. Koch, tél. : (1) 854-46-88 le matin.

CINÉMA

M. JACK LANG A ÉPINALY

Encouragement aux industries techniques et au court métrage

M. Jack Lang, ministre de la culture, s'est rendu à Épinay le 19 novembre. Il y a inauguré le lycée désormais baptisé Jacques-Feyder et les cinémas Jacques-Prévert, complexe de trois salles municipales. Mais sa visite, occasionnée par le dixième anniversaire des Rencontres du court métrage (1), a été essentiellement consacrée aux studios Eclair où Alain Resnais tourne *Le vieil homme et le jeune homme*. Le vieil homme est un laboratoire et à la caméra Eclair, remise en chantier en mars dernier, après une longue interruption, grâce à la création de la coopérative ouvrière Scope.

Le plan de trois ans pour le développement des industries techniques, mis en place en 1982, va être accéléré, a indiqué le ministre de la culture. Eclair montre la voie, qui a su développer un département vidéo pour le transfert des films sur cassette. Grâce à un effort financier accru, la recherche s'amplifiera, dans le domaine de l'image. La conquête du marché intérieur reste la priorité, avec l'exigence, progressivement passée dans les faits, du tirage de 80 % des copies de films étrangers dans les laboratoires français. Une mesure, reconnait le personnel d'Eclair, a déjà donné une seconde vie à Épinay. Il faut aussi

encourager le retour des cinéastes dans les studios.

D'autre part, la nouvelle Agence pour la diffusion du court métrage est en place, elle a déjà fait connaître 345 films. La télévision et les salles de cinéma doivent programmer régulièrement le court métrage. Des sanctions seront prises contre les exploitants qui, contrairement aux articles 13 et 18 du Code de l'industrie cinématographique, déclarent avoir diffusé des courts métrages restés sur les étagères.

Après avoir évoqué le problème de l'implantation des salles, M. Jack Lang a annoncé en conclusion la prochaine publication, courant décembre, des décrets d'application de la nouvelle politique du cinéma, avec notamment la nomination d'un « médiateur » prévu dans le rapport Bredin et les mesures concernant les circuits de programmation.

LOUIS MARCORRELLES.

(1) Les projections ont lieu jusqu'au 28 novembre, dans le complexe Jacques-Prévert. Un hommage sera rendu à Pierre Prévert, frère de Jacques, cent films des frères Lumière de 40 secondes, réalisés entre 1895 et 1900, seront également projetés. Information : téléphone : 826-35-46.

« L'OMBRE DE LA TERRE », DE TAIEB LOUHICHI

La fin d'une civilisation

Dans une région désertique d'Afrique du Nord, une communauté familiale vit sous quatre tentes. On élève des moutons. On fête le mariage du fils aîné. Moutons et courtoisie d'un temps révolu : pour les montrer, Taieb Louhichi (c'est son premier long métrage, coproduction franco-tunisienne) a fait modéliser par son directeur de la photographie, Ramon Suarez, des images qui ont les couleurs et la beauté des tableaux nord-africains de Delacroix. Ce n'est pas une nostalgie ni concession à l'« orientalisme » chères à l'Europe du dix-neuvième siècle, mais la représentation picturale et cinématographique d'un monde dont seul va rester le souvenir. Car l'évolution s'est faite ailleurs, un ailleurs d'où vient parfois un marchand ambulancier.

Le fils aîné doit partir travailler au loin, pour aider les siens. En son absence, une maladie oblige à éabeter une partie des moutons, et les réserves des silos sont en voie d'épuisement. Lorsqu'il revient avec des cadeaux et un poste de télévision (qui transmet les nouvelles du monde arabe, mais aussi des spectacles choquant les lois morales du clan),

les jours de malheur sont arrivés. Les images prennent un aspect plus prosaïque, plus dramatique aussi.

L'administration centrale délègue fonctionnaires et soldats pour établir les cartes d'identité de ces gens du désert et obliger le fils à se rendre au service militaire. Le réalisateur fait naître une émotion profonde en suggérant la perte de l'identité réelle de ces hommes et de ces femmes dont on prend les empreintes digitales et les photographies pour leur donner une existence officielle. Il ne défend pas les valeurs du passé contre le modernisme. Il demande, pour ces valeurs, un respect, une compréhension.

Sans didactisme, sans pathétisme, avec la force d'un style à la fois réaliste et poétique, Taieb Louhichi décrit les conséquences d'une transformation sociale qui ajoute ses agressions aux calamités de la nature. Une communauté qu'on aurait pu, qu'on aurait dû, aider à survivre, disparaît, se dissout dans l'anonymat ou la mort.

JACQUES SICLER.

* Voir les films nouveaux.

ROCK

PHIL COLLINS A L'OLYMPIA

L'éclectisme

Étonnant personnage que Phil Collins : ses multiples facettes bousculent les habitudes. Créateur, son inspiration est éclectique. Musicien, il cumule les fonctions de batteur, de chanteur, de bassiste, de pianiste, d'auteur-compositeur, de producteur et, au bout du compte, satisfait tous les publics.

Discret, pour ne pas dire anodin, Phil Collins a remplacé Peter Gabriel sur le devant de la scène en 1976, lorsque le chanteur a quitté Genesis en pleine gloire pour entreprendre une carrière solo. Outre un timbre de voix similaire, les deux hommes ont en commun le goût des expériences, un esprit touché à tout qui les pousse à braver les cultures. Ainsi, parallèlement à la carrière de Genesis, Phil Collins enregistre des albums solos, qui sont en tête de hit-parades, passant d'une musique blanche et anglaise aux échos sophistiqués à une autre, noire et teintée de funk avec des musiciens américains.

On l'a vu également jouer un temps avec Brand X, un groupe aux influences jazz, tandis qu'il prête régulièrement ses baguettes à des enregistrements aussi différents que ceux de Robert Plant (hard-rock), Brian Eno, Robert Fripp, John Cale (rock avant-gardiste). De façon inattendue, il a même produit le premier album de Frida, l'une des anciennes chanteuses d'Abba, un groupe de variétés internationales.

Phil Collins, qui a donné récemment en Angleterre devant plus de deux cent mille personnes un concert unique avec Genesis dans sa formule originale comprenant exceptionnellement Peter Gabriel, se produit à l'Olympia accompagné de la section de cuivres d'Earth Wind and Fire.

ALAIN WAIS.

* Ce lundi 22 novembre à 19 h 30 et 22 heures, à l'Olympia. Discographie : Phil Collins chez WEA ; Genesis chez Phonogram.

■ Le film de Pierre Schoendorffer, *L'homme d'un capitaine*, a reçu le grand prix de l'Académie nationale du cinéma, décerné pour la première fois.

■ Organisé avec le concours de l'Institut Lumière, le quatrième Festival Cinéma jeune public, se tient à Lyon jusqu'au 24 novembre. Une vingtaine de films de divers pays sont présentés dans sept salles au cours de quatre-vingt-dix séances gratuites. Un jury, présidé par M. Paul Grimaldi, attribuera un Grand Prix. Dix courts métrages vidéo, conçus et interprétés par les enfants, sont en outre projetés chaque jour. L'Institut Lumière a enfin préparé une exposition. Le cinéma animé français. Cent ans de création, au château Lumière, 25, rue du Président-Félix, Lyon-Montméliar.

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 20 h : *L'opéra*.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : *La vie est un songe*.
RENAUD (277-12-33) Débats : 18 h 30 : *Quel rôle aujourd'hui ?* ou « Part est difficile » : 15 h 30 : *Idées très précieuses*. *Château-Rouge* : 13 h, 16 h, 19 h : nouveaux films B.P.L.; Théâtre-Opéra : 20 h 30 : Tom Johnson, *Tout de suite notes* : Lasserre.

Les autres salles

ARTS HEBERTOT (387-23-23) 21 h, 22 h : *Le Cercle*.
BOUFFES DU NORD (239-34-50) 20 h 30 : *La Traviata* de Carmen.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41) 21 h : *Revue de l'été*.
DAUNOU (261-69-14) 21 h : *La vie est trop courte*.
ESPACE-GAITE (327-95-94) 18 h 30 : *Les Jokes de la vie*.
FONTAINE (874-74-40) 18 h 30 : *Les Chaises*.
HUCHETTE (326-38-99) 20 h 15 : *La Cantatrice chauve*; 21 h 30 : *Le Lézard*; 22 h 30 : *Le Cercle*.
LUCERNAIRE (544-57-34) 18 h 30 : *J. Supervielle*; 20 h 30 : *La Pape*; 21 h 30 : *Les Noces*; 22 h 15 : *Monte Carlo*; 23 h 30 : *Parlons français*.
MARIGNY (256-04-41) - Salle Gaiety (225-20-74) 21 h : *Éducation de Rita*.
MONTMARTRE (320-89-90), Petit Montmartre 21 h : *Éducation*.
NOUVEAUTES (770-52-76) 20 h 30 : *Hold-up pour rire*.
ŒUVRE (874-42-52) 20 h 30 : *Sarah et le roi de la langue* (excepté).
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 30 : *Rencontres du Palais-Royal*.
PENICHE-THÉÂTRE (245-18-20) 21 h : *Nuit de rêve* - Bertrand.
POCHE-MONTMARTRE (548-92-97) 21 h : *Florence*.
QUAI DE LA GARE (583-45-63), 20 h 30 : *La Manufacture*.
TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79), 20 h 30 : *Écoute de jour*; 22 h : *Regarde les femmes passer*.
TE DES DÉCHARGES (236-00-02) 20 h 30 : *Émission d'été*; 22 h : *Liberté d'expression*.
THÉÂTRE D'ÉDGAR (322-11-02) 20 h 30 : *Les Babes carrées*; 22 h : *Nous en fait de ce monde dit de faire*.
THÉÂTRE DU MARAIS (778-03-53) 18 h 30 : *Le Silence de la mort*; 20 h 30 : *Le Silence*.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-52-40), 18 h 30 : *Un bain de ménage*; 20 h 30 : *Le Mal court*; 22 h 30 : *Le Rêve d'Asphalte*.
THÉÂTRE DE L'UNION (246-65-30) 20 h 30 : *Krappes last tape and not*.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
 704.70.20 (lignes groupées)
 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 22 novembre

Les cafés-théâtres

AU BÉCIN (296-29-35), 20 h 30 : *Tobias*.
BEAUBOURG (278-35-57), 19 h 30 : *Sur une île flottante*.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), 1 : 20 h 15 : *Arcade* - MCC; 21 h 30 : *Pilippe*.
CAFÉ D'ÉDGAR (322-11-02), 1 : 18 h 30 : *Les Jokes de la vie*; 20 h 30 : *Tout, voilà deux boudins*; 21 h 30 : *Marguerite d'Anjou*; 22 h 30 : *L'Amour, c'est comme un bateau blanc*.
CAFÉ DE LA GARE (583-45-63), 20 h 30 : *La Cantatrice chauve*; 21 h 30 : *Le Lézard*; 22 h 30 : *Le Cercle*.
LE FANAL (233-91-17), 20 h : *La Musica*; 21 h 15 : *J. Menaud*.
POINT-VIRGULE (278-07-03), 21 h 30 : *Traité de vie*; 22 h 30 : *Elle voit des fleurs partout*.
SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : *On est pas des pigeons*; 21 h 45 : *Mourmes au 700 ter, rue des Esquilles*.
THÉÂTRE DE DIX HEURES (606-07-48), 18 h 30 : *Quenouille*.
TRAMWAY (297-59-81), 20 h 30 : *Les Indes ont des bérets*; 22 h 30 : *Nitro Golyvix-Fimex*.

Le music-hall

ESPACE-GAITE (327-95-94), 20 h 30 : *O. Forest*.
HIPPODROME DE PARIS (205-41-12), 20 h : *F. Lalanne*.
NOUVEAU CHÂTEAU-PORT DE PANTIN (738-27-43), 15 h et 21 h : *H. Salvador*.
TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), 20 h 30 : *M. Marceau*.

La danse

CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 45 : *Dance Kathak*.
LA FORGE (371-71-89), 20 h 30 : *Tanaka Min.*

Les concerts

LUCERNAIRE, 19 h 45 : *Ensemble instrumental D. Lacroix (Berio, Kremer)*.
ATHÉNÉE, 21 h : *B. Christoff, A. Hindtchev (Mossorgsky)*.

V.O. : ÉLYSÉES-LINCOLN - STUDIO ST-GERMAIN - 7 PARNASSIENS
 FORUM CINÉMA - OLYMPIC ENTREPRISE

New York 42 Rue
 (FORTY DEUCE)
 Le nouveau film de **PAUL MORRISSEY**
 Promotion-Distribution ARTS ET MÉLODIE 1982

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : *Orchestre national de France*, dir. W. Sawallisch (Haydn, Schumann).
RANELAGH, 20 h 30 : *Quenouille* (Mozart, Webern).
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : *Ensemble à vent M. Bourgeois* (Mozart, Dvorak).
ÉGLISE SAINT-ETIENNE-DU-MONT, 20 h 45 : *Nouvel Chœur et orchestre des solistes de Paris*, dir. H. Reiser (Handel, Mozart).
CITÉ UNIVERSITAIRE, Grand Théâtre, 20 h 30 : *Trio Chouchan-Henoch-Levinson* (Haydn, Beethoven, Brahms).
ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE, 20 h 30 : *Ensemble à vent M. Bourgeois*, A. Zwiars, J. Hantai (Mozart).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-34-24) Relâche.
BEAUBOURG (278-35-57) 15 h : *Deux ans de cinéma italien* : Dans les faubourgs de la ville, de C. Lizzani; 17 h : *La Finestra sul luna park*, de L. Comencini; 19 h : *Aspects du cinéma en R.F.A.*; le *Paradise de H. Achard* (avant-première mondiale et présence de l'auteur).

Les exclusivités

ALEXANDRE LE GRAND (Grec, v.o.) : Action Christine, 6* (325-47-46).
AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) : Rio-Opéra, 2* (742-82-54); Cinéma-Boulogne, 9* (354-20-13); U.G.C. Roulotte, 6* (633-08-22); Biarritz, 9* (723-69-23); Normandie, 6* (359-41-18); U.G.C. Marbeuf, 8* (225-18-45).
L'AS DES AS (Fr.) : Gaumont-Halles, 1* (297-49-70); Relâche, 2* (742-60-33); Richelieu, 2* (233-56-70); Paramount Odéon, 6* (325-59-83); Ambassade, 8* (359-19-08); Publicis Champs-Élysées, 8* (720-57-63); Le P. 13, 8* (359-59-59); St-Lazare Pasquier, 8* (387-35-43); Hollywood Bd, 9* (770-10-41); Nations, 12* (343-04-67); Paramount Bastille, 12* (343-79-17); Favart, 13* (331-60-74); Paramount Galaxie, 13* (580-19-03); Gaumont Sud, 14* (327-84-50); Montparnasse Pathé, 14* (320-12-06); Biévenne Montparnasse, 15* (544-22-02); Gaumont Convention, 15* (828-42-27); Victor Hugo, 16* (727-49-75); Paramount Mollat, 17* (758-24-24); Wepler, 18* (522-46-01); Gaumont Gambetta, 20* (636-10-96).
AVEC LES COMPLIMENTS DE L'AUTOUR (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6* (325-71-08); U.G.C. Roulotte, 6* (633-08-22); U.G.C. Champs-Élysées, 8* (359-12-15); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15* (575-79-79); (v.f.) : U.G.C. Opéra, 2* (261-50-33); U.G.C. Gare de Lyon, 12* (343-01-59).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8* (562-41-46); - V.F. : 3 Haussmann, 9* (770-47-55).
LA BALANCE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1* (297-49-70); Richelieu, 2* (233-56-70); Quintette, 5* (633-79-38); Publicis Saint-Germain, 6* (222-72-80); George-V, 8* (562-41-46); Marignan, 8* (359-92-83); Saint-Lazare Pasquier, 8* (387-35-43); Hollywood Bd, 9* (770-10-41); Paramount Opéra, 9* (742-56-31); Athénée, 12* (343-04-67); Nations, 12* (343-04-67); Favart, 13* (331-60-74); Mollat, 14* (339-52-43); Montparnasse Pathé, 14* (322-19-23); Gaumont Convention, 15* (828-42-27); Mayfair, 16* (522-47-06); Paramount Mollat, 17* (758-24-24); Wepler, 18* (522-46-01).
LA FEMME TATOUÉE (Jap., v.o.) : Élysées-Lincoln, 8* (359-36-14).
LE GENDARME ET LES GENDARMES (Fr.) : Étoile, 8* (359-15-71); U.G.C. Boulevard, 9* (246-66-44); U.G.C. Gobelins, 13* (316-23-44); Miramar, 14* (310-89-52); Mago-Convention, 15* (828-20-64); Images, 18* (522-47-94).
LE GRAND FRÈRE (Fr.) : Berghes, 9* (710-77-58).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6* (544-57-34); Astor, 17* (627-60-20).

SORTIE LE MERCREDI 24 NOVEMBRE

MERCREDI
LE CRIME D'AMOUR
 GUY GILLES
 MACHA MERIL JACQUES RICHARD PENOT BERRY
IRCAM
 en association avec l'EIC
 mercredi 24 - jeudi 25 novembre
 concerts de clôture
atelier de recherche instrumentale
 présentation Pierre-Yves Artaud
 18 h 30 : Haynes - Tosi Grisey
 avec M. Arrignon clarinette
 D. Kientzy saxophone
 C. Petrescu piano
 B. Sluchin trombone
 21 h : Ferneyhough Radulescu
 avec P. Y. Artaud flûte
 L. Beaugrenelle flûte
 F. Stochi contrebasse
 ESPACE DE PROJECTION
 loc. 278.79.95

CHAILLOT
 LE PERE
 Strindberg • Otomar Krejča
 Théâtre Gémier
 Du 18 novembre au 23 décembre.
 20 h 30. Dimanche 15 h.
 Rel. dim. soir et lun. 727 8115

MERCREDI
 Une comédie contagieuse et incurable
DOCTEURS IN LOVE
 BRITANNIA HOSPITAL

BRITANNIA HOSPITAL
 cinquant, incroyable
 NOUVEL OBSERVATEUR
 grimaçant, détonnant
 JOURNAL DU DIMANCHE
 tonique... vigoureux
 QUOTIDIEN DE PARIS
 extraordinairement drôle
 LE MONDE
 désopilant
 ... insolent... féroce
 LE FIGARO

BERNARD GIRAUDAU LAUREN HUTTON
HECATE
 UN FILM DE DANIEL SCHMID
 avec JEAN BOUISE
 avec JEAN-PIERRE KALFON
 avec JULIETTE BRAC / GERARD DESARTHE
 D'APRÈS "HECATE ET SES CHIENS" DE PAUL MORAND (ERNEST FLAMMARION ÉDITEUR)
 ÉCRIT PAR PASCAL JARDIN
 PRIMÉ PAR LA FONDATION PHILIP MORRIS POUR LE CINÉMA
 LES FILMS GALATÉE
 GÉRIK DISTRIBUTION
 GAUMONT

SPECTACLES

L'HONNEUR D'UN CAPITAINE (Fr.) : Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Paramount City, 8 (562-45-76); Paramount Montparnasse, 14 (329-50-10); Pasty, 16 (282-62-34).

LETITIA D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympic Saint-Germain, 6 (222-87-23) H. Sp.

LA LOTERIE DE LA VIE (Fr.) : Mafra, 4 (278-47-86).

MAD MAX II (Aust., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 9 (225-18-45).

LA MAISON DU LAC (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 9 (225-18-45).

MAYA L'AMÉLIE (Aust., v.o.) : Berlitz, 2 (742-60-33); Mafra, 4 (278-47-86); (329-19-08) Mafra, 4 (278-47-86); (329-19-08) Mafra, 4 (278-47-86).

LES MISÉRABLES (Fr.) : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Richelieu, 2 (233-70-70); Quartier Latin, 2 (226-84-65); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Montparnasse, 14 (329-50-10); Colisée, 8 (329-29-46); U.G.C. Normandie, 8 (329-41-18); Français, 9 (770-33-88); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Fauvette, 13 (331-60-74); Montparnasse, 14 (329-50-10); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Magic-Convention, 15 (828-20-64); Clichy-Patbé, 18 (522-46-01); Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-96).

MISSING (A., v.o.) : Épis de Bois, 5 (337-57-47); Paris Louvre Bowling, 18 (608-64-28).

LA NUIT DE SAN LORENZO (It., v.o.) : Ciné-Boulevard, 3 (271-52-36); 14 juillet-Racine, 6 (633-43-71); Biarritz, 8 (723-69-23); 14 juillet-Beaugrenelle, 14 (327-52-37); V.F. : U.G.C. Boulevard, 9 (770-11-24); Montparnasse, 14 (329-50-10); Calypso, 19 (380-30-11).

LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.) : Paramount Marivaux, 2 (296-80-40).

LE PÈRE NOÛL EST UNE OUDRE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); U.G.C. Rotonde, 8 (329-08-22); Biarritz, 8 (723-69-23).

PETTIT JOSEPH (Fr.) : Berlitz, 2 (742-60-33); Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Saint-Michel, 8 (326-79-17); Kinepanorama, 19 (306-50-50).

PLUS BEAU QUE MOI TU MEURS (Fr.) : Berlitz, 2 (742-60-33); Richelieu, 2 (233-70-70); Cluny-Palace, 5 (324-07-76); Bretagne, 6 (222-87-23); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); E. Lincoln, 8 (359-36-14); George-V, 8 (562-41-46); Marignan, 8 (329-92-82); Français, 9 (770-33-88); Mafra, 4 (278-47-86); Paramount Beaulieu, 12 (343-01-59); Fauvette, 13 (331-60-74); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Montparnasse, 14 (329-50-10); Olympic Convention, 15 (828-20-64).

TIR GROUPE (Fr.) : Paramount City, 8 (562-45-76); Paramount Opéra, 2 (261-50-32); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); E. Lincoln, 8 (359-36-14); George-V, 8 (562-41-46); Marignan, 8 (329-92-82); Français, 9 (770-33-88); Mafra, 4 (278-47-86); Paramount Beaulieu, 12 (343-01-59); Fauvette, 13 (331-60-74); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Montparnasse, 14 (329-50-10); Olympic Convention, 15 (828-20-64).

TOUTE UNE NUIT (Belg.) : Olympic-Luxembourg, 6 (633-97-77); Olympic-Balzac, 6 (561-10-60); Olympic-Entrée, 14 (542-67-42).

V.O. : U.G.C.-MARBEUF - STUDIO DE LA HARPE - 14-JULIET PARNASSE

UN ARBRE AUX SABOTS TUNISIEN
(PREMIÈRE)

LES FILMS MOUËRE PRÉSENTENT :

Un film de
TAIEB LOUHICHI

L'ombre de la terre

(DHIL AL-ARDH)

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES V.O. - IMPÉRIAL PATHÉ V.F. - GAUMONT HALLES V.O. - HAUTEFEUILLE PATHÉ V.O.
7 PARNASSIENS V.O. - LES NATIONS V.F. - P.L.M.-SAINT-JACQUES V.O. - MIRAMAR V.F. - FRANÇAIS ENGHEN V.O.
CZL VERSAILLES V.F. - GAUMONT OUEST-BOULOGNE V.F. - 3 VINCENNES V.F.

GRAND PRIX DU 35^e ANNIVERSAIRE CANNES 82

IDENTIFICATION D'UNE FEMME

ANTONIO N. I.



TOMAS MILIAN,
DANIELA SILVERIO, CHRISTINE BOISSON, MARCEL BOZZUFFI, ANTONIONI
et GÉRARD BRACH, TONINO GUERRA, MICHELANGELO ANTONIONI
MICHELANGELO ANTONIONI
GIORGIO NOCELLA, ANTONIO MACRI

Gaumont

LETTRES

Prix littéraires

Le prix Femina a été décerné, lundi 22 novembre, au premier tour, à Anne Hébert pour *Les Fous de Bassan* (Le Seuil), par 5 voix contre 3 à Catherine Ribot pour *La Favorite* (Gallimard) et 1 voix à Jacques de Riccaumont pour *Les Principes* (Mercure de France).

Le prix Médicis a été attribué à Jean-François Josselin pour *L'Enfer et Cie* (Grasset), au septième tour de scrutin par 4 voix contre 2 à Serge Beaumais pour *Le Dausse du Joup* (Belfond), 1 à Serge Doubrovsky pour *Un amour de soi* (Hachette), 1 à Bruno Racine pour *Le Gouverneur de Morée* (Grasset), et 1 à Gemma Salem pour *Le Roman de Monsieur Boulogne* (l'Age d'homme). Le nombre des votants, qui était de dix aux trois premiers tours, est tombé à neuf lors des tours suivants, Alain Robbe-Grillet votant par correspondance.

Le prix Médicis étranger a été attribué à l'écrivain italien Umberto Eco pour *Le Nom de la rose* (Grasset), au deuxième tour par 6 voix contre 3 à Andrzej Kusniewicz pour *Le Chemin de Corinthe* (Albin Michel) et 1 voix à Truman Capote pour *Musique pour caméléons* (Gallimard).

FEMINA : Anne Hébert pour *Les Fous de Bassan*

Anne Hébert est née en 1916, à Sainte-Catherine-de-Fossambault (Québec), dans une famille de tradition littéraire. Son père était lui-même un écrivain estimé.

Elle publie, en 1950, à Québec, un recueil de nouvelles *Le Torrent* (le Seuil, 1965), puis en 1953 un recueil de poèmes, *Le Tombeau des rois*, salué avec chaleur par la critique française.

Son premier roman, *Les Chambres de bois* (1957), obtient le Prix France-Canada. Suivent *Amorosa* (1970), *Prix des libraires* (1971), puis *Les Enfants du sabbat* (1975), *Prix du gouverneur général*, Ottawa, 1976), *Héloïse* (1980), et enfin *Les Fous de Bassan* (1982), qui nous font découvrir un Canada inattendu (1). Anne Hébert y évoque, en effet, les descendants de ces Anglais loyalistes qui choisirent, dans les années 1780, l'exil sur la

(1) Tous romans publiés au Seuil.

MÉDICIS : Jean-François Josselin pour *L'Enfer et Cie*

Journaliste au *Nouvel Observateur*, Jean-François Josselin est né le 10 juin 1939. C'est Jean Cayrol qui a publié son premier récit dans *Écriture* en 1957. Déjà une psychologie bizarre et dérangeante s'y révèle : la fascination d'un jeune homme pour un couple promis à la mort. Trois ans plus tard, Jean-François Josselin donne son premier roman, *Don Juan sous la pluie* : histoire non pas d'un conquérant, ni d'une victime de l'amour, mais d'un être plutôt passif, que son succès terrifie.

Le thème du malentendu envers soi-même se complique dans le *Grand Jeu de Charlotte*, en 1972 : un jeune savant, capable de remonter le cours du temps et de se dédoubler, voit le vieillir dont s'est éprise sa femme ; or il s'aperçoit que ce vieillir est lui-même, à cause du décalage du temps et de sa faculté de se scinder en deux. Il lui restera vingt ans de vie pour mourir entièrement, enfin dans la mort.

En 1976, *Quand j'étais star* reprend la hantise du transfert de personnalité. Un jeune rêveur vit littéralement les existences des acteurs de cinéma dont il s'est entiché. Plus simple que les précédents, ce roman a attiré l'attention de la critique.

Avec *Quelques jours avec moi*, en 1979, l'affectivité même est l'objet de curieuses mutations : le héros subit volontairement les sévices des autres, et avec tout autant de délices

(1) Lire *Le Monde des livres* du 24 septembre.

MÉDICIS ÉTRANGER : Umberto Eco pour *Le Nom de la rose*

Roman policier dans un monastère italien, récit historique sur l'Europe du quatorzième siècle au temps du conflit entre le pouvoir et la papauté, réflexion sur les livres, sur les signes et sur les mots, *Le Nom de la rose* (Grasset) est un faux livre d'érudition. Mais c'est un vrai roman.

Pour son coup d'essai, le savant philosophe, médiéviste et sémioticien qu'est Umberto Eco a réussi un coup de maître : 450 000 exemplaires vendus depuis 1981 en Italie, près de 50 000 en France depuis avril ; et l'édition en anglais doit paraître très prochainement en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

Né le 5 janvier 1932 à Alessandria dans le Piémont, Eco a soutenu en 1954 une maîtrise sur *Le Problème esthétique chez saint Thomas d'Aquin* ; à partir de 1959, il a été directeur de collection chez Bompiani, tout en continuant ses recherches sur le Moyen Âge. Il enseigne à l'université depuis 1962 à Florence, Milan, Turin, puis à l'université de Bologne, où il occupe depuis 1971 la chaire de sémiotique. Cet homme aux multiples facettes collabore aussi régulièrement à l'hebdomadaire *Espresso* depuis 1965, et plusieurs recueils de ses articles ont été publiés avec succès en Italie.

Deux de ses ouvrages érudits avaient paru en France : *L'Œuvre ouverte* (Seuil, 1965) et *La Structure des apocryphes* (Mercure de France, 1972), mais ils ne rendent qu'imparfaitement compte d'une œuvre considérable et peu banale, qui prend notamment *Les Formes du contenu* (1971) et un *Traité de sémiotique générale* (1975).

Confronté avec l'opportunité d'écrire un roman, Eco a décidé de faire passer son expérience de médiéviste dans une enquête policière : un moine est tué, puis six autres, autant que de journées dans le livre. Un moine mène l'enquête... (Mario Fusco a analysé *Le Nom de la rose* dans *Le Monde des livres* du 16 avril 1982.)

Il convient d'associer au prix, qui couronne l'universitaire touché par la grâce du roman, son remarquable traducteur Jean-Noël Schifano sans qui *Le Nom de la rose* aurait perdu tous ses parfums.

VU L'agressivité, à quoi ça tient ?

De quoi se méfient nos présentateurs à la télé ? De quel droit s'érigent-ils en moralisateurs, en penseurs dont le rôle consiste à orienter leurs invités loin des sens interdits, dans la direction, la bonne direction, des théories admises, approuvées, solidement établies ? Fournissant encastré par deux de ces agents de la circulation des idées, le professeur Karl - ce n'est pas n'importe qui : il dirige le centre neurologique de l'université de Strasbourg - un homme en apparence timide, modeste, gentil, tentait de nous expliquer, dimanche soir sur FR 3, ce qu'on savait de l'agressivité dans l'état actuel de nos connaissances.

Il y aurait beaucoup à dire sur l'agressivité, comportement qui sent encore sa tanière à 1 000 lieues. Pourquoi se montre-t-on batailleur, violent ? Est-ce inné ? Est-ce acquis ? Sur quel explosif qui faisait s'allumer, signal de danger, des signaux dissuadés dans les yeux de ses interlocuteurs. N'était-il pas « lâche », soufflait l'un d'eux, de prétendre que l'agressivité était l'affaire de gènes, ne fallait-il pas voir un fait de société ? Certes, certes, obtempérât le prévenu, encore fallait-il distinguer entre les moyens d'action fruit de l'hérédité et les motifs d'action fruit de l'environnement. Et de nous montrer, plâches à l'appui, quelle partie du cerveau commandait chez les rats des attitudes nettement hostiles à l'égard des souris. Et de nous citer le cas d'un pasteur anglican victime d'une tumeur cérébrale qui le rendait insupportable, méchant, teigneux et mauvais coucheur.

Bon, bon, admettaient, en traînant les pieds, ses mentors. Mais que penser de la fable qui attribue à une anomalie chromosomique (XYY) certaines tendances criminelles ? C'était une absurdité, comme était nous le prouver un entretien qu'il avait eu avec un homme extrêmement paisible, doux et tendre, pourtant affligé d'une irrégularité génétique. Et Konrad Lorenz, qui ose prétendre qu'à l'origine l'homme, ce carnivore, était un prédateur, n'était-il pas ridicule ? Et ne fallait-il pas voir dans ce reportage, tourné il y a peu à Vénissieux auprès de jeunes chômeurs maghrébins, la réponse définitive à la question : l'agressivité, à quoi ça tient ? A soi ? Ou aux autres ?

Aux deux, bien entendu. Et c'est se moquer du monde que de vouloir réduire l'un des moteurs fondamentaux de toutes les espèces animales, y compris la nôtre, à la seule influence du milieu. Pourquoi n'avoir pas organisé, sans s'en méfier, un débat contradictoire sur ce sujet ? Il en valait la peine. Quitte à laisser à chacun le soin de conclure dans un sens, dans un autre, ou plus raisonnablement à mi-chemin de l'une ou l'autre thèse. Nous sommes bien assez grands pour ça.

CLAUDE SARRAUTE.

P.-S. - Mea culpa ! Je réclame lundi dernier une heure de culture physique sur la première chaîne, une heure, ou plutôt une demi-heure cohérente, facile à suivre. Elle existe, perdue dans les programmes du samedi matin, sous le titre ramasse-miettes de la Maison de TF 1. Elle est beaucoup plus tranquille, plus classique, que la « gym-tonic » proposée par Antenne 2. Il y faudrait un peu plus de rythme et de musique. Autrement, c'est très bien.

TRIBUNES ET DÉBATS

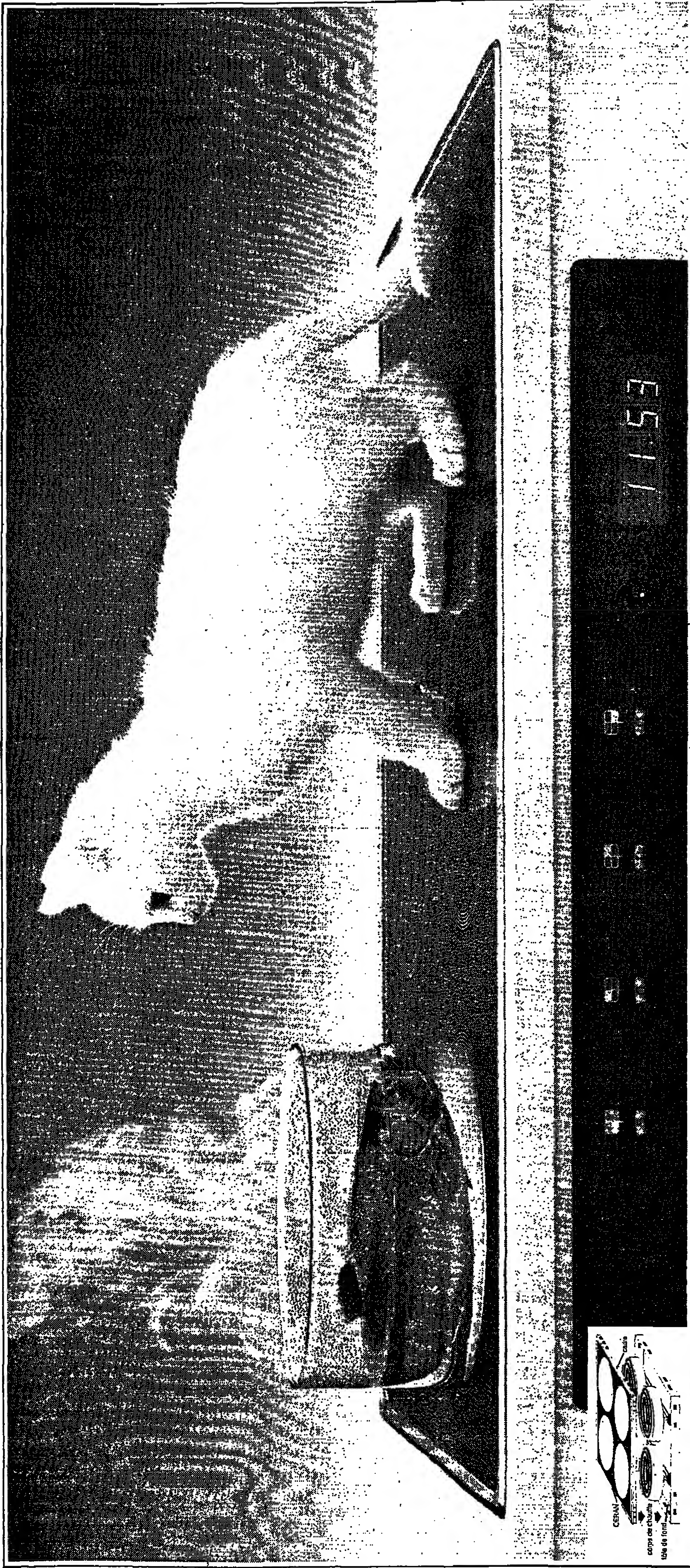
MARDI 23 NOVEMBRE
- M. Arthur Dunkel, directeur général du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), est invité à l'émission « Face à la rédaction » sur France-Inter à 19 h. 20.

TOURNOI DES 5 NATIONS RUGBY
Match IRLANDE-FRANCE
A DUBLIN, le 11-2-1983
2 890 F
Comprend : Vol aller-retour ; hôtel luxe ; entrée stade ; assurance
AIRCOM (S.E.T.I.)
27, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél. : 268.15.70

هكذا من الأصل

Que savez-vous du verre?

540°C sous la truite, 20°C sous le chat.



Les étonnantes propriétés de la vitrocéramique CERAN® permettent des surfaces de cuisson parfaitement planes et faciles à nettoyer. La casserole, elle aussi, est en vitrocéramique SCHOTT.

Le chat sait très bien qu'il est défendu de sauter sur la cuisinière. Mais cette odeur de truite... A pas feutrés, il vient très près de la casserole où cuit le poisson. Et sans se brûler les pattes. Extraordinaire!

L'explication est simple: cette surface de cuisson est en vitrocéramique CERAN® de SCHOTT. Un matériau qui laisse remarqua-

blement passer la chaleur rayonnante vers la casserole. En revanche, la conductibilité thermique latérale du CERAN® est minime. Et sa dilatation, à l'inverse des autres matériaux connus est quasiment nulle entre -200 et +750°C.

Ce sont ces étonnantes propriétés qui permettent de fabriquer des cuisinières à surface de cuis-

son parfaitement plane. Plus de casseroles renversées et un entretien merveilleusement simplifié. Dans la cuisine et dans l'espace.

L'utilisation des vitrocéramiques de SCHOTT a largement dépassé les limites de la stratosphère. Le ZERODUR® qui équipe le miroir télescopique du satellite «Météosat» assure une qualité constante des relevés météorolo-

giques. En effet, en dépit des énormes différences de température existant entre les conditions terrestres dans lesquelles il est fabriqué, et celles de l'espace où il est utilisé, la parfaite précision de la parabole du miroir n'est pas altérée. Les vitrocéramiques CERAN® et ZERODUR® ne sont que deux exemples des propriétés particulières que nous pou-

vons donner au verre. Et les possibilités de ce matériau sont loin d'être épuisées: nous travaillons sans cesse à des projets de recherche et de nouveaux produits.

Le Groupe SCHOTT

C'est 34 entreprises avec 40 centres de production dans le monde entier, plus de 250 agences de distribution en France et dans le monde. Plus de 50.000 articles

fabriqués pour un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de Francs.

CERAN® et ZERODUR® sont des marques d'origine de SCHOTT GLASWERKE, Mayence.

SCHOTT FRANCE
6, rue des Bateliers, 92110 Clichy



SCHOTT

Nous perfectionnons sans cesse le verre.

هكذا من الأصل

Le Monde ECONOMIE

AVANT LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DU GATT

La montée du protectionnisme

Dans le passé (récent), les conférences ministérielles du GATT (accord sur le commerce et les tarifs) se réunissaient pour donner une nouvelle impulsion aux échanges internationaux. Aujourd'hui la récession crée partout des réflexes de défense. Pour la première fois depuis la création du GATT, après la fin de la guerre, les échanges internationaux ont diminué en volume en 1981 (de 1 % environ) ; ils devraient se contracter d'un pourcentage encore supérieur en 1982. C'est dans un esprit tout à fait différent que se tiendra à Genève, du 24 au 26 novembre, la conférence ministérielle des quatre-vingt-huit parties contractantes au GATT. Il s'agira, dans le meilleur des cas, d'arrêter la dégradation ambiante. Une préoccupation, d'ordre légitime, qui n'est pas forcément compatible avec la volonté de plusieurs participants — dont la C.E.E. — d'ouvrir, d'une part, une R.F.A. restée très libre-échangiste et, d'autre part, une France et une Grande-Bretagne soucieuses de défendre la Communauté et elles-mêmes contre les « offensives » commerciales venues de l'extérieur, et notamment du Japon et des pays industrialisés du tiers-monde — de ne pas se lier les mains par un respect trop strict des « règles du jeu ».

C'est pour deux raisons essentielles que les pays recourent

de plus en plus nombreux à des mesures protectionnistes déguisées ou ouvertes. L'une est le désir de corriger par ce moyen (en dépit des leçons d'une expérience constante) des déséquilibres de balance des paiements. L'autre, la plus déterminante, est le classique réflexe de défense pour protéger les intérêts immédiats des secteurs directement menacés par la concurrence étrangère. Les deux motifs peuvent se conjuguer, comme on le voit aujourd'hui en France avec la malheureuse affaire des magnétoscopes et des formalités supplémentaires (libellé d'origine, rédaction en français des documents douaniers exigés à l'importation, y compris et surtout pour les produits provenant des autres pays de la C.E.E. La passibilité mensuelle tactique française, qui consiste à culpabiliser ses partenaires en les accusant de protectionnisme tous azimuts, est symptomatique du mauvais climat qui s'est instauré.

L'enjeu est considérable, car l'argument des protectionnistes peut être retourné. Tant l'expérience (celle, d'abord, de la grande dépression des années 30 que le raisonnement économique) les avantages impossibles à nier, à moins de refuser toute réalité aux lois économiques, de la division internationale du travail, à condition que des périodes de transition

soient aménagées pour éviter dans certains cas des ajustements trop brutaux tendent à prouver que les restrictions apportées aux échanges sont globalement génératrices de sous-emploi et d'infirmité. Un récent rapport d'experts, établi pour la Chambre des communes, concluait que « le plein emploi (1945-1970) était une conséquence de l'immense essor du commerce entre les nations industrialisées ». L'argument mérite réflexion. Il est significatif que, dans la présente conjoncture, la principale revendication des nations du tiers-monde au sein du GATT est simplement de demander le respect des règles du jeu, c'est-à-dire la malédiction d'un système multilatéral des échanges. Leur problème d'endettement deviendrait tout à fait insoluble si, par suite de la fermeture progressive des marchés offerts par les pays riches, elles étaient privées d'une partie de leurs recettes d'exportation. Dans son dernier rapport, le GATT écrit : « Dans les explications les plus récentes (du déclenchement de la grande dépression des années 30), on souligne que la crise financière internationale est survenue après l'adoption en 1930 de la loi tarifaire (américaine) Smoot-Hawley, qui avait un caractère extrêmement restrictif ».

P. F.

C.E.E. : en attendant la coopération industrielle

Il existe déjà une politique de défense commerciale commune appliquée à l'échelle de la C.E.E. Un « protectionnisme européen », disent ses adversaires, obligeant que la Communauté demeure l'ensemble commercial le plus ouvert du monde. Cette politique n'est pour l'instant que partielle, même si elle couvre des pans entiers des échanges, au premier rang desquels figurent les produits agricoles. Toutefois, en raison des effets de la crise sur les balances des paiements, catastrophiques dans certains pays membres, comme la France, un « protectionnisme bariolé » se fait jour. Il pourrait s'agir d'accords d'autolimitation négociés par la C.E.E. avec ses partenaires commerciaux, comme l'accord multilatéral (A.M.P.) et, dans l'autre sens, l'accord portant sur les exportations de produits sidérurgiques européens vers les États-Unis.

On s'apprête donc à tenir un double langage. A Genève, les représentants de la C.E.E. continueront à réciter la bible libérale, mais dans le même temps on s'emploie à multiplier des arrangements parfaitement contraires à cette bible, dont l'objet est d'organiser, en fait, de limiter le libre-échange. Cependant, les dirigeants de la Communauté insistent pour que cette montée d'un certain protectionnisme européen, qui semble inéluctable, s'accompagne comme contrepartie positive d'un effort collectif de rattrapage industriel.

Le Japon est le premier visé par cette « contractualisation » des échanges. Le temps des déclarations creuses et des rencontres à haut niveau, acrobatiquement inutiles, pourrait bientôt s'achever. Les Français demandent notamment à leurs partenaires du Marché commun de faire preuve de moins de complaisance à l'égard des pays tiers. L'avertissement a été entendu : il y a tout lieu de croire que la Commission européenne proposera, en décembre, la négociation avec Tokyo d'accords d'autolimitation portant sur les produits de l'électronique grand public (tubes de TV couleur, chaînes hi-fi, vidéoscopes, magnétoscopes) et peut-être sur les machines-outils à commandes numériques. Ce serait là un pas que la Commission n'a pas jusqu'ici maintenu, car franchir.

« Le libéralisme est un contrat. Ce n'est pas une relation à sens unique », souligne M. Ortoli, le vice-président de la Commission chargé des affaires économiques et monétaires qui, depuis longtemps, s'efforce de convaincre ses collègues de la nécessité d'une action plus forte à l'égard de Tokyo. L'exigence de réciprocité, régulièrement mise en relief par les Européens, n'y a pas trouvé d'écho : l'archipel nippon demeure anormalement fermé aux produits européens. Quelques concessions récentes n'y changent guère.

Et puis, font valoir les commissaires favorables à une politique plus musclée, il existe des cas où à titre transitoire — pour simplement assurer la survie — les mesures de sauvegarde sont légitimes. « Nous avons besoin d'une certaine protection dans plusieurs secteurs sensibles. Nous ne sommes pas en mesure d'affronter une concurrence ouverte,

et cela au moins en partie parce que les Japonais ont utilisé pour produire et pour vendre des méthodes auxquelles nous ne pouvons ni nous adapter ni nous opposer », explique un haut fonctionnaire bruxellois.

L'Allemagne fédérale constitue le principal obstacle à la mise en œuvre de mesures communautaires de défense commerciale à l'égard du Japon. Ses ministères répètent inlassablement les bienfaits de l'économie de marché. Fin octobre, M. Lambsdorff s'est clairement prononcé contre l'idée de négocier des accords d'autolimitation avec le Japon. Même si des Allemands, en particulier des industriels comme M. Grandig, deviennent beaucoup plus réalistes, observe-t-on dans les couloirs de la Commission, un revirement n'est d'aucun secours, d'autant qu'on ignore encore le point de vue des nouveaux venus de la C.D.U.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 24.)

ÉTATS-UNIS : un marché très ouvert mais...

Les États-Unis ne s'avouent pas protectionnistes. Les États-Unis encore moins que les autres, car cette notion contredit totalement leur philosophie économique. Ne sont-ils pas, par principe, opposés à l'intervention de l'État et à toute entrave à la concurrence ?

Paradoxalement, une telle philosophie se traduit par du protectionnisme, lorsqu'elle est transposée aux frontières. Avec une bonne excuse : on sanctionne les partenaires déloyaux, qui bénéficient, par exemple, des subventions de leur gouvernement et viennent fausser les règles de la concurrence sur le plus grand marché du monde libre.

Le plus grand et le plus ouvert : les Américains se déclarent sans hésiter ce deuxième attribut. En trichant un peu, car des restrictions affectent tout de même plusieurs produits étrangers, et non des moindres, tandis qu'une série de barrières moins

visibles sont autant de freins aux importations.

Le protectionnisme proprement dit prend trois formes :

• Des droits de douane élevés. Ils concernent, à vrai dire, un nombre très limité de produits. Certains vêtements, par exemple, peuvent être frappés d'une taxe de 49,5 % parce qu'ils portent une griffe particulière.

• Des législations restrictives. Le Buy American Act exige une part américaine minimum de 50 % (main-d'œuvre comprise) dans tout achat public de matériels de transport ou de gros équipements électriques. Quant au Jones Act, il stipule que tout transport maritime de marchandises sur le territoire national doit être effectué par des bateaux américains, construits aux États-Unis.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 25.)

JAPON : des mesures de libération jugées encore insuffisantes

Le Japon est-il, comme le répètent à l'envi les Japonais, un bon émissaire pour les économies occidentales en crise ? Est-il un « marché ouvert » que des étrangers incompétents n'arrivent pas, à la loyale, à pénétrer ? Ou, au contraire, comme l'affirment ses partenaires, ses longues traditions d'isolement, de protectionnisme et de corporatisme rendent-elles ce pays réfractaire à la libre circulation des produits et capitaux, dès lors qu'ils portent un label étranger ? L'apparence libérale cache-t-elle, tel plus qu'ailleurs, une jungle souvent immonable de barrières en tous genres ?

La querelle, avec les arguments énoncés qui la nourrissent de part et d'autre, n'est pas nouvelle. Voilà bientôt dix ans que la question se pose avec une acuité sporadique au fil des variations de la conjoncture, des

épreuves de force, des compromis et concessions de dernière heure. Avec toutefois cette particularité que, quels que soient les aménagements, le résultat reste pour l'essentiel le même : le déficit des balances commerciales avec le Japon se creuse, bon an mal an, de quelques milliards de dollars supplémentaires. Il devient structurel. Les frustrations aussi. Cela fait dire aux uns et aux autres qu'il y a forcément quelque chose d'anormal.

Les Européens invoquent trois séries de causes au faible degré de pénétration de leurs produits : les barrières tarifaires et quotas, les barrières non tarifaires et les résistances historico-culturelles particulières au Japon. Ils avaient, en décembre 1981, fourni une longue liste de requêtes en vue de leur résorption.

ROLAND-PIERRE FARINGEAUX.

(Lire la suite page 25.)

LA FUTURE POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE L'U.R.S.S.

Les options de M. Andropov : pourquoi le modèle hongrois n'est pas transposable

par GÉRARD DUCHÈNE (*)

On prête à M. Andropov des sympathies pour le « modèle hongrois », dont l'application pourrait tirer l'économie soviétique de la crise qu'elle traverse. Mais quelle est la nature de cette crise ? Les formes qu'elle revêt rendent très improbables une libéralisation du régime économique.

L'avènement de M. Andropov met à l'ordre du jour prioritaire — et maintenant avec un certain réalisme — la question du changement économique en U.R.S.S. En 1982, l'économie soviétique reste organisée, malgré des réformes tentées aussi bien par Khrouchtchev que par Kossyguine ou Brejnev, selon un schéma — la planification détaillée dictée par les branches industrielles (ministères) — qui remonte à 1928. Cette organisation, qui lui a permis de décoller du sous-développement et de devenir la seconde puissance industrielle du monde, est viciée de plus en plus par les Soviétiques eux-mêmes comme un facteur de sécheresse bloquant la croissance. A l'instar du capitalisme, le socialisme, s'enfoncerait dans « la » crise, une crise d'incapacité à sortir d'une croissance industrielle déjà bien essoufflée, pour passer à un développement intensif, axé sur l'innovation et le progrès de la productivité.

Dès l'affirmation de Khrouchtchev au pouvoir, après le XX^e congrès (1956), ont été lancées des réorganisations économiques destinées à révéler la capacité d'innovation d'un système dont on sentait déjà l'excès de rigidité. De l'expérience des Sovnarkhoz (planification par régions pour réduire le pouvoir envahissant des ministères de branches industrielles) en 1957 aux premiers balbutiements de la réforme de l'entreprise (Liberman) en 1962, l'U.R.S.S. se

transforme en un véritable laboratoire d'expérimentations économiques les plus diverses (et parfois les plus contradictoires). Ce bouillonnement dérangeait beaucoup plus qu'il n'attendait les objectifs visés, et conduira à un net ralentissement de la production au début des années 60.

Par contraste, l'équipe Brejnev-Kossyguine saura imposer, un an après son accession au pouvoir, la grande réforme économique (1965) tant attendue à l'époque : autonomie de gestion des entreprises, allègement du contrôle par le Plan, primes soumises à l'obligation de vendre et non plus seulement de produire. De cette reconnaissance du marché, on attend beaucoup : un nouveau dynamisme industriel, la fin du gaspillage, la relance de l'initiative.

Asses rapidement pourtant, la réforme de la planification et de la gestion va faire apparaître des aspects négatifs ou jugés tels par le système : inégalités renforcées entre entreprises et entre travailleurs (les « bons » et les autres), début de tensions inflationnistes dues à la distribution de ressources supplémentaires sans accroissement de la production des biens de consommation et surtout perte de contrôle des instances politiques locales (Parti et administration) et anglaises managériales pour les directeurs d'entreprises habitués à des situations plus calmes. Dès 1970, les pressions bureaucratiques font revenir l'économie réformée dans l'ornière antérieure.

On oublie souvent que cette réforme a été associée, dans un projet socio-économique qui ne manquait pas d'ampleur, à une autre réforme beaucoup plus profonde encore et qui a été pendant dix-huit années de pouvoir l'objet des soins attentifs

de son instigateur, Leonid Brejnev : la réforme agraire. Jusqu'en 1965, le paysan soviétique (le tiers de la population) est un véritable serf attaché à son kolchoz et travaillant presque gratuitement. Le kolchoz n'a jamais entre les mains le moindre kopeck. Lui et sa famille s'auto-entretiennent grâce à un lopin individuel dont ils tirent leur subsistance.

En conflit radical avec le pouvoir soviétique depuis la collectivisation (fin des années 30), le paysannerie est véritablement réduite à un quasi-servage ; mais, par une ruse historique qui lui est propre, elle le fera payer cher au pouvoir : faiblesse, sabotage des campagnes d'industrialisation, rendements dérisoires, frot de l'agriculture le boulet de l'U.R.S.S. En transformant lentement mais sûrement les paysans en vrais salariés, en montés dans les rapports ville-campagne, Brejnev va bouleverser les conditions de vie des agriculteurs (ils auront, comme les citadins, télévision, équipement ménager...) et il va atteindre, sinon la coopération, du moins la détente avec les oubliés du socialisme. Simultanément, des livraisons massives d'équipements, d'engrais... auraient dû conduire à des améliorations nettes de la production. Progrès encore insuffisants pourtant : l'agriculture a été en fait alignée sur l'industrie, et connaît donc la même pathologie : absence de souplesse et d'initiative, gaspillage. Mais quel progrès depuis 1965 ! La fin du servage en U.R.S.S., l'homogénéisation de la société soviétique sont sans conteste à mettre à l'actif de Brejnev.

La réforme industrielle est appliquée à tous les satellites (*) Chargé de conférences à l'université de Paris-I.

socialistes vers 1965. Seule la Hongrie saura la maintenir en vigueur et la pousser jusqu'à supprimer la planification détaillée, à laisser se développer un secteur privé à ouvrir l'économie sur l'Occident. La Hongrie apparaît dès lors dans la communauté socialiste comme un pays de cocagne presque comme en Occident. Elle réalise ce que les Soviétiques avaient visé en 1965, le passage à une croissance intensive grâce à un dynamisme industriel libéré. La R.D.A. a également franchi cette étape de développement, et se malgré le carcan du modèle soviétique, mais les Soviétiques ne sont pas des Allemands.

En U.R.S.S., d'autres tentatives de réformes vont suivre. Foutes-ces-là par le développement des échanges Est-Occident (à partir de 1970) et des tentatives d'exploiter les apports de technologie occidentale en les faisant diffuser dans le tissu industriel. Brejnev va tenter en 1973 de déplacer le centre du pouvoir économique des ministères industriels vers des super-entreprises autonomes, issues de concentrations favorisées par l'État. C'est un échec : les entreprises refusent leur regroupement, les ministères ne les y poussent d'ailleurs pas, et finalement le changement reste marginal. Échec à nouveau en 1979 avec une réforme tendant à déplacer le pouvoir vers une instance centrale, le Gosplan, à responsabiliser les salariés et à introduire comme critère de réussite la valeur ajoutée au lieu du chiffre d'affaires. Ce nouveau mode de gestion est si confus que la réforme n'en est encore qu'au stade des essais. L'U.R.S.S. de Brejnev s'est donc figée — malgré ses efforts, et si l'on excepte l'agriculture — dans le modèle d'organisation stalinien.

(Lire la suite page 26.)

ENCYCLOPÉDIE DELMAS pour la vie des affaires

SUZANNE LANNIERE
Bachelier - Organisateur - Fondateur des
CONSEILS DE PRUD'HOMMES
LA PRODIGE PRODIGE PRODIGE
1^{re} éd. 320 p. 230 F.
• Extrait du Sommaire
• Les salaires et les
conflicts individuels
• Organisation et
fonctionnement des
conseils de
prud'hommes
• Statut des conseils
prud'hommes
• La conciliation
arbitrale
J. DELMAS & Co

SUPPLÉMENT A JOUR
DE
CONSEIL
DE PRUD'HOMMES
par S. Lannière
40 pages, broché, 30 F.
Prix de l'ouvrage : 237 F.
+ supplément inclus.

P. MAUGE et B. MEHEUT
GESTION DE LA P.M.E.
Extrait du Sommaire
• Planifier le court terme
• Faire la diagnostic
financier de la P.M.E.
• Établir son budget
• Définir le développement
dur
• Définir ses politiques
et ses stratégies
• Contrôler sa gestion
• Assurer la rentabilité
de son commerce
J. DELMAS & Co

En librairie ou par correspondance
à la M.L.S. 7 rue Geoffroy St-Hilaire
75240 Paris Cedex 05
• Prix TTC au 15.11.82

LA MONTÉE DU PROTECTIONNISME

FRANCE : accuser les autres n'est pas la meilleure méthode

Si la France n'est pas plus protectionniste que les autres grands pays de la Communauté européenne, elle ne l'est pas moins. Les récentes mesures prises par Paris, touchant aussi bien la rédaction en français des documents douaniers que le contrôle des magnétoscopes à Poitiers, ne font qu'accentuer une culpabilité qui, pour être partagée, n'en est pas moins réelle. Le président de la République n'a-t-il pas d'ailleurs éprouvé le besoin, en clôture des récentes Journées industrielles, de nuancer l'hymne à la reconquête du marché intérieur français qui pouvait prêter à soupçon ?

Si « les pratiques protectionnistes prospèrent partout », comme l'a souligné le chef de l'Etat, et comme vient de le dénoncer le secrétaire général de l'O.C.D.E., il est difficile — sinon impossible — d'établir un classement des bons et des mauvais élèves du libre-échange. Toutefois, selon une étude réalisée d'après des statistiques internationales par l'Institut de recherche économique et sociale de Londres (1), 43 % environ des importations françaises étaient, en 1980, soumises à des restrictions non tarifaires (quotas, licences, certificats d'origine, contrôle des prix, limitation des importations...), contre 46 % dans l'ensemble de la C.E.E. (47 % en Allemagne fédérale, 48 % au Royaume-Uni et 52 % en Italie). Les pourcentages étaient alors de 46 % aux Etats-Unis et de 59 % au Japon.

La France apparaissait ainsi en 1980 plutôt moins protectionniste que ses partenaires. Il en était à peu près de même pour les seuls produits manufacturés : 16 % étaient l'objet de restrictions contre 16 % également en Italie, 17 % au Royaume-Uni, 18 % en R.F.A. (18 % en moyenne dans la C.E.E.), 21 % aux Etats-Unis et 4 % au Japon (en fait, compte tenu des caractéristiques du marché intérieur et du système de distribution japonais, tout le commerce extérieur de ce pays apparaît « dirigé »). Les moyennes masquent évidemment le « poids » différent des produits touchés par les pays fournisseurs.

L'étude britannique fait en outre ressortir un renforcement parallèle des barrières non tari-

fares depuis 1974, le taux ayant augmenté de dix points pour l'ensemble des produits. La dégradation a été encore plus sensible pour les produits manufacturés où le niveau était voisin de zéro il y a huit ans dans la Communauté européenne. Le mouvement s'est poursuivi, et actuellement, un quart des importations européennes de produits manufacturés et près de la moitié de l'ensemble des achats de la C.E.E. seraient protégés, ce qui place la Communauté dans une situation comparable à celle des pays en voie de développement en 1974.

De façon générale la réglementation du commerce extérieur français est très largement communautarisée, et la France a, jusqu'à présent, fait relativement peu l'objet de procédures d'infraction au fonctionnement du marché intra-européen. Vis-à-vis des pays tiers, elle applique les dispositions communautaires restrictives qui concernent notamment les produits alimentaires, les textiles, l'acier et les automobiles. Cette normalité dissimule toutefois le rôle de moteur — ou plutôt de frein — que peut jouer Paris dans les négociations de Bruxelles : il en a notamment été ainsi dans le passé pour la mise au point des accords multilatéraux qui limitent les importations de produits textiles en provenance des pays en développement.

L'attitude

vis-à-vis du tiers-monde

Le changement de majorité n'a pas modifié cette attitude protectionniste à l'égard du tiers-monde, qui contraste quelque peu avec l'esprit de Cancun. En fait, il s'agit, comme avant, de protéger l'emploi dans des secteurs en déclin, ce qui apparaît justifié sur le plan social, mais n'est peut-être pas totalement compatible avec la mobilisation industrielle en faveur des secteurs de pointe hautement productifs. Des contradictions — apparentes sans doute — surgissent entre différents objectifs, dont l'absence de définition d'une politique économique extérieure claire fait foi.

Les dirigeants de la France ne sont pas « naïfs », comme ils se plaisent à le dire, mais parfois incohérents, la nébulosité au pou-

voir étant partagée entre plusieurs logiques. Dans le domaine du commerce extérieur, la tentation du protectionnisme existe — même si le mot est tabou — compte tenu de l'aggravation du déficit des échanges.

Au moment où la France cherche une sortie européenne — un protectionnisme à l'échelle de la C.E.E. — à la crise, il peut en tout cas paraître maladroite de multiplier les critiques à l'égard des pays partenaires. Il en est ainsi des nombreuses notes que produit le ministère du Commerce extérieur sur les pratiques protectionnistes dans la C.E.E. ou ailleurs, de l'Allemagne fédérale au Zaïre.

Aucun pays n'est exempt de reproches à ce sujet, et il est impossible de dresser un inventaire de telles pratiques qui peuvent prendre des formes indirectes, comme la législation en matière de brevets ou de licences, l'utilisation du stock public, le manquement de la fiscalité, la complexité des procédures, le contrôle sanitaire ou l'application de normes. Sur ce dernier point, la réglementation allemande souvent incriminée ne peut se justifier par la défense du consommateur et traduire un état de pays industriel avancé. La mobilisation ne doit pas être la guerre.

De trasserie en trasserie, un dérapage n'est pas en soi une faute, ce pays fragile qui, en 1977, avait pris l'initiative de limiter les importations de voitures japonaises à 3 % du marché et en 1981 de continger les montres de Hong-kong. Compte tenu d'un certain état d'esprit frileux, d'autres mesures de protection sont possibles à l'intérieur de la zone floue où l'offre française est défaillante. Il serait grave, comme il a déjà été fait pour les magnétoscopes, de les justifier par le caractère non indispensable du produit visé. La France n'a pas la possibilité de décréter une économie aseptisée, et le soul des résultats ne doit pas occulter le choix des moyens, à moins de susciter des représailles et de retrouver Mafina.

MICHEL BOYER.

(1) « Problèmes économiques », n° 1778. La Documentation française.

GRANDE-BRETAGNE : une ouverture de principe

LES Britanniques, qui ont inventé le libre-échange au dix-neuvième siècle, s'indignent qu'on puisse les soupçonner de pratiques protectionnistes. M. Peter Rees, ministre du Commerce extérieur, a, rappelé récemment, devant un parlement européen et américain, que, en 1980, 80 % des produits manufacturés entrant en Grande-Bretagne sans subir de taxe, contre 30 % en 1960.

Ces chiffres donnent une idée de l'ouverture du marché. Et la balance commerciale (hors pétrole) sera déficitaire, cette année, dans une mesure certes, bien moindre qu'en France, mais tout de même de 2 à 3 milliards de livres (24 à 36 milliards de francs). Dans le domaine industriel, les Britanniques ont pris l'habitude de s'approvisionner largement à l'étranger, ce qui n'est pas en soi une faute, mais qu'en raison de l'incapacité des firmes nationales à faire face aux besoins dans les délais prévus et à des prix compétitifs.

Des mesures sectorielles

Dans le secteur manufacturier, il n'existe pratiquement pas d'obstacles réglementaires. Mais le marché britannique est très particulier, et il convient que les exportateurs s'adaptent à ses caractéristiques, aux goûts des consommateurs, aux habitudes des distributeurs. Cette ouverture de principe ne signifie pas que les autorités de Londres n'aient pas cherché à protéger certains produits.

Ainsi le libre-échange ne s'applique-t-il pas à l'agriculture, qui ne peut fonctionner avec un marché libre, nous disait M. Peter Walker, ministre de l'Agriculture. Même à l'intérieur de la C.E.E., les Britanniques essaient constamment d'imposer des restrictions aux importations, en invoquant des prétextes aussi variés que spécieux : la non-observation des règlements vétérinaires est un de leurs prétextes. Jusqu'au 8 novembre dernier, l'importation des volailles françaises était interdite ; le lait ne peut être importé pré-emballé et doit être traité en Grande-Bretagne pour pouvoir être déposé chaque matin devant les portes, selon la tradition. Le vin est frappé de droits d'assise qui le défavorise,

par rapport à la bière. Les alcools doivent avoir un certificat de vieillissement, ce qui empêche l'importation d'alcools blancs.

Dans le domaine industriel, deux secteurs doivent être distingués. Le matériel offshore pour le pétrole et le gaz de la mer du Nord fait l'objet d'une convention entre l'industrie et le ministère de l'énergie : à avantages égaux, les sociétés britanniques ou installées en Grande-Bretagne ont la priorité pour l'équipement des plates-formes. De plus, les autorités et l'industrie automobile ont tenté de réduire les importations directes de voitures achetées par des particuliers sur le continent, à un prix beaucoup plus bas que le prix britannique.

A côté de ces mesures sectorielles, le gouvernement et le patronat lancent périodiquement des campagnes « buy british » (achetez anglais) ou même « think british » (pensez anglais), version britannique de la reconquête du marché intérieur. La dernière en date a commencé après le congrès de la Confédération patronale en 1981, où M. Derek Ezra, alors président des charbonniers, avait expliqué que son entreprise s'approvisionnait à plus de 90 % sur le marché britannique grâce à une politique active de recherche des produits nationaux. De son côté, M. Michael Edwards, président de British Leyland, avait déclaré qu'il fallait « think british first » (penser britannique d'abord), mais ajouta qu'il ne se refusait pas à s'adresser à des produits étrangers s'ils étaient moins chers et meilleurs.

La politique d'achats éclairés

Telle est un peu la position du gouvernement conservateur. Sans doute une instruction de la trésorerie aux ministères dépendants recommandait, en 1981, de donner, en priorité, leur chance aux sociétés britanniques pour les marchés publics, mais la volonté de peser sur les prix intérieurs peut conduire l'Etat à faire appel aux produits étrangers. Cette « politique d'achats éclairés » vient de donner à deux entreprises américaines le marché de deux gros

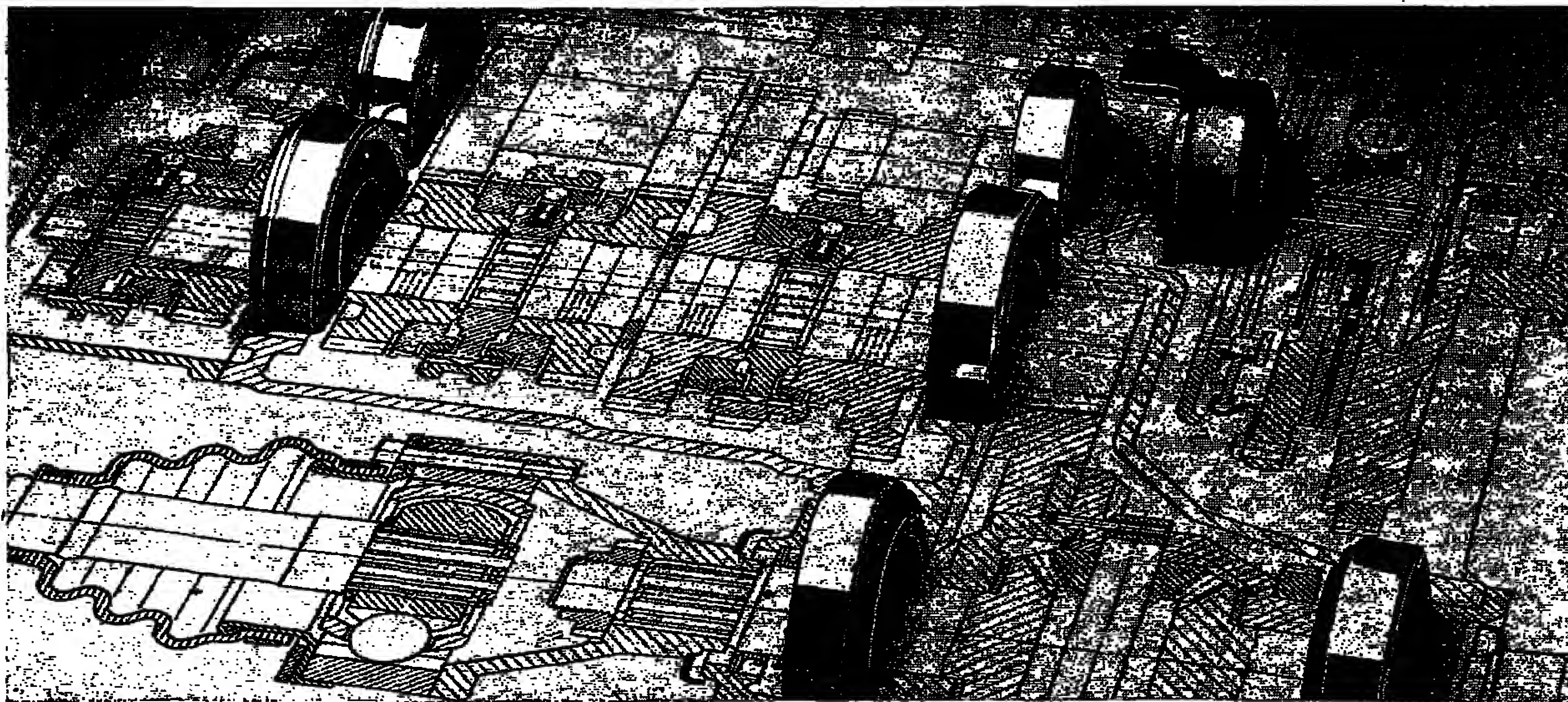
ordinateurs pour le centre de contrôle automobile de Swansea. En outre, M. Rees a suggéré récemment la création d'une institution indépendante qui, comme la commission américaine du commerce international, serait chargée d'examiner les plaintes des fabricants britanniques contre les importateurs. Cependant le ministre du Commerce extérieur craint que la voix des groupes de pression sectoriels ne soit plus forte et plus écoutée que la voix des consommateurs, qui n'ont rien à gagner au protectionnisme.

Périodiquement, aussi, la gauche travailliste et les syndicats réclament le relèvement des barrières douanières. Les ouvriers de Vauxhall, filiale britannique de General Motors, se sont mis en grève pour protester contre les importations d'automobiles en provenance d'une usine espagnole. Si le gouvernement semble partager ces craintes, il ne veut pas renier son engagement en faveur du libre-échange, d'autant plus qu'il compte sur l'amélioration de la compétitivité de l'industrie britannique pour reconquérir, à l'étranger, des marchés perdus au cours des dernières années.

La compétitivité

Si certains pays se ferment, toute la stratégie économique de Mme Thatcher est vouée à l'échec. Mais les Britanniques insistent en contre-partie sur la nécessité pour les nouveaux Etats industrialisés, comme l'Espagne, le Brésil, l'Asie du Sud-Est et aussi le Japon, de s'ouvrir plus aux produits européens. Ils veulent la « réciprocité », tout en sachant qu'elle peut être à double tranchant. C'est ainsi qu'ils ont été très près de perdre de gros contrats en Indonésie après avoir imposé un contingentement aux importations de chaussures en provenance de ce pays. Dans les cas extrêmes, Londres croit plus aux accords d'autolimitation, comme celui passé entre les professionnels de l'automobile et le Japon, qu'aux mesures étatiques, mais le gouvernement ne dédaigne pas pour autant tancer, voire menacer de représailles, ceux qui n'accepteraient pas de bonne grâce les règles anglaises du fair play.

DANIEL VERNET.



La dimension invisible.

Les plans sont parfois bien surprenants. Du moins en ce qui concerne les roulements. Quand on ne cherche pas plus loin que le bout de son nez, on peut aisément y trouver la confirmation d'une croyance largement répandue, celle qu'après tout, les roulements se ressemblent tous furieusement et sont à peu de chose près les mêmes : quelques éléments en mouvement placés entre deux bagues, avec une sorte de cage servant à maintenir séparés, ou le cas échéant ensemble, les éléments en mouvement. Le tout ne variant pratiquement que par la taille.

Ce n'est pas complètement faux. Mais ce n'est là qu'une demi-vérité, bien éloignée de la réalité. En effet, si l'on prend la peine d'y regarder de plus

près, on s'aperçoit que le même plan peut témoigner d'un savoir-faire très élaboré, associant par exemple des roulements à billes et à rouleaux cylindriques ou coniques, dans une boîte de vitesses pour automobile.

Ce qui nous rapproche déjà de la vérité : l'efficacité des roulements est bien souvent fonction de leurs différences. Et nous amène à parler d'une dimension invisible sur un plan. Dimension que l'on appelle modestement la technique d'application.

Point n° 1 : la compétence acquise par SKF en matière de micro-géométrie, domaine où de fantastiques économies d'énergie peuvent dépendre d'un dix-millième de millimètre.

Point n° 2 : l'expérience que donne 75 ans de pratique. Une expérience

que des milliers d'ingénieurs ont enrichie et transmise à nos spécialistes actuels des problèmes d'application.

Point n° 3 : la prise en compte dans les travaux de recherche et de développement de SKF des problèmes qui se posent aux fabricants et aux utilisateurs.

Point n° 4 : l'aptitude que nous avons à trouver cet équilibre parfait entre le roulement idéal et la conception globale — aptitude qui s'explique par l'immense programme de roulements que nous présentons.

Ce sont ces quatre points qui constituent la dimension invisible de nos roulements, depuis les roulements miniatures qui pèsent 3 centièmes de gramme jusqu'à ceux qui sont 500 millions de fois plus lourds.

Vous la retrouverez dans les solutions que nous apportons à tous les plans, dans le monde entier.

Nous réduisons les frottements des mouvements mécaniques.



GC 44

SKF

هكذا من الأصل



LA MONTÉE DU PROTECTIONNISME

ITALIE : pas de politique systématique

LES dénonciations répétées de « microprotectionnisme » portées contre l'Italie par de nombreux observateurs économiques européens présents dans la péninsule ne les empêchent pas de reconnaître que « ce marché est l'un des plus ouverts de la Communauté ».

Si la lourdeur et les mauvais fonctionnements de l'appareil administratif peuvent créer certaines difficultés à l'entrée et à la circulation de marchandises importées, il est très difficile de définir précisément la limite à partir de laquelle de tels handicaps traduisent, pour certains produits, une volonté délibérée, mais non explicite de protection d'intérêts internes.

Le déficit chronique de la balance commerciale italienne qui, pour les neuf premiers mois de 1982, atteignait 13 773 milliards de lire (87 milliards de francs), est d'ailleurs dû, essentiellement, au solde négatif des produits énergétiques et agro-alimentaires. Pour les autres marchandises, notamment la plupart des produits manufacturés, la balance est excédentaire. Les exportations représentent un peu plus du quart du produit national brut.

Toutefois, afin de faire face à des situations de crise financière grave et de déficit record de la balance commerciale intervenues par trois fois depuis deux ans — en 1974, 1978 et 1981 — l'Italie a pris des mesures exceptionnelles, mais limitées dans le temps. Pour les importations, un dépôt préventif de trois mois — sans intérêt — auprès de la Banque centrale, correspondant à 30 % de la contre-valeur en lire des marchandises achetées, a été rendu obligatoire. Le dernier en date a duré du 28 mai 1981 au 5 février 1982 : au départ, tous les produits importés étaient concernés, à l'exception des produits pétroliers, céréalières et sidérurgiques ; puis, à partir de septembre 1981, l'ensemble des produits agro-alimentaires a été épargné et le dépôt préventif est revenu de 30 % à 15 %. Les effets d'une telle politique ont été réels à court terme, puisque le déficit commercial a diminué des deux tiers dans les deux mois qui ont suivi son entrée en vigueur.

Rome a d'ailleurs toujours souligné le caractère conjoncturel d'une telle politique, se défendant ainsi de toute accusation de protectionnisme. Il est vrai qu'apparemment la péninsule ne semble guère coutumière de telles pra-

tiques : l'Italie n'a, par exemple, pas connu d'importantes campagnes de sensibilisation du type « acheter italien », excepté une brève tentative lancée en 1973 par le ministre du commerce extérieur ou deux ans plus tard par les constructeurs automobiles. Dans ces deux cas, tout comme aujourd'hui dans l'organisation par le F.S.I. d'expositions ou de colloques à la gloire du « made in Italy », il s'agit plus de promotion que de défense chauvine de la production nationale.

Des contingents

Cependant Rome connaît une situation particulière, et cette fois explicitement protectionniste en ce qui concerne ses rapports commerciaux bilatéraux avec le Japon, mais aussi avec les pays de l'Est. Les sévères restrictions imposées dans ces cas aux importations, qui datent d'une trentaine d'années, n'ont jamais été abolies. Elles reflètent dans leur esprit et leur contenu l'état de fragilité et d'insécurité de l'industrie italienne de l'époque, même si ces quotas, qui pour le Japon concernent treize catégories de produits et pour les pays de l'Est onze, ont été entretenus plusieurs fois remaniés.

Pour le Japon, le ministère italien du commerce extérieur publie chaque année, au *Journal officiel*, la liste des produits dont l'importation est contingentée (celle-ci n'a substantiellement pas changé depuis 1968). Ces quotas, extrêmement précis, visent notamment les voitures (dont le nombre est limité à mille sept cents pour les automobiles proprement dites et cinq cents pour les voitures tout terrain), les motos de cylindrée inférieure à 380 cm³ (mille deux cents unités), les postes de télévision (maximum de 50 000 dollars), les magnétoscopes (moins de 270 000 dollars), les postes de radio et ensemble haute fidélité (moins de 80 000 dollars), les diodes et microstructures électroniques (moins de 90 000 dollars). En tout cinquante et un articles, dont les boîtes de sardines ou de thon, sont soumis à des restrictions et répartis entre les différentes sociétés intéressées, compte tenu du chiffre d'affaires, et aussi de l'ampleur des ventes pendant les trois dernières années.

En outre, afin d'éviter l'irruption sur le marché intérieur d'importations japonaises ayant transité par d'autres pays de la Communauté, l'Italie évoque

régulièrement la « clause de sauvegarde » de l'article 115 du traité de Rome, obtenant satisfaction de Bruxelles pour la protection de secteurs « sensibles », comme l'automobile. Ces quotas visent à protéger des secteurs essentiels de l'industrie nationale ; mais ils limitent aussi des importations — comme les microstructures électroniques — dont la production intérieure est inexistante ou insuffisante.

Enfin, tous les quinze jours, une commission technique ministérielle se réunit, en fonction des besoins, autorisée des importations hors quotas. En conservant un régime restrictif qui lui permet de contrôler les flux commerciaux avec le Japon, l'Italie n'a pas besoin d'avoir recours à des accords particuliers d'autolimitation ou à des actions unilatérales pour décourager les importations japonaises.

Le régime des importations en provenance des pays de l'Est obéit à une logique similaire. Toutefois, pour les produits soumis à contingentement, les États exportateurs ont pleine latitude de choisir eux-mêmes les sociétés importatrices.

Infractions

Par ailleurs, l'Italie n'hésite pas non plus, notamment au sein des échanges intracommunautaires, à avoir recours à toute une gamme de pratiques ou de procédures administratives (règlements sanitaires, normes techniques ou même entraves matérielles). Elle ne se différencie guère, à ce sujet, de certains de ses partenaires, sinon peut-être par la fréquence du recours à de telles méthodes. Ainsi, l'Italie est l'un des pays qui commet le plus d'infractions aux règlements communautaires. A elle seule, en 1981, elle a fait l'objet de quatre-vingt-dix-sept procédures d'enquêtes ouvertes par la Commission sur un total de trois cent quatre. Dans la moitié des cas, les intentions protectionnistes seraient manifestes.

Une grande partie des importations italiennes en provenance de la C.E.E., notamment de la France et de la R.F.A., est constituée par des productions agricoles (beurre, produits laitiers, viandes, bétail sur pied). Les opérateurs mettent en cause la lenteur des contrôles à la frontière, ainsi que leur caractère parfois tatillon — comme dans le cas de la recherche des astragales, — en flagrant contraste

avec la légèreté des vérifications similaires sur le marché intérieur.

Peut-on, toutefois, parler de protectionnisme inavoué, alors que pour ces productions, l'Italie n'a guère de fournisseurs de remplacement ? « Il s'agit beaucoup moins d'une volonté délibérée que d'une désorganisation des douanes et des contrôles vétérinaires », constate un observateur. Il n'en reste pas moins que des renforcements occasionnels de ces contrôles peuvent devenir des armes de représailles.

L'Italie détient aussi le record des retards dans la délivrance des certificats d'importation pour des produits soumis à une surveillance communautaire. Les procédures de dépouillement sont d'autant plus longues et minutieuses — notamment sur les certificats d'origine — que les contrôles internes sont réduits. Pour les produits manufacturés, la péninsule ne connaît pas de normes techniques aussi complexes que la R.F.A. Pourtant, la décentralisation des organismes de contrôle en fonction des produits peut ne pas simplifier la tâche des importateurs. A tout cela s'ajoutent parfois des entraves matérielles : en avril 1982, les douanes italiennes bloquèrent un lot de voitures Triumph Acclaim fabriquées en Grande-Bretagne par la firme Leyland, mais dont les moteurs et diverses autres pièces provenaient du Japon.

Si ces tracasseries administratives restent comme toute limite, l'Italie est aussi mise en cause par ses partenaires européens pour un certain nombre de mesures législatives et fiscales qui correspondent à des formes de protection ou d'aide déguisées. Il en est ainsi de la taxation différenciée destinée à renforcer la compétitivité des productions de vin ou spiritueux nationales par rapport à la concurrence étrangère. C'est le cas également de la loi Sabatini sur la reconversion industrielle qui prévoit des crédits particulièrement avantageux pour la rénovation des machines, si elles sont italiennes, ou bien des diverses mesures décidées à partir de 1978, de prise en compte par l'État d'une partie des charges sociales des entreprises. Cette fiscalisation est plus importante pour le travail féminin, ce qui constitue une aide indirecte pour des secteurs comme le textile ou les chaussures.

MARC SEMO.

R.F.A. : le royaume des normes

EN principe, la République fédérale est le royaume du libre échange ; mais, pour trouver preneur sur le marché allemand, les produits étrangers doivent se conformer à quelque trente mille spécifications des « Deutsche Industrienormen », plus connues sous le sigle DIN. Celles-ci, sans constituer une entrave, contraignent l'importation à se plier à des aréopages qui peuvent en retarder l'achèvement, voire en alourdir le prix. Les normes ne sont pas édictées par le gouvernement. Elles ne sont même pas légalement obligatoires ; mais elles sont tellement répandues et respectées, en premier lieu par les producteurs allemands, qu'il est quasiment impossible d'y échapper.

On aurait d'ailleurs tort d'y voir de simples chicanes administratives. Les DIN ont pour fonction d'harmoniser les échanges, de simplifier les commandes, de garantir sécurité et qualité. L'office chargé de publier — et de tenir à jour — les cahiers ou des décrites les normes siège à Berlin. Coiffé par le B.D.I. (Bundes Deutscher Industrie), il relève du domaine privé ou plus exactement du domaine corporatif.

Surcoût

Chaque producteur étranger peut prendre connaissance des normes et s'y conformer sous sa propre responsabilité. Il peut également faire vérifier cette conformité par l'un des cent et quelques laboratoires d'essais agréés qui peuvent se monter particulièrement pointilleux. Une firme française fabriquant des panneaux à particules s'est ainsi vu refuser l'homologation parce qu'elle ne voulait pas révéler la composition de la colle utilisée qu'elle considère comme un secret de fabrication. Une commission mixte franco-allemande a dû être créée pour examiner les cas litigieux ; mais son travail s'avère plutôt décevant.

L'importateur souffre du surcoût que lui impose l'adaptation au système DIN, et aussi de l'attente de l'homologation qui, étant donné les liens qui existent entre les laboratoires d'essai et l'industrie privée, permet parfois à la concurrence allemande de prendre les devants, en s'inspirant du modèle étranger en voie de vérification. Les pouvoirs publics, pour leur part, n'achètent que des produits reconnus par le DIN. Ainsi une firme française, fabricant des tuyaux pour

pompes à incendie — supérieures aux produits équivalents allemands, — a réussi à conclure un marché avec Krupp, mais n'a pas pu en vendre un mètre aux pompiers, l'homologation lui ayant été refusée. Le DIN a signé un contrat avec le gouvernement fédéral qui lui reconnaît la qualité de seul représentant de la normalisation allemande, notamment auprès des organisations étrangères correspondantes (AFNOR pour la France).

A côté des normes DIN subsistent les normes VDE édictées par les fabricants de matériel électrique. Les deux systèmes constituent une part essentielle des règles techniques de sécurité rendues obligatoires par la loi fédérale de 1968, modifiée en 1979.

La marque de qualité RAL, héritière des anciennes marques corporatives, agit également dans un sens restrictif. Elle constitue un label de qualité décerné par entente technique entre groupes concrets à une centaine de productions. Cette « communauté de qualité », qui définit un certain nombre de caractéristiques applicables à un produit, doit en saisir l'Office anti-cartel de Berlin, puis l'Office de brevets de Munich. Le sigle RAL, publié au *Journal officiel*, prend toute son importance dans les marchés de collectivités où il jouit de l'exclusivité. En principe les entreprises étrangères peuvent faire partie de la « communauté de qualité », mais on leur demande en fait des droits d'entrée prohibitifs comme participation aux frais de contrôle des RAL.

De même dans l'agro-alimentaire, le Reinheitsgebot, le principe de pureté, ferme pratiquement le marché de la bière aux brasseries qui remplacent dans leur breuvage le malt par du riz ou du maïs. C'est ainsi que la bière hollandaise Heineken, qui produit sous licence dans cinquante-cinq pays, n'a pas droit de cité en République fédérale. Un brasseur français s'est heurté à ce « gebot » qu'il est d'ailleurs en mesure d'assouplir.

C'est donc tout un ensemble de règles qui, sans interdire formellement le marché allemand aux produits étrangers, en rendent l'accès plus malaisé. Et, comme il s'agit au fond de dispositions collectives d'ordre privé, même quand elles reposent sur un appui officiel, le gouvernement allemand se sent à l'abri de tout reproche de protectionnisme.

ALAIN CLÉMENT.

LE NOUVEAU CANON NP 125: UN CHAMPION.



Jusqu'à maintenant, seuls les grands modèles de copieurs offraient une gamme complète de fonctions. Et qui dit grand modèle dit prix élevé. Mais Canon a mis fin à cela avec le nouveau NP 125: il ressemble à un mini copieur classique, et ne coûte pas plus cher. Pourtant, les autres mini copieurs ne peuvent pas copier sur lui...

Il agrandit. Vous agrandissez de 20% en 20% jusqu'au format désiré.

Il réduit. Avec le NP 125 vous pouvez réduire des documents de A3 à A4 et de B4 à A4.

Il vous fait faire des économies. Pour la plupart des copieurs, c'est la chaleur qui permet à l'image de se fixer sur le papier; le NP 125, lui, utilise un procédé à froid: vous réalisez jusqu'à 50% d'économie d'énergie.

Il sort des copies instantanées. Silencieuses, en position d'attente, le NP 125 est toujours prêt à fonctionner, sans préchauffage. Les copies sortent instantanément.

Le NP 125 répond parfaitement aux besoins des petites sociétés. Il fait gagner du temps et de l'argent aux grandes en leur permettant de décentraliser leur service de copie.

Le nouveau Canon NP 125. Les performances d'un grand copieur pour le prix d'un petit.

Pour tout renseignement sur le NP 125 ou les autres Copieurs Canon, veuillez vous adresser comme suit: France: Canon France S.A., 93334 Le Blanc Mesnil Cedex, Tél.: 01 853 4223. Suisse: Walter Rentsch S.A., Industriestrasse 12, CH-8950 Dettligen, Tél.: 01 833 36 36. Belgique: Canon Copieurs Belgium S.A., 33 Blvd. du Midi, 1000 Bruxelles, Tél.: 02 513 29 86. Pour les autres pays européens: Canon Europe NV, P.O. Box 7507, 1008 AG Amsterdam, Pays-Bas.

Nom: _____ 47

Société: _____

Adresse: _____

Tél.: _____

Canon
Photocopieurs

LE PREMIER MINI COPIEUR QUI AGRANDIT ET RÉDUIT.

LA MONTÉE DU PROTECTIONNISME

Les infractions à l'intérieur de la Communauté économique européenne

La Commission européenne a actuellement à l'étude un millier de plaintes portant sur les obstacles au commerce entre les Etats-membres de la C.E.E. Leur nombre a décuplé en l'espace de dix ans. L'aggravation de la crise, mais aussi à une meilleure connaissance des règles du Marché commun et donc à un recours plus fréquent aux autorités de Bruxelles. Pour M. Narjes, le commissaire responsable, le danger est tel que « la lutte contre le protectionnisme est devenue une priorité pour la Communauté ». Les dernières mesures prises à Paris pour restreindre les importations ont mis la France sur le devant de la scène. S'il est vrai qu'elle fait souvent figure de championne du protectionnisme, ses partenaires européens, qui font preuve de plus de discrétion, ne sont pas en reste. M. Narjes le reconnaît : « Tous les Etats-membres sont sujets à caution ».

Les plaintes concernent, pour l'essentiel, des dispositions arrêtées par les pouvoirs publics. Elles prennent des formes multiples qui peuvent être classées sous les catégories suivantes :

● **Contrôles douaniers** : c'est le cas connu des vérifications excessives ou injustifiées aux frontières entre Etats-membres. Il faut ajouter le rôle des services de douanes qui, après la suppression des droits en 1980, ont été chargés de percevoir la T.V.A. — opération qui se fait avec plus ou moins de célérité. Seuls les pays du Benelux ont instauré chez eux un « transit communautaire » qui permet à l'importateur d'effectuer sa déclaration fiscale, en même temps que celle concernant les produits de fabrication nationale. L'Allemagne fédérale appliquait également cette procédure simplifiée de dédouanement ; mais elle y a renoncé depuis un an.

Le cas extrême est la création d'un seul poste de dédouanement à Follies pour les importations de magnétoscopes, même si les partenaires européens ne sont touchés que de manière marginale. L'année dernière, l'Italie avait recouru au même procédé, à un degré moindre il est vrai, en réduisant de trente-trois à dix-huit les centres de transit pour ses achats de produits sidérurgiques.

● **Licences à l'importation** : prêts bonifiés consentis par les administrations nationales délivrant des documents à l'importation qui prennent la forme de licences, visas techniques ou certificats d'origine destinés à des fins uniquement statistiques. Ils sont en principe accordés de manière immédiate et automatique. Les plaintes déposées à Bruxelles prouvent qu'il ne s'agit pas toujours de simples formalités.

● **Normes techniques et labels de qualité** : les réglementations des pays membres sont applicables aux produits tant nationaux qu'importés. Elles ne comportent donc, en apparence, aucun élément discriminatoire. En fait, leurs objectifs au demeurant légitimes — protection de l'utilisateur et de la santé du consommateur, amélioration de la qualité — sont dans bien des cas détournés au profit d'une véritable protection des productions nationales.

C'est la technique la plus souvent utilisée par les Allemands pour préserver leur marché de la concurrence étrangère. L'exemple le plus fréquent est celui de la bière. L'Allemagne refuse l'appellation « bière » aux produits importés sous le prétexte qu'ils ne sont pas fabriqués selon les méthodes prévues par un édit de 1516. Cette pratique, si elle n'empêche pas l'importation, freine considérablement l'achat de produits étrangers. C'est ainsi, explique-t-on à Bruxelles, que les compagnies d'assurances refusent souvent de signer un contrat avec une entreprise dont les locaux commerciaux ou les ateliers sont équipés de matériel n'ayant pas obtenu le label de qualité professionnel allemand.

● **Obstacles vétérinaires** : c'est le moyen le plus sûr, dans le secteur agricole, pour freiner les importations. Le cas le plus connu est celui de la fermeture des frontières britanniques aux exportations françaises d'œufs et de volailles. Mais, quelques mois auparavant, la France avait bloqué des moutons en provenance du Royaume-Uni sous le prétexte d'un contrôle de la teneur en hormones des viandes importées.

Pour les produits alimentaires, l'autre technique souvent utilisée est de s'en prendre aux emballages. La Belgique vient d'être

condamnée par la Cour européenne de justice parce qu'elle refusait des importations de margarine en provenance d'Allemagne. Se référant aux dispositions nationales qui prévoient que ce produit doit se présenter dans un emballage de forme cubique, les Belges refusaient la margarine allemande qui arrivait dans des boîtes coniques.

● **Discrimination fiscale** : La Commission a actuellement sur sa table une centaine de dossiers dont la moitié concernent la France et l'Italie. Paris et Rome — mais aussi, dans une moindre mesure, La Haye et Bonn pour les denrées alimentaires — appliquent notamment un système de prélèvement dont le produit doit contribuer à financer la reconstruction du secteur concerné. L'infraction porte sur la perception de ces taxes sur les produits importés, alors que les sommes recueillies ne bénéficient qu'à la production nationale.

La dimension politique

● **Imposition des prix à l'importation** : Certains Etats-membres — surtout la Grèce d'une façon générale et la Belgique pour les viandes — imposent des prix élevés à l'importation, calculés sur la base des coûts de revient intérieurs. Le prix d'achat obligatoire et les frais inhérents à l'importation font que les produits étrangers ne sont plus susceptibles de faire l'objet d'une bonne opération commerciale.

● **Achats publics** : Les administrations accordent des « réformes préférentielles » aux industries nationales lors de la passation de marchés publics de fournitures.

● **Aides publiques** : la France est en infraction pour une partie des subventions consenties aux exploitants agricoles en décembre 1981. Les aides aux différentes sidérurgies nationales tombent aussi sous cette rubrique ; mais la Commission, compte tenu de la situation dramatique du secteur de l'acier, les contrôle avec une attention particulière.

On peut s'interroger, en outre, sur le « plan jouet » de la France. Le financement d'une société de recherche et d'innovation technologique ne s'apparente-t-il pas à une aide déguisée ? On s'empresse d'ajouter à Bruxelles qu'il faudrait être aussi plus attentif aux

banques allemandes, les bonifications d'intérêt étant à la charge, affirme-t-on, des budgets des Länder.

A ces mesures dont la responsabilité appartient aux pouvoirs publics, il faut ajouter toutes les opérations où l'Etat n'apparaît pas directement. Pour la France, l'exemple le plus récent est celui de l'industrie de la chaussure : la Commission a ouvert une procédure d'infraction contre la Fédération à la suite de l'accord de limitation des importations conclu entre les fabricants et le commerce. Les campagnes nationalistes — menées en France, au Royaume-Uni et en Italie, surtout dans l'automobile — soulèvent également l'attention des experts européens.

Pour répondre aux difficultés actuelles, les responsables européens demandent toujours plus d'harmonisation entre les législations nationales, comme si un règlement communautaire pouvait tout prévoir. Il suffit de donner un exemple pour se rendre compte des limites de l'exercice : les douanes allemandes ont bloqué un chargement de pommes en provenance de France, estimant que les fruits n'avaient pas atteint le degré de maturité exigé par la législation européenne. Le litige ne peut être tranché immédiatement, comme il le serait nécessaire pour des denrées périssables, les deux parties n'ayant pas la même interprétation du règlement.

Ce cas ne peut certes pas avoir valeur de démonstration ; mais il est significatif de la volonté d'un Etat-membre de protéger ses propres producteurs. Dans la « guerre du vin » du printemps dernier, la France n'a pas fait autre chose que de défendre à tout prix ses viticulteurs, malgré les obligations qui lui imposaient les règles du Marché commun.

En cette période de crise, un gouvernement — quel qu'il soit et au-delà des maladroits du type « reconquête du marché intérieur » — a-t-il le choix entre le risque de se retrouver devant la Cour européenne de justice et celui de se faire sanctionner par ses électeurs ou d'affronter une explosion sociale ? C'est une donnée que les responsables européens doivent de plus en plus prendre en compte, comme ils le font déjà pour l'acier et le textile.

MARCEL SCOTTO.

C.E.E. : en attendant la coopération industrielle

(Suite de la page 21.)

D'autres Etats-membres — il en est ainsi des Pays-Bas — hésitent, encore également à s'engager dans la voie d'une action extérieure commune plus efficace. Cependant, la Hollande c'est Rotterdam ; mais c'est aussi Philips, géant industriel qui coopère avec les Japonais, mais qui se trouve aussi menacé par leur agresseur. Ainsi, Sony sera prêt à commercialiser ses disques à laser dès le mois de mars 1983... et à inonder l'Europe, car Philips n'a pas réussi à aller aussi vite. Ainsi, à Bruxelles, a-t-on accueilli avec compréhension la demande formulée par la firme d'Elmhoven de relever le tarif extérieur commun de 9,5 % à 25 %.

Les N.P.I. (nouveaux pays industrialisés) sont également visés dans le cadre d'un nouvel accord multilatéral. La Communauté entend imposer une réduction des importations en provenance des fournisseurs dominants : Hongkong, la Corée du Sud, Macao. Elle veut également étendre aux nouvelles « sidérurgies » d'Amérique latine les accords d'autolimitation sur les importations d'acier. Le Brésil, qui semble s'inspirer des méthodes japonaises, est particulièrement concerné.

Le problème avec les Etats-Unis se pose en termes différents. Certes, il y a des interventions des pouvoirs publics, mais on ne peut pas dire que dans l'ensemble ils ne se conforment pas aux règles du jeu, estime-t-on à Bruxelles. La difficulté ici est de contrer des offensives renouvelées pour remettre en cause les politiques communautaires, et par-dessus tout la politique agricole commune. Les instructions données à la Commission pour la négociation de Genève sont à cet égard très fermes.

« Renforcer la défense commerciale de la Communauté serait dérisoire, si cela ne s'inscrivait pas dans une stratégie industrielle commune. Ce qu'on achète aux Japonais, aux Américains, c'est ce qu'on n'est pas capable de produire au même prix. Sans innovations, le protectionnisme n'est qu'un aveu », souligne avec force M. Davignon, le vice-président de la Commission chargé des affaires industrielles, ce qui ne l'a pas empêché de réagir positivement à l'appel français. La

C.E.E., en se protégeant d'avantage, pénalise ses consommateurs ; la seule vraie justification est qu'elle soit décidée à consentir un effort énorme de renouveau industriel. Ce lien quasi obligatoire entre défense commerciale et coopération industrielle devient l'idée-clé, quelquefois inscrite dans les faits, comme il pourrait en être du sort de la « bataille de Follies ». Certains espèrent que la décision française de contraindre à Follies l'entrée des magnétoscopes pourrait hâter la conclusion d'accords entre les fabricants européens.

La coopération industrielle à l'intérieur du Marché commun s'était beaucoup développée entre 1960 et 1975 (nucléaire, spatial, aéronautique...), engendrant un accroissement parallèle du commerce intracommunautaire. La crise a ralenti cette coopération, qui doit donc être relancée, car, souligne M. Davignon, la « masse critique » nécessaire pour lutter avec les Japonais ou les Américains ne peut être atteinte qu'au niveau européen.

Cela devient une priorité, et Bruxelles, presque curieusement, fait plutôt preuve d'optimisme. « Il y a émergence d'un sentiment commun dans ce domaine. De plus en plus d'industriels se présentent ensemble pour collaborer au niveau européen », note M. Ortol. Même écho de la part de M. Davignon : « Les moins mauvais conseillers sont les industriels ».

Les producteurs d'acier, non sans mal, il est vrai, coopèrent dans une sidérurgie européenne cartellisée. Un accord de réduction des capacités de production est appliqué par des fabricants de fibres synthétiques. « On est en train de régler le problème de la surcapacité des raffineries de pétrole », ajoute M. Davignon. Surtout, la Commission, avec la collaboration active des sept principales entreprises européennes de l'électronique, propose aux gouvernements membres la mise en route de la première phase du programme ESPRIT, dont l'objet est de promouvoir une stratégie concertée de recherche et de développement. « C'est à-t-il un élément d'alternatives européennes au déclin industriel et commercial ? », se demande M. Davignon qui, tout en posant la question, semble convaincu.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

IDRH

organise le 15 décembre à Paris
le premier colloque international
sur le thème :

LES CERCLES DE QUALITÉ
A TRAVERS LE MONDE

avec la participation de :

JEFFERSON F. BEARDSLEY

PERE DES CERCLES DE QUALITÉ AUX ETATS-UNIS
RESPONSABLE DU LANCEMENT DES CERCLES DE QUALITÉ CHEZ LOCKHEED
PROMOTEUR DES CERCLES DE QUALITÉ DANS PLUSIEURS PAYS
COFONDATEUR DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES CERCLES DE QUALITÉ

qui débattront de ses réalisations avec un groupe
de personnalités françaises de l'industrie, de la banque
et de l'administration.

De nombreuses entreprises françaises lancent des cercles de qualité. D'autres entreprises dans différents pays l'ont déjà fait depuis plusieurs années. Ce colloque est l'occasion exceptionnelle de découvrir leurs philosophies, leurs méthodes, leurs résultats et leurs problèmes. On ne pourra développer une véritable approche française des cercles de qualité si on ne tire pas parti de l'expérience des autres.

Dossier à retirer auprès de Jean-Luc Placet
IDRH - Institut pour le Développement des Ressources Humaines
35, rue Fortuny 75017 Paris. Tél. (1) 766.71.27 +

Le nombre de participants est limité

LE ETAT et L'ECONOMIE

Le budget de l'Etat
Notes et Etudes Documentaires n° 4671-4672
172 p. 32 F.

Projet de loi de finances pour 1983
Les notes bleues n° spécial
68 p. 12 F.

Réforme de la planification
Rapport de la Commission de réforme de la planification
158 p. 40 F.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
Vente en librairies et par correspondance

هكذا من الأصل

LA MONTÉE DU PROTECTIONNISME

ÉTATS-UNIS : un marché très ouvert mais...

(Suite de la page 21.)

Des contingents. Ils sont généralement négociés avec les pays concernés, c'est-à-dire obtenus par de fortes pressions. Les téléviseurs couleur japonais ne peuvent dépasser un certain plafond annuel. C'était le cas, jusqu'en juin 1981, pour les chaussures en provenance de Corée du Sud et de Taiwan.

Actuellement, quatre quotas importants sont en vigueur : les produits laitiers étrangers ne peuvent dépasser 15 % de la consommation américaine. À signaler aussi, dans le secteur alimentaire, les contingents pour les fromages à pâte dure et pour le sucre ; les textiles en provenance de la plupart des pays du tiers-monde doivent se conformer — comme en Europe — aux clauses de l'accord multilatéral. Le Japon a accepté de limiter les exportations de voitures aux États-Unis à 1 600 000 unités par an. Washington lui demande de renouveler cette « limitation volontaire » pour la troisième année consécutive. Les sidérurgistes européens viennent de s'engager à ne pas dépasser certains pourcentages du marché local, pour une série de produits, jusqu'en 1985.

Des barrières invisibles

De protectionnisme au grand jour cache d'autres dispositions, plus sournoises. Le Japon avait secrètement promis de ne pas exporter aux États-Unis plus de 6 millions de tonnes d'acier par an. Un simple coup d'œil sur les statistiques permet de le vérifier. Plus subtiles sont les barrières réglementaires, fondées sur des données scientifiques. Les produits alimentaires doivent se conformer à des règles extrêmement strictes pour pouvoir pénétrer aux États-Unis : pasteurisation obligatoire, même pour le camembert et le feta gras.

Les exportateurs étrangers se heurtent à d'autres obstacles, dont il est difficile d'accuser le gouvernement américain, mais qui n'en sont pas moins très réels. Ils tiennent au système politique, économique et juridique en vigueur. Dans ce pays décentralisé, de nombreuses normes sont locales. Des légions d'avocats, les fameux *lawyers*, s'acharment dans un maquis de procédures, créant un état d'insécurité juridique permanent. Cela n'est pas dirigé contre les firmes étrangères, mais celles-ci en souffrent particulièrement.

On ne peut accuser non plus le gouvernement fédéral d'exercer des pressions sur les entreprises locales pour qu'elles « achètent américain ». Les

vraies pressions, ici, proviennent des grandes sociétés. Si Airbus s'est vendu si mal aux États-Unis, c'est sans doute à cause de Boeing. La consigne n'était pas « achetez américain » mais « achetez Boeing ».

« Les États-Unis sont, de loin, l'économie la plus saine du monde et la plus productive », déclarait en mars dernier M. William Brock, représentant spécial du président Reagan pour le commerce international. Pour démontrer leur compétitivité, ils ne réclament qu'une chose : « des marchés ouverts » et « un respect des règlements internationaux ».

Les Américains sont particulièrement sévères avec le Japon. Ce pays les obéit — à juste titre. Il écoulait désormais un quart de ses exportations aux États-Unis, tout en maintenant de solides barrières douanières. Le commerce bilatéral lui procurait un excédent de 3,5 milliards de dollars en 1971. Le fossé à presque quintuplé en dix ans. Washington exige que Tokyo lève ses quotas sur le tabac, le bœuf et les agrumes, et qu'il ouvre ses frontières aux services (banques, assurances, etc.).

Les États-Unis déclarent ne pas comprendre que « la deuxième puissance économique du monde libre refuse de soutenir le système mondial du libre-échange ». On commence à douter ici de la parole des Japonais, et on se demande si leur protectionnisme ne prend pas parfois des aspects maladroits, contraires à leurs intérêts. Pourquoi imposer, par exemple, une taxe de 35 % sur les cigarettes étrangères, alors que la culture locale du tabac est secondaire et que des importations procurent de solides recettes fiscales à l'État ?

Pour leur part, les Européens ont longtemps été accusés de dumping et de subventions dans l'acier. Ce problème épineux étant réglé, les critiques de Washington se concentrent sur les subventions gouvernementales aux producteurs de sucre, de farine, de pâtes alimentaires ou d'agrumes. « Nous ne reprochons pas à ces gouvernements de soutenir leurs agriculteurs », affirme le mois dernier un responsable américain, mais de créer, grâce aux subventions, des surpluses alimentaires qui seront exportés. Qualifiant, le 8 novembre, de « jeu hasardeux » l'attitude européenne du Midwestern, en majorité républicain, sont plus protectionnistes que jamais, alors que les syndicats ouvriers — traditionnellement libre-échangistes — penchent de plus en plus pour les barrières douanières et veulent, par exemple, imposer aux

voitures étrangères un pourcentage minimum de pièces américaines. M. Walter Mondale, candidat démocrate aux élections présidentielles de 1984, multiplie les déclarations du genre : « Nous ne pouvons tolérer plus longtemps des discriminations commerciales. Nous devons dire aux pays qui vendent dans notre marché, mais qui excluent nos produits, que le temps des négociations polles, intermittentes et imprévisibles, est fini. Nous devons insister sur un accès égal, et devenir plus durs jusqu'à ce que nous l'obtenions ».

Un cinquième des produits « made in U.S.A. » sont exportés

Jusqu'aux années 60, le commerce extérieur des États-Unis ne dépassait pas 4 % de leur produit national brut. Cette proportion a plus que doublé en une décennie. Aujourd'hui, près de la moitié des céréales américaines sont vendues à l'étranger et un cinquième des biens produits sur le territoire national sont destinés à l'exportation. On assiste donc à une dépendance, jadis inexistante, à l'égard des marchés extérieurs. Dépendance qui s'est doublée d'une forte pénétration du marché local par des produits étrangers. La réaction a rendu ce phénomène encore plus sensible et fait du protectionnisme un débat politique de premier plan.

Plus d'une centaine de propositions de loi ont été déposées au Congrès au nom de la « réciprocité ». C'est un principe simple : il faut traiter les autres comme ils nous traitent. La Maison Blanche avait exprimé sa désapprobation à ce sujet au printemps dernier. L'administration s'oppose à toute tentative d'instaurer une réciprocité, secteur par secteur, produit par produit, ou pays par pays, car cela mettrait en cause l'existence de tout le système de commerce mondial », déclarait M. William Brock.

Poussée au Congrès

Le président Reagan doit cependant tenir compte d'une forte poussée protectionniste au Congrès. Poussée qui s'est encore accentuée, depuis le 8 novembre, avec les gains démocratiques à la Chambre des représentants ; mais cette tendance dépasse les étiquettes politiques. Les cultivateurs du Midwestern, en majorité républicains, sont plus protectionnistes que jamais, alors que les syndicats ouvriers — traditionnellement libre-échangistes — penchent de plus en plus pour les barrières douanières et veulent, par exemple, imposer aux

voitures étrangères un pourcentage minimum de pièces américaines.

M. Walter Mondale, candidat démocrate aux élections présidentielles de 1984, multiplie les déclarations du genre : « Nous ne pouvons tolérer plus longtemps des discriminations commerciales. Nous devons dire aux pays qui vendent dans notre marché, mais qui excluent nos produits, que le temps des négociations polles, intermittentes et imprévisibles, est fini. Nous devons insister sur un accès égal, et devenir plus durs jusqu'à ce que nous l'obtenions ».

M. Mondale évite d'insister sur le protectionnisme, proprement dit. Ses discours se concentrent sur le taux de change (à modifier), les crédits aux exportations (à augmenter), les investissements (à favoriser), mesures qui vont toutes à l'encontre de la philosophie américaine et réaganienne en particulier.

Toutefois, M. Reagan lui-même est amené à faire des ententes à ses convictions non interventionnistes. Il soutient de plus en plus les entreprises agricoles américaines. Ses services viennent de lui soumettre une liste de propositions significatives : augmenter nettement les crédits à l'exportation ; offrir à certains exportateurs de nouvelles subventions pour la recherche et le développement ; accélérer les procédures d'enquêtes contre les firmes étrangères « déloyales ».

Tout cela s'ajoute aux allègements fiscaux déjà en vigueur et à la suppression d'un règlement qui interdisait aux firmes américaines de distribuer des pots de vin à l'étranger. Le gouvernement souligne volontiers l'état d'esprit qui règne au Congrès pour faire pression sur ses partenaires commerciaux. « Si la réunion du GATT ne donne pas de résultats, nul ne sait ce qui se passera au Congrès », affirme récemment un responsable américain. On risque d'assister à un éclatement de la coalition républicaine démocrate, qui a toujours été en faveur de la liberté des échanges, et à un déclin encore plus grave selon l'appartenance géographique des élus.

Américain reviendrait ainsi cent ans en arrière : contrairement à une idée courante, ce n'est pas l'esclavage qui avait été la cause principale de la guerre de Sécession, mais l'effacement de la « Word », protectionniste, qui voulait défendre ses industries naissantes, et le *Sind*, libéral, qui cherchait à écouler son coton et son tabac à l'étranger.

ROBERT SOLÉ.

JAPON : des mesures de libération jugées encore insuffisantes

(Suite de la page 21.)

● Tarifs et quotas. — Tokyo a globalement atteint un degré de libéralisme comparable à celui de ses partenaires industriels, après avoir longtemps bénéficié d'une forte protection tarifaire. Le tarif douanier moyen est ici de 8 %, contre 5 % pour la C.E.E. Cependant, le tarif moyen dissimulé de fortes différences et les tarifs restent élevés dans des secteurs importants pour les Dix (bicuiterie, confiserie, alcools, cuirs).

Dans le domaine des quotas, certes, le Japon n'en impose que sur vingt-sept catégories de produits, principalement agro-alimentaires, contre une cinquantaine pour la C.E.E. Toutefois, ce n'est pas dans ce domaine, où le Japon a fait des efforts appréciables, que réside l'essentiel de l'argumentation des Dix, et ce sont surtout les Américains qui partent en guerre contre les barrières du bœuf, du tabac et des agrumes.

● Barrières non tarifaires : ici, le douanier et le bureaucrate sont sans pitié : le règlement reste le règlement, même lorsqu'il paraît permis de relâcher l'aisance. De l'omission d'une apostrophe dans un formulaire à l'oubli d'une modification de procédure, en passant par le maintien de formules que l'évolution scientifique et technologique rendent caduques, dans bien des cas la multitude des normes appliquées par les divers ministères pour la protection du public ou celle de l'environnement permet de retarder ou de disqualifier des produits qui ont subi des tests sévères en Europe ou aux États-Unis.

Les produits les plus compétitifs paraissent les plus visés, ainsi que ceux qui tombent dans un créneau où les Japonais ont du retard et qu'ils s'efforcent de développer. C'est particulièrement le cas pour les secteurs chimiques et pharmaceutiques, pénalisés par la non-reconnaissance des tests de toxicité effectués à l'étranger et par des délais d'homologation extrêmement longs. Là encore, des efforts ont été faits, mais ils sont jugés très insuffisants à Bruxelles et à Washington.

● Tissue socio-culturelle : héritage d'une histoire insulaire, mais aussi d'une volonté politique, ce phénomène a engendré une organisation verticale des relations sociales et économiques qui crée des difficultés à la pénétration étrangère, quand elle ne l'exclut purement et simplement par refus de la. Cela s'ajoute à une conception exacerbée de la rivalité économique entre nations que le président de la chambre de commerce canadienne, M. Kaufmann, résumait ainsi : « Les exportations sont une victoire de l'habileté et de l'efficacité japonaises. Les importations de produits manufacturés sont perçues comme une défaite due à quelque déficience du Japon ».

Les Dix estiment que « certaines faiblesses », autres que les tarifs, quotas et procédures réglementaires, se combinent pour annuler les bénéfices qu'ils sont en droit d'attendre de Tokyo dans le cadre du libre échange. Ils énumèrent : la position dominante d'un certain nombre de groupes d'affaires liés par toutes sortes d'obligations de réciprocité et de liens financiers, les affiliations verticales très étanches qui lient les P.M.E. aux grandes firmes, le rôle des associations industrielles qui exercent des fonctions régulatrices du marché, la nature fermée du système de distribution, les relations étroites entre ministères et milieu d'affaires, le rôle des directives gouvernementales dans la détermination de la politique des entreprises (1).

Jusqu'à une époque récente, les Japonais se fondaient sur les tarifs et les quotas, affirmant que leur marché était, comparativement, le plus ouvert. Dire le contraire, affirmait le premier ministre, M. Suzuki, au sommet d'Osaka, relevait du mythe. Après moult déchirements et « sacrifices » interministériels, Tokyo a troué quand même, en janvier 1982, soixante-sept tarifs et barrières procédurales à résorber ou à refondre. La menace d'adoption par le Congrès américain d'une législation de réciprocité fait d'ailleurs augmenter la liste initiale.

Ce train de mesures a été suivi, à la veille du sommet de Versailles, où le Japon redoutait d'être mis en accusation, d'une seconde série réduisant les taxes sur deux cents produits. Preuve, disent les Occidentaux que la menace est payante. Dans les deux cas, ce sont les politiciens japonais qui ont dû imposer leur volonté à une administration aussi réticente que puissante.

Outre ces deux séries de mesures — qui tendent à entrer en vigueur et qui sont très insuffisantes selon les Européens, car elles ne portent que sur 8 % de leur commerce avec le Japon —, Tokyo a mis sur pied un bureau spécial (*Office of Trade Umbudemen*) chargé d'assister les hommes d'affaires étrangers ayant des difficultés d'accès au marché. Fin septembre, cet organisme avait résolu positivement quatorze cas et dissipé vingt-trois « malentendus ». Cependant, peu soucieux de partir en guerre contre l'administration, les hommes d'affaires étrangers préfèrent résoudre leurs problèmes plus discrètement, alors que les Japonais pourront faire valoir le faible nombre des plaintes. Guerre de tranchées.

En outre, les Japonais ont toute une série d'arguments à opposer, sur le fond, aux critiques. Et, contrairement à leurs partenaires, ils présentent un front national uni. Ainsi, le Japon, isolé, dépendant pour sa survie de la transformation des matières importées en produits finis, ne peut pas se permettre d'acheter beaucoup de produits manufacturés. D'autant, ajoute-t-on, que ceux fabriqués sur place sont de meilleure qualité et meilleur marché.

On affirme aussi que la faible pénétration des produits étrangers n'est due ni à des particularités japonaises ni à l'existence de barrières établies délibérément par les autorités. Tout est simple, comme dans la fable de la Cigale et la Fourmi. L'essentiel est dû au manque d'efforts des entreprises occidentales. « C'est qui d'est qui donne la peine ont réussi » — sur le marché nippon et à leur manque de compétitivité à l'exportation. Le laxisme des uns ne doit pas justifier le procès des autres, l'incompétence ne doit pas pénaliser le succès.

« Le problème, nous dit M. Nakasawa, directeur général au ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur (MITI), n'est pas celui de la prétendue imperméabilité du marché japonais ; c'est celui du fossé existant entre la compétitivité du Japon et celle de ses partenaires ». Il détaille les efforts faits depuis vingt ans par le Japon (rationalisation industrielle, investissements productifs, attaque des marchés extérieurs, missions d'achat).

Dialogue de sourds, les uns parlant structures, les autres répondant tarifs. Les Européens placent, les Américains tapent du poing sur la table, les Japonais hésitent et esquivent. Ils ont, en plus, beau jeu d'aggraver les divisions entre leurs partenaires. Quant au concert de conseils et de menaces, il dure depuis si longtemps qu'il n'apparaît pas moins rébarbatif que les vagues promesses qui lui font régulièrement écho. Même si en France — où l'offensive des magnétoscopes est bloquée à Poitiers — et aux États-Unis (où certains candidats démocrates viennent de faire campagne sur des thèmes anti-japonais), la tempête protectionniste semble grandir.

Que peut espérer l'Europe, alors que les États-Unis, allié et protecteur militaire, premier partenaire et surprenant, essuie de sérieux revers dans ses tentatives d'ouvrir un peu plus le marché japonais, qu'il s'agisse de l'agro-alimentaire, des technologies de pointe, des capitaux ou même des batailles de base-balle. Voilà un sport « importé », qui se joue « à l'américaine », mais avec des règles exclusivement japonaises.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) Selon un rapport officiel, ces structures gouvernementales à la loi autocratique empêchent la libre concurrence dans de nombreux cas. Le tarif dit « secteur » (banques, assurances, transports, gaz, électricité, etc.) dans lesquels « le degré d'intervention du gouvernement est élevé ». Les pourcentages de secteurs contrôlés par le gouvernement par rapport à l'ensemble de la production atteignent 41,4 %.

CEPRIG
LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT
DANS LES INDUSTRIES TRADITIONNELLES
15-16-17 Décembre 1982
SÉMINAIRE RÉSIDENTIEL
Renseignements : 764-54-80

Presses de la Fondation nationale
des sciences politiques

Observations et diagnostics économiques
Revue de l'Observatoire français
des conjonctures économiques (OFCE) N° 2, 1982
JEAN-MARCEL JEANNENEY
Réflexions sur la crise économique mondiale
PHILIPPE SIGOGNE, MONIQUE FOUET
Chronique de conjoncture : les contraintes de l'assainissement
• 24 pages de graphiques inédits (1977-1982)
DOMINIQUE GAMBIER, DANIEL SZPIRO
Une analyse comparative des structures du chômage en Europe
ALAIN FONTENEAU
La fiabilité des prévisions macroéconomiques
françaises (1970-1981)
HENRI MENDRAS, MICHEL FORSE
Vers un renouveau du tracé et de l'économie domestique ?
Trois numéros par an. Le numéro : 50 F.
Abonnements 1982 : Institutions : 150 F - Particuliers : 90 F.
27, rue Saint-Guilhem, 75007 Paris - Tel. 260.39.60 / 222.09.85

RETROPROJECTION VOS TRANSPARENTS
EN QUADRICHROMIE
DANS LA 12 JOURNÉE À PARTIR DE TOUT DOCUMENT COULEURS
TRAIT OU SIMILI, OU DIRECTEMENT À PARTIR D'UN OBJET
ÉTRANGE 38 av. Daumesnil Paris 12^e ☎ 347.21.32

Presses de la Fondation nationale
des sciences politiques

Enfin réédité dans la collection
Références
Emploi et chômage
Sous la direction de Jacques Mairesse
Michel Aglietta, Jean-Michel Charpin, Pierre Eisler,
Jacques Freysinet, Edmond Mahuval, Bernard Mériaux,
Michael J. Piore, Robert Salais, Bernard Soulaige.
Références, volume simple, 184 p., 32 F.
27, rue Saint-Guilhem, 75007 Paris Tel. 260.39.60 / 222.09.85

CATALOGUE TECHNOLOGIQUE EUROPÉEN
Un outil indispensable pour accéder
au marché européen
de l'innovation technologique.

Le CATECH EUROPE, c'est :
1. Plusieurs centaines d'opportunités d'affaires autour de produits et procédés nouveaux.
2. Un contact direct avec des partenaires - moteurs de la technologie européenne - souhaitant travailler avec la Recherche et l'Industrie française.
3. Des OFFRES détaillées (description, avantages, applications, état de développement, données économiques, offre commerciale, contact) présentant les innovations émanant d'entreprises et de centres de recherche européens.
4. Des DEMANDES tirant les profils de recherche de sociétés souhaitant développer leurs activités autour d'innovations technologiques.
5. La possibilité d'exploiter les derniers développements technologiques dans tous les secteurs industriels : biotechnologies, génie biologique et médical, robotique, informatique, électronique, télécommunications, énergies nouvelles, matériaux composites, etc.

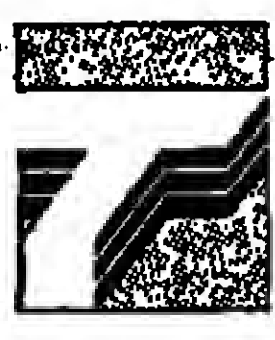
BON DE COMMANDE
A renvoyer à : INNOVATION 128 - 24, rue du Quatre-Septembre - 75002 Paris

Société : _____ Fonction : _____
Nom : _____
Adresse : _____
Code Postal : _____ Ville : _____

Veuillez me faire parvenir le catalogue des Opportunités Technologiques Européennes CATECH EUROPE (édition 1982/83) au prix franco de 950 F HT (soit 1128 F TTC).
☐ Je joint mon règlement à l'ordre d'INNOVATION 128. Je préfère régler à réception la liste initiale.

SUP DE CO TOURS

Un événement de portée nationale : l'ouverture de SUP DE CO TOURS, la première ESCAE à donner une très large place dans ses



programmes aux techniques de pointe qui vont remodeler toute la gestion des entreprises : micro-ordinateurs, bureautique, télématique, etc.

SOYEZ LES PREMIERS!

Soyez de ceux qui - les premiers - ont compris quels seront les profils recherchés demain.

LA DOUBLE COMPÉTENCE GESTION ET INFORMATIQUE

École Supérieure de Commerce du Centre
1 rue Léo Delibes - 37200 Tours Tél. (47) 27.42.43

MONTREUIL

LOCAUX INDUSTRIELS
de 540 m² à 2777 m²
A LOUER NU A BAIL
possibilité de location précaire
MOZINOR

Autoparc A9 - Sortie Montreuil Saint-Jean
Renseignements
SEMIMO
25, av. de la Résistance
Montreuil - 93015

SPECIAL MICRO

EN 1 MOIS

formez-vous à la MICRO INFORMATIQUE
cours du jour ou du soir 8 participants par stage
FORMATIQUE 1 rue de Choiseul 75002
(1) 296 65 08

Les options de M. Andropov : Pourquoi le modèle hongrois n'est pas transposable

(Suite de la page 21.)

Cela tient, bien sûr, à la forme du pouvoir sur lequel s'appuyait L. Brejnev : l'équilibre fragile de la direction collégiale, qu'il s'est appliqué à préserver pendant tout son règne, repose sur une cristallisation des droits et des intérêts acquis aux niveaux « intermédiaires » du parti (régions, villes) et de l'administration. Seul un dirigeant disposé à assumer des bouleversements de cette très lourde architecture peut imposer une « nouvelle politique économique ». Situation dans laquelle pourrait se trouver Y. Andropov et qui justifie les suppositions sur l'adoption du modèle économique hongrois.

Mais des causes plus profondes expliquent la permanence du système d'administration économique soviétique. Entre l'U.R.S.S. et la Hongrie, il y a plus qu'une simple différence de taille : l'U.R.S.S. est une super-puissance, ce qui implique des obligations — que la Hongrie n'a pas — en termes de puissance militaire et donc d'industrie d'armement. Le maintien de la « compétitivité stratégique » avec les États-Unis impose à l'économie soviétique, plus faible que l'économie américaine, un fardeau de l'armement proportionnellement plus lourd. D'après les estimations les plus fiables, l'U.R.S.S. consacre 11 à 14 % de son P.N.B. aux dépenses militaires, contre moins de 6 % aux États-Unis et moins de 4 % en France. En prolongeant dans tous les domaines — militaires et conventionnels — le processus d'accumulation d'équipements militaires à un rythme élevé, Leonid Brejnev a contribué largement à la confirmation de la puissance soviétique, mais il l'a fait au prix de l'harmonie du développement civil.

Un complexe militaro-industriel

Il est juste d'affirmer que si les puissances occidentales ont un complexe militaro-industriel, l'U.R.S.S. est un complexe militaro-industriel. Toute la logique du système économique soviétique est soumise à l'impératif d'armement, ce qui implique un forçage des ressources humaines et matérielles disponibles et leur affectation prioritaire aux secteurs de production de défense. En termes de cher-

cheurs, ingénieurs et techniciens de haut niveau, de main-d'œuvre qualifiée et de capacités de production techniquement efficaces, le poids de l'effort militaire est évidemment considérable.

Que cette logique soit imposée par le concurrent américain ou qu'elle résulte de choix initiaux du Kremlin, il n'en reste pas moins que le système socio-économique de l'U.R.S.S. est orienté vers la satisfaction prioritaire des besoins militaires et que la politique stalinienne de « priorité à l'industrie lourde » a représenté le premier avatar de cette orientation. Qui dit priorité pour un développement ne correspond pas aux besoins directs et indirects de la population d'organisation économique contraignante, administration pesante et différenciée entre un pôle dépensier, bénéficiaire des priorités et un pôle restrictif, subissant ou faisant subir ces mêmes priorités.

La seconde économie

Ici se trouve la racine du système de gestion planification ministérielle qui s'est imposée à travers les choix stalinien, que Khrouchtchev a tenté de supprimer (les « mangeurs d'acier » de façon démodée, et que Brejnev a voulu amender sans y parvenir, à plusieurs reprises. Ce système qui permet l'affectation prioritaire et systématique des moyens de production à certains utilisateurs, et qui couvre tous les secteurs économiques, s'est créé par ailleurs un appendice permanent, une sorte de soupape sociale, laissant aux citoyens une possibilité de vie économique autonome, ce que l'on appelle la « seconde économie » : chapardage dans les entreprises, travail au noir, corruption grande ou petite, spéculation et tricheries administratives, constituant à la fois une forme de contestation sociale irréductible et un degré de liberté toléré par le pouvoir, qui en tire quelques avantages en termes de stabilité sociale et d'amortisseur des secousses subies par le secteur planifié non prioritaire.

Par comparaison, la Hongrie offre également l'image d'une économie à trois étages, mais ce ne sont pas les mêmes. Il y a bien sûr aussi une « seconde économie » en Hongrie. Et il y a, aussi un secteur « protégé » et

un secteur non protégé. Mais le secteur « protégé » n'est pas principalement militaire, il est celui des grandes entreprises industrielles traditionnelles (métallurgie, textile...), qui sont souvent déficitaires et vieillottes, mais regroupent la classe ouvrière « historique » : bien payée, travaillant à un rythme modéré, intégrée dans le parti, elle reste très attachée au « système » et renâcle à la nouvelle politique économique de M. Janos Kadar.

Quant au secteur « exposé », c'est celui des entreprises dynamiques, exportatrices, efficaces, des coopératives agro-alimentaires, des petites entreprises privées maintenant légales... Tout l'art de M. Kadar a été jusqu'à présent de maintenir l'équilibre social délicat entre ces différents secteurs qui représentent autant de couches sociales potentiellement en conflit.

On le voit, le succès du système hongrois est dû d'abord à la compression relative du secteur protégé, à laquelle même spontanément la libéralisation de l'économie. On ne sait jusqu'où pourra être menée l'expérience hongroise. En tout cas, c'est une expérience qui n'est pas transposable à l'U.R.S.S. : les deux « modèles » n'ont au fond pas la même finalité : d'un côté, une vitrine où le socialisme à visage humain s'épanouit dans une relative efficacité économique, la satisfaction des besoins des citoyens, et le dynamisme industriel ; de l'autre, l'usine où se forge la puissance coercitive du système (garnie d'ailleurs de l'existence même du « modèle » hongrois), où le socialisme prend sa véritable dimension. Ces modèles ne sont pas transposables, ils sont complémentaires.

Un réseau routier local digne de Tolstoï

Reste l'hypothèse de la sclérose du système soviétique. Cette sclérose ne risque-t-elle pas à terme de provoquer une crise salutaire ? Les observateurs sont presque unanimes à considérer l'U.R.S.S. comme déjà en crise, ce qui justifierait l'urgence des changements. Or, la consommation d'hydrocarbures, les interminables queues devant les magasins vides, le rationnement des produits alimentaires de base, les importations massives de céréales (alors que le Plan 1981-1985 annonce une récolte

moyenne de céréales de 240 millions de tonnes, elle n'a été que de 140 millions en 1981 et de 176 millions en 1982), la crise du logement (dix ans d'attente en moyenne pour un jeune ménage), le gonflement de l'épargne liquide.

Crise de la distribution ensuite avec de mauvaises liaisons interrégionales, un réseau routier local digne de Tolstoï, un commerce bureaucratique à l'extrême. Crise du travail avec une pénurie globale de main-d'œuvre liée à des rythmes de travail très accablés (ne dérange pas vos amis en fin de mois ou en fin d'année : ils travaillent pour « boucler » le Plan ; le reste du temps, ils seront très disponibles). Pourquoi travailler plus puisque de toute façon, il n'y a rien à acheter ?

Quelle crise ?

Crise de l'investissement enfin, avec des entreprises qui veulent toujours construire — cela ne coûte rien et cela donne du poids — et un accroissement démesuré des chantiers inachevés. Oui, la presse est pleine de ces critiques que les dirigeants adressent sans vergogne au système qu'ils perpétuent.

Mais doit-on parler de crise ? Le système soviétique peut-il être critiqué parce qu'il n'atteint pas des objectifs qui pour lui sont secondaires ? Peut-on reprocher à l'U.R.S.S. de ne pas être la Hongrie ? Chacun son domaine : à la Hongrie la satisfaction des besoins des travailleurs, l'U.R.S.S. se charge de sa sécurité et de porter haut et loin le drapeau du socialisme. Et ici, on ne peut parler de crise. Du moins pour le moment, car l'industrie et la recherche de défense dépendent tout de même de la capacité de production globale du pays : il ne peut exister de complète « aréation ». Tant que le taux de croissance de l'industrie militaire reste au même niveau que celui du P.N.B., le système est viable. À partir du moment où il devient supérieur, des sacrifices supplémentaires doivent être consentis : il faut réduire la consommation, ou l'investissement, ou les gaspillages. Trois politiques de développement possibles entre lesquelles Y. Andropov devra choisir. En tout état de cause, le « modèle hongrois » ne lui sera guère utile.

GÉRARD DUCHÈNE.

DÈS 1960, QUI SE PRÉPARAIT AUX AVATARS DE L'ÉNERGIE ?

NOUS, DSM

À sa création par l'État, en 1902, DSM avait mission d'extraire et de vendre l'énergie-charbon du sous-sol néerlandais et, à partir de 1920, les produits de sa distillation : coke et gaz de four à coke. La chimie se développe ensuite : en 1929-30 avec les engrais, dans les années 50 avec les grands produits de la carbochimie.

Au cours de la décennie suivante, DSM va prendre, avec une audace « contrôlée », un virage décisif qui va fixer au Groupe son nouveau destin. Survivre à la fermeture progressive des mines et cokeries impose l'expansion des activités chimiques en même temps que la mutation des matières

premières de base.

En 10 ans, DSM se métamorphose et se diversifie, sans recourir aux subventions ni à d'autres aides de son actionnaire unique : l'État.

Depuis la découverte, en 1960, du plus important gisement européen de gaz à Groningue, le groupe DSM a participé à cette révolution énergétique, en agissant soit pour le compte de l'État, soit pour lui-même. C'est ainsi qu'il prospecte directement pétrole et gaz sur les mers du nord et qu'il va exploiter des gisements de charbon en Australie et

aux États-Unis notamment.

Jugez des résultats : le Groupe est aujourd'hui parmi les premiers producteurs européens d'ammoniac, d'engrais, de mélamine, de méthanol et de matières premières pour fils, fibres et résines. Son chiffre d'affaires, multiplié par 18 en 15 ans, équivaut à 43 milliards de francs. C'est le sixième groupe chimique européen.

Solidité financière, stabilité des structures et des hommes, recherche et innovation n'y sont pas étrangères.

en 1982 nous cherchons
toujours
à être en avance sur
notre temps



CARTE D'IDENTITÉ DU GROUPE DSM

À l'origine, Houllières d'État néerlandaises ; aujourd'hui, DSM, Groupe à vocation internationale, implanté principalement

SEPT GRANDS SECTEURS :

Engrais :	ammoniac, acide nitrique, urée, produits azotés, engrais complexes, etc.
Produits chimiques :	acrylonitrile, caprolactame, phénol, mélamine, etc.
Plastiques :	éthylène, propylène, polyéthylène, hd et ld, PVC, polypropylène, ABS, caoutchoucs synthétiques, etc.
Produits chimiques industriels :	méthanol, formaldéhyde, résines, produits chimiques intermédiaires pour la pharmacie, la phytopharmacie, les colorants, la parfumerie, la chimie organique, etc.
Énergie :	production et exploitation de gaz naturel, recherche de gaz et pétrole.
Transformation des plastiques :	emballages, articles ménagers, etc.
Construction :	briques, tuiles, éléments en béton, céramiques, etc.

En termes de chiffre d'affaires et d'effectif, l'activité principale est la chimie, dont les 2/3 des ventes sont réalisées hors des Pays-Bas. Au total, 30.000 employés dont les 3/4 aux Pays-Bas. Chiffre d'affaires global de l'ordre de 18 milliards de florins.

DSM EN FRANCE

Producteur européen, DSM dispose en France de moyens de production, de stockage et d'assistance pour :

- les plastiques et produits chimiques
- les engrais
- les produits en matières plastiques, les matériaux de construction

Pour toute information :
DSM-FRANCE
Immeuble Pérusud
5 rue Lejeune
92120 MONTROUGE



DSM :
CHIMIE ÉNERGIE
CONSTRUCTION
ENGRAIS

550 من الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »

M. Andropov :
Il n'est pas transposable

TROISIÈME AGE La retraite chez soi

Le fait est reconnu et admis : tout un chacun, en vieillissant, souhaite rester chez soi. Mais ce « maintien à domicile » a ses limites, qui tiennent pour partie à l'insuffisance des moyens mis en place pour répondre aux préoccupations des personnes âgées, mais aussi aux personnes âgées elles-mêmes, qui craignent l'accident et l'arrivée tardive de secours ou qui recherchent un logement plus confortable.

Pour répondre à cette aspiration à jour de plus de sécurité et de confort et d'être moins isolé, il existe diverses possibilités, depuis le logement foyer dépendant des collectivités locales et des bureaux d'aide sociale, jusqu'aux luxueuses résidences vendues en copropriété, en passant par la traditionnelle maison de retraite.

Les promoteurs « d'habitat social », collecteurs du 1 % pour le logement des salariés ne se sont pas tenus éloignés de ce marché. Par exemple, l'OCIL (1) a orienté une branche de son activité vers les résidences pour personnes âgées. Depuis 1972, date d'apparition de la première réalisation, l'OCIL a construit deux résidences par an. « Dans nos résidences », disent les responsables, nous soignons particulièrement l'architecture, l'aménagement intérieur, la décoration et l'animation. En règle générale, ce sont des studios ou des appartements de deux pièces qui sont proposés et qui comprennent une salle d'eau et une cuisine. Un système d'alarme les relie en permanence au directeur de l'établissement ou au gardien. Des services communs de blanchissage et de restauration sont offerts sans être obligatoires, tout comme les « activités collectives » d'animation.

« La vie dans la maison est régie par un règlement intérieur », commente la direction de l'OCIL, mais nous tenons à ce que la personne âgée se sente chez elle, indépendante, qu'elle ait le sentiment d'avoir simplement un nouveau domicile et qu'elle puisse agir à sa guise. Et, bien entendu, nous admettons les animaux de compagnie. »

Pour bénéficier d'un logement dans une de ces résidences, il faut être « désigné » par un des organismes ayant financé l'opération. Le plus souvent, l'OCIL travaille avec deux partenaires : les caisses de retraites

complémentaires, qui acquièrent ainsi des appartements pour leurs ressortissants, et les collectivités locales, par l'intermédiaire du bureau d'aide sociale. Parfois viennent se joindre à eux des entreprises qui investissent une partie du 1 % destiné au logement de leurs retraités. Il n'y a donc pas de critères d'admission fixes. Chacun détermine les caractéristiques que devront présenter les candidats pour habiter dans la résidence.

Devenue « résidente », la personne âgée paie alors une « redevance » et non un loyer, car elle n'a pas le statut de locataire. En effet, chaque résidence est gérée par l'Aérope (Association résidences et foyers), rattachée à l'OCIL, et qui est en fait le locataire global de l'établissement. C'est à elle que le résident règle sa redevance, qui ne lui donne pas droit à l'application de la loi Quillot par exemple.

Cette redevance correspond à une quote-part du loyer, plus une participation aux frais de fonctionnement, comme la présence du directeur et du gardien, l'entretien des parties communes, le chauffage, etc. Mais les résidents, selon leurs ressources, peuvent bénéficier de l'allocation de logement ou de l'aide personnalisée au logement, qui viennent alors en déduction. Aide non négligeable car ces redevances sont parfois lourdes.

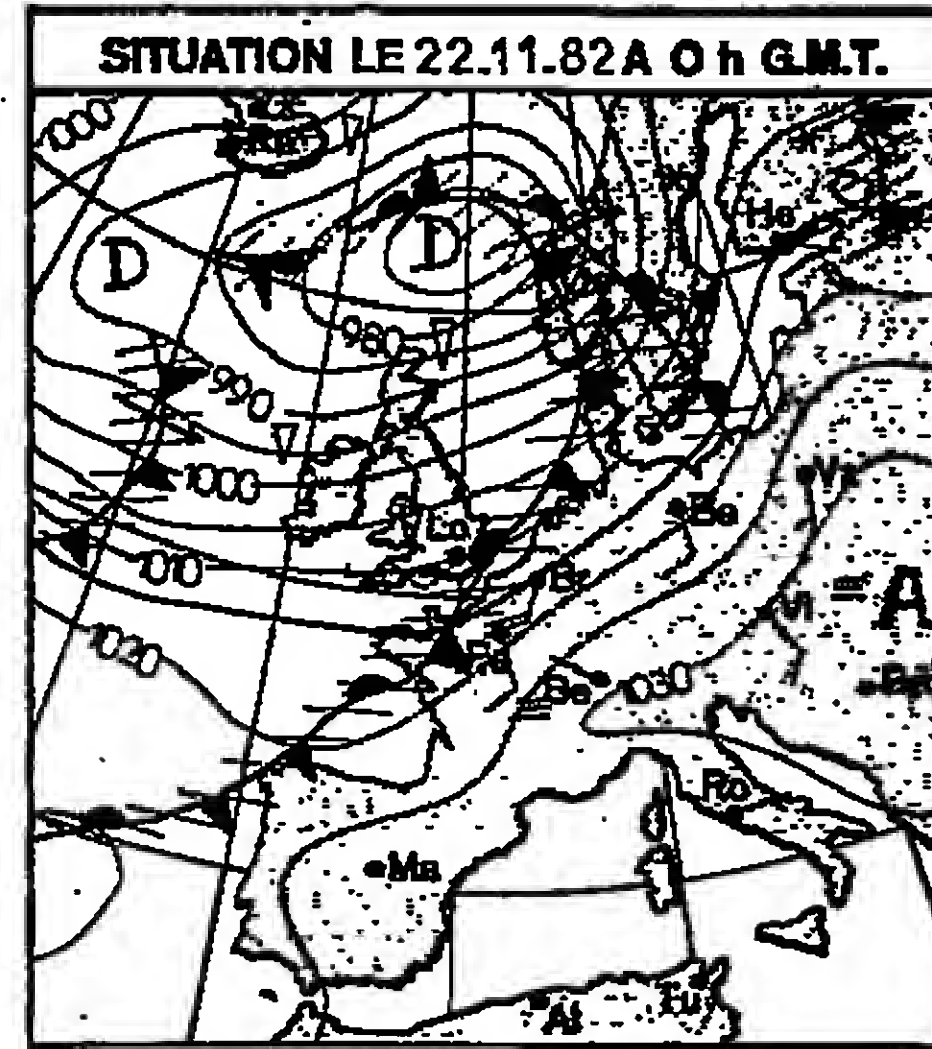
Ainsi, dans la dernière-née des résidences de l'OCIL, en région parisienne, le tarif est de 1 650 francs par mois pour un studio et de 2 050 francs par mois pour un deux-pièces. En fait, sur presque quatre-vingts personnes, une seule paie le plein tarif et les autres perçoivent des avantages qui leur permettent de faire face à la dépense. Dépense rendue fléchée, explique-t-on chez le promoteur, par le coût du terrain à proximité de la capitale.

Mais la résidence ne peut indéfiniment faire face au vieillissement de ses résidents et à la dégradation de leur état de santé. Il arrive toujours un moment où ceux-ci doivent abandonner ce nouveau domicile pour entrer dans un établissement de soins adaptés à leur situation.

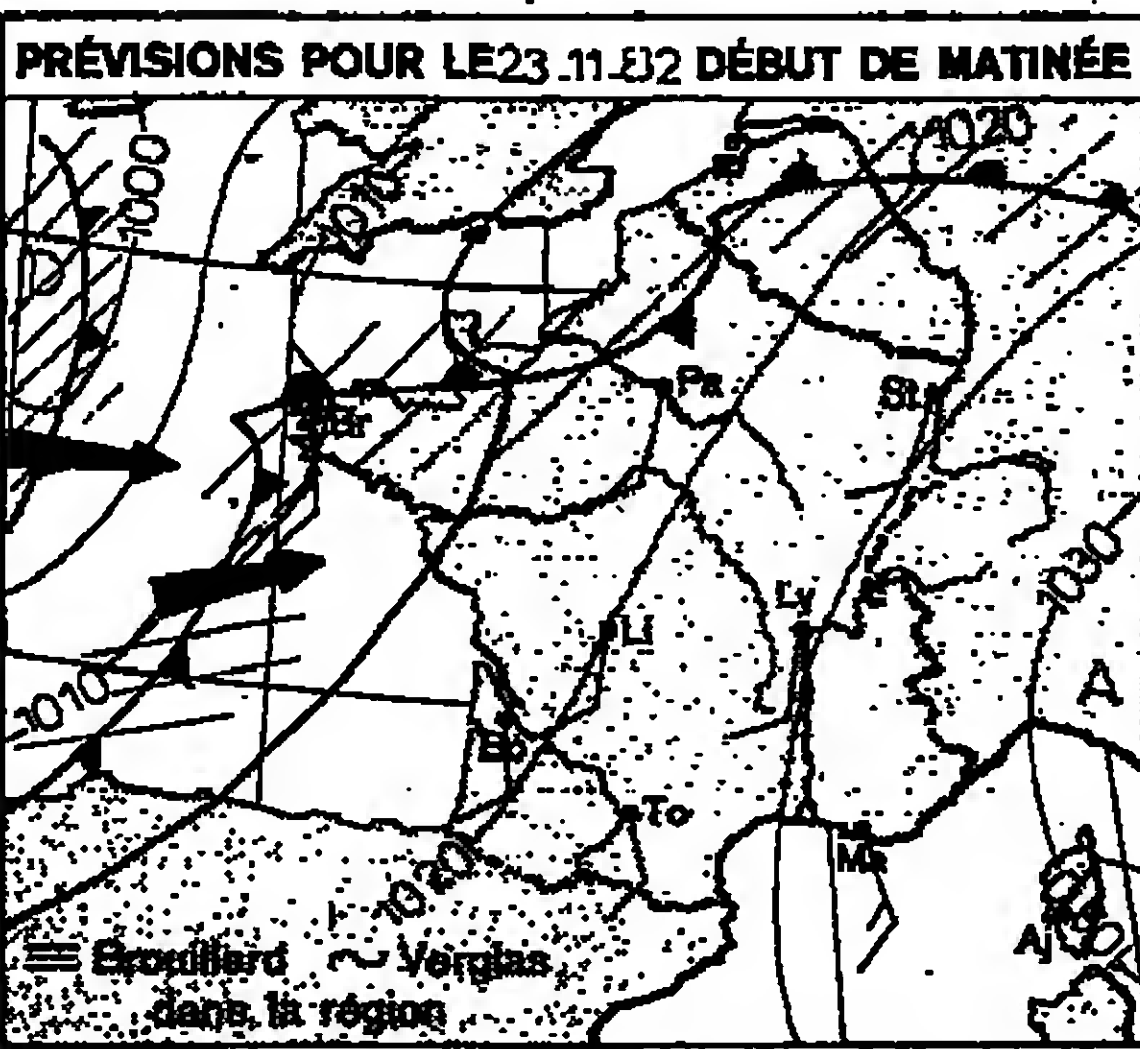
CHRISTIANE GROIER.

(1) OCIL (Office central interprofessionnel de logement), 57-59, boulevard Malet, 75381 Paris Cedex 08. Tél. : 261-81-15.

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 22.11.82 A 0 h G.M.T.



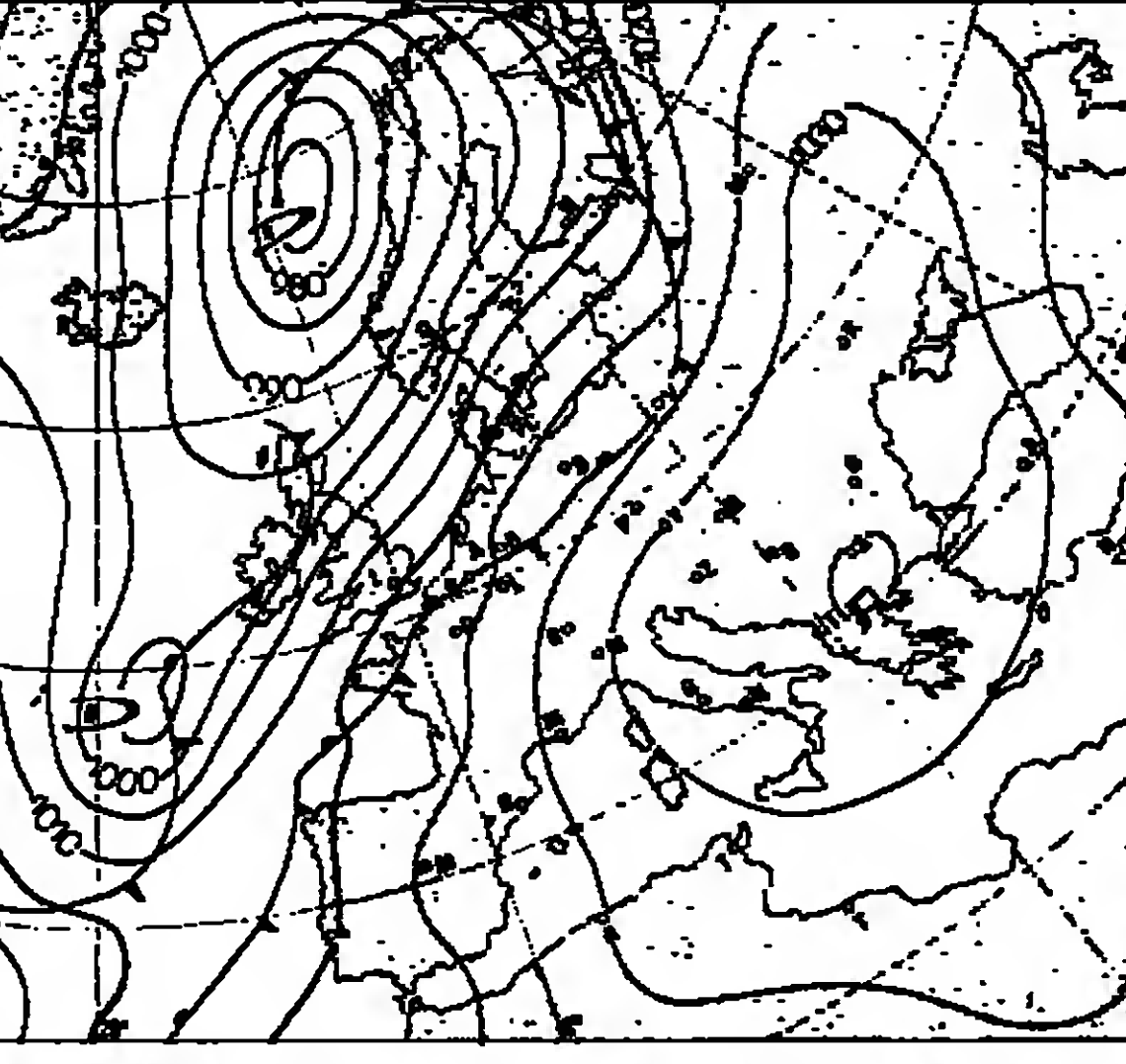
PRÉVISIONS POUR LE 23.11.82 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 22 novembre à 0 heure et le mercredi 23 novembre à minuit : Un front froid situé sur le nord-ouest de la France se déplace lentement vers l'est, et la zone de précipitation associée concernera mardi une bonne moitié nord-ouest du pays.

Mardi, ciel très nuageux à couvert au nord d'une ligne Bordeaux-Strasbourg avec pluies modérées de la Bretagne à la Belgique. Dans la soirée, les pluies s'étendent des Pyrénées centrales au Jura, tandis qu'elles se renforcent sur le quart nord-ouest. Les pluies risquent d'être également fortes sur les versants sud du Massif Central. L'avant de cette zone perturbée, prédominance d'un temps peu nuageux à nuageux avec de belles périodes ensoleillées sur les régions méridionales où les vents de sud se renforcent. Les températures, plutôt élevées pour la saison, avoisineront 6 à 10 degrés en fin de nuit et 11 à 16 degrés l'après-midi.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 22 novembre 1982, à 7 heures, de 1 016,1 millibars, soit 762,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 21 novembre ; le second le minimum de la nuit du 21 au 22 novembre) : Ajaccio, 16 et 6 degrés ; Biarritz, 17 et 9 ; Bordeaux, 17 et 3 ; Bourges, 11 et 2 ; Brétigny, 13 et 7 ; Caen, 12 et 7 ; Cherbourg, 12 et 7 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 5 et -2 ; Grenoble, 11 et 0 ; Lille, 9 et 6 ; Lyon, 14 et 9 ; Marseille-Marignane, 16 et 12 ;



PRÉVISIONS POUR LE 23 NOVEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 8 degrés ; Amsterdam, 9 et 7 ; Athènes, 16 et 10 ; Berlin, 8 et 4 ; Bonn, 9 et 3 ; Bruxelles, 9 et 7 ; Le Caire, 23 et 19 ; Les Canaries, 24 et 19 ;

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

REVUES

LA SORCELLERIE EN SARTHE.

La revue sarthoise *Cénomane* publie dans son numéro 7 de l'automne 1982, une série d'articles sur la sorcellerie dans ce département. Les responsables de la revue annoncent qu'ils préparent pour Noël un ouvrage en tiré à part *Parler sarthois* qui traitera de la vie du langage dans ce département.

* *Cénomane*, 4, rue Saint-Benoît, 72008 Le Mans, 25 F.

VIVRE A PARIS

UN AUTOBUS POUR LA PLAINE DE VAUGIRARD.

La R.A.T.P. a mis en service une navette d'autobus, la « 242 », entre la place Balard (XV^e arrondissement) et la place du président Robert Schuman, à Issy-les-Moulineaux. Cette ligne de 2 kilomètres va desservir les 2 500 habitants de la plaine de Vaugirard, qui, jusqu'alors, ne disposaient pas de transports en commun à proximité de leur domicile. Elle irriguera aussi l'ensemble des bureaux et d'habitat insérés derrière l'hôtel-park. Cette ligne fonctionnera de 6 h 20 à 20 h 20, et la fréquence variera de neuf à douze minutes selon le moment de la journée.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3 325

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

1. Met le feu aux poudres. - II. Tel un foyer qui aurait besoin d'un service sanitaire. - III. On leur accorde plus volontiers notre main à leur mort que leur vivant. - IV. Mis en valeur par des syndicats d'initiative. Tête de l'art qui a parfois un caractère de cochon. - V. On est souvent obligé de la prendre lorsqu'elle est seule. C'était une femme unique. - VI. Sent le sapin. Préfixe. - VII. Pour les fers de Ferré. Grecque. - VIII. Stultice pour « user » du neuf. - IX. S'appliquent lorsqu'on veut les conserver. Met à l'abri du besoin. - X. On est trente-sixième dessous en étant dessus. - XI. Note. Victime du devoir.

VERTICALEMENT

1. S'appliquent à la conservation des espèces. - 2. Parfaitement inutile lors d'un tête-à-tête. Catégorie de l'existence, pour Sartre (deux

Solution du problème n° 3 324

Horizontalement

1. Potron-minet. Si. - II. Ariane. Relâche. - III. Sas. Aérations. - IV. Stationnement. - V. Eog. Tété. Tété. - VI. Miel. Te. Corset. - VII. Errata. Tiare. Né. - VIII. Neige. Danse (réprimande). Sem. - IX. Euthanasie. Bo. - X. If. Nén. Sel. Dru. - XI. Erre. Asple. Et. - XII. R.A.U. Aie ! Ote. Iso. - XIII. Ys. Hold-up. Me. - XIV. Lâche. Nativement. - XV. Arête. Mais. Tait.

Verticalement

1. Passementier. La. - 2. Orotine. Frayer. - 3. Tisanerie. Russe. - 4. Ra. Lagune. Et. - 5. On-dit. Tête. Ah ! - 6. Ne. Oeta. Horion. - 7. Ante. Dan. Elam. - 8. Irène. Tan. Dia. - 9. Nérée. Inassouvi. - 10. Elam. Casse-pipes. - 11. Tête. Oreille. - 12. Cintre. Met. - 13. Hôtes. Iéna. - 14. Sen. Ténbres. Te. - 15. Saute-mouton.

GUY BROUTY.

COLLOQUES ET CONGRÈS

● A LILLE, les 2 et 3 décembre 1982, l'U.N.I.O.P.S.S. (Union nationale interdépartementale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux) organise un colloque sur le thème : « Le soutien des personnes âgées en perte d'autonomie : quelles approches innovantes ? »

* U.N.I.O.P.S.S. - 103, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 225-16-76.

● A PARIS, le 3 décembre 1982, l'association Vieillesse ensemble propose aux médecins et au personnel soignant exerçant auprès de per-

sonnes âgées une journée d'étude et de réflexion intitulée : « Le vieillard, sa famille et nous. »

* Secrétariat du docteur Renée Schag-Lanoe, hôpital Paul-Brousse, 14, avenue P.-V.-Coururier, 94800 Villejuif. Tél. : 677-81-81 (poste 3063).

● A PARIS, les 4 et 5 décembre 1982, se dérouleront les Huitièmes Journées annuelles de la S.F.S.C. (Société française de sexologie clinique) sur le thème : « Vieillesse et sexualité. »

* S.F.S.C., 75, boulevard de Courcelles, 75008 Paris. Tél. : 227-48-78.

PARIS EN VISITES

MARDI 23 NOVEMBRE

« Saint-Denis », 14 h 30, façade de l'Eglise, M^{me} Allez.
« Les gobelins », 14 h 30, avenue des Gobelins, M^{me} Vermeersch.
« Hôtel de Lauzun », 15 h 17, quai d'Anjou, M^{me} Collin.
« Saint-Etienne du Mont », 15 h, devant l'Eglise, M^{me} Leclercq (Caisse Nationale des monuments historiques).
« De Carthage à Kairouan », 15 h, Petit Palais (Approche de l'Art).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 21 novembre :

DES DECRETS

● Précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat ou des établissements publics de l'Etat.
● Portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume d'Espagne relatif au régime fiscal applicable aux véhicules routiers utilisés pour le transport international, signé à Madrid le 16 octobre 1982.

DES ARRÊTÉS

● Fixant la composition du comité de coordination et du comité des publications de la mission interministérielle de l'information scientifique et technique.

« Monfretard », 15 h, métro Monge (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).
« Galeries et passages convertis », 15 h, métro Richelieu-Drouot (P.-Y. Jaslet).

« Café Procope », 15 h 30, 13, rue de l'Académie Comédie, Paris et son histoire.
« Le Marais », 14 h 30, 12, boulevard Henri IV (Le Vieux Paris).

MERCREDI 24 NOVEMBRE

« La vie quotidienne au XVIII^e siècle racontée aux jeunes », 14 h 30, 23, rue de Sévigné, M^{me} Brossais.
« Le Musée Commando », 15 h, 63, rue de Monceau, M^{me} Bouquet de Chaux.
« Place Royale », 15 h, 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Collin.
« Notre-Dame », 15 h, portail central, M^{me} Zujov (Caisse Nationale des Monuments Historiques).
« Henri Fantin-Latour », 15 h, Grand Palais (Approche de l'Art).
« Palais de justice », 15 h, métro Cité (M. Carrey).
« L'Opéra », 13 h 45, entrée (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).
« Hôtel de Ville », 14 h 30, 29, rue de Rivoli (M^{me} Haullier).
« de l'Hôpital (M^{me} Pennec).

« Chez un doreur-argenteur », 14 h 30, métro Arts et Métiers (P.-Y. Jaslet).

« Les appartements royaux du Louvre », 14 h 45, entrée, Pavillon Denon (M. de La Roche).

« Hôtel de Poulpey », 15 h, 12, rue de Poitiers, (Paris et son Histoire).

« Faubourg Saint-Antoine », 14 h 30, 1, faubourg Saint-Antoine (Paris Pittoresque et insolite).
« Le Marais », 14 h 30, métro saint-Paul (Résurrection du passé).
« Saint-Germain des Prés », 14 h 30, 16, rue de l'Abbaye (M^{me} Romann).

« Oudry », 15 h, Grand Palais (Tourisme Culturel).

CONFÉRENCES

MARDI 23 NOVEMBRE

14 h 30 : 109, rue de Rivoli, M^{me} B. Le Floch : « La Bourgogne ».
17 h 30 : 6, rue Ferrus, M. I. Sachs : « Endettement et développement du Brésil ».
19 h 45 : 12, rue Vivienne, M. C. Truchot : « Le yoga et le corps occulte » (Ergonia).
20 h : 62, rue Madame, M. G. Picard : « Une cité de Tunisie, Mactar » (Arcus).
20 h : 60, boulevard Latour-Maubourg, M. P. Bourgeois : « Travail et compagnonnage » (Université Holistique).
20 h : 21, de la Roquette, M. R. Nifle : « une philosophie peut-elle résoudre la crise contemporaine ? ».

MERCREDI 24 NOVEMBRE

19 h 45 : 12, rue Vivienne, M^{me} A. d'Athis : « L'astrologie et la santé. La femme » (Centre Ergonia).
14 h 30 : 26, RUE Bergère, M. M. Louis : « Début du cycle de cours d'astrologie pour débutants » (L'homme et la connaissance).

novembre!

un mois exceptionnel pour l'achat de votre PEUGEOT ou TALBOT

Le meilleur prix - le meilleur service

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

AIR AFRIQUE
TARIFS
VISITE

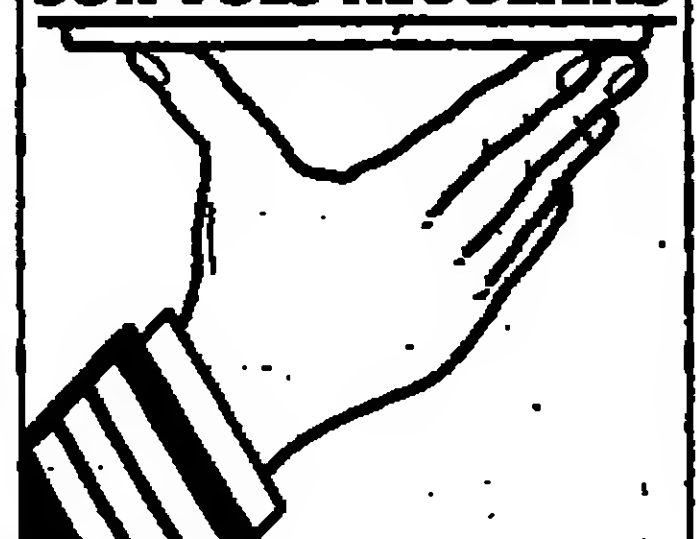
BAMAKO Aller-retour
3470F*

COTONOU Aller-retour
4085F*

N'DJAMENA Aller-retour
4180F*

OUAGADOUGOU Aller-retour
3915F*

SUR VOLS RÉGULIERS



Pour découvrir l'Afrique Noire, Air Afrique vous propose toute une gamme de tarifs réduits. En plus du tarif visite à 55% de réduction, (valable même si vous voyagez seul), il y a des tarifs pour les jeunes, pour les familles, pour le 3^e âge...

Il y a 21 Tarifs Réduits. Il y en a sûrement un pour vous. Consultez Air Afrique ou votre agence de voyages.

AIR AFRIQUE

*Prix valables au 1.11.82 et soumis à certaines conditions d'application.

SANTE UNIVERSITE DU GROUPE DSM

DSM EN FRANCE

DSM 19

OFFRES D'EMPLOI	Le fige*	Le fige TTC
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

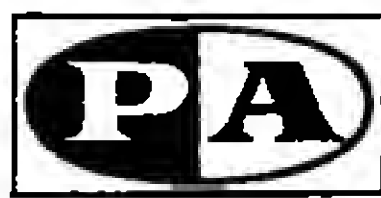
ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le fige*	Le fige TTC
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



Directeur général - cameroun

300.000 F

Une société de commerce internationale française a créé avec des partenaires locaux une société de fabrication et de conditionnement de jus de fruits (orange, goyave, banane...) destinée aux marchés local et export. Pour diriger cette petite unité, qui sera opérationnelle début 1983, elle recherche son directeur général. Basé à Maroua, une agréable ville du Cameroun, il sera placé sous l'autorité du président. Sa mission, très polyvalente, sera de développer et de structurer cette unité en assurant de manière autonome, la gestion technique (parts machines, approvisionnements en qualité et quantité, contrôle de l'hygiène de fabrication...), la gestion administrative et du personnel (comptabilité, recrutement du personnel d'exploitation, relations avec les banques) ainsi que le contrôle de la commercialisation. Il sera aidé dans sa tâche par un aide comptable et un chef mécanicien, qu'il recrutera. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat de formation supérieure ayant de bonnes bases techniques et possédant une expérience significative de la Direction Générale d'une petite unité, acquise de préférence en Afrique. La connaissance de la conservation constituera un atout important. La rémunération de l'ordre de 300.000 francs sera assortie de tous les avantages liés à l'expatriation (logement, voiture...). Ecrire à H. MICHERON. Réf. A2311M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur études-installations

Paris

Biens d'équipement - Filiale d'un des tout premiers groupes industriels français, cette société (600 personnes, 300 millions de francs de chiffre d'affaires) conçoit, fabrique, commercialise (120 concessionnaires) et installe des biens d'équipement. Elle recherche le directeur de son service études et installations. Véritable centre de profit, ce service d'environ 70 personnes comprend les études spéciales, les devis, l'assistance technique des concessionnaires, les installations importantes, l'après-vente, la qualité. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé âgé d'au moins 32 ans. Son expérience liée à des problèmes d'études, devis installations, après-vente... aura préparé à prendre des responsabilités d'animateur et de gestionnaire d'un centre de profit. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle tiendra essentiellement compte de l'expérience acquise. Ce poste est basé en proche banlieue nord de Paris. Ecrire à J. MOUNIER. Réf. A2202M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

directeur général

Société d'ingénierie implantée dans le Sud-Ouest de la France recherche son futur DIRECTEUR GÉNÉRAL

De formation Ingénieur (ECP, Ponts, ETP...), il devra posséder une bonne expérience du secteur Bâtiment ou Travaux Publics acquise soit au sein d'une entreprise, soit dans un Bureau d'Etudes. La connaissance de la région est très souhaitable. Le poste requiert une forte personnalité.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous ref. 56.44.08/457 à ADEQUATION 62/64 avenue Emile Zola 75015 Paris.



IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION leader sur son marché 3,5 milliards de CA renforce ses structures et recherche son

DIRECTEUR DES SERVICES JURIDIQUES

Directement rattaché au Directeur Général, il aura pour mission de le seconder pour la préparation et l'élaboration de tous les actes de la vie juridique de la société.

Il sera notamment responsable :
— du secrétariat juridique de la société et de ses filiales
— de la gestion des contrats
— de l'ensemble des dossiers contentieux
— de la gestion juridique du patrimoine immobilier.

Le candidat âgé d'au moins 32 ans, devra avoir une bonne formation juridique confirmée par une expérience pratique acquise dans une société commerciale.

Adresser CV manuscrit + photo + prétentions sous No 52.156 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.



Direction des ventes

220.000 F

Grands clients nationaux - automobile - Cette filiale de vente d'un des leaders mondiaux de la fabrication de composants pour l'automobile crée, dans le cadre de son expansion, le poste de responsable des grands clients nationaux. Rattaché au directeur général, et en relation avec la force de vente (40 personnes) et les ingénieurs d'application, il est responsable de la négociation de marchés auprès d'une clientèle nationale représentant une grande partie du chiffre d'affaires de l'entreprise : constructeurs et importateurs automobiles, compagnies pétrolières, groupements d'achat à vocation internationale... Ce poste nécessite d'avoir des contacts à tous niveaux et de se déplacer fréquemment en province. Il conviendrait à un candidat âgé de 28 ans au moins, diplômé de l'enseignement supérieur et possédant une expérience de la négociation de produits entrant dans l'équipement d'origine de l'automobile. La pratique de l'anglais est impérative. Une voiture de fonction est fournie. La rémunération annuelle, fonction de l'expérience du candidat, sera de l'ordre de 220.000 francs. Ecrire à Ph. LESAGE. Réf. A2309M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur de pmi textile

Alsace

Une entreprise de confection de 200 personnes, axée sur les produits de luxe et tournée vers l'exportation, recherche un directeur général. Bien secondé dans le domaine commercial et la création, il lui sera demandé d'orienter essentiellement son action sur la rentabilisation de l'entreprise, la gestion (informatisée) de la production, l'organisation des ateliers, le contrôle financier et comptable, les relations humaines. Généraliste et homme de PME, il abordera également l'étude marketing permettant de placer son entreprise sur les marchés d'avenir. Nous recherchons un homme de plus de 35 ans, ayant impérativement une expérience de l'industrie dans un secteur lié à la mode, et ayant acquis une bonne formation de gestion dans un poste similaire ou en direction administrative et financière. La rémunération sera liée à l'expérience et avoisinera 250.000 francs. Ecrire à D. HATT. Réf. A2162M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (088) 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

directeur des relations humaines

une opportunité de carrière dans une société en forte expansion pour un chef de personnel

UNIDIS MAJOR, Groupe de distribution - 1700 personnes, 1700 millions de F de CA prévus en 1982, une progression de 35 % par an depuis 10 ans - vous offre cette possibilité à Bourges.

Rattaché au Président Directeur Général, vous assurez l'intégralité des fonctions de relations humaines, en vous appuyant sur les compétences du Chef du Personnel pour tout ce qui concerne la gestion et l'administration. Vous êtes particulièrement :

- le conseil des membres de la Direction pour les questions de personnel ;
- l'homme des négociations dans les relations sociales ;
- le responsable du développement de la communication et de l'information dans l'entreprise.

Vous avez 32 ans minimum, une formation supérieure et votre expérience de la fonction personnel s'assortit du goût d'entreprendre. La connaissance du secteur de la distribution serait appréciée.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M568, à Nicole DOGNIN qui étudiera confidentiellement votre candidature.



49, av. de l'Opéra
75002 Paris



Directeur de Production Chantier de réparation navale

Nous recherchons pour le compte d'un groupe français, le directeur de production de son chantier naval situé sur la côte Pacifique de Panama. L'activité du chantier a débuté en janvier 1982 avec 95 personnes pour atteindre progressivement un effectif de 5 à 800 personnes. Le candidat, G.M., arts et métiers ou autodidacte de vocation, devra avoir acquis une expérience de plusieurs années dans un poste de responsabilité dans les domaines de la production d'un chantier de réparation navale. Placé sous l'autorité directe du Directeur Général, il devra faire preuve de solides qualités de commandement, avoir un bon contact et un caractère bien trempé. Il bénéficiera d'un contrat d'expatriation lui assurant outre son salaire, des avantages annexes et une couverture sociale équivalente aux garanties françaises. La connaissance de la langue anglaise est indispensable, celle de la langue espagnole souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, photo et C.V. à Melle Lagarde



GESTION ET METHODES
CONSULTANTS D'ENTREPRISES
1 bis Place du Commerce 75015 Paris.

MEMBRE DE SYNTIC

Notre entreprise familiale en proche banlieue Est de Paris (RER) conçoit, produit et commercialise des matériels de maintenance. Nous créons une fonction de

Directeur du développement

auquel nous confierons la responsabilité de l'évolution de nos gammes de matériel : les études de marché, la conception de nouveaux produits, la documentation commerciale et l'appui à la vente.

Directement rattaché au PDG, il secondera celui-ci dans diverses missions.

Ce poste conviendra à un ingénieur diplômé ayant une expérience de ventes ou de marketing dans le secteur des biens d'équipement.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf 338 RT.



33 rue de Miromesnil
75008 Paris
Discrétion assurée.

Directeur des Ventes Export Poste à créer 200 000 F/an +

Nous nous appuyons sur l'innovation technique et commerciale, la volonté permanente de compétitivité, le consensus social pour conduire depuis de nombreuses années une croissance d'environ 30 % par an sur le marché français des appareils de chauffage électrique (C.A. 82 : 250 MF).

L'export devient à partir de 1983 un de nos axes privilégiés de progression. Nous voulons y réaliser une pénétration commerciale en profondeur.

Pour prendre en charge sur les plans marketing et ventes ce développement, nous créons à PARIS le poste : Directeur des Ventes Export. Rattaché au Directeur Commercial, il est responsable de la définition et de la réalisation des objectifs sur les cibles retenues (respect des objectifs et du budget).

Ce poste évolutif intéresse un spécialiste de l'exportation, de formation E.S.C. ou similaire. Agé de 32 ans environ, il justifie d'une expérience confirmée de responsable export, du préférence sur des marchés européens. Il parle l'anglais et si possible l'allemand.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 5403 M à François CORNEVIN



EQUIPES ET ENTREPRISES
33, rue Vivienne 75002 PARIS

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégrèvements selon surface ou nombre de publications

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Société française de premier plan.

Recherche son directeur commercial

France et Export

LEADER de son marché, cette solide PME de 110 M.F. de C.A., 3 filiales, export 20%, usine moderne, maîtrise sa croissance avec des produits spécialisés pour l'habitat, un réseau de 2000 clients, une forte image de marque et assure sa vitalité par un effort permanent de développement et une gestion rigoureuse.

Une opportunité exceptionnelle

Animé d'ambitions étayées par de fortes qualités professionnelles, le Directeur Commercial, membre d'une équipe dirigeante ouverte, pragmatique et performante, devra développer les ventes des produits existants et à venir,

poursuivre l'action de son prédécesseur et donner un nouvel essor au réseau commercial.

Il établit la politique commerciale, définit les objectifs et les moyens pour les atteindre, gère son budget, dirige une équipe d'une vingtaine de personnes, organise l'action et l'animation commerciale, participe en permanence à l'adaptation produits marchés.

Ayant exercé au préalable des fonctions commerciales sur le terrain, il doit avoir une connaissance opérationnelle des différentes formes de la distribution.

Agé de 35 ans minimum, il a une formation supérieure, écrit et parle couramment l'anglais et connaît si possible une autre langue.

Nous demandons pour ce poste autonome et motivant base Paris R.P. OUEST, un homme animé d'un esprit d'équipe et d'entreprise, avec une volonté d'aboutir qui lui vaudra dès à présent une belle situation avec des perspectives d'avenir.

Si vous êtes cet homme, écrivez avec C.V. détaillé et prétentions à : Guillon Sélection 93, rue Joffroy, 75017 Paris - sous référence 854.

Nous vous assurons de notre discrétion et aurons à cœur de vous répondre personnellement.

DIRECTEUR GENERAL

Cette société de services à vocation sociale-opérant sous forme d'institution à but non lucratif recherche le successeur de son actuel Directeur Général.

Rendant compte au conseil d'administration, il est en charge du bon fonctionnement de l'organisme sur l'ensemble des plans : politique de développement, gestion administrative et financière, informatique de gestion, législation sociale, animation du personnel (moins de 50 personnes) relations extérieures.

Nous souhaitons rencontrer un homme de contact dont l'expérience confirmée aura été acquise dans des fonctions soit de direction du personnel ou secrétariat général, soit à un poste opérationnel dans l'assurance. La dimension de l'entreprise exige à la fois de réelles capacités relationnelles comme une grande autonomie. Le salaire sera fonction de l'expérience acquise.

Le poste est basé en banlieue Ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet et photo, sous référence M 8630 A, à :

EGOR S.A.

8, rue de Bani 75008 Paris.

PARIS LYON TOULOUSE MILAN PERLEVA LONDON NEW YORK MONTREAL

egor

BECTON DICKINSON, importante société internationale de matériel médical recherche pour son siège européen de Grenoble son

Directeur de l'informatique Europe

Dépendant du «Controller» européen, il a l'entière responsabilité du système d'information du siège et de la coordination de l'activité des filiales. Ce rôle, il planifie et dirige l'activité du centre informatique européen, assure que les différents utilisateurs obtiennent les informations dont ils ont besoin et est responsable d'un budget informatique important. Il dirige, anime et coordonne les activités des «System Managers» et «Operations Managers».

La préférence sera donnée à un candidat de formation supérieure, pouvant justifier d'une expérience de plus de 10 ans dans les différents domaines de l'informatique, et pratiquant couramment, au minimum l'anglais et le français.

La position offre une responsabilité de large envergure et s'adresse à une personne dynamique et organisée, faisant preuve d'un haut niveau d'initiative. La rémunération est compétitive et inclut la mise à disposition d'une voiture de fonction.

Les candidats enverront leur curriculum vitae sous réf. 945/01 H en indiquant leurs prétentions, au Cabinet de Conseil chargé de cette recherche.

V.W.H. GREENWAY Ernst and Whinney Conseil

150, boulevard Haussmann 75008 PARIS

BECTON DICKINSON

DIRECTEUR TECHNIQUE D'UNE P.M.I. DANS DEUX ANS...

(Société leader dans sa branche, 200 personnes, 25 Km Saint-Etienne Loire).

Ingénieur Mécanicien d'environ 35 ans, vous possédez une réelle expérience de la fabrication de pièces mécaniques en grande série et vous êtes un homme de terrain capable de devenir à court terme le Chef de Fabrication de l'Entreprise.

Mais vous souhaitez aussi évoluer et vous vous sentez en mesure de prendre sous deux ans la succession de l'actuel Directeur Technique.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à : SERVICE DE PSYCHOLOGIE D'ENTREPRISES DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (sous référence L. 982), 58, rue Vaillant-Couturier 42000 SAINT-ETIENNE. Discretion assurée.

Foyer de Jeunes Travailleurs

130 bis

Banlieue proche Paris

recherche

DIRECTEUR (TRICE)

ADJOINTE (E)

Responsabilités :

Accueil et suivi des résidents,

et secteur socio-éducatif.

Expér. et formation exigées.

Salaire de départ : 8.000 F.

Adressez candidature et C.V.

G.L.T.T.

1, rue Royer-Collard, Paris-8^e.

LE CENTRE REUNIONNAIS D'ACTION CULTURELLE

recrute

UN DIRECTEUR

Niveau BAC + 4 ou équivalent.

Connaissance du droit

du travail, fiscalité,

gestion et comptabilité,

connaissance du monde

artistique, de l'organisation

et de la régulation

de spectacles (audio-visuel,

théâtre, musique, etc.)

ou direction de C.A.C.

Les candidatures doivent être

adressées avec curriculum vitae

avant le 24 novembre 1982 au

président du CRAC, Jardin de

l'Etat, S.P. 10219 94700

SAINT-DENIS.

RELAIS JEUNES

ATIS MONS

F.T.T. 95 bis

en plusieurs unités dont

logements socialisant des

adolescents.

CENTRE DE

PREPARATION

cherche

DIRECTEUR

DE L'ASSOCIATION

RESPONSABLE :

- de l'animation et de la

coordination de l'ensemble

des activités ;

- du contrôle de la gestion

administrative et financière ;

- des relations extérieures

avec les organismes publics

et semi publics concernés et

les associations ;

- de l'animation de la vie

associative.

Compétence gestionnaire

affirmée, sans élève des

relations humaines, grande

aptitude à savoir diriger une

équipe. Disponibilité, solide

expérience professionnelle.

Rémunération à négocier dans

le cadre de la C.C.N.-F.T.T.

Envoyer lettre manuscrite,

C.V., prétentions à :

M. le Président de Relais

Jeunes,

10, rue des Pourpointiers,

91200 ATIS-MONS.

DIRECTEUR DE FILATURE

INGÉNIEUR TEXTILE

ENSAT, ESPT, ESITM, ITR.

5 à 10 ans expérience

de filature, coton, synthétique

ou fibres longues.

Une très importante filature de

coton et synthétique (région

tournaise de l'Est, proche ville

universitaire), produits de haute

qualité largement exportés, re-

cherche ce Directeur solide-

ment expérimenté en filature et

commandement.

Il organisera la production d'une

unité moderne de filature

(plusieurs centaines d'ouvriers,

plusieurs dizaines de milliers de

broches), supervisera l'enca-

drement et collaborera avec les

services commerciaux pour la

mise au point des programmes

de fabrication.

Passe d'avenir stable et

évolutive. Logement facilité.

Adr. C.V. dét. s/réf. 1.017 à :

SELETEC,

Conseil

67008 STRASBOURG CEDEX

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi

de 9 heures à 18 heures

au 296-15-01

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

INGENIEUR QUALITE

Nous recherchons, pour réussir un démarrage Outre-Mer, un homme jeune, doué d'une forte personnalité et de bonnes facultés d'adaptation. D'origine mécanique, il a quelques années d'expérience en usinage mécanique et parle couramment anglais.

Après 6 mois de formation aux aspects spécifiques de ce contrat (à Paris et en Province), il partira sur place assurer le suivi de la mise en route des procédures de contrôle qualité et de la formation des inspecteurs locaux.

Là-bas, il trouvera toutes les facilités pour s'installer avec sa famille dans un milieu urbanisé.

Importante société d'ingénierie, nous lui assurons un contrat d'expatrié avec tous les avantages liés à sa fonction.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 4278 à DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.

économiste industriel

sema

Pays en développement

Dans le cadre de ses activités de conseil de haut niveau auprès des gouvernements des pays en voie de développement, sema conseil recherche un économiste industriel.

Détaché en Afrique francophone pour une durée minimum de 24 mois. Il sera chargé d'évaluer pour le compte des gouvernements des projets d'investissement et de participer au montage technique, financier et institutionnel des projets sélectionnés.

Le candidat, de 30 ans minimum, a une double formation supérieure (grande école d'ingénieur, et économie-finances). Il a une expérience d'au moins 2 ans acquise dans des pays en voie de développement et maîtrise l'anglais. Pour un candidat de valeur, ce poste peut être le point de départ d'une carrière diversifiée au sein de sema.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite sous la référence 10368/M à Sema-Sélection : Centre Matra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

sema selection

Paris - Lille - Lyon

Marseille - Toulouse

HEAD OF MARKETING DEPARTMENT

(Marketing and Sales)

HEAD OF TECHNICAL DEPARTMENTS

(Engineering and Manufacturing)

Candidates should hold University degrees with appropriate experience in their fields. Age 30-35.

English and Arabic are essential. French is a plus. Initial assignment is in Lebanon, with possible transfer and/or coverage of other Arab markets. All application will be treated in strict confidence.

Please send CV to n° 51551, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, who will forward.

TRANSFERT de TECHNOLOGIE à l'ETRANGER

Société d'ingénierie, nous recherchons pour assurer notre présence outre-mer dans un pays anglophone et dans le cadre de transfert de technologie un

INGENIEUR FABRICATION ELECTRONIQUE

Bénéficiant d'une expérience de 5 à 10 ans en fabrication et assemblage d'appareils électroniques. La connaissance de l'anglais est, bien entendu, également indispensable.

Les candidats intéressés recevront de plus amples détails sur ce poste au cours d'un entretien. Nous préciserons alors également les conditions d'expatriation et de vie en famille sur place (tout près d'une capitale). Une formation spécifique de 6 mois sera dispensée au préalable, en métropole.

Nous vous prions d'adresser CV, photo et prétentions sous référence 4277 M à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Au cœur de la Branche Grand Public THOMSON BRANDT, notre unité d'Angers (2 000 personnes) occupe une place bien à part : elle est le creuset des technologies les plus sophistiquées en matière de TV couleur, Vidéo.

Nous vous proposons aujourd'hui un poste d'

INGENIEUR ELECTRONICIEN CHEF FABRICATION UNITE MONTAGE FINAL

Responsabilités de cet Ingénieur Electronicien « généraliste » : la sortie quantitative et qualitative - des produits finis (TV couleur)... et des 400 personnes de l'unité de fabrication, au patron de laquelle il est directement rattaché. Gestionnaire de la régulation des tâches et des relations avec le Service Appros, il est, bien sûr, au plan humain, en sa qualité de responsable d'une unité de cette importance. Nous recherchons pour ce poste un homme de la Production, voire des Méthodes, la jeune trentaine mais déjà fort d'une expérience de 5 ans dans la gestion des hommes. Cette maturité lui permettra de faire face avec succès à ses préoccupations d'encadrement, gestion, animation du personnel.

Cette situation vous est proposée à Angers, ville universitaire à 2 heures de Paris ou de La Baule. Votre évolution est garantie par l'importance et le développement du Groupe THOMSON BRANDT.

Merci d'adresser votre candidature lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions) sous réf. 82249 à SELECOM

THOMSON-BRANDT
Branche Grand Public

selecom

225, rue du fbg Saint Honoré 75008 PARIS.



**Votre potentiel
et votre dynamisme
pour créer la fonction**

ORDONNANCEMENT LANCEMENT

- organisation du lancement,
- choix et lancement de la sous-traitance locale,
- animation d'une équipe de 40 à 50 personnes.

Le candidat recherché, 30 ans minimum, aura obligatoirement une expérience de **SYSTEME INFORMATIQUE DE GESTION DE LA PRODUCTION**, de préférence dans la production de courtes séries en produits électroniques.

Une bonne connaissance de la production serait un atout supplémentaire.

Le poste est à pourvoir à **LILLE**.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous référence 9129 M à : Michèle CORBINEAU, Direction des Relations du Travail TRANSAC ALCATEL - B.P. 92 - 91301 MASSY.

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

EXPORTONS ENSEMBLE NOTRE SAVOIR-FAIRE EN INGENIERIE

Nos "Affaires" sont de très importantes réalisations "clés en main" au MOYEN-ORIENT et en AMERIQUE LATINE.

Au-dessus de la barre des 500 Millions de Francs, elles mobilisent des équipes nombreuses au Siège comme sur les chantiers.

Nous recherchons, pour renforcer nos équipes dirigeantes des

CHARGÉS DE GRANDES AFFAIRES

(basés au Siège à Paris)

et des

DIRECTEURS DE GRANDS CHANTIERS

(statut d'expatriés)

Spécialiste confirmé de différents domaines de l'Ingénierie Générale : négociations, coordinations, planifications, études, vous avez, au niveau requis, une expérience de 10 ans dans l'un de ces 2 postes.

Vous maîtrisez couramment l'anglais et, si possible, l'espagnol.

Homme de caractère, autonome, entreprenant, pourquoi ne pas réussir ensemble ?

Veuillez envoyer votre C.V. détaillé avec photo et prétentions, en précisant le poste souhaité, à HAVAS CONTACT : 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS, sous référence 31577.

HAVAS CONTACT

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

Bureau Veritas

POUR IMPORTANTS CHANTIERS
AU MOYEN-ORIENT
BUREAU VERITAS
recherche

A - ingénieur études BA-BP

- 5 ans d'expérience minimum,
- expérience chantier souhaitée,
- anglais courant,
- détachement en célibataire,
- congés - 14 jours domicile toutes les 11 semaines sur site,
- mission de 2 ans,
- conditions d'expatriation motivantes.

B - ingénieur confirmé BTP

- solide expérience du calcul et des méthodes d'exécution de BP,
- 10 ans d'expérience minimum,
- anglais courant,
- détachement en célibataire,
- congés - 14 jours domicile toutes les 11 semaines sur site,
- mission de 2 ans,
- conditions d'expatriation motivantes.

Ecrire avec CV, prétentions et photo sous référence n° 63A ou B à BUREAU VERITAS - BP 248 92307 LEVALLOIS-PERRET CEDEX Tél. 758.11.65

A.I.C.F. Action Internationale Contre la Faim
recherche

COUPLE RESPONSABLE PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL UGANDA-KARAOJA

Durée : 2 ans.

Départ : début 1983.

Formation supérieure agricole.

Expérience du développement souhaitée.

Anglais courant indispensable.

Indemnités et prise en charge assurée.

Adresser C.V. à J.-F. CLAUDEL A.I.C.F. Levallois-Perret, 81, rue Marius-Aufan, 92300 LEVALLOIS-PERRET. Tél. 757-11-93.

Institut universitaire européen - Florence
Le département des sciences juridiques recrute

UN PROFESSEUR

à temps plein (a3) à partir du 1^{er} janvier 1984 ou à une date ultérieure à convenir.

Les demandes provenant de candidats possédant une expérience dans tous les domaines du droit seront examinées : toutefois, un intérêt particulier sera porté aux candidatures de spécialistes dans le domaine du droit international (public, privé ou commercial).

Seuls les candidats occupant une fonction comparable dans une université ou une institution de recherche seront pris en considération.

La durée des contrats est comprise entre 3 et 7 ans.

Date limite de dépôt des candidatures : 15 janvier 1983.

Une note d'information peut être obtenue auprès du service académique de l'Institut universitaire européen, badia fiorentina, I-50016 s. domènico di fiorentina (fi) - Italie.

AFRIQUE FRANCOPHONE
recherchons

HEC-ESSEC

Minimum 35 ans - Pour direction financière ensemble agro-industriel important. Expérience problèmes financiers et d'organisation grande entreprise indispensable. Niveau de rémunération en rapport avec références demandées.

Prière d'envoyer CV avec lettre manuscrite et photo sous No 52.139 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui trans.

MERLIN GERIN

14 000 personnes, 35 filiales en France et dans le Monde, un chiffre d'affaires en progression de +30% en 1982 réalisé pour près de 50% à l'exportation - chiffre d'affaires 81 : 4 milliards - Le plus important constructeur français d'appareillages et d'équipements électriques et électroniques pour le transport et la distribution d'énergie électrique continue sa progression et recherche des ingénieurs de fort potentiel pour participer à son développement. La politique de promotion et de mobilité interne permet des carrières très évolutives.

Recherche des **INGÉNIEURS CONFIRMÉS ARTS ET MÉTIERS OU ÉQUIVALENT**, pour ses unités de production - Grenoble et filiales -

MÉTHODES

Les candidats ont acquis une première expérience en développement de produits ou industrialisation, en électronique ou électrotechnique, prendront en charge la responsabilité des méthodes d'un secteur d'activité.

Réf. MTM 197

GESTION DE PRODUCTION

Une première expérience en fabrication, approvisionnements, ordonnancement, lancement, de préférence en électronique est nécessaire pour prendre en charge ce type de poste. La pratique de l'informatique de gestion industrielle est souhaitée.

Réf. MTM 198

Ces postes sont évolutifs dans le contexte général de l'entreprise.

Ecrire avec C.V. et prétentions

en précisant le poste choisi à :

MERLIN GERIN

Service GCE

38050 GRENOBLE Cedex.



responsable des V.R.D.

d'un important chantier de Bâtiment à l'étranger.

Vous êtes titulaire d'un diplôme d'Ingénieur ou avez atteint un même niveau. Vous justifiez d'une expérience minimum d'environ 10 ans dans cette spécialité. Vous avez dirigé les V.R.D. d'importants chantiers en France et à l'étranger.

Votre mission :

- consultation et choix des fournisseurs et sous-traitants.
- gestion du contrat et des dépenses afférentes.
- suivi de l'exécution et animation des équipes.

Envoyez votre C.V., photo et prétentions à :

Monsieur Dunot - 149, rue Saint-Honoré

75001 PARIS, qui transmettra.

Réponse et discrétion assurées.

SUCRIERIE NORD SENEGAL, recrute TECHNICIEN AGRICOLE

« HOMME DE TERRAIN »
POUR SERVICE RECHERCHES

FONCTIONS : épandage d'engrais par avion - épandage de chaux et de compost - échantillonnage des feuilles pour analyses foliaires, de cimes pour analyses de jus dans laboratoire bien équipé - inspection des champs (maladies, parasites, ...) - encadrement : environ 60 personnes.

PROFIL : expérience professionnelle mini 4 à 5 ans - sens de l'organisation - aptitudes pour le travail d'équipe.

Logement assuré en base vie.

Envoyer C.V. détaillé avec lettre manuscrite + photo

sous référence 9320 M sur enveloppe à :

JEAN REGNIER Publicité, 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

50 من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ingénieur de fabrication

Notre Société, implantée en proche banlieue Nord de MARSEILLE, filiale d'un Groupe Industriel Agro-Alimentaire de première importance, recherche un INGENIEUR DE FABRICATION pour prendre en charge le service production de notre usine.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur ENSIA ou équivalent, justifiant de 2 à 5 ans d'expérience de la fabrication de produits alimentaires. De bonnes connaissances en mécanique et en électricité seraient très appréciées.

A ses compétences techniques, le candidat retenu devra joindre de réelles qualités de contact dans ses relations avec les autres services et son personnel.

Une rémunération motivante et de réelles possibilités d'évolution sont offertes à un candidat de valeur.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 7459-M à I.C.A. 5, rue d'Autreuil - 75019 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Audit interne

Lyon

La filiale française d'une multinationale américaine (21.000 personnes), leader sur le marché de l'outillage électroportatif grand public, recherche pour renforcer ses structures, un Audit Interne confirmé. Basé au siège de la société située à Lyon, il sera placé immédiatement sous l'autorité de la direction de ce département. Agissant en tant que consultant interne, sa mission sera de contrôler l'application des procédures comptables, financières et administratives en fonction des critères internes établis, ainsi que proposer des recommandations pertinentes aux différentes unités et responsables de la société. Cette fonction, autonome, nécessite de réelles aptitudes d'analyse et de synthèse. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 28 ans minimum de formation type E.S.C. option finance-comptabilité, ayant une expérience de 3 ans minimum de la fonction, acquise si possible dans un cabinet d'audit. La possession du D.E.C.S. constituerait un atout et la pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération proposée sera fonction de l'expérience du candidat et d'excellentes perspectives d'avenir pourront être envisagées dans le groupe. Ecrire à H. MICHERON. Réf. AZ213M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Responsable qualité

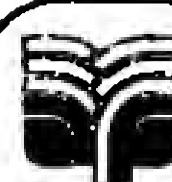
Midi-pyrénées

Une entreprise performante (100 millions de chiffre d'affaires - 450 personnes), leader sur le marché de l'électro-acoustique professionnelle et réalisant 35% de son chiffre d'affaires hors de France, recherche son responsable qualité. Rendant compte à la direction générale, il aura comme objectif de concevoir et mettre en œuvre une véritable politique de qualité à tous les échelons de l'entreprise en collaboration étroite avec l'ensemble des services intervenant dans la fabrication (ateliers, méthodes, B.E.). Ce poste conviendrait à un ingénieur possédant de bonnes connaissances en électronique impérativement valorisées par une expérience de plusieurs années dans une fonction similaire. Une bonne pratique de l'anglais sera un atout apprécié. Le poste est basé dans une ville moyenne de la région Midi-Pyrénées. La rémunération annuelle, de l'ordre de 180.000 francs, sera essentiellement fonction de l'expérience acquise. Pour ce poste, les réponses seront transmises directement à notre client ; prière d'indiquer les noms des Sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Réf. BT2001M

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
Résidence Pont de Riquet - 71bis, allées Jean Jaurès
31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Vosges
Usine d'Archives

INGENIEUR CHIMISTE

Responsable du service colorimétrie

L'usine d'ARCHES (500 personnes), l'une des unités de production du Groupe papeter ARJOMARI, est spécialisée principalement dans la fabrication de papier «décor» pour lamelles et stratifiés. «La mise à la teinte» est une des contraintes essentielles de ce type de production.

Le laboratoire de colorimétrie a pour mission, d'une part de réaliser l'élaboration des formules, de coloration et les essais de teintes demandés par la clientèle et d'autre part d'assurer les lancements et le contrôle des teintes en fabrication.

Le titulaire du poste anime une équipe de 7 personnes (coloristes, laborantins). Il gère son laboratoire tant au niveau de la production quotidienne, qu'au niveau des projets de développement, bibliothèques de formules, développement informatique de la gestion des teintes. Le laboratoire est équipé d'un matériel moderne d'analyse (spectrocolorimètre) couplé à un ordinateur.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur chimiste possédant une expérience significative 2/5 ans acquise en milieu industriel. Une spécialisation théorique ou pratique de la colorimétrie serait bien évidemment un atout apprécié.

La rémunération offerte (+ logement de fonction), l'autonomie et l'intérêt du poste sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Pour recevoir informations complémentaires écrire sous réf. M 5453 L.

EGOR INDUSTRIE
63, rue de Pontlieu 75008 Paris.

egor

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

compagnie française des aciers spéciaux

Groupe spécialisé dans la sidérurgie fine (6000 personnes, CA 2,5 milliards de francs). Filiale de 2 grands Groupes Sidérurgiques Français, recherche pour son usine de VALENCIENNES, spécialisée dans la fabrication des roues et essieux de chemin de fer, un

INGENIEUR D'ENTRETIEN

LA FORMATION - L'EXPERIENCE:
— ingénieur débutant ou 1 an d'expérience dans ce domaine (AM - ICAM - IDN - HEI ou équivalent) — spécialisation mécanique — bonnes connaissances de base en électricité industrielle.

LE POSTE:
— assumer au départ la responsabilité du secteur entretien mécanique du Service Forge, puis l'ensemble des Services Forge et Usinage;
— organiser et suivre les opérations d'entretien;
— participer aux études d'investissements prévues dans l'usine.

Une gestion dynamique des carrières permet d'assurer aux hommes de potentiel et performants une évolution dans notre groupe.

Le poste est situé à VALENCIENNES.

Adresser lettre de candidature, curriculum vitae au Directeur de l'usine COMPAGNIE FRANÇAISE DES ACIERS SPECIAUX, BP n° 12, 59125 TRITH-SAINT-LEGER.

HAVAS CONTACT



RECRUTEMENT - RECHERCHE DE CADRES REIMS 51

PSYCHOLOGUE CONSULTANT

90.000 F +

Cabinet spécialisé en recrutement de cadres (18 ans d'existence) recherche pour son siège à Reims un CONSULTANT RECRUTEMENT. Age de 28 ans min, impérativement diplômé en psycho, il a une expérience du recrutement d'au moins 3 ans en Cabinet ou en Entreprise. Dans un premier temps, il assistera le Consultant responsable des opérations de recrutement. Il sera chargé de la production (recherche de candidats, sélection, définition des batteries-tests, interviews) ensuite il aura progressivement la responsabilité de missions de recrutement. Conscient et motivé par une activité diversifiée qui intègre l'approche commerciale, l'analyse des structures, des postes et des problèmes humains, sa disponibilité pour des déplacements importants est fondamentale. Guy Moreno attend votre candidature et vous garantit une totale discrétion. Adressez lui votre CV manuscrit détaillé avec photo et prétentions sous référence M.O.I.

8, rue de la Tirelire 51054 REIMS CEDEX.
58 avenue de Wagram 75017 PARIS.

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication



recherche pour son CENTRE D'ETUDES DE LA GAUDE près de NICE, de jeunes

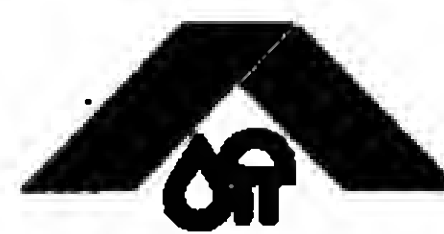
INGENIEURS DEBUTANTS

ELECTRONICIENS/INFORMATIENS
GRANDES ECOLES, HOMMES OU FEMMES

Ils participeront à des activités de développement et d'évaluation de produits dans le domaine des **TELECOMMUNICATIONS** (modems, contrôleurs de communication, microélectronique...). Outre d'excellentes conditions de travail, la Compagnie offre de larges possibilités de perfectionnement et d'évolution. Les postes à pourvoir peuvent impliquer des stages ou missions

de longue durée en France et à l'étranger, notamment aux Etats-Unis. Ils permettront à des personnalités de valeur, ayant une bonne pratique de la langue anglaise, d'accéder à des responsabilités techniques et humaines de haut niveau.

Envoyer candidature détaillée à Ph. Rougier - Service du Personnel, IBM France 06610 La Gauda.



GROUPE INDUSTRIEL EN CONSTANTE PROGRESSION
700 personnes - 350 millions de C.A.
pour faire face à son développement, recrute :

Pour son secteur ROBOTIQUE La Roche sur Yon (Vendée). Construction d'équipements industriels pour l'automatisation du travail de la tôle et des plastiques. N° 1 français dans sa spécialité

ingenieur d'affaires

Electro-mécanicien AM, INSA ou équivalent. Expérience 3 ans environ.

Après une période de formation assurée par nos soins, il sera chargé :

- d'analyser les besoins des clients,
- de présenter les devis,
- de participer directement à la mise en service des équipements,
- d'assurer le suivi en clientèle.

Ce poste, essentiellement technique, comporte de nombreux contacts en clientèle et des déplacements de courte durée en France et en Europe.

Pour ses unités de production La Roche sur Yon (Vendée) et Pont de Vaux (Ain).

jeunes ingenieurs

débutants ou presque. Après formation et adaptation, ces jeunes diplômés AM, INSA, ENSI ou équivalent se verront confier des responsabilités dans différents domaines liés à la production :

- contrôle qualité,
- fabrication,
- bureau d'études (pour ce poste, de solides connaissances en thermique sont indispensables, de bonnes connaissances en électro-mécanique et électronique seraient un atout supplémentaire).

adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à : Direction du Personnel ATLANTIC - 87 X - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex.



La grande marque pour bien chauffer

Pour son Usine de la Roche sur Yon (Vendée)

Fabrication grande série automatisée.

chef unite production

AM, INSA, ENSI ou équivalent.

Sous l'autorité du Directeur Technique de l'Usine, il aura la responsabilité de la gestion d'une unité de production comprenant 150 personnes.

Il dirigera et animera les services fabrication, entretien, méthodes, ordonnancement, lancement et administratif.

Nous recherchons un ingénieur diplômé, ayant acquis une expérience en production d'au moins 5 ans, si possible dans le domaine de la fabrication de série.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SB SPIE BATIGNOLLES
Groupe international et pluridisciplinaire,
CA 81 : 12 milliards, 38000 personnes

Division électricité et nucléaire
Un des leaders de l'équipement électrique, CA 81 : 3,5 milliards avec
10.000 personnes.
activités : production et transport d'énergie, équipements électriques indus-
trie et bâtiment, automatisme, instrumentation, génie climatique, tuyauterie
industrielle et nucléaire.

Futurs ingénieurs d'affaires

écoles d'électricité

La Division électricité et nucléaire souhaite renforcer ses équipes
d'ingénieurs implantées dans ses directions régionales de Laval, Lyon,
Nantes, Nevers, Paris.

Durant une période d'environ 2 ans, vous vous familiariserez avec les
différentes phases d'une affaire (études, devis, réalisation et suivi de
chantiers, gestion des coûts...).

Cette formation intégrée vous conduira à prendre une complète responsa-
bilité de gestion des affaires.

Nos Directeurs régionaux sont prêts à prendre des risques avec vous si vous
avez un tempérament d'entrepreneur et si vous considérez que la mobilité
est un élément important dans la gestion de votre carrière.

Pour prendre contact, écrivez à Direction du Personnel,
sous réf 2211 M. G.R.H., 202, quai de Clécy, 92111 Clécy Cédex.

Responsable de la logistique

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche pour l'une de ses usines
(350 personnes), située à 180 km à l'EST de PARIS, un responsable de la logistique.
IL SERA CHARGÉ : du traitement des commandes, de l'ordonnancement, du planning,
de la gestion des magasins M.P. et P.F. et des expéditions en France et à l'étranger.
Une réelle expérience de la fonction et de l'utilisation de l'OUTIL INFORMATIQUE
est exigée.

La connaissance de l'ANGLAIS est très souhaitable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous la référence 3462 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

EPINAL
SOCIÉTÉ FRANÇAISE
FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE
CHIMIQUE AMÉRICAIN,
recherche pour son Usine de 210 personnes

chef de personnel

Il sera chargé de :
- la gestion et l'administration de l'ensemble
du personnel,
- des relations avec les partenaires sociaux et
les responsables de sécurité et conditions de
travail.

Ce poste conviendrait à un cadre de formation
supérieure, ayant déjà une expérience de la
fonction personnel de 2 à 3 ans minimum.
Pratique de l'anglais vivement souhaitée.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous
réf. 1073 à AXIAL, Publicité, 27, rue Talbot
75009 Paris, qui transmettra.

elf aquitaine

RECHERCHE POUR SES SERVICES D'INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE

PROGRAMMEUR ANALYSTE PROGRAMMEUR

- de formation minimale BAC C + DUT informatique
- ayant une expérience d'au moins 5 ans en informatique scientifique sur gros/ mini-
ordinateur
- la connaissance de plusieurs langages (FORTRAN - BASIC - APL) et une pratique en
informatique graphique seront appréciées.

Adresser C.V. et prétentions sous No 52052 à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement
26, avenue des Lilas - Tour 12-04 - 64018 PAU CEDEX.

THOMSON - BRANDT
BRANCHE GRAND PUBLIC
Ensemble Industriel de 2.000 personnes
leader européen du lave-linge
recherche à LYON

Ingénieur de maintenance

AM, ECAM, INSA ou ENSI,
il devra animer une équipe de 45
techniciens et agents d'entretien afin
d'assurer la bonne marche technique
d'un parc de presses transferts et de
lignes de soudure automatisées d'une
unité de tôlerie de 350 personnes
avec son budget à gérer. Le candidat
devra faire preuve d'un sens de l'orga-
nisation et du commandement mo-
deme. L'importance du groupe per-
mettra son évolution. Débutant exclu.

Ecrire au CABINET GATIER,
32 Rue Barrême 69006 Lyon, sous
Référence 900 M.

Cabinet Gatier

amri
IMPORTANTE SOCIÉTÉ
ROBINETTERIE

recherche
pour sa Direction Industrialisation
implantée dans la Région de PAU

INGÉNIEUR MÉTHODES

Il assurera l'encadrement et l'animation
du Bureau Coûts et Méthodes.
De formation ingénieur-mécanicien, il
devra justifier d'une expérience analogue
d'au moins 5 ans ainsi qu'en informatique
de production.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :

Société AMRI
Service du Personnel
"Les Mercuriales" - 40, rue Jean-Jaurès
93176 BAGNOLET

Ingénieur responsable d'opérations

Bordeaux

Société de promotion immobilière, filiale d'un très important Groupe financier, nous recherchons pour notre
Direction Régionale de Bordeaux un Ingénieur Responsable d'opérations.
De formation : CENTRALE - MINES - ETP... Vous serez chargé du suivi des opérations dans leur phase de réalisation
(permis de construire, animation des équipes d'ingénierie, démarrage des travaux). Vous êtes responsable
de la bonne qualité du produit, ainsi que de son prix de revient. Une expérience de 2 à 5 ans environ dans le
Bâtiment est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser C.V., photo et prétentions, sous référence 3442 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

URGENT PROVINCE EST
important groupe français
recherche
STYLISTE

En liaison avec le responsable de la création, ce collabora-
teur prendra en charge le suivi, la création et le développe-
ment des collections.

Nous demandons une expérience dans le domaine des
objets de mode, luxe et accessoires de mode ainsi qu'une
approche de la fabrication en série.

Nous proposons un poste attractif dans une ville agréable
avec des moyens de recherche très sophistiqués, dominant à
ce poste au plus.

Le salaire sera fonction des aptitudes du candidat.

Env. C.V., photo et rémun. actuelle à : Maitre Horlogerie,
10, bd de Strasbourg, 75010 PARIS service CRÉATION.

DIVISION TELECOMMUNICATIONS

CHOLET - 49

dans le cadre du développement d'une unité de production
de matériel électronique professionnel (actuellement
200 personnes, objectif 400 en 1984),

LE CHEF DU DÉPARTEMENT
recherche son

CHEF DE FABRICATION

Celui-ci prendra la responsabilité des coûts, délais et qualité
des fabrications mécaniques et montage câblage.

Le candidat retenu diplômé d'une école d'ingénieurs,
motivé par les problèmes techniques et humains, disposera
d'une première expérience en production.

Adresser C.V., photo et prétentions à M. Antoine
THOMSON CSF, 110, avenue Leclerc - B.P. 89
49309 CHOLET Cedex.

ORGANISME SECTEUR ÉCONOMIE SOCIALE
RÉGION CENTRE-OUEST

recherche

1 - COORDONNATEUR de CENTRES de SOINS MÉDICAUX

Il devra coordonner, sur les plans comptable,
administratif et humain, l'activité de plusieurs centres
comportant en tout une dizaine de praticiens et une
vingtaine d'assistantes.

Pour être candidat, il faut avoir une formation
généraliste de base de niveau supérieur, ainsi qu'une solide
expérience de gestion, de préférence dans un domaine
identique ou proche.

(référence 2451)

2 - SECRÉTAIRE ASSISTANTE de DIRECTION

Elle devra animer l'ensemble du secrétariat de
l'équipe de Direction et des services généraux.

Pour être candidate, il faut avoir une solide
formation générale de base, ainsi qu'une expérience
suffisamment longue et diversifiée pour avoir acquis une
parfaite maîtrise de l'ensemble des techniques modernes
du secrétariat.

(référence 2452)

Envoyer C.V. détaillé, lettre
manuscrite, photo récente et
prétentions au Département
Recrutement du COMES,
18, rue de la Paix,
75002 PARIS.

en rappelant la référence du
poste.

**DISCRÉTION ET RÉPONSE
ASSURÉES.**



FLONIC

Société du groupe international Schlumberger
conçoit et réalise une gamme complète de matériel de comptage
et de mesure industriels.
Nous confierons la responsabilité, dans l'un de nos établissements de
province, de

choisir, négocier, acheter
les matériaux, les produits, les services, à un

jeune ingénieur

(+ formation gestion appréciée), ou à un diplômé de l'Ecole Supérieure des
Approvisionnements.

Anglais courant, Allemand souhaité.
Poste très évolutif au sein d'un Groupe de tout 1^{er} plan.

Adresser dossier de candidature complet sous la référence S 196 à Thierry
RAJCA - FLONIC SCHLUMBERGER - 12, place des Etats-Unis - 92541
Montrouge Cedex.

FLONIC

Schlumberger

aux confins de la Bretagne, 2 JEUNES INGENIEURS

- Très motivés par la conception technique de produits industriels et par toutes les
activités parallèles que cela implique.
- passionnés de recherche appliquée à la conception et au développement de
nouveaux produits fabriqués en grande série

selon vos aspirations personnelles, vous vous verrez confier l'une ou l'autre de ces
fonctions au sein de notre unité de production (600 personnes) très automatisée
et très performante.

Nous souhaitons pour notre entreprise, filiale d'un groupe français à vocation
internationale, des candidats animés par une légitime ambition possédant de
réelles qualités humaines et de sérieuses connaissances en électro-mécanique et
si possible, en hydraulique. Anglais indispensable et première expérience
appréciée.

- Tout candidat de valeur trouvera une évolution à sa mesure -
- au sein de notre groupe -

Adresser votre dossier de candidature complet
(lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous
réf. 211210 à ORION 35 rue du Rocher 75008 Paris
qui vous garantira réponse et discrétion.

ORION
Thomson et l'Entreprise

مكتبة من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



un ingénieur, chargé d'opérations, en Normandie

Nous sommes une société de promotion immobilière bien active (2000 p.), filiale d'un groupe financier de premier plan. Diplômé d'une grande école (Centrale, Mines, ESTP...) + IAE par exemple, vous avez quelques années d'expérience acquise en BET ou en entreprise générale. Vous prenez en charge nos opérations immobilières, menez les négociations avec l'ensemble des interlocuteurs (architectes, BET, entreprises...) depuis la conception jusqu'à la livraison des programmes. Vous êtes autonome (vous serez seul) mais savez rendre compte de votre action. Vous parlez anglais.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 4219 LM) à « Carrières d'Ingénieurs ».

notre conseiller financier à Grenoble

Nous sommes un établissement financier et de caution mutuelle travaillant pour des entreprises du bâtiment, des TP, et des transports. Nous proposons à un jeune cadre financier de prendre en charge notre clientèle des deux Savoies et de la développer. Vous analyserez les besoins de ses clients, montez les dossiers de crédit et les mettez en place, en relation avec nos partenaires, banquiers, administrations, organismes professionnels...

Ce poste nécessite une formation supérieure (E.S.C., maîtrise de gestion) et peut convenir à un débutant ou un cadre financier ayant 2/3 ans d'expérience et attiré par une carrière commerciale.

Notre consultant, Mme B. ROQUES, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 813 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON

MEMBRE DE SYNTec

Importante société
produits industriels
à vocation très fortement exportatrice
- filiale groupe américain -
cherche à adjoindre à son équipe

Cadre commercial export

Il prendra la responsabilité des relations et négociations à haut niveau avec une clientèle spécialisée utilisatrice d'un produit semi-industriel. Un niveau d'études supérieures, une bonne expérience export sur le terrain (5 ans minimum), une parfaite maîtrise de l'anglais et de l'espagnol sont indispensables.

Lieu de travail : 200 km de Paris Ouest. Déplacements fréquents mais de courte durée. Veuillez écrire, sous réf. 5665, à

INTERCARRIÈRES
5 rue du Helder 75009 Paris

SAFER D'Auvergne recrute
pour son SERVICE DÉPARTEMENTAL DU CANTAL

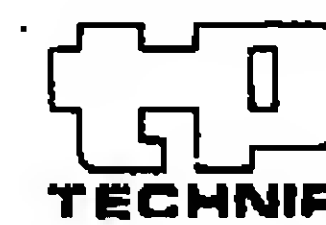
UN INGÉNIEUR AGRONOME

Responsable du service départemental cet ingénieur devra :

- Encadrer une équipe de techniciens fonctionnaires (achat de terres agricoles, revendeurs aux agriculteurs) ;
- Assurer la responsabilité de service à l'égard des organisations professionnelles au niveau départemental ;
- Assurer des tâches quotidiennes de responsabilité à l'égard du siège et des principaux partenaires de l'aménagement foncier ;

Une expérience de quelques années dans les organisations professionnelles agricoles est souhaitée.

Adresser C.V., photo, salaire souhaité à F. Lamotte d'Incamps, FN SAFER, 3, rue de Turin, 75006 PARIS.



UN DES LEADERS FRANÇAIS DE L'INGÉNIERIE SPÉCIALISÉE DANS LA VENTE À L'EXPORTATION DE GRANDS ENSEMBLES INDUSTRIELS

recherche pour son Établissement de Lyon (370 personnes)

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

- Débutant ou quelques années d'expérience.
- Formation Ingénieur diplômé (option informatique).
- Connaissance de la langue anglaise appréciée.
- Déplacements de courte durée acceptés.

L'ingénieur retenu participera au développement des outils informatiques de la Société (conception de grands systèmes de gestion, CAO, calculs scientifiques). Le développement est réalisé sur matériel IBM dans un environnement base de données et temps réel.

Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé et photo à : **TECHNIP-LYON**
Service du Personnel, BP 3193 Lyon La Part-Dieu, 69402 LYON CEDEX 3.

L.A.M. centre Ouest
cherche
Directeur adjoint, 4 CES,
Ecr. s/n° 3.902, le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Conception Etude
Réalisation
système automatisé : CERSA,
circuit de la Belle-Père,
13170 Les Pennes-Mirabeux,
circuit
**INGÉNIEUR
ET TECHNICIEN**

Quelques années expér. souh.
formation électronique, info-
matique, physique automati-
que, Anglais.

MINISTÈRE
URBANISME ET LOGEMENT
BUREAU RÉGIONAL
DE CIRCULATION
DE CLERMONT-FERRAND,
67, cours Sébastien,
63000 CLERMONT-FERRAND,
recherche

1 TECHNICIEN SUPÉR.

Diplômé chargé de mener à bien des études de sécurité, de circulation et d'aménagement géométrique de carrefours ; de préparer, réaliser, déployer des enquêtes de circulation, de mener des études statistiques. Qualités recherchées : contact facile (relations extérieures), connaissances informatiques, esprit de décision, sans travail en équipe. Pour faire acte de candidature, adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo à :

M. PINOY-S.R.C. de
CLERMONT-FERRAND, 67, cours Sé-
bastien, 63000 CLERMONT-
FERRAND.

INTERVENANCE
HAUTE-NORMANDIE
Interpr. vende. régionale
(association 1901)
recherche

un collaborateur

qui assurera seul :
- La préparation des éléments de la politique interprofessionnelle régionale.
- Les actions économiques (dossiers d'investissement, etc.).
- La gestion des accords interprofessionnels et la négociation des accords à venir.

Profil :
- Bac + 4.
- Connaissance de la filière viande.
- Sans pratique, disponibilité. Déposer d'un véhicule pour déplacements en Haute-Normandie.

Résidence : ROUEN.
Poste à pourvoir rapidement. Rémunération : suivant compétence et expérience : 100.000 F à 150.000 F brut annuel.

Envoyer rapidement C.V. détaillé, photo à :
M. Guy SCHAECHER,
INTERVENANCE
HAUTE-NORMANDIE
BOITE POSTALE 882,
27008 EVREUX CEDEX.

MAISON D'ENFANTS
NORD DE LYON
à caractère social
recherche

DES COUPLES DE MONITEURS OIL ÉDUCATEURS

Marité, diplômée dans le cadre d'un projet pédagogique à 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ RÉPUTÉE EN AUTOMATISMES INDUSTRIELS
C.A. 55 MF - Banlieue Paris-Est
recrute

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au P.D.-G., il sera responsable de la comptabilité générale, analytique, de l'établissement des budgets, de leur contrôle, et sera chargé d'exploiter et de développer des systèmes de gestion et de traitement informatiques.

De formation supérieure, titulaire du D.E.C.S., le candidat devra avoir acquis une solide expérience en comptabilité, en technique informatique et, si possible, être familiarisé avec les méthodes comptables anglo-saxonnes.

Animateur d'une équipe, il devra allier à la rigueur du gestionnaire, l'esprit d'un homme de prévision et de planification.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Adresser lettre manusc., C.V., photo, présent. no 51242, PUBLICITE ROGER BLEY 101, rue Réaumur, 75002 Paris.

Importante Société d'Electronique recrute pour
SON SERVICE
CONTROLE DE GESTION

CADRE de formation supérieure

Ayant une expérience professionnelle de quelques années. Connaissant très bien la comptabilité (générale et analytique) et la gestion de production (si possible MRP). Bonnes notions en informatique souhaitées.

Anglais apprécié.

Adresser CV sous No 52.631 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

Importante Société
implantée dans l'Ouest

Leader sur son marché
2000 personnes
3 usines

dans le cadre de la mise en place de son nouveau plan informatique, recherche :

INGÉNIEUR avec spécialité INFORMATIQUE
ou **MIAGE - DÉBUTANT**
Le candidat retenu, après une période de formation assurée, prendra progressivement en charge les fonctions d'

INGÉNIEUR SYSTÈME
auprès de nos services informatiques composés de 5 ordinateurs installés en réseau sur 3 sites (2xDP57, 2xDP5500, 1xComputer- vision - CAO). Ce poste offre de réelles possibilités d'évolution pour de jeunes candidats débutants, dynamiques et ambitieux. Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre C.V. avec photo et prétentions à :

GAMMAINTERNATIONAL
à l'attention de M. A. DELPY
Réf. G 180
3, pl. de Valois 75001 PARIS
à qui nous avons confié ce recrutement.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE SPÉCIALISÉE DANS LA FABRICATION ET LA TRANSFORMATION DE MOUSSE DE POLYURETHANE
recherche pour son usine située dans l'EURE

RESPONSABLE DE PRODUCTION

- Formation Ingénieur Arts & Métiers ou équivalent
- Sera responsable d'un centre de profit autonome comprenant les ateliers transformation et couture, l'administration du commercial et de la production (110 salariés)
- devra justifier d'une première expérience réussie dans l'industrie.

Salaire annuel : 160.000 Francs + selon expérience.

Adresser lettre, C.V., photo à No 52510 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Institut Français de Gestion
Recrute
Pour son Etablissement de TOULOUSE

un professeur conseiller pédagogique

Ses missions :

- suivre les groupes INTER ENTREPRISES,
- participer personnellement à l'enseignement,
- concevoir et mettre en point des programmes INTER ENTREPRISES,
- coopérer à la progression pédagogique de l'établissement.

De formation supérieure, il faut avoir cumulé des responsabilités en ENTREPRISE pendant plusieurs années et faire preuve d'une expérience d'ANIMATEUR en Formation de Cadres.

Poste basé à TOULOUSE mais déplacements fréquents par toute la région.

Merci d'adresser votre C.V. détaillé + photo et indication de rémunération souhaitée sous n°8211 à :

marie-françoise laurec lepy, - conseiller d'entreprise
35, rue des couteliers 31000 Toulouse

LYON

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
1400 PERSONNES - 400 MF DE CA
recherche

chef comptable confirmé

Agé de 30 ans minimum, il doit être doté d'une bonne formation de base avec le DECS complet et faire état d'une expérience de 10 ans dans l'industrie avec la pratique de l'outil informatique.

Il aura pour rôle essentiel :

- d'assister le responsable de la comptabilité générale en prenant en charge la comptabilité clients,
- d'assister le responsable de la comptabilité industrielle, tout particulièrement dans les inventaires, mouvements de stocks et prix de revient.

Par son entremise, il doit être en mesure d'animer une équipe de 20 personnes et son profil de gestionnaire doit lui permettre d'intégrer à terme l'équipe de direction.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous réf. 630.11-M à GUILLOU Sélection (réponse et description assurées).

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

Le Centre Hospitalier Régional LILLE
recrute pour compléter son équipe informatique (matériel CII-HB : DPS 780)

UN GESTIONNAIRE DE RESEAU

spécialisé télécommunications.

Diplôme : niveau ingénieur ou universitaire équivalent.

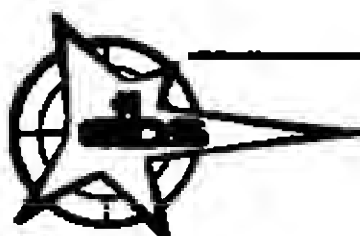
Recruté sous contrat.

Niveau de rémunération brute annuelle selon expérience : 82.500,00 F à 120.000,00 F.

Il aura la responsabilité de gérer un réseau de 125 à 250 terminaux.

Adresser candidature avec curriculum-vitae détaillé et photo à :

Monsieur le Directeur du Personnel
Administration Générale du C.H.R.
2, avenue Oscar Lambret - 59037 LILLE Cedex.



ETBS

recherche

pour son Centre d'Essais

un Ingénieur Grande Ecole

de nationalité française, quelques années d'expérience, pour études de méthodes et exploitation de moyens de métrologie. Formation Electronique indispensable.

Envoyer curriculum vitae détaillé avec photo et prétentions sous réf. 82/02 à : Monsieur le Directeur de l'Etablissement Technique de Bourges Carrefour de Zéro-Nord / Route de Guerry B.P. 712 - 18015 BOURGES CEDEX



ANNECY (HAUTE Savoie)
La Société Nouvelle de Roulements Mécanique de Précision 4200 personnes 4 usines Filiale Régie Renault

Recherche pour son département INFORMATIQUE équipé de 2 IBM 4341 et de mini ordinateur

2 INGENIEURS DE CONCEPTION RESPONSABLES DE PROJETS

Débutants ou ayant quelques années d'expérience dans une entreprise industrielle. Formation grandes Ecoles scientifiques ou commerciales. Evolution à terme vers d'autres secteurs de la Société.

Ecrire avec C.V. et photo à SNR Service Emploi Réf. IC 15 - 1 rue des Usines BP 17 74010 Annecy Cédex

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE IMPORTANTE
recherche, pour un de ses Centres de Production (400 personnes)

situé près de POITIERS

JEUNE CONTROLEUR FINANCIER

MISSION :

- Animer l'équipe de comptabilité analytique ;
- Coordonner la mise en place de nouveaux systèmes informatiques ;
- Participer activement à la gestion de l'établissement.

PROFIL :

- Ecole de Commerce ou niveau D.E.C.S. ;
- Expérience deux ans milieu industriel ou débutant à fort potentiel ;
- Sens de la rigueur et volonté d'innover ;
- Désir de construire.

CE POSTE OFFRE des possibilités d'évolution intéressantes.

Adresser curriculum vitae sous référence 69.149 à RUSSE Publicité, 54, rue d'Hautville, 75010 PARIS (qui transmettra).

ENTREPRISE DE MÉCANIQUE ET MÉCANO-SOUDURE RÉGION OUEST

recherche

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Ce poste sera confié à une personne ayant minimum 4 à 5 années d'expérience en mécanique fine. Des connaissances en soudage et contrôle non destructif seraient appréciées.

La rémunération offerte sur 13 mois sera fonction de l'expérience du candidat retenu.

Ecrire avec curriculum vitae photo et prétentions à n° 948.439 H.A.P. Hall petites annonces 7 X, 44040 NANTES CEDEX.

AQUASCOPE
Bureau d'Etudes en Biologie recherche

INGÉN. COMMERCIAL
- Formation scientifique biologique.
- 2 à 3 ans d'expérience professionnelle commerciale.
Env. C.V. à : AQUASCOPE, 9 ter, rue Moguin-Tandon, 34000 MONTPELLIER. Téléphone : (07) 64-45-66.

EXPERT COMPTABLE BELFORT recherche CADRE COMPT. EXPÉRIM. Ecrire avec C.V. et prétentions Ecr. s/n° 7.305 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

STÉ D'ELECTRONIQUE
cherche

AGENT TECHNIQUE

Niveau B.T.S. minimum, pour prendre en charge la fabrication et la maintenance de matériels perfectionnés. Expérience de la fabrication indispensable. Connaissances en électronique digital analogique et microprocesseur souhaitées. S'adresser à Société R.D.I., 15, rue des Graines, 91470 LIMOURS. Tél. 458-14-40.

Responsable de la logistique

Nous sommes une société de promotion immobilière bien active (2000 p.), filiale d'un groupe financier de premier plan. Diplômé d'une grande école (Centrale, Mines, ESTP...) + IAE par exemple, vous avez quelques années d'expérience acquise en BET ou en entreprise générale. Vous prenez en charge nos opérations immobilières, menez les négociations avec l'ensemble des interlocuteurs (architectes, BET, entreprises...) depuis la conception jusqu'à la livraison des programmes. Vous êtes autonome (vous serez seul) mais savez rendre compte de votre action. Vous parlez anglais.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 4219 LM) à « Carrières d'Ingénieurs ».

THOMSON - BRANDT
BRANDT

Ingénieur de maintenance

AMERICAN

Ingénieur de maintenance

AMERICAN

Ingénieur de maintenance

AMERICAN

Ingénieur de maintenance

AMERICAN

Ingénieur de maintenance

AMERICAN

Ingénieur de maintenance

AMERICAN

Ingénieur de maintenance

AMERICAN

Ingénieur de maintenance

AMERICAN

Ingénieur de maintenance

AMERICAN

Ingénieur de maintenance

AMERICAN

Ingénieur de maintenance

AMERICAN

Ingénieur de maintenance

AMERICAN

Ingénieur de maintenance

AMERICAN

Ingénieur de maintenance

AMERICAN

Ingénieur de maintenance

AMERICAN

Ingénieur de maintenance

AMERICAN

Ingénieur de maintenance

AMERICAN

Ingénieur de maintenance

AMERICAN

Ingénieur de maintenance

AMERICAN

Ingénieur de maintenance

AMERICAN

Ingénieur de maintenance

AMERICAN

Ingénieur de maintenance

AMERICAN

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



LABORATOIRES HOMEOPATHIQUES DE FRANCE : un des pionniers de l'homéopathie
- bonne image de marque - croissance régulière - effectif de 550 personnes.

Fonction personnel : de l'administration à la gestion

Nous souhaitons adjoindre à notre Direction Administrative et Financière un **RESPONSABLE DU SERVICE ADMINISTRATIF ET GESTION DU PERSONNEL**.

Le poste que nous vous proposons recouvre bien sûr la gestion courante du personnel, paie informatisée, déclarations sociales, législation, statistiques, bilan social mais aussi un rôle actif de conseil auprès de notre hiérarchie dans les domaines les plus diversifiés de la fonction.

Vous avez une bonne pratique de l'administration du personnel, une formation supérieure et vous souhaitez développer une fonction plus large.

Si ce poste vous intéresse, adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous la référence LHP/4/M à notre Conseil qui garantira la plus totale discrétion.



Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

INGENIEUR & HOMME D'AFFAIRES...

Rattaché à notre Directeur Régional du Nord et de l'Est de la France, vous serez chargé d'entretenir et de développer les contacts que nous avons en permanence avec ceux qui prescrivent nos produits (Architectes, B.E....).

En liaison étroite avec nos Responsables locaux, vous chercherez à connaître les affaires qui « vont sortir » et vous les suivrez jusqu'à leur aboutissement.

Gardien de notre technique, vous aurez un rôle de conseil, de formateur et d'animateur dans nos Bureaux d'éclairagisme locaux.

Ce poste, trait d'union entre la conception et la vente de nos projets d'éclairage, saura satisfaire vos aspirations d'homme d'affaires et votre goût pour la technique.

Vous avez la trentaine, vous cherchez une opportunité de carrière, vous habitez Paris (ou sa région), écrivez-nous avec C.V., photo et prétentions, nous saurons vous faire partager notre enthousiasme.



MAZDA - Service Recrutement - 29, rue de Lisbonne 75008 PARIS.

participez au développement
de nos activités
"banques de données
et vidéotex"

G.CAM

G. CAM - Société d'Etudes et de Conseil en Informatique
filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations
recherche

2 INGENIEURS D'ETUDES

diplômés d'écoles d'ingénieurs ou équivalent ayant acquis une première expérience (1 à 3 ans) dans la réalisation d'applications, soit sur CII-HB, soit sur IBM.

Nous leur proposons de participer au développement de projets d'avant-garde impliquant une prise de responsabilités technique et humaine rapide.

La croissance du G. CAM, ses projets de diversification et l'importance des moyens financiers mis en oeuvre, offrent de larges perspectives d'évolution de carrière.

Merci d'adresser c.v. et prétentions sous référence 172 à Marie-Françoise ALETTI - G. CAM - Tour Maine-Montparnasse Boîte Postale 8 - 75755 Paris Cedex 15.

Message à un responsable de GESTION DE PRODUCTION

Vous souhaitez entrer dans une société (près de 4000 personnes dans 9 usines) connue pour la santé de sa gestion, le dynamisme de ses dirigeants, son avance technologique et son leadership sur son marché dont elle tient 70% dans le secteur de la

mécanique de série

Nous mettons en place une gestion informatisée de production (IBM 34 interconnectés, programme MAPICS) et le chef de projet est appelé à d'autres fonctions dans la société. Nous recherchons l'homme qui, dans un premier temps, achèvera la mise en place et "peaufinera" le système en l'adaptant à nos besoins spécifiques.

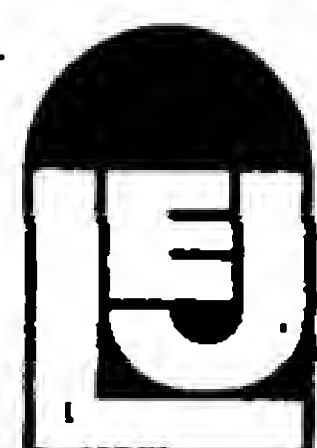
Notre développement lui garantit ensuite une belle progression de carrière. C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous êtes un ingénieur de production et si vous êtes depuis au moins 2 ans familiarisé avec la gestion informatisée de production de série après avoir conçu, si possible, l'atelier et les services ordonnancement - lancement - planning.

Le lieu de travail est en grande banlieue Sud de Paris.

Merci d'adresser CV détaillé, photo, dernier salaire sous référence M/144/C à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.



CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris



choisissez la bonne route

L'ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE : routes, autoroutes, VRD, procédés spéciaux, sols industriels, génie civil - C.A. 3,5 milliards 10.000 personnes en France et à l'étranger, structure décentralisée (10 directions - 80 centres et agences de travaux).

PROPOSE à de jeunes diplômés **UNE FORMATION** de 6 à 8 mois avant leur intégration dans une de ses exploitations en France ou à l'étranger, aux postes de :

INGENIEURS TRAVAUX
(ENPC, ESTP, AM, ENSM, ENSAIS, MINES Douai, Alès, ...)

INGENIEURS MATERIEL
(AM, CENTRALE Lyon, ICAM, ENSI, ...)

Pour participer à l'une de nos prochaines séances d'information, adresser lettre manuscrite, c.v. et photo à :

JEAN LEFEBVRE
travaille pour vous

DIRECTION DU PERSONNEL
11, bd Jean-Mermoz 92202 Neuilly-s-Seine.

IMPORTANT GROUPE B.T.P. NIVEAU INTERNATIONAL
recherche

Cadre financier débutant

Nous souhaitons renforcer notre Direction Financière (siège social à Paris) en y intégrant un cadre débutant de formation supérieure : HEC, ESSEC, ESC, ou Sciences PO ... spécialisé dans ce domaine.

Après formation et quelques années de carrière au sein de cette Direction, il pourra évoluer vers des fonctions élargies dans le domaine administratif (juridique, personnel, comptable) en prenant la responsabilité totale des services administratifs de l'une de nos Agences ou filiales, en province ou à l'étranger.

Prière d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 3413 à nscg carrières - 48, rue Saint Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.

Playtex France

ETRE NOTRE RESPONSABLE DU SERVICE COMPTABLE - TRESORERIE

Notre souci constant d'innovation, de motivation et de diversification de nos produits fait de notre société l'un des leaders mondiaux de la lingerie féminine.

La filiale française, 2 usines à Epinal et à la Tour du Fin, réalise un CA de 560 MF et emploie 1200 personnes.

Le Responsable actuel du poste étant promu à d'autres fonctions, nous recherchons son successeur. S'intégrant au sein de la Direction Financière située à l'usine près de LYON, il élaborera et contrôlera les comptes des différentes divisions et effectuera le reporting mensuel, maintiendra des contacts avec les organismes bancaires et assurera la gestion de la trésorerie à court et moyen terme ; il préparera les budgets et les déclarations fiscales ; il interviendra aussi bien sur le plan organisation et procédures que sur l'aspect contrôle et vérification.

La réussite dans cette fonction dont les responsabilités « dépassent » celle d'un chef comptable classique, nécessitera une bonne formation comptable et fiscale, DECS minimum, une expérience de 3 à 5 ans acquise en entreprise informatisée pratiquant la comptabilité anglo-saxonne ou en cabinet d'audit anglo-saxon.

Les perspectives de développement du groupe, et l'élargissement des responsabilités à terme, devront intéresser des candidats à fort potentiel alliant rigueur, imagination, souplesse.

Anglais indispensable. Rémunération très motivante.

Si ce poste vous intéresse, adressez lettre manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel

sous réf. M 216,
à Rudolph von Raesfeldt,
18, place Henri Bergson, 3
75008 PARIS.



Une division de SYSTEMA

GROUPE BANCAIRE
recherche

pour son Siège situé à
Nanterre - Préfecture ;

EMPLOYÉS(ÉES) Service Étranger

ayant une expérience confirmée des opérations avec l'étranger, notamment :
- Réglements import-export ;
- Domestiques ;
- Statistiques Banque de France ;
- Opérations documentaires.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 2524 - PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 Paris



LE CARBONE-LORRAINE

Nous sommes un GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS A VOCATION INTERNATIONALE dans lequel la Division Organisation Informatique souhaite intégrer à son équipe de développement

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

de niveau DUT ou de formation équivalente, qui participera à la réalisation d'applications en langage COBOL.

Lieu de travail : CLICHY (Porte Pouchet)

Si vous êtes intéressé, veuillez-vous adresser votre C.V. sous référence 209 M à :
LE CARBONE-LORRAINE (DPRS)
Tour Manhattan Cedex 21, 92095 Paris, la Défense 2.



Société d'engineering et de systèmes informatiques, filiale **THOMSON-CSF Informatique** plus de 500 personnes dont 300 ingénieurs

recherche pour plusieurs projets de télécommunications réseaux locaux et système de messagerie sur mini-calculateurs et micro-processeurs.

Ingénieurs logiciels confirmés

- spécialiste télécommunications,
- minimum 4 ans d'expérience,
- bonne connaissance des modèles d'architecture de réseaux et des normes C.C.I.T.T.,
- connaissances systèmes bureautiques ou commutation de messages appréciées.

Adressez sous référence PID, C.V. et prétentions à T.I.T.N. - Rue Denis-Papin - Z.I. de la Vigne-aux Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.

La Caisse d'Epargne de Paris

recrute DES EMPLOYÉS H. et F. à TEMPS PLEIN pour les services de son Siège Social à Paris et ses Agences de la proche banlieue

Ce recrutement s'effectue dans le cadre des « contrats de solidarité ».

Le dossier à transmettre pour le 1er Décembre 82 au plus tard à Mr le Directeur du Personnel de la Caisse d'Epargne de Paris - Service Recrutement 19, rue du Louvre 75001 PARIS devra comporter :

- 1 curriculum vitae détaillé
- 2 photos
- photocopie des diplômes
- No de dossier ANPE.

Les candidats retenus seront convoqués à partir du 6 Déc. 1982 pour une épreuve de capacité du niveau BEPC.

La rémunération brute annuelle est de l'ordre de 70000F.

50 من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

Responsable de
GESTION
de PRODUCTION

mécanique de série

mcp

choisissez la bonne route

INGENIEURS TRAVAUX

INGENIEURS MATERIEL

JEAN LEFEBVRE

titn

plusieurs logiciels confirmés

La Caisse d'Epargne de Paris

OFFRES D'EMPLOIS

chef de dépôt commercial

Noire Société, implantée en proche banlieue EST de Paris, leader sur son marché dans le domaine agro-alimentaire, recherche **CHIEF DE DÉPÔT COMMERCIAL** chargé de la gestion complète d'un dépôt commercial de produits agro-alimentaires de grande importance.

Ce poste s'adresse à un cadre de formation supérieure justifiant d'une expérience de 5 à 10 ans dans un poste similaire, familiarisé avec les procédures douanières à l'importation et à l'exportation, la facturation, la gestion des stocks, produits et emplacements, maîtrisant bien, si possible, la gestion informatique en temps réel.

D'excellentes qualités de rigueur, de contact et d'animation d'une équipe sont nécessaires.

La rémunération sera liée à la formation et à l'expérience du candidat.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 7459-M à I.C.A. 5, rue d'Hauteville - 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

Adjoint à la direction administrative et financière **200.000 F**

Un groupe français (400 personnes en France, 200 dans les filiales) produisant et commercialisant des spécialités chimiques et rattaché à un groupe international (15.000 personnes) recherche, pour faire face à son expansion et renforcer ses structures, un adjoint à la direction administrative et financière. Rendant compte au directeur financier, il sera chargé, avec une équipe d'une dizaine de personnes, de la comptabilité générale et analytique, du reporting, du contrôle de gestion de la société française et de ses filiales étrangères. Par ailleurs, il conduira l'organisation des services administratifs pour en faire un appui efficace de l'activité commerciale et développera l'outil informatique avec le directeur de l'informatique. Ce poste peut convenir à un candidat ayant une formation supérieure en comptabilité-gestion, confortée par une première expérience, apte à l'animation des hommes et à l'organisation. La pratique de l'anglais est exigée. Le poste est basé en banlieue Est de Paris. La rémunération proposée est de l'ordre de 200.000 francs annuels. Ecrire à Christiane ROUSSEL. Réf. A/2314M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

OFFRES D'EMPLOIS

Circuits hybrides **Compiègne**

MATRA ELECTRONIQUE (400 personnes, 200 millions de francs de chiffre d'affaires) a pour vocation de fabriquer près de Compiègne les sous-ensembles électroniques de la branche militaire du groupe MATRA. Afin de dominer complètement sa technologie sensible, elle a créé récemment une activité circuits hybrides dont la production doit doubler tous les deux ans dans les prochaines années. Le responsable de ce département recherche un technologue, interface entre les études situées à Vélizy et les services fabrication et études de Compiègne, sa mission sera de mettre au point la technologie des circuits hybrides en vue de leur industrialisation dans les meilleures conditions de rentabilité et conformément aux impératifs de fiabilité en vigueur. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé ayant obligatoirement une expérience de la fabrication des circuits hybrides (technologie couche mince ou épaisse). Son ouverture verra les problèmes de fiabilité et de qualité allés à son leadership lui permettant d'accéder à cette nouvelle fonction. La rémunération proposée, de toute façon motivante, sera liée au savoir-faire acquis. Ecrire à J. SCARINOFF. Réf. A/2310M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Nous sommes une entreprise importante travaillant dans le secteur de l'Electronique et des Télécommunications

Nous concevons, industrialisons et commercialisons des équipements de pointe des postes d'

ingénieurs de développement et d'essais

sont à pourvoir

Ils seront chargés de participer à l'élaboration d'un dossier de fabrication à partir d'un prototype avec introduction de modifications techniques, du suivi sur le plan technique et fabrication de la présence et de la fabrication de prototypes d'identification.

Ils auront la responsabilité d'une plate forme d'essais, de la mise en place des moyens, de la réalisation de programmes de qualification de matériel (tests automatisés).

Assistance au Commercial, aux Achats, à l'Assurance Qualité et à la Logistique.

Ces postes sont ouverts, suivant le cas, soit à des ingénieurs débutants, soit à des ingénieurs disposant d'une expérience de l'industrialisation et familiers des microprocesseurs.

La nationalité française est demandée.

Utilisez adresser votre candidature sous référence 7488-M à Mamrègies qui transmettra.

Mamrègies
3, rue d'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

«le chemin de toute performance passe par l'homme»

Cette démarche a toujours guidé EUREQUIP dans ses missions d'assistance et de conseil aux entreprises et administrations de nombreux pays. Vingt années d'expérience, de multiples projets menés à bien dans des secteurs tels que les industries pétrolières et gazières, le nucléaire, les mines, l'agro-alimentaire, les télécommunications, l'informatique, l'électronique, les transports... c'est tout un capital que nous souhaitons mettre à la disposition de

SOCIOLOGUES ET PSYCHOLOGUES

afin qu'ils puissent développer une carrière à la mesure de leurs aspirations.

Les candidats retenus possèdent nécessairement une première expérience de l'entreprise. Après une période de formation, ils intégreront rapidement des équipes d'un haut niveau professionnel et interviendront, suivant leurs compétences et affinités, sur les projets les plus divers en France et/ou à l'étranger.

La dimension de notre groupe, 190 ingénieurs consultants, nous permet d'attacher beaucoup d'importance à l'homme...

Le dynamisme de nos équipes et les perspectives de développement permettent des évolutions très ouvertes.

Merci d'adresser votre candidature aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP, sous la référence 8247 M qui examineront votre dossier avec la plus grande discrétion.

EUREQUIP
Département Recrutement
15, avenue d'Eylau - 75116 PARIS
Tél. 553.84.73

PARIS - LONDRES - HOUSTON

Importante entreprise française du secteur aéronautique recherche pour établissement industriel PARIS SUD

INGENIEUR SECURITE CONDITIONS DE TRAVAIL réf. 2211 M

diplômé grande école, ayant quelques années d'expérience dans la fonction.

Outre son rôle d'animateur pour l'usine concernée, il assurera auprès de la Direction de l'entreprise un rôle d'expert-conseil et de promoteur de la politique de sécurité dans le Groupe.

INGENIEUR ENTRETIEN TRAVAUX NEUFS réf. 2511 M

diplômé IREM, INSA TP, STRASBOURG, etc. Débutant ou ayant une première expérience professionnelle adaptative.

En position d'adjoint ou Chef de service, il aura en charge la maintenance et les travaux neufs des équipements électriques et des bâtiments de l'usine.

Le poste débouche sur de sérieuses opportunités d'évolution dans les services de production, fabrication, entretien, contrôle, etc.

Adressez lettre de candidature et CV sous référence correspondante à :

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS.

Association à but humanitaire. Budget 80 millions

Responsable financier **145 000 F**

Le Directeur d'une organisation à but non lucratif dont les fonds sont utilisés à des réalisations concrètes, au niveau mondial, cherche son responsable financier. Il a pour mission l'établissement et le suivi des budgets prévisionnels pour les différents départements, la supervision du service comptable, la gestion de la trésorerie, les relations bancaires, l'appui aux organisations régionales. Ce poste, offert à Paris, convient à un cadre financier de formation ESC ou DECS par exemple, ayant l'expérience de fonctions équivalentes, et une certaine connaissance de la gestion des associations. La rigueur dans la gestion, la souplesse dans les relations humaines, des qualités d'animateur, sont les principales qualités recherchées.

Merci d'adresser lettre man. et C.V. sous référence 23841/M à M.J. FOURNIAT, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

Sélé CEGOS

Notre client est la filiale française d'un important groupe américain. Cette société récemment implantée, spécialisée sur un créneau particulièrement porteur du marché, connaît un très fort développement. De par son expansion, elle cherche à créer deux nouvelles fonctions :

responsable administratif

Dépendant directement de la Direction Générale, il prendra en charge la fonction Personnel : politique de salaires, embauche formation etc., et assurera également des tâches de Secrétaire Général : juridique, contentieux, assurances etc. Une formation supérieure, la maîtrise de la langue anglaise et de trois à cinq ans d'expérience dans une fonction similaire sont nécessaires pour ce poste.

responsable technique

Dépendant directement de la Direction Générale, il aura sous sa responsabilité le service après-vente (actuellement cinq personnes) ainsi que la supervision des prestations des sous-traitants. Il aura en outre pour mission le développement d'un réseau de service après-vente dans l'ensemble de la France. Ce poste s'adresse à un diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs, possédant de solides connaissances d'électronique et une première expérience de trois à cinq ans dans une fonction similaire. La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Le C.V. est à envoyer à **MARIE-JO MARTIAL**, 4 avenue Marceau 75008 Paris sous référence M 2111, avec l'indication du salaire actuel et un numéro de téléphone pour faciliter le contact.

Pour développer la deuxième phase de son plan informatique (matériel IBM, CICS, 100 terminaux)

BANQUE AMERICAINE (Quartier Opéra), recherche

analystes confirmés

2 à 3 ans d'expérience en analyse. MIAGE ou équivalent.

informaticiens débutants

MIAGE ou équivalent. Première expérience COBOL ou GAF II souhaitée.

Pour ces deux postes, anglais souhaité.

Adressez CV et prétentions sous référence 2181 à : **PIERRE LICHOU S.A.** - BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

La Filiale Immobilière d'un Important Etablissement Financier National recherche

le Chef de son Service Technique

Il sera chargé de toutes les opérations techniques liées aux projets d'acquisition et de rénovation d'immeubles constituant le patrimoine de la Société.

Il assurera aussi la gestion des chantiers en liaison avec le promoteur.

Il est demandé pour ce poste une formation Grande Ecole spécialisée dans la construction ainsi qu'une expérience de plusieurs années dans une activité similaire.

Adressez CV, photo, sal. et prét. s/réf. 5682 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

DIRECTION INFORMATIQUE DE PEUGEOT S.A. recherche

INGENIEUR EN ROBOTIQUE

Ingénieur Grande Ecole ayant une expérience de plusieurs années en informatique industrielle appliquée, de préférence à la robotique.

Il rejoindra une équipe de haut niveau chargée d'intervenir auprès des Sociétés du Groupe pour accomplir des missions d'information, de coordination et d'assistance technique.

Il devra coopérer à la conception de postes robotisés dans leur fonction informatique (peinture, soudure, assemblage...).

Adressez candidature et C.V. à **PEUGEOT S.A.**, Gestion du Personnel, 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris. (Discrétion assurée.)

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LE CRÉDIT LYONNAIS

recrute pour sa
DIRECTION DE L'INFORMATIQUE et DE L'ORGANISATION
desIngénieurs grandes écoles
OU DE FORMATION SCIENTIFIQUE UNIVERSITAIRE
DE 2 à 6 ans D'EXPÉRIENCE

Le CRÉDIT LYONNAIS offre à ces ingénieurs l'occasion de participer à un ensemble de projets qui représentent, aujourd'hui, un état très avancé dans la technologie et les applications. Selon l'expérience acquise, ils se verront confier des postes de responsabilité d'études et de développement ou d'encadrement de projets.

— RÉSEAU DE TRANSPORT X25 - ISO

Le CRÉDIT LYONNAIS étudie le développement de l'un des tout premiers réseaux normalisés capables de gérer les connexions de transport pour ses 800 mini-ordinateurs, 7000 stations de travail et l'ensemble de ses sites de traitements. Le projet prévoit aussi les transferts de données à haut débit utilisant les services de TELECOM 1. Le réseau incorporera également un système de gestion de réseau en Temps Réel assurant la gestion de la disponibilité, le suivi des performances et l'intégrité du réseau et des systèmes et applications qui lui sont connectés.

— SYSTÈMES DE GESTION DE BASES DE DONNÉES

Le développement de ses applications nécessite une évolution des outils de télétraitement, et d'organisation de données. Les ingénieurs chargés de ces projets devront posséder les qualités nécessaires pour assurer une fonction de conseil auprès des concepteurs de nouvelles applications utilisant ces nouveaux outils.

— SYSTÈMES LOCAUX DE PRODUCTION, DE GESTION ET DE BUREAUTIQUE

Le CRÉDIT LYONNAIS lance enfin un certain nombre de projets pilotes destinés à devenir l'architecture future de ses systèmes locaux de bureautique, de messagerie, d'aide à l'action commerciale et de support de connexion de Vidéotex. Un profil de carrière très ouvert devrait leur permettre d'évoluer dans les différents services de la Banque, tant en France qu'à l'étranger. Cette évolution exige non seulement des compétences techniques indiscutables mais aussi des aptitudes à la gestion, à la négociation et à l'exercice de responsabilités d'encadrement.

Les candidatures,
accompagnées d'un CV et d'une photo,
sont à adresser,
sous référence M/04, au



CRÉDIT LYONNAIS
DIRECTION DE L'INFORMATIQUE
ET DE L'ORGANISATION SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
CEDEX 10-92081 PARIS-LA DÉFENSE

ORGA CONSEIL

Cabinet de Conseil en Organisation, affilié au GROUPE SG2, nous intervenons auprès d'entreprises de toutes tailles et dans un large éventail de secteurs d'activités. Afin d'assurer notre diversification et pour renforcer nos structures, nous recherchons des

CONSULTANTS
EN
ORGANISATION

EXPERIMENTÉS

- ayant 5 à 7 ans de pratique du Conseil en Organisation
- souhaitant assurer l'encadrement d'équipes de conception et de réalisation
- convaincus, comme nous, que le métier de Conseil nécessite le sens des contacts et du service, ainsi qu'un certain esprit de rigueur et d'exigence.

Merci d'adresser votre candidature à :

J. LAFARGE
ORGA CONSEIL
64, rue du Ranelagh 75016 PARIS

Totale discrétion assurée.

L'U.G.A.P.
RECHERCHE POUR PARISUN INGÉNIEUR
EN MACHINES-OUTILS

Diplômé d'une école nationale d'ingénieurs spécialisée en mécanique ou électro-mécanique. Expérience en automatisation ou commandes numériques souhaitée.

Adresser curriculum vitae et photo à U.G.A.P., 209, rue de Bercy, 75585 Paris Cedex.

2 Ingénieurs
Coordonnateurs d'Affaires
Service Achat

Premier constructeur français d'ensembles industriels "clé en main" à vocation internationale, nous recherchons des **Jeunes Ingénieurs** ayant au minimum 5 années d'expérience industrielle, si possible en coordination d'affaires. Ils auront pour mission de négocier et passer des commandes, d'en assurer le suivi entre plusieurs de nos unités (études, projets, chantiers, qualités) et les fournisseurs jusqu'à la livraison des matériels sur les chantiers (équipements lourds en matériels chaudronnés et mécaniques, ponts, générateurs de vapeur...). L'un d'entre eux sera plus particulièrement chargé des commandes pour l'exportation. Une bonne connaissance de l'anglais est vivement souhaitée. Le poste est à pourvoir à PARIS.

Les dossiers de candidature sont à adresser sous référence 75136/LM à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT

CADRE FINANCIER
EMISSIONS INTERNATIONALES

Grande banque française à large activité internationale renforce son équipe chargée des émissions internationales et recherche Cadre Financier, dans la trentaine, pour développer les relations et affaires avec des **Emprunteurs internationaux**.

Une bonne expérience de ce marché, acquise de préférence dans une banque internationale, l'aptitude aux contacts à niveaux élevés et la pratique courante du français et de l'anglais sont indispensables.

Poste à Paris. Possibilité d'évolution ultérieure dans le groupe, en France et à l'étranger.

Adresser votre candidature, sous référence 75195/LM à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Groupe de Distribution Textile et Chaussures
par succursales en fort développement interne et externe, recrute:
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT
(chargé des questions commerciales) Réf. 2177 M

Il sera chargé de superviser les différents domaines de l'action commerciale de notre entreprise. Il supervisera la communication : promotion, publicité, relations presse. Il aura entre autres pour mission d'imaginer et de suivre des opérations destinées à améliorer les rendements de nos points de vente. Il veillera à ce que les tests réussis soient généralisés sur l'ensemble des magasins de la chaîne correspondante. Il participera avec la direction des achats, à l'amélioration des gammes de produits.

Le candidat devra :

- être âgé d'au moins 30 ans,
- être de formation supérieure,
- avoir animé le personnel et les ventes dans des magasins à succursales multiples ou des grands magasins ou des hypermarchés.

CHEF DES VENTES

spécialisé dans la chaussure Réf. 2178 M

Il sera chargé de superviser un certain nombre de succursales. Il devra en particulier :
— s'occuper du recrutement et participer à la formation du personnel,
— animer les points de vente sur le plan commercial,
— donner des directives sur la présentation des produits sur le lieu de vente,
— faire mettre en valeur les offres promotionnelles,
— suivre les rénovations de magasins,
— suggérer à la direction des achats certaines améliorations concernant la gamme des produits.

Le candidat devra :

- être âgé d'au moins 30 ans,
- avoir animé les ventes et le personnel dans des magasins à succursales multiples ou des grands magasins.

Le premier poste est à pourvoir dans la banlieue Nord de Paris.

Le deuxième est à pourvoir dans la banlieue Sud de Paris.

Adresser C.V., photo et prétentions sous la référence du poste choisi à PIERRE LICHOU S.A., BP 220-75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

TRÈS IMPORTANT
GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
recherche**DOCTEUR EN DROIT**

Option droit social

Très attentif à l'évolution de la législation sociale, il devra offrir son assistance et ses conseils aux différentes Sociétés du Groupe en matière de droit du travail. Il sera en relation avec les directions du personnel et traitera des problèmes juridiques liés aux relations du travail.

Outre sa formation juridique, une formation complémentaire de la vie des affaires sera appréciée. De larges perspectives de carrière sont assurées au sein du Groupe.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous référence 20.793 à la PUBLICITE FRANÇAISE, 25-27, avenue de Neuilly, 75116 PARIS, qui transmettra (réf. à porter sur enveloppe).

Ingénieur système
Chef de Groupe

PARIS 280.000/240.000 F/AN
Importante Compagnie d'Assurance Privée
IARD ET VIE

Recherche pour sa Direction Informatique (I.B.M. 3033, 8100, série 1 etc...)

**SON INGÉNIEUR SYSTÈME
CHEF DE GROUPE**

Expérimenté (3 à 4 ans). Connaissance de l'OS/MVS et logiciels annexes exigée. 30 ans environ.

Lieu de travail proximité SAINT-LAZARE

Envoyer curriculum vitae à
RÉGIE-PRESSE, n° 036.911 M,
85 bis, rue Réaumur 75002 Paris.

ÊTES-VOUS HOMME DE COMMUNICATION ?

Si oui, poursuivez la lecture de cette annonce.

Nous sommes un groupe important (CA supérieur à 2 milliards) leader sur son marché, dont l'activité se rattache au secteur de la construction et de l'aménagement.

Parce que la politique de communication mise en place depuis quelques années porte ses fruits, qu'elle touche des domaines divers, et que nous sommes attentifs à la développer, nous étions notre équipe de la Direction de la Communication en recherchant un :

ATTACHÉ DE PRESSE

Après une première étape destinée à l'intégrer dans le groupe, il sera rapidement chargé des relations avec la presse, avec notre agence « conseil » en relations publiques, et sera amené à représenter le Groupe dans des réunions professionnelles.

Le candidat doit être de formation supérieure : son expérience professionnelle d'au moins 5 ans, de préférence dans un domaine similaire, a mis en valeur sa capacité d'écoute, sa connaissance des mécanismes de l'information, son efficacité dans les contacts, et sa maîtrise de l'expression écrite. Il souhaite désormais utiliser ces compétences dans un domaine où elles constituent les qualités primordiales.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo récente, prétentions) à Madame BERGER, 27 bis, quai Anatole-France, 75007 PARIS, sous référence 1073 qui transmettra.

50 من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Juriste confirmé

Prendre en charge la coordination, l'animation et le contrôle de l'activité d'un secrétariat juridique. Ce dernier, composé de 3 juristes, a pour missions essentielles la préparation et l'organisation des conseils et assemblées de sociétés, l'étude des formalités liées à leur vie sociale, l'entretien des relations avec les instances externes concernées. Veiller la conformité de l'ensemble des dossiers et documents en émanant : assurer la liaison entre le Chef du Département «Droit des Sociétés» et ce secrétariat juridique. C'est la mission que vous proposez un des plus importants groupes français de dimension internationale, basé à Paris (Exclus).

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur en droit des affaires. Votre expérience d'au moins 5 ans, acquise en entreprise ou en cabinet vous permet, par sa pluridisciplinarité en droit des sociétés, d'aborder l'ensemble des problèmes de ce domaine. Elle vous a familiarisé avec la synthèse de documents divers, rompu aux exigences de la rédaction de textes et conforté dans votre sens de rigueur et de méthode. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Merci d'envoyer CV complet, lettre manuscrite sous réf. 114 C à OC conseil, 91 rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

responsable formation futur adjoint du directeur des relations humaines

A Paris, au siège social d'une Société chimique de 1800 personnes, filiale d'un Groupe multinational, vous assumerez la responsabilité complète de la formation. Progressivement, vous êtes aussi chargé de la gestion des Cadres : coordination des actions, conseil auprès des responsables hiérarchiques, négociations. Enfin, vous participez largement à la définition et à la mise en œuvre de la politique du personnel. Si vous êtes titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur avec une solide expérience de la formation, nous sommes prêts à favoriser au maximum le développement de vos compétences pour vous déléguer rapidement de larges responsabilités.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M4221, à Nicole DOGNIN qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI 49, av. de l'Opéra
SELECTION 75002 Paris

UNILOG - 14 ans d'expérience -
10 sociétés - 400 ingénieurs
intervenant dans tous les domaines
de l'ingénierie informatique
recrute pour le 17.1.83, plusieurs

ingénieurs débutants

Grandes Ecoles, Docteurs-Ingénieurs ou
3^e cycle d'études supérieures
scientifiques.

Après une formation, rémunérée,
de 6 mois, aux techniques avancées
de l'informatique, ils seront intégrés
dans l'une des sociétés d'UNILOG.

Au sein d'équipes opérationnelles,
ils interviendront chez nos clients
équipes de grands ou moyens
systèmes IBM : conception, réalisation,
généralisation.

Le développement rapide d'UNILOG,
les compétences et le sens des
responsabilités qu'ils pourront
acquérir leur permettra d'évoluer ensuite
vers la conduite de projets
ou le Conseil de Direction.

Adressez-nous dès maintenant votre
candidature, sous référence 435/UM, à :

UNILOG-ETHNOS
Conseil en Recrutement
9, rue Alfred de Vigny 75008 PARIS.
Membre de Syntec Informatique.

Pour le leader
de la distribution
pharmaceutique
une avance
technologique
à la hauteur
de ces chiffres

10 milliards de F de C.A.
70 établissements employant
près de 5000 personnes
15000 Clients.

Notre souci de performance et de rentabilité
nous conduit à rechercher et mettre en œuvre
des solutions temps réel de haut niveau pour sa-
tisfaire notre clientèle.

Vous êtes un :

INGÉNIEUR DÉBUTANT

(MINES, ENSIMAG, A.M.)

Vous voulez acquérir une compétence en in-
formatique de pointe et vous êtes intéressé par
les problèmes de production, d'ordonnance-
ment et de gestion de stocks.

Nous vous remercions d'adresser votre candi-
dature et votre C.V. à :
Direction des Affaires Sociales,
Service Recrutement, 24, rue des Arden-
nes - 75019 PARIS.

RESPONSABLE TRANSPORTS

dirigeant MAGASINS matières premières et
EXPÉDITIONS.

30 ans min. - Formation TRANSPORTS - expé-
rience plusieurs années transports et déclarations
en DOUANE.

Ad. C.V. et présent. N. 2528 - PUBLICITÉS
REUNIES - 112, Ed Voltaire 75011 Paris

Chef de projet Publicité - Promotion Relations publiques

Vous avez une formation supérieure et, professionnel de la communication, vous
bénéficiez nécessairement d'au moins 5 ans d'expérience publicitaire acquise dans
une agence ou chez un annonceur.

Un des premiers Groupes bancaires français vous offre une opportunité de carrière
et vous permet de mettre en valeur votre sens des négociations et votre créativité.
Rattaché directement au Chef du Service Agence Publicité, Promotion, Relations
Publiques du Groupe, et avec l'aide d'une Assistante, vous avez la responsabilité
complète de la conception et de la réalisation d'opérations de communication natio-
nales ou régionales. Vos fonctions impliquent le choix et le suivi des relations avec
des intervenants extérieurs spécialisés, en particulier à certains stades de création
et de mise en forme des campagnes publicitaires.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/5504, à Hélène REFREGIER qui
étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI 49, av. de l'Opéra
SELECTION 75002 Paris

SOCIÉTÉ LEADER DE VENTE EN REUNION
DE PRODUITS DE BEAUTÉ EXCLUSIFS

responsable publication

Elle aura pour fonction d'assurer la conception et la réalisation, dans le cadre du plan marketing, d'un
journal hebdomadaire, véhicule très important de motivation, d'information et de formation de nombreuses
équipes de conseillers de beauté réparties sur toute la France.
Diplômée d'études supérieures, elle devra savoir rédiger de façon vivante et agréable et disposer d'une
réelle expérience dans une fonction directement ou indirectement comparable. Elle sera basée à Paris
16ème.

Merci de bien vouloir adresser une lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions
sous référence 8252 à :

nicole outin

conseil en recrutement, 15, rue marcel renault, 75017 pans, qui garantit une totale discrétion

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉLECTRONIQUE
(matériel haute fréquence)
leader mondial sur son marché
recherche

ÉLECTRONICIEN

pour prospecter le Moyen-Orient

Le titulaire aura à assurer des contacts commerciaux à
haut niveau : démarchage, propositions techniques,
signature des contrats.

Ce poste convient à des électroniciens - ingénieurs ou
maîtres - connaissant le matériel H.F. et si possible
TV, dotés d'aptitudes au commerce et à la négociation
de projets clés en main.

Ils devront parler couramment l'anglais et être disponi-
bles pour des déplacements à raison de 40 % de leur
temps. L'entreprise donnera la préférence aux candidats
faisant état d'une expérience réussie au Moyen-Orient
ou dans le monde arabe.

Cette société appartient à un Groupe international qui
offre des possibilités de carrière intéressantes à tout
candidat de valeur.

Adressez lettre manuscrite + C.V. +
photo + prétentions sous réf-
rence 214 M à

ETCHEVERRY S.A.
32, rue Pierret - 92200 Neuilly.

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR L'INFORMATIQUE ?

Faites carrière avec nous
Nous sommes une Société de Conseils en
Informatique
et recherchons de

JEUNES COLLABORATEURS

ayant plusieurs années d'études supérieures,
célibataires et dégages des obligations
militaires, libres rapidement.

Il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances en
informatique, les candidats engagés étant formés
intégralement par la société.

Adressez lettre avec C.V. détaillé + photo sous
n° 52423 à CONTEXTE PUBLICITE
20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01,
qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

digital

N° 1 de l'informatique interactive

Experts réseaux

Ils apportent un support technique à nos ingénieurs logiciel et interviennent comme consultants pour la mise en place et l'utilisation par nos clients de nos systèmes de télécommunication.

Une expérience minimale de 3 ans dans la conception et/ou le support de réseaux est nécessaire.

Réf: M 13

Experts logiciel d'applications

bancaire - temps réel - bases de données - CAO - FAO
Ces experts ont une connaissance très large des applications dans l'un des domaines cités. Ils sont à même de proposer à nos clients des solutions informatiques et de prendre en charge leurs réalisations. Une expérience de chef de projets dans le domaine choisi est nécessaire.

Réf: M 14

Ingénieurs logiciel ordinateurs personnels

Ils participent au développement et à la mise en place d'applications sur nos tout nouveaux ordinateurs personnels. Ces postes sont ouverts à des ingénieurs confirmés et débutants.

Réf: M 15

Bonne connaissance de l'anglais technique souhaitée - Postes à pourvoir en Région Parisienne et Province.
Ecrivez en précisant la référence choisie à B. DELMAS, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2 rue Gaston Crémieux, B.P. 136, 91004 EVRY CEDEX.

UN LEADER MONDIAL DE L'INGENIERIE INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATION.



SESA, maître d'œuvre et fournisseur:
• des grands réseaux publics en Australie, au Brésil, en Finlande, au Luxembourg... et aussi en France avec Transpac;
• des grands réseaux privés: Chase Manhattan Bank, Agence Spatiale Européenne...;
• des grands systèmes: PTT, RATP, SNCF, EDF.
SESA, une implantation nationale: Lyon, Marseille, Paris, Rennes, Toulouse, et internationale: Benelux, Italie, R.F.A., U.S.A.
SESA, en pleine expansion: chiffre d'affaires doublé en 2 ans.
recherche pour participer à son expansion des

INFORMATIENS EXPERIMENTES GRANDES ECOLES

Les projets sont nombreux et diversifiés, en France et à l'étranger. Nous vous attendons pour intégrer nos nouvelles équipes.

Adresser votre curriculum vitae, photo et prétentions à SESA, Direction des Affaires Sociales 30, quai de Dion Bouton - 92806 PUTEAUX (préciser sur l'enveloppe réf.: 59 LM).

POUR REUSSIR : l'EXPERIENCE et la COMPETENCE.

Plus de 10 ans de service informatique nous ont permis d'acquérir une expérience et un niveau de compétence reconnus. Une réussite qui ne doit rien au hasard.

Nos équipes se renforcent au niveau

ANALYSTES ANALYSTES - PROGRAMMEURS

CONFIRMES

Leur formation (Grandes Ecoles, Université, AFPA) et leur expérience doivent permettre d'améliorer encore nos standards de qualité.

Les postes proposés offrent de réelles responsabilités dans un environnement technique évolué: SGDD, TP,...

(langages: PL1, Cobol, Assembleur, sur matériel IBM, CI-HB, ...)

Connaissances appréciables: DL1, IMS, CICS, DM4 TP, ...

Nous recherchons des candidats réellement expérimentés, ayant les qualités de rigueur et de méthode nécessaires à leur évolution dans notre Société.

Envoyer CV, photo et prétentions à SEDAP
Tour Gamma D - 197, rue de Bercy - 75012 PARIS

Société européenne d'analyse et de programmation



Cash Management

Un des tout premiers groupes bancaires français développant ses opérations de CASH MANAGEMENT international avec sa clientèle, recherche pour sa cellule Ingénierie Financière, au sein du secteur de la Trésorerie et des Changes, un Spécialiste "Concepteur opérationnel".

Plusieurs années d'expérience développée, soit en milieu bancaire soit au sein d'un groupe multinational français ou étranger sont nécessaires.

Ces fonctions exigent, en plus de la maîtrise technique dans le domaine, de réelles qualités d'imagination, ainsi qu'une bonne capacité à négocier.

Poste à Paris. Évolution ultérieure possible dans le Groupe.

Adresser votre candidature, sous référence 75196/LM à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

Chef comptable

Paris 160/190 000 F

Directement rattaché au directeur financier, il :

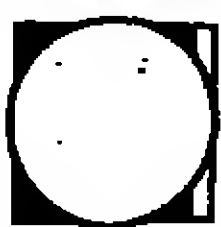
- dirige une équipe de 6 personnes et contrôle son activité,
- effectue les déclarations sociales et fiscales,
- établit les bilans français et ceux de la maison mère en conformité avec les procédures du groupe,
- contrôle la trésorerie,
- propose des solutions aux problèmes fiscaux qu'il est susceptible de rencontrer,
- dialogue avec les sociétés de service informatique pour exprimer ses besoins.

Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'une école supérieure de commerce et titulaire du DECS. Il justifie d'une expérience similaire (comptabilité et fiscalité) acquise, si possible, au sein d'une société d'édition, de prestation de services ou dans une multinationale.

Il a travaillé au sein d'un service de comptabilité informatisée et connaît les systèmes de reporting anglosaxons. Il est informé des exigences du nouveau plan comptable.

La pratique courante de l'anglais est exigée, celle de l'allemand souhaitée.

Sylvie CATHELAÏN vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement sous la référence M/5050.



argos

Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél.: (1) 227.96.49

tecsi
GSI/ALCATEL/CGE

Les prestations de haute technicité de notre Division Conseil couvrent tous les aspects s'étendant de l'architecture et de la conception de Systèmes au développement de Logiciels complexes. Domaines d'application: Télécommunications, Bureautique, Télématic, Systèmes industriels, Génie Logiciel.

Nous recherchons des ingénieurs informaticiens

Responsables de projet logiciel

Profil souhaité:

- Ingénieurs et Universitaires de haut niveau avec spécialisation informatique de type industriel.
- 4 à 8 ans d'expérience acquise dans un environnement Recherche ou Développement (Constructeur - SSCI - Institut spécialisé).
- Aptitudes à exercer des missions de Conseil dans un environnement d'utilisateurs compétents et légitimement exigeants.

Vous trouverez à TECSI:

- Une société de dimension humaine dans un grand groupe industriel.
- Une ambiance naturellement motivante.
- Une compétence reconnue.
- Des ingénieurs de haut niveau, y compris des experts internationaux.

Les candidatures sont à adresser à TECSI-SOFTWARE, 29 rue des Pyramides 75001 Paris.

BANQUE PRIVEE 8°

recherche

ASSISTANT CHEF du SERVICE ÉTRANGER

(10 personnes)

expérience dans les domaines suivants:

- Import-Export. Crédits documentaires
- Trésorerie. Devices. Transferts.
- Encaissements. Portefeuille.
- Statistiques Bdf.

Anglais courant indispensable.

Adr. C.V. manuscrit, photo et prêt à OCSE, 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS qui transmettra sous réf.: 2400 M.

BUREAU D'ÉTUDES SECTEUR NUCLÉAIRE

recherche

INGÉNIEURS

- Mécanique, Électricité.
- Électronique.

Adresser curriculum vitae photo et prétentions à:

TECHNIQUE ET MONTAGE, 5, rue Vieux, 75017 PARIS. Téléphone: 227.95.44.

vallourec international

Sixième producteur mondial de tubes d'acier, nous exportons plus de 60 % de notre production dans le monde entier. Nous recherchons un spécialiste des

Transports ferroviaires

Il sera chargé d'analyser et d'optimiser les coûts des transports ferroviaires du départ des usines, à destination de la France et des pays limitrophes. Il négociera les accords avec la SNCF et les transporteurs pour les transports vers l'étranger et conseillera les usines pour les transports nationaux.

Ce poste, situé à Paris, nécessite une solide formation (École Supérieure des Transports) et une expérience de quelques années chez un transporteur ou dans une grande entreprise industrielle. D'excellentes qualités de négociation et un très bon contact sont indispensables. Anglais souhaité.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire s/réf. B4504M, 1 rue de Berri, 75008 Paris.



Bernard Julhiet
Psycom

Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

50 من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

directeur d'usine

TEXTILE DE LA MAISON

250.000 F +

Notre entreprise de taille moyenne, fait partie du peloton de tête des sociétés de notre secteur d'activité. Nous croyons beaucoup en notre avenir car nous avons misé sur les hommes (notre équipe de direction est performante), et sur les produits (nos investissements industriels sont importants). Nous recrutons aujourd'hui le Directeur de notre usine, située à 150 Km au Nord de PARIS. Ce nouveau collaborateur a la responsabilité des fabrications, de la mise au point technique de nouveaux produits, les achats, l'ordonnement-lancement. Son action s'inscrit à l'intérieur d'un budget et il encadre un effectif de 250 personnes. Nous souhaitons un Ingénieur textile ayant une expérience technique acquise si possible dans les filés de laine, occupant des responsabilités de production d'un site industriel important. La résidence est une ville importante de Picardie.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 204.82 à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTec

deux directeurs des ventes

CADEAUX D'ENTREPRISE ET SUPPORTS PUBLICITAIRES

Notre clientèle, composée d'entreprises industrielles et commerciales, est visitée par une force de vente de 60 personnes. Aujourd'hui, nous souhaitons recruter deux Directeurs des Ventes pour leur confier la direction de l'équipe de vente. Rattachés au Directeur Commercial, ils assistent les responsables de région dans l'animation et l'encadrement de leur équipe, et organisent personnellement des opérations spécifiques de vente. Leur action s'inscrit dans le cadre d'un budget. Nous confierons ces deux postes à des candidats ayant une expérience de la direction et de l'animation d'une importante force de vente, et capables de répondre aux besoins des plus gros clients en faisant preuve de créativité. Ces deux postes sont basés à PARIS, et nécessitent de fréquents déplacements.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 209.82 à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTec

gestion technique de nos filiales vins dans le monde entier

Nous sommes l'un des premiers groupes mondiaux dans le domaine des vins et des spiritueux. Nous désirons pourvoir, au sein de notre Direction Européenne basée à PARIS, un poste d'Adjoint au Directeur Technique. Ce collaborateur supervisera un certain nombre de filiales VINS réparties dans le monde entier, tant sous l'angle de la production (fabrication, méthodes, ordonnancement-lancement, approvisionnements...) que de la recherche et du développement des équipements. Il assistera la Direction technique en toutes matières. Ce poste important et évolutif demande une forte personnalité, un sens inné de l'organisation et du travail en équipe. Il s'adresse à un Cadre confirmé, âgé de 30 ans minimum, diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs, ayant acquis une excellente maîtrise des problèmes techniques si possible en œnologie, ou, à défaut, dans celui des boissons alimentaires. La pratique du Français et de l'Anglais est bien sûr indispensable. Ces fonctions nécessitent de très fréquents déplacements à l'étranger. La nationalité du candidat est indifférente.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 203.82 à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTec

chef de produit et animateur des ventes

INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE

Nous sommes un des plus importants industriels Français de la chaussure. Nous recherchons pour l'une de nos filiales spécialisée dans le négoce, un collaborateur capable de définir des plans de collection pour chacune des lignes de produit, de rechercher et sélectionner des fournisseurs, d'élaborer les collections, d'animer une équipe de 13 représentants, de recueillir auprès de nos clients, détaillants traditionnels, les informations concernant l'évolution du marché, de dialoguer avec des créateurs, car nous distribuons des produits "griffés". Ce poste convient à un homme jeune, de formation supérieure, ayant déjà acquis une expérience de sélection et d'élaboration de collections, si possible dans la chaussure, ou à défaut dans l'habillement, et possédant de réelles qualités d'animateur. Le poste est rattaché au D.G. de notre filiale, et comporte un large degré d'autonomie. Il faut parler Anglais ; de nombreux voyages tant en France qu'à l'étranger sont à prévoir. La résidence peut être PARIS ou 100 Km à l'Ouest de PARIS, à notre siège social.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 210.82 à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTec

chef de produit senior H/F

PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

Nous sommes la filiale française d'un groupe international fabriquant et commercialisant plusieurs lignes de produits dans le domaine de la cosmétique, de l'hygiène et de la beauté. Nous recrutons un Chef de Produit Senior pour lui confier la gestion et le développement d'une ligne de shampooing à très forte notoriété et en position de leader sur son marché. Le (la) candidat(e) aura la charge de présenter, de défendre son plan marketing devant la Direction Générale, et la responsabilité d'en assurer l'exécution avec l'assistance de son chef de groupe. Nous recherchons un(e) diplômé(e) d'école de gestion (HEC, ESSEC, ESC, ...) justifiant d'une expérience de 3 ans minimum à un poste similaire et ayant géré des budgets publicitaires importants. Une expérience de la communication Télévisuelle est nécessaire. La pratique de l'anglais est indispensable. Le développement de nos activités en France nous incite à choisir des collaborateurs à fort potentiel, susceptibles de grandir avec nous.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence A 182.82 à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTec

200.000 F annuel Une opportunité pour un chef de produit

Le Groupe COFRAN, spécialiste français de la lubrification, se développe rapidement en France et à l'étranger. Son succès tient à la qualité de ses produits ainsi qu'à leur adaptation permanente aux exigences d'un marché spécifique. Regroupé au sein d'un GIE, la Direction du groupe recherche aujourd'hui :

un responsable du marketing

Agé de 30 ans environ, vous êtes un HEC, ESSEC, et vous avez une solide expérience de Chef de Produit dans le service Marketing d'une grosse entreprise.

Responsable de l'analyse, de la gestion et du suivi de l'évolution du marché, vous devez établir les recommandations qui orientent et définissent notre politique commerciale.

Dans ce cadre, votre rôle sera :

- la préparation des plans Marketing ;

- les études spécifiques sur les produits existants ;
- les études et propositions en matière de nouveaux produits ;
- la mise en place d'un plan de contrôle des réalisations ;
- la gestion du service.

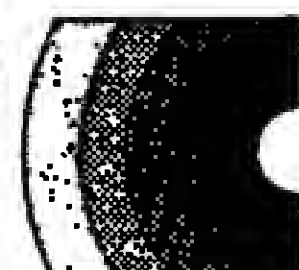
Votre sens de la négociation, de l'animation et de la communication en général vous permettront d'établir des relations fructueuses avec les différents commissions du groupe et avec les deux équipes de recherche Auto et Industrie.

Votre réussite sera le point de départ d'une évolution rapide au sein du groupe.

Pour en savoir plus sur ce poste d'envergure, prenez contact avec COFRAN, Service Recrutement, 21, Chef-de-Bale, B.P. 162, 17001 La Rochelle Cedex.



Cofran
LUBRIFIANTS



Ingénieur (Centrale, Ponts, ESTP...) Responsable d'Opérations Maîtrise d'Ouvrage

De formation Ingénieur Grande Ecole, vous avez impérativement acquis une première expérience. Vous recherchez un poste formatif et évolutif. Dans ce cas, vous pouvez participer au développement de notre entreprise d'Aménagement et de Construction, située en région parisienne.

Vous contribuerez, avec le Responsable de la Division, à la mise au point des projets. Dans le cadre des délais et de l'équilibre financier des opérations qui vous seront confiées, vous assurerez l'obtention des autorisations administratives nécessaires, des financements, la préparation des marchés et contrats, le suivi technique et financier jusqu'à réception puis clôture des opérations.

La réussite dans cette fonction peut conduire à des responsabilités plus importantes. Si ces perspectives vous intéressent, merci d'écrire sous référence 4308 M à François CORNEVIN qui traite confidentiellement cette recherche.



EQUIPES ET ENTREPRISES
33, rue Vivienne 75002 PARIS

VOUS VENEZ DE TERMINER VOS ETUDES SUPERIEURES...

dans une école ou une université à dominante :
COMMERCE -
CONSTRUCTION - BATIMENT, T.P.



vous propose
un premier emploi
et une formation spécifique.

MATERIAUX SERVICES, 320 personnes, un ensemble de PME implantées dans la grande couronne parisienne est spécialisée dans la distribution de MATERIAUX DE CONSTRUCTION.

Notre politique : le dialogue, la responsabilité, l'ouverture.

Nous apprécions : le dynamisme, l'enthousiasme, le goût de l'effort en commun.

Nous proposons : une rémunération stimulante dans un groupe où il fait bon travailler, un plan de carrière personnalisé.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous référence MVZ à :

COREP - Tour Défense 2000 - 92800 PUTEAUX



POUR SECTEUR TERTIAIRE
quartier OPÉRA

INGÉNIEUR EN ORGANISATION

• Grande Ecole, DEA, Doctorat.
• Ayant acquis dans un service informatique de gestion une expérience d'au moins 5 ans du traitement de l'information et des systèmes temps réel.

Directement rattaché au Directeur Général

• Il le conseillera sur les grandes options informatiques.
• Il participera avec les utilisateurs et le service informatique à la conception et à la mise en œuvre des systèmes d'information, à la définition et à la mise en place des structures et des problèmes administratifs.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions sous référence n° 249.177 M à :

RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

RESPONSABLE TRESORERIE

Filiale d'un grand groupe du secteur Matériaux de Construction, C.A. 500 millions de Fns recherche son

RESPONSABLE DE TRESORERIE

Rattaché au Directeur Administratif et Comptable, il planifiera et gèrera la trésorerie en coordination avec les différents services de cette Direction et en relation avec les intermédiaires bancaires.

Ce cadre, de formation comptable, devra justifier d'une expérience en trésorerie de 5 à 7 ans dans une fonction similaire dans le domaine privé ou bancaire. Une pratique de l'informatique serait très appréciée.

Poste basé en proche banlieue Ouest de Paris.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo récente et prétentions sous référence 1141 à AXIAL Publicité, 27, rue Talbot 75009 Paris, qui transmettra.

table
ser

valourec
internationale

Transports
ferroviaires

Bureau d'Architecture
Paysan

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Nous sommes :

une des plus grandes sociétés chimiques mondiales : 2° américaine, 6° mondiale. En Europe nous employons 12000 personnes et nous y réalisons en 1982 un chiffre d'affaires de 3,3 milliards de dollars dans la chimie, la pharmacie et le phytosanitaire.

Nous sommes aussi, une société à taille humaine grâce à une forte décentralisation.

Vous êtes :

Ingénieur Chimiste ou Diplômé d'une Grande Ecole Commerciale avec de préférence 2 à 3 années d'expérience. Vous parlez bien l'anglais. Vous êtes particulièrement volontaire et ambitieux. Vous voulez prendre immédiatement des responsabilités dans le domaine des ventes. Pour vous, il s'agit d'une ligne de départ. Nos Managers d'aujourd'hui sont nos commerciaux d'hier. Ils ont fait leurs preuves sur le terrain avant d'accéder à des fonctions de Direction Régionale, de Marketing, de Relations Humaines, de Logistique d'Achats ou de Production.

A VOTRE TOUR

SAISISSEZ LA CHANCE DOW

Ecrivez sous réf. SI/82 MO à :
DOW CHEMICAL FRANCE
Département des Relations Humaines.
Parc de Sophia Antipolis, B.P. 31, 06561 VALBONNE Cédex.

DOW

REALISER SES AMBITIONS DANS UN GRAND GROUPE

L'évolution rapide des activités de CAP SOGETI SYSTEMES, première société française de prestations intellectuelles en informatique, l'amène à préparer aujourd'hui ses structures d'encadrement à moyen terme.

Une de ses Divisions, intervenant dans tous les domaines informatiques pour de grandes entreprises industrielles, recherche dans ce cadre des

INGÉNIEURS INFORMATIENS GRANDE ÉCOLE de 2 à 5 ans d'expérience

capables de prendre la responsabilité de projets variés, des propositions à l'encadrement des chantiers.

Le niveau technique des projets et l'évolution professionnelle prévue à partir de ces postes nécessitent une formation Grande École et de réelles capacités d'encadrement d'équipes.

CAP SOGETI SYSTEMES

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 75194/LM à Josyane Muller

CAP SOGETI SYSTEMES

92, bd du Montparnasse - 75682 PARIS Cedex 14.

HAVAS CONTACT

Johnson & Johnson

recherche

RESPONSABLE DU SERVICE ORDONNANCEMENT-LANCEMENT

Appartenant à un Groupe leader dans le domaine de l'hygiène-santé, la Société poursuit sa forte croissance et recherche, pour son usine de SEZANNE, le Responsable du Service Ordonnancement/Lancement.

Ses principales fonctions consistent à :

- élaborer les programmes de fabrication;
- lancer les productions à court terme en équilibrant les charges des différents ateliers;
- suivre les en-cours, redresser les écarts et gérer les priorités;
- gérer les niveaux de stocks de matières premières.

Reportant au Directeur d'usine, il dirigera et animera un effectif de 4 personnes.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur, disposant d'une première expérience de production et désirant donner toute sa mesure, à la fois sur le plan de la compétence et de la rigueur d'organisation.

La rémunération et les avantages sont attractifs pour un candidat à potentiel.

Envoyer lettre, CV, photo et prétention sous réf. 52369 Johnson et Johnson SA Direction du Personnel 95, rue Alexandre-Fourmy - 94500 Champigny s/Marne. Réponse et discrétion assurées.

Johnson & Johnson



Burke Marketing Research

recrute

POUR FAIRE FACE A SON DÉVELOPPEMENT :

- Modèles de prévision des ventes (BASES).
- Tableau de bord de produits existants (TELTRAC).
- Pré-test de communication (TELCOM).
- Sélection d'axes de communication (RTWEL).

1 CHARGÉ D'ÉTUDES « JUNIOR »

Ce poste conviendrait à un débutant diplômé d'une Grande École de commerce (H.E.C., E.S.S.E.C., SUP. DE CO.) ou de statistiques (E.N.S.A.E., I.S.U.P., ...). Une spécialisation universitaire en marketing research (niveau doctoral) serait appréciée.

Le poste à pourvoir est principalement orienté vers les études QUANTITATIVES. Après une formation complémentaire assurée par BURKE, le candidat retenu se verra progressivement confier la responsabilité d'un ensemble de clients.

Anglais INDISPENSABLE, allemand souhaité.

Envoyer curriculum vitae avec photo et lettre manuscrite à :
BURKE MARKETING RESEARCH
159, rue Nationale,
75008 PARIS CEDEX 13.

en mentionnant sur l'enveloppe : « Recrutement C.E. juniors ».

Il sera répondu à toutes les candidatures dans un délai maximum de 15 jours.

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE
recherche pour son
DÉPARTEMENT BATIMENT

2 Délégués régionaux

E.S.C. ou BAC 4

réf. 1 : Secteur Basse et Haute Normandie
réf. 2 : Secteur Touraine et Pays de Loire

Ils seront chargés, sous la responsabilité de la Direction des Ventes, de développer la distribution d'une large gamme de produits et d'animer leur équipe de collaborateurs.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes professionnels de la vente ayant de bonnes notions de gestion.

La connaissance du milieu Bâtiment serait un atout.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 53932/N à : A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS (qui transmettra)

GROUPE INTERNATIONAL D'AUDIT
PARIS-8, recherche

AUDITEURS

Ils auront une parfaite maîtrise de l'anglais et 3/5 ans d'expérience de l'audit selon les normes internationales, une formation supérieure et des études d'expertise-comptable en cours.

Envoyer curriculum vitae avec photo et photo à :
M= LIPPUNER, 6, avenue Marceau, 75008 PARIS.

Juriste négociateur

Examiner les modalités juridiques d'opérations structurelles de création de sociétés, de fusion, de transferts sociaux, etc... ; mettre au point les montages juridiques et financiers adaptés ; rédiger les protocoles et traités corrélatifs. C'est la mission que vous propose un des tout premiers groupes français de dimension internationale, basé à Paris (Etoile).

Diplômé de l'enseignement supérieur en droit des affaires, vous avez éventuellement complété cette formation au plan fiscal. Vous bénéficiez d'une expérience confirmée acquise en entreprise, en milieu bancaire ou au sein d'un cabinet juridique et fiscal. Celle-ci vous a familiarisé avec la rédaction de documents contractuels, et rompu aux exigences de la négociation d'affaires.

Disponible vous maîtrisez impérativement parfaitement l'anglais.

Merci d'envoyer CV complet, lettre manuscrite sous réf 114 B à OC Conseil, 91 rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

INGÉNIEURS

1 ou 2 ans d'expérience professionnelle

DEVENEZ INFORMATIENS

CGI vous offre

- une formation à l'informatique;
- un métier;
- une carrière;

dans une Société d'Ingénierie Informatique en pleine expansion en France et dans le monde (marché commun, Amérique du Nord...).

Effectif 900 personnes, progression du CA 35% par an.

Envoyer C.V. et photo, à Nadia NASTORS
C.G.I., 84, rue de Grenelle 75007 PARIS -
sous référence NN/XN.

Ei

Des techniques et des hommes

Notre Groupe (8 000 personnes) se situe sur un marché actif et porteur et l'évolution de nos produits est essentiellement basée sur des investissements et des hommes de recherche et développement.

La Direction du Développement est située près de nos usines, au cœur d'une « province » proche de la capitale. Afin de renforcer ses équipes, elle offre à des diplômés INSA, ARTS et METIERS... des postes d'INGÉNIEURS au BUREAU D'ÉTUDES et au LABORATOIRE. Au sein de leur service et en interaction avec les différents interlocuteurs concernés, ils contribueront par leurs actions à l'optimisation de nos méthodes, en tenant compte des impératifs technologiques, économiques et humains.

Le potentiel et les qualités personnelles des candidats seront des atouts essentiels.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier sous référence M/YB5 à notre Conseil qui traitera avec attention chaque candidature.



INFRAPLAN
Paris Nantes

Conseil en Recrutement
83, bd Raspail - 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

Le CEDICAM

chargé de mettre en œuvre les systèmes d'échange et de paiement recherche pour le département

• CARTES et AUTOMATES •

2 Ingénieurs Matériels

pour développement des automates de paiement.

REF. A.1

1 Ingénieur Logiciel

pour développer les logiciels nécessaires à ces systèmes de paiement.

REF. A.2

1 Ingénieur Organisation

chargé des spécifications fonctionnelles et des procédures administratives des opérations de paiement par carte

REF. A.3

Adresser CV, photo, salaire et prétentions en précisant la réf à CNCA
Gestion des Personnes 75710 PARIS BRUNE

Société financière française, nous sommes en relations d'affaires avec plus de 120 pays. Nous renforçons l'équipe pluridisciplinaire de notre département et nous recherchons un

Ingénieur grande école

ayant une expérience de plusieurs années comme ingénieur de projet ou d'affaires dans une société d'ingénierie, ou comme responsable d'un département assurance qualité.

Il aura en charge le service des affaires de responsabilité industrielle dans lesquelles la société peut avoir à s'engager financièrement.

Ce poste, à la fois technique et commercial, implique des déplacements courts mais fréquents dans le monde entier. L'anglais est indispensable. Une formation juridique complémentaire serait appréciée.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire s/réf. 4676M, 1 rue de Berri, 75008 Paris.



Bernard Julhiet
Psycor

Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

هكذا من الأصل

Offres d'emplois

Juriste négociateur

Conseil

INGÉNIEURS

INGÉNIEURS INFORMATIENS

techniques et des hommes

2 Ingénieurs Matériels

1 Ingénieur Logiciel

1 Ingénieur Organisation

Ingénieur grande école

Ingénieur

OFFRES D'EMPLOIS

BERTIN & Co

recherche pour sa direction

MARKETING

plusieurs

INGÉNIEURS

(X, MINES, HEC...)

pour identifier et détecter les besoins scientifiques et techniques dans des secteurs de pointe, par exemple :

PETROCHIMIE, NUCLEAIRE SPATIAL

Envoyer CV et rémunération souhaitée sous référence 851 à :

M. H. DUFOURMANTELLE - BERTIN & Co BP 3 - 78370 PLAISIR

CABINET D'AUDIT

recherche

AUDITEUR INFORMATIQUE

Il est demandé :

- Une formation d'enseignement supérieur en informatique.
- Une bonne ouverture d'esprit sur les problèmes informatiques.
- Une expérience informatique de 3 ans.

Nous assurons :

- Des missions variées et de haut niveau.
- Une promotion rapide en fonction des compétences.

Des déplacements fréquents sont à prévoir. Une première expérience de l'audit informatique serait appréciée.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à D. Camberet, cabinet MAZARS 135, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

COMPAGNIE ASSURANCE (3000 personnes)

recherche pour son Siège Parisien

RESPONSABLE EXPLOITATION ET SYSTEMES

MISSION : Rattaché au Directeur de l'Informatique, il devra : ■ Animer les équipes Exploitation et Systèmes (50 personnes). ■ Assurer le bon fonctionnement des travaux depuis la préparation jusqu'au conditionnement. ■ Assurer la mutation vers informatique répartie (OS/VS1 à MVS) avec formation des équipes en place.

PROFIL : Expérience de 10 à 15 ans - Très bon niveau technique - Animation réussie d'équipes informatiques.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. Q 436 à ICAR 1, rue Rabelais - 75008 Paris - qui transmettra. Les candidatures seront traitées confidentiellement.

SECRE

Ingénieur commercial télécom

Basé à Paris

Vous êtes ingénieur en télécom et vous avez une bonne connaissance des réseaux de télécom et des terminaux qui les équipent.

Votre goût et si possible votre expérience des contacts à tous niveaux au sein des administrations vous permettra d'assurer la recherche et la promotion de produits nouveaux dans ce domaine.

Vous trouverez au sein de notre société un poste à responsabilités et d'avenir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à SECRE 214-Fg St Martin 75010 Paris.

UNILEVER FRANCE SERVICES

recherche pour la SECED-RESEARCH INTERNATIONAL, l'une des plus importantes sociétés d'études en marketing,

2 CHARGES D'ETUDES SENIORS

Au sein du département quantitatif, les charges d'études seniors sont responsables de la totalité des missions qui leur sont confiées, de la définition du projet avec le client jusqu'à la présentation des résultats. Les techniques d'études sont variées et doivent être adaptées à des clients de toutes tailles appartenant à des secteurs différents de l'économie.

Nous souhaitons rencontrer des candidats ayant une expérience indispensable des études quantitatives de 3 à 5 ans, acquise soit chez l'annonceur, soit en agence conseil. Une bonne connaissance des techniques de sondage, une personnalité ouverte et capable de communiquer à tous niveaux, la connaissance de l'anglais sont les qualités que nous recherchons pour des candidats qui auront, par la suite, la possibilité d'évoluer tant dans la société que dans un Groupe international.

Adresser C.V., photo et prétentions sous la réf. XXXII/82 au Département Central du Personnel UNILEVER FRANCE SERVICE 8, Avenue Delcassé 75394 PARIS Cedex 08.

OFFRES D'EMPLOIS

COFLEXIP

Société internationale, leader mondial dans la fabrication et la pose de tubes flexibles sous-marins à haute performance.

Calcul de structures offshore

Un ingénieur expérimenté pour développer des méthodes d'avant-garde

Intégré à notre équipe de recherche et développement, basée à Paris, il participera activement à l'établissement et à la réalisation des programmes de calculs et d'analyses sur nos produits. Ce poste nécessitera un ingénieur généraliste ou universitaire DEA analyse numérique possédant une sérieuse expérience dans l'établissement de programmes et calculs nouveaux en mécanique et/ou thermique.

Pour informations complémentaires et organisation accélérée d'une rencontre appelez le 763.11.15. réf 1282.

SVP Information Carrière
7, rue de Logelbach 75017 Paris.

INGENIEUR METHODES CAO

Nous sommes l'une des premières sociétés françaises d'ingénierie. Consciente de l'enjeu que représente actuellement la conception assistée par ordinateur, nous avons consenti dans ce domaine des efforts très importants. Notre objectif est de maîtriser parfaitement toutes les applications possibles de la CAO à la réalisation de grands ensembles industriels (études de conception et de réalisation).

Pour ce poste, vous devez être ingénieur diplômé et avoir acquis une expérience de 3 à 5 ans dans une société d'ingénierie ou dans une entreprise industrielle. Une expérience de la CAO serait bien sûr un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV détaillé, sous réf. 5825, à JOEL OLLIEUX, SERETE, 86 rue Régnault 75640 Paris Cedex 13.

Filiale d'un groupe important, nous fabriquons et commercialisons des biens d'équipement aux applications industrielles.

Nous recherchons notre

Responsable Information

à qui nous confierons la responsabilité des domaines touchant aux relations extérieures - presse, média - à l'information interne et à l'environnement.

Le Responsable que nous recherchons, de formation supérieure, diplômé, dynamique, convaincant, créatif et ouvert, aura acquis une première expérience dans une entreprise grande ou moyenne.

Homme d'écoute, attentif à l'établissement de relations étroites et confiantes avec l'ensemble des services et particulièrement des responsables de personnel, il élaborera et proposera la politique propre à notre filiale, s'assurera de sa cohérence avec celles des autres unités du Groupe, participera personnellement et veillera à son application dans l'ensemble de nos départements.

Veillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions et n° de téléphone) sous réf. 196 LM à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

GRUPE DE GESTION COMMUNE A PLUSIEURS ENTREPRISES DE SERVICE

(Proche banlieue Nord)

recherche son

220.000 +

CONTROLEUR DE GESTION

- Directement rattaché à la DIRECTION GÉNÉRALE, il devra avoir une FORMATION SUPÉRIEURE (scientifique ou de gestion et expertise comptable...) et avoir exercé avec succès des fonctions comparables pendant au moins 5 ans.
- Il SUPERVISERA les services comptables, sera responsable de l'élaboration des BUDGETS et de leur suivi en relation avec la Direction Générale, assurera le REPORTING et l'analyse des écarts, participera à la CONCEPTION et à la mise en place d'un nouveau système de gestion en liaison avec le service informatique et les divers responsables.
- Il devra avoir un sens aigu de la COMMUNICATION et du dialogue avec une grande RIGUEUR intellectuelle.

Adresser C.V. avec lettre manuscrite et photo à Conseil et Expertise 53, rue du Château d'Eau, 75010 Paris, sous la référence D.G.K., qui assure la présélection. Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées confidentiellement.

SOCIÉTÉ D'ETUDES TECHNIQUES

(400 personnes)

recherche pour Paris

Chef de Service Informatique

Dépendant directement de la direction, il assurera la gestion de son service et la conception, le développement, l'exploitation d'applications - bureautiques et graphiques - de gestion administrative.

Expérience 5 ans minimum.

Matériel utilisé : VAX.

Adresser CV et prétentions à Mr VACHER 1 rue Castex 75004 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

REMTECH

MICROMETROLOGIE, BALAIS ACOUSTIQUES SOCIÉTÉ FRANÇAISE A VOCATION EXPORTATRICE

RECHERCHE DANS LE CADRE DE SON DÉVELOPPEMENT UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR 30 ANS

- ANGLAIS LU ET PARLÉ COURAMMENT.
- EXPÉRIENCE EN MATÉRIEL ET LOGICIEL.
- CONNAISSANCE EN PDP 11-03-23 ET SYSTÈME RT IL.

SERA SEUL CHARGÉ DE :

- LA COORDINATION DES SOUS-TRAITANCES.
- LA RÉCEPTION ET LE TEST DES SOUS-ENSEMBLES ET LEUR INTÉGRATION.
- LA COORDINATION DES RELATIONS AVEC LA CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE.
- PARTICIPER AU DÉVELOPPEMENT DE LOGICIELS DE TESTS EN LIAISON AVEC L'ÉQUIPE D'ÉTUDE.
- SERA BASÉ AU SIÈGE DE VELIZY.

ENVOYER C.V. COMPLET AVEC PHOTO A L'ATTENTION DE Mlle STUME

REMTECH
2/4, AVENUE DE L'EUROPE - 78140 VELIZY

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORT

liée à Groupe Industriel International recherche pour CHEF SERVICES DOUANES assurant coordination toutes opérations douanières des Sociétés du Groupe

UN ADJOINT (STATUT CADRE) 30-35 ans

- Maîtrise droit des affaires.
- Très bonne expression écrite et orale.
- Disponible pour déplacements courts en France et à l'étranger.
- Anglais apprécié.
- Expérience acquise dans poste similaire souhaitée.
- Possibilité carrière à l'intérieur du Groupe.

Envoyer C.V. manuscrit avec photo et prêt sous référence 329, à Trendances, 9, rue Arsène-Houssaye, 75008 Paris qui transmettra

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ PROMOTION IMMOBILIÈRE

recherche pour son siège à PARIS

cadre juriste

Au sein d'une direction fonctionnelle il sera chargé de participer, sous l'autorité du responsable du bureau dont il sera l'adjoint, à l'élaboration de règlements de copropriété pour les programmes réalisés par la Société sur l'ensemble de la France.

Il est demandé :

- un diplôme d'enseignement supérieur de Droit.
- une première expérience de la législation de la copropriété.
- une excellente aptitude à la rédaction et au contact.
- du goût et des qualités pour la pédagogie.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous la référence : 3327 à Lion Publicité 2, rue des Dardanelles 75017 PARIS qui transmettra

CAAT 52

recherche

1 PERMANENT

POUR TRAVAIL D'ACCUEIL ET D'AIDE AUX TOXICOMANES

- Aptitude au travail d'équipe.
- Sens des responsabilités.
- Références professionnelles satisfaisantes et implication personnelle.
- Devoir justifier d'une formation et d'une compétence adaptées à ses objectifs.

Envoyer C.V. au Centre d'Accueil d'Aide aux Toxicomanes 3, Avenue Bismarck, 92500 Rueil-Malmaison.

BULLETIN SUR PETROLE ARABE

recherche

JOURNALISTE ECONOMIQUE QUALIFIE ET EXPERIMENTE

Bilingue anglais.

Ad. C.V. et prêt. à A.P.R.C., 7, avenue Ingres, 75016 Paris.

ETABLISSEMENT FINANCIER en forte expansion

recherche

ATTACHÉS(ES) DE DIRECTION à dominante commerciale

Après avoir formation à assumer la responsabilité commerciale d'un secteur géographique :

- Constitution d'un réseau de prescripteurs (Banquier, Experts Comptables...);
- Approches des P.M.E., leur analyse sous l'angle du risque;
- Négociation des contrats.

Lieu de résidence : PARIS.

Envoyer c.v., photo à FACTOFRANCE HELLER

Serv. du Pers., tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75734 Paris Cedex 15.

Le Monde

économie

SOCIAL

L'AVENIR DE L'UNEDIC

Point de vue

La convention expirera-t-elle le 31 janvier 1983 ?

Par J.-J. DUPEYROUX

A la suite de la dénonciation par le C.N.P.F. des accords sur lesquels repose l'assurance-chômage, le système va-t-il expirer au 31 janvier 1983 ? Les institutions paritaires elles-mêmes (UNEDIC et ASSEDIC) mises en place par la fameuse convention du 31 décembre 1958, pour gérer ce système, vont-elles devoir disparaître ?

Apparemment oui. Ladite convention, basée de l'édifice, a été conclue pour une durée de trois ans, et son article 9 précise qu'elle se renouvellera par tacite reconduction et par périodes triennales, sauf dénonciation ou demande de révision émanant de l'une des parties signataires. La dénonciation, ajoutée la même année, de l'autre partie six mois au plus tard avant l'expiration de la période en cours.

L'actuelle période en cours devait s'achever au 31 décembre et la dénonciation être effectuée, normalement, avant le 1^{er} juillet. Mais tous les signataires sont convenus de reporter au 30 novembre la date de dénonciation et au 31 janvier la date d'expiration. Aussi bien la dénonciation du C.N.P.F. est-elle intervenue à temps et cette date du 31 janvier est-elle indéfiniment répétée par les organes d'information.

Mais le Droit, lui aussi, a horreur du vide. Dès avant la récente loi Auroux du 13 novembre 1982 sur la négociation, notre code du travail prévoyait, dans son article L. 132-7, que au cas de dénonciation d'une convention collective, celle-ci continuerait de produire effet jusqu'à l'entrée en vigueur de la convention destinée à la remplacer ou à défaut pendant une durée d'un an. Et le nouvel article L. 132-8, dû à la loi Auroux, reprend, avec quelques amendements, le même principe d'une rallonge d'un an. Ici, deux problèmes.

Premier problème : cette prolongation pendant un an, admise pour les conventions collectives de travail, s'applique-t-elle aux accords dont l'objet n'est pas de réglementer les rapports directs entre les employeurs et leurs salariés, mais d'instituer des régimes conventionnels de sécurité sociale ou de retraite, régime d'assurance-chômage ? Vieille controverse (1) !

Déjà, avec les anciens textes, on pouvait raisonnablement penser que le droit de ces conventions devait, sous réserve de dispositions spéciales, s'appliquer aux accords col-

lectifs relatifs aux régimes sociaux conventionnels. Les nouveaux textes éliminent toute perplexité sur ce premier point, dans la mesure où il y est expressément précisé qu'entrent dans leur champ d'application les accords portant non seulement sur les conditions d'emploi et de travail, mais aussi sur les « garanties sociales ».

Mais si ces nouveaux textes règlent ce premier problème, ils en soulèvent un autre, nouveau. Alors que l'ancien article L. 132-7, qui posait le principe de cette rallonge d'un an, ne faisait aucune distinction entre les conventions collectives conclues pour une durée déterminée et celles conclues pour une durée indéterminée, la loi du 13 novembre 1982 ne prévoit de dénonciation que pour ces dernières. C'est ce qui résulte du nouvel article L. 132-8, qui stipule : « La convention et l'accord collectif de travail à durée indéterminée peuvent être dénonciés... » et qui, dans son troisième alinéa, reprend le principe d'une prolongation d'un an après cette dénonciation.

Dans la mesure où la convention de 1958 instituant l'assurance-chômage a été conclue pour une durée de trois ans, n'est-ce pas une convention à durée déterminée, échappant en tant que telle au nouvel article L. 132-8 ?

Pas question

d'envoyer les C.R.S.

Raisonnement amusant, mais qui, si on le poursuit jusqu'au bout, conduirait à suggérer que ladite convention ne peut pas être dénoncée du tout !

En réalité, la notion de « durée déterminée » est tout à fait claire dans la jurisprudence de la Cour de cassation : une convention est à durée déterminée lorsque la date d'achèvement de la relation contractuelle est parfaitement précisée et connue des parties. Cas très classique du contrat de travail conclu pour une certaine durée et renouvelable par reconduction tacite : chacun des contractants ignorent si l'autre laissera jouer cette reconduction ou au contraire prendra la décision — car il en faudra une — de rompre la relation contractuelle, une jurisprudence considérable en a naturellement déduit qu'il s'agit d'une situation à durée indéterminée.

mais ne pouvant être rompue par l'un ou par l'autre qu'à la fin de chaque période.

C'est très exactement le scénario de la convention de 1958, conclue pour une période triennale renouvelable par reconduction tacite : qu'elle ait été génératrice d'une situation à durée indéterminée, la nécessité même d'une dénonciation, expressément prévue par elle, le confirme suffisamment, et le régime de cette dénonciation est bien fixé par le nouvel article L. 132-8, y compris son troisième alinéa (2).

En application du troisième alinéa de cette disposition, la convention dénoncée par l'une des parties continue de produire effet jusqu'à l'entrée en vigueur de la convention ou de l'accord qui lui est substitué ou, à défaut, « pendant la durée d'un an à compter du dépôt de la dénonciation » (3). C'est le 17 novembre que le C.N.P.F. a dénoncé la convention de 1958 et les accords ultérieurs. Si l'on suppose que les formalités de dépôt ont été remplies le même jour (?), le bloc contractuel doit, en droit, continuer de recevoir application jusqu'au 17 novembre 1983.

En droit... Car, comme le disait souvent le président Ceyrac à propos de l'attitude des chefs d'entreprise au regard des investissements, « on ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif ». La formule peut être conservée pour l'assurance-chômage : pas question d'envoyer des C.R.S. pour contraindre les administrateurs paritaires des ASSEDIC de continuer de gérer l'assurance-chômage s'ils décident de s'en désintéresser.

(1) La célèbre étude de Paul Durand, « Des conventions collectives de travail aux conventions collectives de sécurité sociale », *Droit social*, janvier 1960, concluait déjà que le droit commun des premières était applicable aux secondes.

(2) Notons également qu'aux termes du nouvel article L. 132-6 « à défaut de stipulations contraires, la convention ou l'accord à durée déterminée qui arrive à expiration continue à produire ses effets comme une convention ou un accord à durée indéterminée ». Le principe est donc bien celui du maintien en vigueur des accords collectifs à moins que les parties ne l'aient expressément exclu. Or, dans le cas de l'assurance-chômage, elles ne l'ont justement rien fait : c'est même tout le contraire.

(3) Il s'agit, aux termes de l'article L. 132-10, d'un dépôt au ministère du travail et au greffe du conseil des prud'hommes.

Construire la nouvelle assurance-chômage

(Suite de la première page.)

Mais ils sont, par fonction, gestionnaires de comptes d'exploitation et ils veulent apporter la même rigueur dans le système d'assurance-chômage. Malheureusement, en vingt-quatre ans, celui-ci a grossi énormément par suite de la montée du chômage (quelque cinquante mille demandeurs d'emploi en 1958 contre deux millions en 1982), de fonctions annexes dont on l'a chargé (prévoyance, contrats de solidarité) et de l'amélioration des prestations, acceptables en période de croissance.

Ce système est aujourd'hui totalement déséquilibré.

Il connaît de plus, et tous les Français le savent, de nombreux excès, abus et même scandales. Les vrais chômeurs en sont les premières victimes. C'est pour eux qu'il est de notre devoir de délaissier ce système déficitaire, complexe, dépeçé et parfois injuste, pour un nouveau régime que nous souhaitons plus simple,

équilibré financièrement en rapport avec les possibilités de nos entreprises, mais toujours à gestion paritaire entreprises-salariés.

Nous avons, dans l'ensemble, le système de garantie chômage le plus favorable du monde, mais, on l'oublie souvent, le plus coûteux pour les entreprises puisque celles-ci participent pour les trois quarts à la cotisation, alors que beaucoup de pays modernes, comme l'Allemagne, ont des cotisations partagées également entre salariés et entreprises.

Bien que cette charge énorme, que nous n'avons jamais refusé de payer, ne puisse être raisonnablement dépeçée, le gouvernement vient de voter autoritairement les entreprises de 0,72 % supplémentaire, soit 7 milliards environ par an, ce qui porterait leur contribution annuelle à 35 milliards, que leur santé ne leur permet aucunement de supporter.

Tout le problème est là. Point n'est besoin d'imaginer de stupides arrière-pensées électorales ou politiques.

Notre action est, pensons-nous, à la fois courageuse et chèque.

Il faut que le 1^{er} février 1983 soit mise en place une nouvelle « assurance-chômage » paritaire qui ne soit pas une « assistance-chômage ».

La première peut être pour une large part financée par les cotisations des salariés et des entreprises. La seconde relève entièrement de la solidarité nationale, comme dans tous les pays modernes.

L'assurance-chômage de février 1983 ne prendra en charge que les vrais « assurés ». Elle incitera au travail plutôt qu'au chômage rémunéré. Elle devra surtout être accompagnée de mesures permettant l'emploi massif des jeunes, car nous ne pouvons pas nous résoudre à fabriquer des jeunes chômeurs désespérés.

Nous avons aussi la volonté d'examiner ensemble les problèmes posés par l'application de la retraite à soixante ans pour l'ensemble des salariés et notamment les cadres.

Nous lançons un appel au gouver-

« IL NE S'AGIT PAS DE DIMINUER LES PRESTATIONS REÇUES PAR LES CHOMEURS QUI EN ONT BESOIN »

déclare M. Bérégovoy

M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, repart, le 22 novembre à 16 heures, l'ensemble des organisations syndicales après l'échec des négociations de vendredi sur l'assurance-chômage. Une entrevue avec le patronat n'est pas écartée. Le décret qui prépare M. Bérégovoy, permettant des économies de l'ordre de 13 milliards de francs, est examiné par le Conseil d'Etat et pourrait être publié mercredi ou jeudi. « J'ai toujours souhaité que les uns et les autres s'entendent », déclare le ministre à R.-M.-C. le 20 novembre, mais j'observe que le patronat s'est dérobé à ses responsabilités et que, finalement, c'est vers l'Etat que se retournent les uns et les autres. »

« Quand je dis économies, a souligné M. Bérégovoy, il s'agit surtout d'allonger les délais, de faire en sorte qu'il n'y ait pas de cumul des prestations, par exemple congés payés et garantie de ressources. Il ne s'agit pas de diminuer les prestations qui seront reçues par les chômeurs qui en ont besoin. »

Le projet de décret, sur l'abaissement des taux de pré-retraite a été transmis par M. Brunhes, conseiller social du premier ministre, aux syndicats en prévision de la concertation de lundi. Le projet précise : « Une modification des taux de pré-retraite est prévue qui passera à 65 % du salaire de référence pour la partie inférieure au plafond et à 50 % pour la partie supérieure. »

Ce projet va plus loin sur certains points pour réaliser des économies. Il prévoit que le taux maximum d'allocations brutes sera abaissé à 80 % du salaire brut antérieur et non à 85 %, comme l'ont proposé les syndicats.

Il préconise l'introduction d'un minimum d'affiliation de six mois au régime UNEDIC pour les nouveaux allocataires chômage. Il estime que la revalorisation de 4,6 % des allocations par rapport au salaire de référence intervenue début novembre a été « excessive ». Le projet ramène à 1,6 % cette revalorisation décidée au sein du conseil de l'administration de l'UNEDIC.

nement et à nos partenaires sociaux. Après deux mois de recommandations à court terme indispensables, construisons ensemble un système à long terme.

Les chômeurs ne comprendraient pas d'être finalement les victimes d'une opposition sur les méthodes d'aborder ce problème social.

L'ancien régime chômage 58 est mort.

Vive la nouvelle assurance-chômage 83 que nous sommes prêts à construire avec tous ceux qui y mettront de la bonne volonté.

YVON GATTAZ.

Grève générale FO au début 1983 ? — M. André Bergeron a indiqué le 21 novembre à Colmar qu'il serait « saisi d'une proposition de grève générale symbolique de 24 heures à l'occasion d'un comité fédéral prévu pour la mi-janvier. Le secrétaire général de Force ouvrière a ajouté qu'il lui était impossible de préjuger de son attitude.

La Fédération nationale des mutuelles de travailleurs souhaite une réforme du système de protection sociale

La Fédération nationale des mutuelles de travailleurs (F.N.M.T.) a tenu son assemblée générale annuelle les 19 et 20 novembre à Paris. Quelque deux cent quatre-vingts délégués de sociétés mutualistes ont débattu des problèmes d'organisation — notamment de l'unification avec la puissante Fédération nationale de la mutuelle française (F.N.M.F.) Mais cette unification reste un vœu, la F.N.M.T. refusant toutes conditions préliminaires ; la F.N.M.F. n'acceptant pas, de son côté, une fusion qui conserverait intact l'appareil de la F.N.M.T.

Autre point à l'ordre du jour : la politique de protection sociale du gouvernement. La F.N.M.T., proche de la C.G.T., refuse le principe du forfait hospitalier, jugé injuste pour les plus défavorisés. Elle s'oppose à des réductions de prestations qui ne seraient pas inscrites dans une réforme profonde du système : modifier l'assiette des cotisations, éventuellement déplaçonner, faire cotiser les banques, les assurances, etc. A ce titre, la Fédération dénonce par avance toute mesure visant à ne plus rembourser les médicaments dits de

confort et à moins rembourser certains autres. M. Louis Calisti, président de la F.N.M.T., comme il l'a fait dans son livre, *La Mutualité en mouvement* (1), a insisté sur la nécessité d'une refonte totale du système de protection sociale.

Interrogé au sujet des futures élections au conseil des caisses de Sécurité sociale, M. Calisti a rappelé la position de la F.N.M.T. Certes, elle souhaite ces élections, mais à l'inverse de la F.N.M.F., elle ne demande pas à être admise dans le camp des administrateurs élus des caisses.

Selon des rumeurs de plus en plus persistantes, le gouvernement envisagerait de renoncer à ces élections et de revenir à une formule envisagée dans les premiers jours après le 10 mai, à savoir la désignation d'administrateurs représentant les divers partenaires sociaux sur la base de la représentativité qui se dégage de l'élection prud'homale prévue le 8 décembre prochain.

D. ROUARD.

* F.N.M.T., 11, rue Dieu 75010 Paris

UNE DÉCLARATION DE M. JEAN LE GARREC SUR LE CHÔMAGE

Le résultat du mois d'octobre est bon

Constatant la présentation de l'évolution du chômage à la une du *Monde* daté du 19 novembre, M. Jean Le Garrec, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'emploi, nous a fait la déclaration suivante :

« Chaque année, le nombre de demandeurs d'emploi en données brutes subit des variations saisonnières dues à notre organisation sociale. Ainsi, tous les mois d'août, l'activité économique diminue du fait des congés, ainsi, tous les mois de septembre et d'octobre, les jeunes sortant de l'école s'inscrivent massivement comme demandeurs d'emploi. »

« Il existe depuis de nombreuses années une méthode de correction qui permet de retrouver, derrière les mouvements saisonniers de hausse de juillet à février et les mouvements de baisse de février à juillet, l'évolution réelle du chômage. »

« Une hausse de 3,7 % en brut et de 0,2 % en C.V.S. est un bon résultat pour un mois d'octobre. Alors que serait un mauvais résultat une baisse en données brutes et une hausse en C.V.S. pour un mois de février. »

« Le résultat de ce mois d'octobre est donc un bon résultat qui ne doit pas être marqué par une présentation à la une du *Monde* des seules données brutes. »

« Mort de M. Otto Kersten, secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.). — M. Kersten est décédé le 17 novembre, près de Namur, à l'âge de cinquante-quatre ans des suites d'une embolie. Né en 1928 dans ce qui est aujourd'hui la R.D.A., le syndicaliste avait été arrêté en 1953 pour sa participation à un groupe d'opposition social-démocrate, au moment du soulèvement ouvrier. Condamné à quinze ans de travaux forcés, il passa l'Allemagne fédérale en 1956 après trois ans d'internement dans un camp soviétique. M. Kersten avait été élu secrétaire général de la C.I.S.L. en 1972, puis réélu en 1975 et en 1979. »

« Cela ferait perdre de vue que, depuis quatre mois, le chômage n'a augmenté que de 0,1 % dans notre pays, une fois les mouvements saisonniers habituels de la rentrée corrigés. Le gouvernement ne fait pas de triomphalisme, mais il entend que l'opinion mesure les résultats déjà obtenus, tout comme l'ampleur de l'effort qu'il faut encore accomplir. »

[Ouvre le titre — exact — le *Monde* notait dans le texte publié à la une « une relative stabilisation », en indiquant que « le chômage continue de s'accroître, à un rythme il est vrai moins élevé qu'il y a un an (+ 3,7 % en octobre en données brutes au lieu de + 4,7 % en octobre 1981) ». En page 37, le *Monde* publiait les données brutes et corrigées.]

un mieux fiscal pour un mieux social

CHEQUE REPAS

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

1870 f. exonérés par an et par salarié

SOCIAL

Un entretien avec M. Henri Krasucki

(Suite de la première page.)

— Approuvez-vous le projet d'allègement des charges sociales des entreprises par le biais d'une suppression des cotisations patronales d'allocations familiales ?

— La question mérite d'être étudiée de très près. Telle qu'elle est présentée, cette solution ne correspond pas à la conception de la C.G.T. sur le financement de la Sécurité sociale. Nous trouvons que, à quelques nuances près, le système actuel est convenable. Je rappelle que les statistiques européennes démontrent que le coût salarial (charges comprises) des entreprises françaises est inférieur à celui supporté par les firmes d'autres pays voisins. Cela dit, nous n'avons jamais exclu une participation financière plus grande de l'Etat, c'est-à-dire une certaine fiscalisation. Mais le véritable problème est alors de savoir qui va payer. Les petits et moyens salaires ? Ce serait tourner le dos au progrès social.

— Partagez-vous la conception de certains ministres selon laquelle alléger la charge des entreprises n'est pas un cadeau au patronat ?

— Si l'on veut distinguer patronat et entreprise, allons jusqu'au bout et modifions les vases communicants entre les deux : fortune améliorée quand l'entreprise fait des bénéfices et fortune protégée quand il y a une faillite. Nous admettons des aides publiques dans des cas précis, avec justification et contrôle, y compris syndical.

Dérèglement

mais pas changement de cap

— L'inflexion de la politique gouvernementale ne vous est pas apparue comme un changement de cap. Estimez-vous qu'un risque d'austérité de gauche subsiste après les élections municipales ?

— Il y a une inflexion qui nous a conduits à faire part de nos préoccupations car nous ne pensions pas que l'on peut résoudre les problèmes économiques en prélevant sur le pouvoir d'achat des salariés et en donnant, sans les garanties nécessaires, et souvent à fonds perdus, des facilités générales aux entreprises. Il y a eu ris-

que de dérèglement et même dérèglement. Mais cela ne représente pas un changement de cap. Nous avons donc agi fermement mais avec en même temps le sens des responsabilités. Notre responsabilité, en tant que syndicat, est distincte de celle du gouvernement mais nous souhaitons qu'il réussisse. Nous avons à la fois le souci des intérêts des travailleurs, et notamment de ceux d'entre eux qui connaissent le plus de difficultés, et la volonté que l'expérience en cours aille réellement de l'avant.

— Vous m'interrogez sur ce qui se passera après les municipales. Nous n'en sommes pas là. Mais un changement de cap, je ne l'envisage pas. Il est de l'intérêt de la gauche tout entière que les mesures économiques et sociales actuellement prises ne risquent pas de décevoir les travailleurs, avant comme après les municipales. Dans l'immédiat, il faut agir pour répondre à leurs besoins et pour éviter les conséquences négatives de mesures discutables.

— L'heure n'est-elle pas déjà à la déception ?

— Nous avons pris des initiatives de nature à permettre aux travailleurs de s'exprimer. En septembre, nous avons lancé une quinzaine nationale d'informations, de discussions, de mobilisation et d'actions qui n'était que le point de départ d'une mise en mouvement démocratique. L'objectif est que les travailleurs aient la possibilité de se sentir responsables de leur propre sort. Dans ce sens, cette quinzaine continue. Je ne connais pas d'initiative de cette nature prise par d'autres organisations syndicales. Il faut savoir dire non quand on n'est pas d'accord, quand cela ne va pas. Les travailleurs doivent se faire entendre et, pour cela, parler suffisamment fort.

— Mais nous ne sommes pas dans la situation précédente : nous n'avons pas en face de nous un bloc institutionnel C.N.P.F.-gouvernement. Cela n'existe pas. Ainsi rien n'est définitivement tranché. Et même les mesures que nous considérons avec les travailleurs négatives, injustes, insatisfaisantes, ne sont pas irréversibles. On en a une illustration concrète avec le SMIC : récemment le gouvernement a annoncé que les engagements sur le pouvoir d'achat du SMIC ne seraient pas tenus. Nous avons réagi avec la fer-

meté que l'on sait, sans surenchère dans l'expression mais sans ambiguïté. Je prends note des déclarations du premier ministre disant qu'en fin de compte les engagements seront tenus. Il nous les a confirmés jeudi. Bien que les faux pas de ce genre soient mal venus, il y a donc une modification dans les déclarations gouvernementales : effectivement rien n'est figé. Contrairement à M. Barre qui se moquait des porteurs de pancartes et de leurs porte-parole, nous avons un gouvernement avec lequel nous pouvons avoir des désaccords mais qui laisse des possibilités d'obtenir des modifications dans un sens positif, grâce à la nécessaire intervention des travailleurs. Pour le SMIC, des déclarations, plus récentes, suggèrent plus d'attempements. Le désaccord n'est pas réglé. Nous maintenons notre position de respect des engagements tenus dès le 1^{er} décembre.

— Le gouvernement a un programme qui n'est pas celui de la C.G.T. Le gouvernement n'est pas celui de la C.G.T. et la C.G.T. n'est pas le syndicat du gouvernement, comme d'aucuns le prétendent. Il s'agit de très grandes pressions du patronat et d'autres forces. Il est normal que les travailleurs jouent le rôle de contrepois. Même avec le gouvernement le plus parfait qu'on puisse imaginer il faudrait l'action syndicale.

En apprentissage

— Devant cette situation, nous l'avons dit au quarante et unième congrès, tout le monde, sans exception, est en apprentissage. Des adaptations sont nécessaires. La question est de savoir comment concevoir et organiser concrètement l'intervention de masse des travailleurs dans ce contexte nouveau. Notre attitude est guidée par notre connaissance des réalités et par le lien étroit que nous avons avec les travailleurs. Ils ne doivent renoncer à aucune forme d'action syndicale, y compris la grève, car le problème n'est pas de ménager ou non qui que ce soit. Mais sur chaque question, dans chaque situation, il faut trouver des méthodes efficaces pour résoudre les problèmes. Les difficultés ne se régleront ni par les seules décisions gouvernementales ni par les négociations, pourtant nécessaires, il faut l'intervention des travailleurs et

l'utilisation de leurs droits et des positions acquises. La démocratie est donc un moyen de l'action syndicale.

— Votre relative modération face au blocage des salaires ne risque-t-elle pas de créer des désenchantements et des déceptions face à l'action syndicale chez vos propres militants ?

— Notre position est à la fois ferme et réaliste, il y a chez une partie des travailleurs un certain mécontentement, une insatisfaction. Les désenchantements ne se manifestent pas à notre égard, mais face à l'action gouvernementale. Les travailleurs veulent corriger ce qui manque et obtenir mieux que ce qui est fait, mais ils ont aussi le souci, légitime, de ne rien faire qui favorise la droite. Cela nous amène avec eux à rechercher des formes d'intervention pour faire connaître leur insatisfaction sans hostilité.

— Pour être réellement l'expression de l'état d'esprit des travailleurs, sans risque de désenchantement à notre égard, nous nous efforçons de discuter avec les travailleurs et de les consulter pour définir la nature exacte de leurs revendications et les méthodes d'action. Le rôle du syndicat n'est pas de faire le bonheur des gens à leur place. Ce sont les travailleurs collectivement engagés qui doivent conquérir leur bonheur ensemble. Si nous agissons ainsi, les travailleurs ne sont pas spectateurs, mais véritablement partie prenante. C'est une pratique syndicale nouvelle qu'il faut faire vivre. De ces discussions, nous n'excluons pas les autres organisations syndicales qui sont prêtes à accepter le verdict des intéressés.

— La C.G.T. est-elle prête elle aussi à lâcher du lest et à admettre que le pouvoir d'achat perdu ne soit que partiellement et progressivement rattrapé en 1983 ?

— Le désaccord sur le pouvoir d'achat demeure. Prélever sur le pouvoir d'achat des travailleurs, c'est une injustice et une erreur. Maintenant il y a certaines évolutions que nous observons. Cela ne signifie pas pour autant que nos organisations et les travailleurs concernés les estiment suffisantes. Mais cela montre que l'action syndicale sert à quelque chose. Nous ne parlons pas dans le désert. Nous avons des interlocuteurs qui ne sont pas insensibles à l'état d'esprit des travailleurs. Nous tenons compte de ce qui bouge et nous évaluons, dans chaque branche et chaque entreprise, les résultats que l'on peut obtenir.

Développer l'économie sociale

— Quelles sont vos autres priorités revendicatives ?

— Nous considérons aussi la globalité de la politique économique et sociale. La question du pouvoir d'achat est prioritaire. Mais nous avons plusieurs objectifs qui commandent toute marche en avant : lutte contre l'inflation, le chômage, pour le développement industriel et les libertés. Le gouvernement a pris des mesures réelles de lutte contre l'inflation et a obtenu des résultats. Il y a ici une place pour une action syndicale autonome qui peut se conjuguer avec celle du gouvernement, comme la loi le prévoit. Cette intervention des travailleurs concerne non seulement les prix à la distribution, mais la formation des coûts. Les coûts des produits français sont souvent plus élevés que ceux des autres pays alors que les salaires n'en sont pas la cause. En agissant pour réduire les coûts des produits, nous contribuons par le même coup à les rendre plus compétitifs. Depuis un an, la C.G.T. a entrepris une action concrète et efficace dans ce domaine. J'estime qu'on n'en parle pas assez, car c'est une nouveauté et nous sommes les seuls.

— La lutte contre le chômage suppose un ensemble de dispositions, car la solution ne dépend pas d'une seule mesure. L'action fondamentale contre le chômage, c'est bel et bien de créer des emplois. Cela est conditionné par l'existence et le développement d'un marché intérieur et d'une industrie française capables de mieux répondre aux besoins. Nous avons combattu pendant tant d'années, sous les gouvernements de droite et contre le C.N.P.F., pour nous opposer à ce que nous appelions la casse, le déclin industriel, que nous sommes heureux de constater que l'action que nous avons menée souvent seule débouche aujourd'hui sur une politique nouvelle de réindustrialisation du pays. Serons-nous d'accord avec toutes les mesures envisagées ? Cela relève de la discussion. Mais le fait est que la tendance est inversée, même si cela

donne lieu à litiges et à conflits. Nous réclamons aussi un autre type d'industrialisation dans la mesure où ceux-là mêmes qui défendent la libre entreprise ne manifestent guère un esprit d'entrepreneur. Il faut donc, à côté du secteur nationalisé et du secteur privé qui a sa place, développer l'économie sociale et notamment les coopératives de production. Ces dernières peuvent prendre une part active à la relance de l'industrie. Nous sommes très actifs dans ce domaine : l'esprit d'entreprise, c'est nous !

— Est-ce que vous pensez, comme M. Le Garrec, que la réduction de la durée du travail doit être harmonisée au niveau européen ?

— Nous ne posons pas la question comme cela, sinon chacun attendrait l'autre. La réduction du temps de travail est à la fois un élément d'amélioration de la qualité de la vie et une mesure qui peut avoir un effet contre le chômage. Nous n'avons jamais avancé de calendrier pour la mise en œuvre des trente-cinq heures, car nous pensons qu'il faut être efficace, plus pragmatique et mieux coller à la réalité. Si on avait fait la semaine de trente-huit heures que nous avions préconisée, on aurait créé des emplois immédiatement. Mais nous n'avons jamais proposé de date pour une autre étape car personne ne peut dire comment sera l'économie française, en 1984 par exemple. On ne peut pas continuer en prenant des mesures générales, uniformes. Nous sommes depuis l'origine des partisans actifs des contrats de solidarité qui peuvent permettre des réductions importantes de la durée du travail. Mais il est irréaliste d'imaginer, les salaires étant ce qu'ils sont, que les travailleurs accepteraient la non-compensation salariale. Il est par contre possible d'accomplir des pas, parfois importants, dans différentes entreprises et certaines branches.

— De nouvelles nationalisations vous apparaissent-elles nécessaires sans attendre les prochaines échéances électorales, comme vient de le proposer un responsable du P.C. ?

— Même si elles ne recouvrent pas totalement le programme de la C.G.T., les nationalisations qui ont été faites résultent du suffrage universel et sont importantes. Pour l'heure nous disons : « faisons bien les nationalisations qui ont été voulues », tout en maintenant les objectifs de la C.G.T. Nous avancerons au fur et à mesure que la vie pose des questions nouvelles. Les nationalisations peuvent devenir un instrument vraiment efficace, mais cela suppose pour les banques une autre manière de gérer et d'orienter le crédit et pour les grands groupes industriels une gestion démocratique — ce qui nécessite une autre mentalité dans les milieux dirigeants de la plupart de ces entreprises — et l'élaboration d'une politique plus conquérante. Ces groupes sont en effet des points d'appui réels pour une politique industrielle nouvelle. On le voit par les investissements significatifs décidés, les projets annoncés par certaines grandes entreprises industrielles ou de services anciennement

ou nouvellement nationalisées. Des rapports nouveaux avec les syndicats et les travailleurs, du dynamisme ou de l'invention : il y a là des réserves considérables pour accomplir beaucoup et stimuler toute l'économie du pays.

— Près de deux mois après votre rencontre avec M. Maire, comment jugez-vous les rapports entre la C.G.T. et la C.F.D.T. ?

— La rencontre a été utile, car elle a permis à chacun de voir où en est réellement le partenaire. Tout en prenant acte des différences considérables entre nos positions, nous sommes convenus d'avoir de part et d'autre un comportement qui évite de les aggraver, de noircir ou d'enjoliver les choses. Il s'agit d'être vrai de part et d'autre, de ne pas renoncer à la personnalité de chacun, mais de ne pas envenimer, car c'est l'intérêt des deux syndicats et de la gauche. Le fait que la C.F.D.T. maintienne son recentrage et admette une certaine austérité ne facilite pas les choses. Mais il y a des questions sur lesquelles nous avons des convergences et nous ne renonçons pas à avoir des relations. Plus il y aura unité d'action, mieux cela vaudra, mais cela suppose des objectifs communs.

— Vous êtes secrétaire général de la C.G.T. depuis cinq mois. Quel bilan de santé dresserez-vous de votre confédération ?

— Avant notre congrès, nous avons constaté un fléchissement de nos effectifs, puis il y a eu une stabilisation en 1980, une légère remontée en 1981. C'est la même tendance pour 1982, mais légère. Les résultats aux élections professionnelles font apparaître des inégalités avec des gains parfois importants et des pertes parfois importantes aussi. Cela résulte de la situation qui est nouvelle pour tout le monde et cela correspond aussi à la qualité de l'activité syndicale concrète dans telle ou telle entreprise. Nous devons être un syndicat de terrain, profondément enraciné, qui s'occupe avant toute chose et en permanence des besoins constants des travailleurs.

— M. Maire pronostique une baisse d'environ 3 points de la C.G.T. aux élections prud'homales. Qu'en pensez-vous ?

— Mon attitude est complètement différente. Tout d'abord, je ne pronostique pas ; d'ailleurs, si je le faisais, je ne me vois pas en train de pronostiquer pour un autre syndicat une perte de quelques points. Mais l'enjeu des élections est d'une tout autre dimension. L'important pour les travailleurs-électeurs est d'être bien défendus par les futurs prud'hommes. Avec les dizaines de milliards d'anciens francs qui ont été restitués aux salariés par les prud'hommes, le bilan en faveur des élus C.G.T. parle de lui-même. Autre enjeu du 8 décembre. Les patrons et la droite scrutent surtout le degré d'influence de la C.G.T. Nous demandons donc aux salariés de mesurer les conséquences de leur choix. Le vote utile, c'est le vote C.G.T.

Propos recueillis par
Jean-Pierre DUMONT
et Michel NOBLECOURT.

Micral mon micro

Micral

PREMIER CONSTRUCTEUR EUROPÉEN DE MICRO-ORDINATEURS - FILIALE DE CH HONEYWELL BULL
Z.A. de Courtaubouf - Avenue du Pacifique - 91942 LES ULIS Cedex - Tél. : (6) 928.01.77

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUESENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE
« ENAFOR »

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° IN 25.82

« ENAFOR » lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

- ÉQUIPEMENT ÉLECTRO-MÉCANIQUE**
- LOT I - 15 POMPES IMMERGÉES
 - LOT II - 2 COMPRESSEURS
 - LOT III - 7 POSTES DE SOUDURE

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi N° 78.02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les fournisseurs intéressés peuvent retirer le cahier des charges à ENAFOR - DÉPARTEMENT ENGINEERING ET APPROVISIONNEMENT - 1, place Bir-Hakeim - El-Biar (Alger) à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions, établies en six (6) exemplaires, sous double pli cacheté et recommandé, l'enveloppe extérieure anonyme, sans en-tête, sigle ou cachet du soumissionnaire et ne comportant aucune inscription indiquant son origine, et porter seulement la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° IN 25.82 - CONFIDENTIEL - A NE PAS OUVRIR », à l'attention de M. le chef de Département Engineering & Approvisionnement, devront parvenir au plus tard le 11 décembre 1982, délai de rigueur. Toute soumission parvenant après ce délai sera rejetée.

Le délai d'option sera de cent vingt jours à compter de la date de clôture de l'appel d'offres.

سكزا من الأصل

AFFAIRES

LES ÉLECTIONS DANS LES CHAMBRES DE COMMERCE

Un million et demi de chefs d'entreprise sont appelés à renouveler la moitié de leurs représentants

Lundi 22 novembre, près d'un million cinq cent mille chefs d'entreprise (industriels, commerçants, prestataires de services) étaient appelés à voter pour renouveler la moitié de leurs représentants aux cent cinquante-deux chambres de commerce et d'industrie (C.C.I.) métropolitaines et aux cinq C.C.I. des départements d'outre-mer, et pour pourvoir des sièges devenus vacants depuis 1979, date de la dernière élection. En tout, deux mille neuf cent soixante candidats pour mille trois cent trente-deux sièges à pourvoir pour retrouver l'effectif complet de quatre mille cent

quarante-huit représentants. L'opposition vient, cette année encore, essentiellement du Syndicat national de la petite et moyenne industrie (S.N.P.M.I.).

En Bretagne, soixante-sept mille patrons doivent participer à ces élections consulaires (mais plus de 40 % d'entre eux se rendront-ils aux urnes pour une consultation où le taux d'abstention est toujours fort élevé, même en Bretagne ?) et huit chambres de commerce et d'industrie vivent et tentent de résoudre la crise à leur façon.

Crise et contestation en Bretagne

Brest. - « L'avenir économique est sombre. Pour la première fois depuis des années, il n'y aura pas de création d'entreprise dans le Morbihan ». « A Morlaix, on est passé de quarante-sept à soixante-quatre départs de bilan en quelques mois ». « La chambre de commerce de Brest est l'une des entreprises locales en difficulté ».

Comment les élections aux C.C.I., partenaires économiques de poids (60 millions de francs ont été investis par elles dans l'économie bretonne en 1981), « bouc émissaire » comme le sont tous les établissements publics officiels en temps de crise, pourraient-elles ne pas être le reflet des sombres perspectives de l'économie ? Les patrons des P.M.E. excédés, les petits industriels agacés, les commerçants en colère, bref, l'économie bretonne, constituée en majorité d'entreprises moyennes et d'artisans, est en campagne électorale. Le 22 novembre, elle doit juger la façon dont les chambres de commerce ont, jusqu'à présent, su affronter la crise.

Si la composition variée des C.C.I. les préserve de tout corporatisme, ce sont bien les représentants des secteurs en difficulté qui ont mené cette campagne électorale. Même si les « petits » ont déjà pris le pouvoir en Bretagne depuis longtemps, à Quimper et Morlaix par exemple, la nouvelle percée « musclée » de cette catégorie d'industriels se fait aujourd'hui sous la bannière du S.N.P.M.I.

Dans le Morbihan, l'une des terres natales du syndicat, le S.N.P.M.I. a failli constituer sa propre liste. « Les industriels traditionnels ne peuvent prendre en compte nos revendications », affirme M. Michel Pierre, trésorier du syndicat.

De notre envoyée spéciale

Nous n'avons pas non plus les mêmes méthodes qu'eux. Les petites entreprises meurent aujourd'hui en deux mois. Nous n'avons pas le temps d'attendre de longues tractations et sommes parfois accusés de des actions spectaculaires.

Les petits industriels n'ont, malgré tout, pas rejoint les petits commerçants pour former une liste commune et ont préféré faire entendre leur voix au sein de la chambre actuelle. A Morlaix et à Brest (Finistère), on a vu l'apparition d'une seconde liste. Preuve, dit-on, que les intérêts d'une catégorie particulièrement touchée par la crise ne sont pas pris en compte par les « sortants ».

A Brest, les industriels, notamment ceux de la réparation navale, en difficulté, demandent une meilleure représentation au sein d'une chambre dominée aujourd'hui par les commerçants. A Morlaix, jeunes et petits, « trois mousquetaires » en tête, se sont associés pour demander à la chambre de se « réveiller » et de « se mettre à l'écoute des entreprises locales ». « Nous voulons créer, par exemple, une maison des commerçants et petits industriels », affirme M. Feunteun, Charles et Julien, afin de donner aux entrepreneurs de notre circonscription les informations qu'ils n'ont pas demandées sur la fiscalité, la gestion des stocks, la transmission d'entreprises, etc. Si cette préoccupation était mise en place, nous n'aurions pas autant d'« enterrements » de sociétés à déplorer.

Les consultations du 22 novembre, mais aussi celles des conseils des prud'hommes, le 8 décembre, vont permettre aux syndicats, notamment au S.N.P.M.I., de se compter. Même si aucun bouleverse-

ment n'est à attendre cette année, les chambres de commerce ont pu dire leur dernier mot. A l'origine gestionnaires d'équipement et conseillers de l'économie locale, elles en viennent aujourd'hui à contester plus directement la politique du gouvernement.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

L'accord avec Thomson est une mesure vitale pour l'industrie européenne déclare le président de Grundig

M. Max Grundig, président de la société d'électronique allemande Grundig, a, dans une interview publiée le 21 novembre par *Welt am Sonntag*, qualifié l'accord Thomson-Grundig de mesure vitale pour préserver l'industrie européenne contre la concurrence japonaise. M. Grundig exprime l'espoir que les autorités françaises et ouest-allemandes approuveront cet accord.

« Je suis aussi favorable à l'économie de marché. Mais, avec trop de libéralisme, nous serons dépassés », a ajouté M. Grundig avant d'ajouter : « Pour empêcher le chômage d'atteindre 15 ou 20 % en Europe, Grundig considère que le rassemblement de toutes les forces de

l'industrie européenne est la seule réponse au défi du Japon ».

La prise de contrôle de Grundig par Thomson-Brandt vise à contrer la suprématie des produits japonais sur les marchés européens, estimant les journaux japonais qui, dans leur ensemble, attribuent à la France un rôle moteur dans le mouvement contre les importations nippones. Selon le principal quotidien économique, *Nihon Keizai*, l'industrie européenne d'appareils électroniques à usage domestique va probablement former un « front uni » contre les produits japonais en réorganisant sa structure à la suite de cette prise de contrôle de Grundig. - (Reuters, A.F.P.)

General Motors pourrait monter aux États-Unis 300 000 petites voitures japonaises par an

General Motors aurait conclu un nouvel accord avec sa filiale japonaise Isuzu (contrôlée à 42 %) pour

la fabrication annuelle aux États-Unis de 300 000 petites voitures de conception japonaise, sur la base d'équipements (moteurs et transmission) importés du Japon. C'est ce qu'affirme le *Nihon Keizai Shimbun*, en précisant que l'accord a été conclu en octobre, lors de la visite à Detroit du président d'Isuzu. La direction du groupe américain, interrogée, assure toutefois qu'il s'agit de « spéculations ».

Selon le quotidien japonais, repris par le correspondant à Tokyo du périodique américain spécialisé *Automotive News*, les 300 000 véhicules prévus par le nouvel accord s'ajouteraient aux 200 000 petits modèles Isuzu que General Motors doit importer du Japon dès 1984, selon les termes d'un accord antérieur. Ils s'ajouteraient également aux 100 000 véhicules fabriqués par Suzuki que General Motors a par ailleurs prévu d'importer.

An total, donc, 600 000 voitures d'origine japonaise pourraient être écoulées par le groupe sur le marché américain, soit les trois quarts de ce que General Motors compte vendre sur le créneau du marché (800 000 voitures au total). Les produits purement américains ne représentent qu'un « appoint » (200 000 unités).

CONJONCTURE

L'Assemblée nationale renforce les avantages du compte d'épargne en actions et modifie le dispositif d'aide à l'investissement

L'Assemblée nationale a terminé, samedi 20 novembre, l'examen, en première lecture, du projet de loi de finances pour 1983 (*Le Monde* daté 21-22 novembre). Les députés ont adopté une série d'amendements qui visent, d'une part, à rendre plus attractifs le futur compte d'épargne en actions (C.E.A.), à remplacer l'ancien système des « 5 000 francs Monory », et, d'autre part, à améliorer le mécanisme actuel d'aide à l'investissement.

Dans un premier temps, l'Assemblée a autorisé — contrairement au texte initial — le cumul entre l'abattement de 3 000 F applicable aux revenus d'achats d'actions et les avantages fiscaux liés au compte d'épargne en actions.

Ceux-ci consistent, pour tout détenteur d'un C.E.A., à bénéficier d'une réduction d'impôt de 25 % (préalablement fixée à 20 % seulement dans le projet de loi budgétaire), tandis que le plafond d'achats nets d'actions françaises permettant d'appliquer cette réduction a été ramené à 7 500 F (15 000 F pour un couple), puis à 7 000 F pour une personne seule (14 000 F pour un couple) en fin de séance, alors que ces limites avaient été fixées respectivement à 10 000 F et 20 000 F dans la loi de finances 1983.

Ces dispositions améliorent incontestablement l'attrait de ce nouvel instrument financier destiné à prendre le relais de la « loi Monory » du 13 juillet 1978, dont les avantages avaient été exceptionnellement reconduits en 1982 dans l'attente de nouvelles mesures en faveur de l'épargne et de l'investissement.

Elles ont été, dans l'ensemble, bien accueillies par les professionnels des marchés financiers et par les épargnants. Le C.E.A., en effet, continuait à provoquer quelque préoccupation dans sa formule initiale (20 % de réduction d'impôt et

10 000 F d'épargne nouvelle chaque année pour un célibataire) considéré comme moins intéressante que le dispositif « Monory », à l'investissement égal. Devant ces réactions, les pouvoirs publics et les députés étaient conscients de la nécessité de « dopper » le C.E.A. et les amendements déposés — et votés — visaient surtout à capter l'épargne des catégories moyennes.

D'autre part, l'aide fiscale à l'investissement — formule Barre amorcée par le gouvernement Mauroy — a été supprimée et remplacée par un nouveau système. A partir du 1er janvier 1983, les équipements admissibles au régime de l'amortissement dégressif — c'est-à-dire l'industrie et le bâtiment, travaux publics, à l'exclusion des installations commerciales — bénéficieront la première année de leur livraison d'une possibilité supplémentaire d'amortissement de 30 %. Ainsi, un équipement mis en service l'année prochaine, et qui bénéficierait jusqu'ici d'un taux d'amortissement de 40 % la première année, bénéficiera cette année première année d'un taux de 52 %.

Il sera évidemment tenu compte dans le calcul de l'amortissement de la date exacte où le matériel sera effectivement mis en service (formule dite au prorata temporis). Ce nouveau système sera valable les années suivantes, toujours pour la première année d'amortissement.

LIGNE A 400 KV MALGOVERT-VICLAIRE-STE-FOY-TARENTEISE et travaux annexes

AVIS

Le préfet, commissaire de la République du département de la Savoie, communique :

Une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par Electricité de France, centre d'équipement du réseau de transport en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la ligne à 400 KV MALGOVERT-VICLAIRE-SAINTE-FOY-TARENTEISE.

Conformément au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par Electricité de France comporte une étude d'impact.

Pendant deux mois, à dater du 1er décembre 1982, le public pourra en prendre connaissance aux dires, jours et heures prévus ci-après et consigner ses observations sur un registre prévu à cet effet.

- à la préfecture de la Savoie, à Chambéry :
 - les jours ouvrables (lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi), de 9 heures à 11 h 45, et de 14 heures à 16 h 30 ;
 - à la sous-préfecture d'Albertville :
 - les jours ouvrables (lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi), de 9 heures à 12 heures, et de 14 heures à 17 heures ;
 - à la mairie de Bourg-Saint-Maurice, chef-lieu de canton intéressé :
 - les lundis de 14 heures à 18 h 30 ;
 - du mardi au vendredi de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30 ;
- dans les mairies des communes de SAINTE-FOY-TARENTEISE, VILLAROGNE, MONTVALEZAN, SEEZ :
 - les jours ouvrables (lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi), de 9 heures à 11 heures et de 16 heures à 18 h 30 ;
 - à la Direction interdépartementale de l'Industrie, région Rhône-Alpes, division du contrôle de l'électricité, 3, rue de la Liberté, à Grenoble :
 - tous les jours sauf samedi, dimanche et jours fériés de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures.

En outre, conformément aux dispositions de la circulaire du 31 juillet 1982 de M. le premier ministre relative à l'amélioration apportée à la publicité des études d'impact, les dossiers seront accessibles au public, dans les communes susvisées, les deux jours non ouvrables suivants :

- le 19 décembre 1982 ;
- le 16 janvier 1983, de 8 heures à 12 heures.

Chambéry, le 17 novembre 1982
Le préfet,
commissaire de la République,
Signé : Pierre BLONDEL.

PRÉFECTURE DE SAVOIE

Avis d'ouverture d'enquête publique Avenant à la concession de la chute des Brévières

Electricité de France a déposé une demande de quatrième avenant à la concession de la chute des Brévières, dans le département de la Savoie, en vue de la suppression de l'adduction du torrent du Clion nécessaire par la réalisation de l'aménagement complémentaire de la Haute-Isère.

M. le préfet, commissaire de la République du département de la Savoie, informe le public que, en application de la décision en date du 12 novembre 1982, de M. le ministre délégué auprès du ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie, le dossier de suppression de l'adduction du torrent du Clion présenté par Electricité de France à l'appui de ladite demande de quatrième avenant à la concession de la chute des Brévières sera soumis à enquête publique, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

1. - L'enquête publique s'ouvrira à la préfecture de la Savoie où le dossier d'enquête sera déposé du 1er décembre 1982 au 31 janvier 1983 inclus. Il sera joint à ce dossier un registre d'enquête dans lequel le public pourra consigner ses observations.

Ce dossier pourra être consulté tous les lundi, mardi, mercredi, jeudi vendredi non fériés ainsi que les dimanches 19 décembre 1982 et 16 janvier 1983.

En outre, dès la signature de l'arrêté d'ouverture d'enquête par M. le préfet, commissaire de la République du département de la Savoie, le dossier d'enquête sera rendu accessible à quiconque en fait la demande à la préfecture de la Savoie, et le reste sans limitation de durée.

Pendant les mêmes périodes d'enquête et les mêmes jours, le dossier pourra également être consulté à la sous-préfecture d'Albertville ainsi que dans les communes de Sainte-Foy-Tarentaise et Tignes.

Pendant ces périodes, le dossier pourra être consulté aux heures ci-après :

- Préfecture de la Savoie : de 9 heures à 11 h 45, et de 14 heures à 16 h 30 ;
- Sous-préfecture d'Albertville : de 9 heures à 12 heures, et de 14 heures à 17 heures ;
- Sainte-Foy-Tarentaise : de 9 heures à 11 heures, et de 16 heures à 18 h 30 ;
- Tignes : de 9 heures à 11 heures, et de 16 heures à 18 h 30.

Les dimanches 19 décembre 1982 et 16 janvier 1983, le dossier pourra être consulté à la sous-préfecture d'Albertville et dans les mairies des communes de 8 heures à 12 heures.

Dans chacun de ces lieux de consultation, un registre subsidiaire sur lequel le public pourra consigner ses observations sera joint au dossier.

2. - Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées par écrit à Chambéry au président de la commission d'enquête à la préfecture de la Savoie.

Les observations faites sur le projet pourront en outre être reçues par un des membres de la commission d'enquête pendant les trois derniers jours ouvrables de l'enquête du 27 janvier 1983 au 31 janvier 1983, entre 9 heures et 12 heures et entre 14 heures et 16 h 30 à la préfecture de la Savoie ainsi qu'à la mairie de Sainte-Foy-Tarentaise.

La commission d'enquête sera composée de trois membres :
Président : M. DOMENIC André, conseiller d'Etat honoraire, 107, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris ;

Membres : MM. GODARD Denis, géomètre expert D.P.L.G., 327, rue Saint-Pierre, 73300 Saint-Jean-de-Maurienne ;
TURIAT Charles, chef honoraire du service foncier de la direction départementale de l'équipement, 146, rue Nicolas-Parent, 73000 Chambéry.

3. - Après la clôture de l'enquête, des copies du rapport de la commission d'enquête contenant ses conclusions motivées et des réponses seront déposées dans chacune des mairies des communes intéressées ainsi qu'à la sous-préfecture d'Albertville et à la préfecture de la Savoie.

La communication de ces documents pourra être faite à toute personne en faisant la demande au préfet, commissaire de la République du département de la Savoie.

A Chambéry, le 17 novembre 1982
Le préfet,
commissaire de la République,
Signé : Pierre BLONDEL.

PRÉFECTURE DE LA SAVOIE AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE AMÉNAGEMENT COMPLÉMENTAIRE DE LA HAUTE-ISÈRE Chutes de Sainte-Foy-Tarentaise et Villaroger

Electricité de France a déposé une demande de concession avec déclaration d'utilité publique des travaux pour l'aménagement complémentaire de la Haute-Isère, chutes de Sainte-Foy-Tarentaise et Villaroger dans le département de la Savoie.

M. le préfet, commissaire de la République du département de la Savoie, informe le public que, en application de la décision en date du 12 novembre 1982 de M. le ministre délégué auprès du ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie, le dossier de l'aménagement complémentaire de la Haute-Isère présenté par Electricité de France à l'appui de ladite demande de concession sera soumis à enquête publique, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le dossier soumis à enquête comportera une étude d'impact sur l'environnement conformément aux dispositions du décret du 12 octobre 1977 pris pour l'application de la loi du 10 juillet 1976, relative à la protection de la nature.

1. - L'enquête publique s'ouvrira à la préfecture de la Savoie où le dossier d'enquête sera déposé du 1er décembre 1982 au 31 janvier 1983 inclus. Il sera joint à ce dossier un registre d'enquête dans lequel le public pourra consigner ses observations.

Le dossier pourra être consulté tous les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, non fériés, ainsi que les dimanches 19 décembre 1982 et 16 janvier 1983.

En outre, dès la signature de l'arrêté d'ouverture d'enquête par M. le préfet, commissaire de la République du département de la Savoie, le dossier d'enquête sera rendu accessible à quiconque en fait la demande à la préfecture et le reste sans limitation de durée.

Pendant les mêmes périodes d'enquête et les mêmes jours, le dossier pourra également être consulté à la sous-préfecture d'Albertville ainsi que dans les communes de Sainte-Foy-Tarentaise, Villaroger, Montvalézan et Seez.

Pendant ces périodes, le dossier pourra être consulté aux heures ci-après :

- Préfecture de la SAVOIE, de 9 heures à 11 h 45 et de 14 heures à 16 h 30 ;
- Sous-préfecture d'ALBERTVILLE, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ;
- Mairies de :
 - SAINTE-FOY-TARENTEISE, de 9 heures à 11 heures et de 16 heures à 18 h 30 ;
 - VILLAROGNE, de 9 heures à 11 heures et de 16 heures à 18 h 30 ;
 - MONTVALEZAN, de 9 heures à 11 heures et de 16 heures à 18 h 30 ;
 - SEEZ, de 9 heures à 11 heures et de 16 heures à 18 h 30.

Les dimanches 19 décembre 1982 et 16 janvier 1983, le dossier pourra être consulté à la sous-préfecture d'Albertville et dans les mairies des communes de 8 heures à 12 heures.

Dans chacun de ces lieux de consultation, un registre subsidiaire dans lequel le public pourra consigner ses observations sera joint au dossier.

2. - Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées par écrit au président de la commission d'enquête, à la préfecture de la Savoie à Chambéry.

Les observations faites sur le projet pourront en outre être reçues par un des membres de la commission d'enquête pendant les trois derniers jours ouvrables de l'enquête du 27 janvier 1983 au 31 janvier 1983 entre 9 heures et 12 heures et entre 14 heures et 16 h 30, à la préfecture de la Savoie ainsi qu'à la mairie de Sainte-Foy-Tarentaise.

La commission d'enquête sera composée de trois membres :
Président : M. DOMENIC André, conseiller d'Etat honoraire, 107, boulevard Saint-Germain, 75006 PARIS ;

Membres : M. GODARD Denis, géomètre expert D.P.L.G., 327, rue Saint-Pierre, SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE ;
TURIAT Charles, chef honoraire du service foncier à la Direction Départementale de l'Équipement, 146, rue Nicolas-Parent, CHAMBERY.

3. - Après la clôture de l'enquête, des copies du rapport de la commission d'enquête contenant ses conclusions motivées et des réponses aux observations présentées au cours de l'enquête seront déposées dans chacune des mairies des communes intéressées ainsi qu'à la sous-préfecture d'Albertville et à la préfecture de la Savoie.

La communication de ces documents pourra être faite à toute personne en faisant la demande au préfet, commissaire de la République du département de la Savoie.

A CHAMBERY, le 17 novembre 1982,
Le Préfet,
Commissaire de la République,
Signé : Pierre BLONDEL.

PROBLÈMES PSYCHOLOGIQUES & SOLITUDE MORALE

Consultations par correspondance
Renée Deschamps, docteur en philosophie
2250 Route de Mondy, 34100 MONTPELLIER

europcar agenda 1983

L'agenda Europcar 1983 est sorti. Offert à titre de cadeau de fin d'année par Europcar à sa clientèle. A tous les comptoirs Europcar, au moment de louer ou de rendre votre voiture.

Offre valable dans la limite des quantités disponibles.

comment préparer...

SCIENCES-PO

(entrée en 1^{re} ou 2^e année) 260 pages. Présentation des L.E.P. (Lettres, Économie, Philosophie), conseils de méthode, présentation des épreuves, annales, ébauches.

les GRANDES ÉCOLES de COMMERCE

256 pages. Liste des établissements avec leurs résultats, les épreuves des concours, annales et ébauches, présentations détaillées de 28 écoles, ébauches et statistiques.

les ETUDES de MEDECINE et de PHARMACIE

120 pages. Présentation de la réforme des études médicales et des études de pharmacie, programmes et ébauches des statistiques.

VENTE en librairie (diffusion VUBERT) ou par correspondance
56 F par guide en chèque à
Groupe SIGMA Éditions,
16, rue du Cloître Notre-Dame,
75004 Paris, tél. 255-53-30

Krasucki

Entreprise nationale de forage
ENAFOR

Entreprise nationale de forage
ENAFOR

Entreprise nationale de forage
ENAFOR

Entreprise nationale de forage
ENAFOR

Entreprise nationale de forage
ENAFOR

AFFAIRES

La France pourrait fournir à la Chine le cœur d'un réacteur nucléaire

La volonté de la Chine d'acheter un réacteur nucléaire à la France c'est un peu l'histoire du serpent et du mer. En 1974 déjà, les Chinois avaient manifesté leur intérêt pour la filière graphite gaz, pourtant abandonnée par les Français en 1969.

L'ouverture de Pékin aux achats d'équipements occidentaux en 1978 avait alors amené les Chinois à envisager l'achat de deux réacteurs PWR à Framatome et Creusot-Loire. Une mission française avait, entrepris, en Chine, un recensement des sites possibles et avait procédé à des études techniques assez poussées. Les, le réajustement en baisse dans le courant de 1979 des principaux objectifs économiques avait entraîné la « mise de côté » du projet. Du voyage de M. Giscard d'Estaing à celui de M. Michel Jobert en novembre 1981, chaque venue à Pékin d'officiels à été l'occasion de repasser du nucléaire avec plus ou moins de chaleur.

M. Li Peng, premier vice-ministre chinois de l'électricité et de l'eau qui vient de rencontrer M. Chevènement le 19 novembre était venu spécialement à Paris pour parler de l'achat d'un lot de réacteur.

L'implantation dans la province du Guangdong, d'un réacteur de 900 mégawatts - et peut-être à terme de deux réacteurs - permettrait de fournir de l'électricité non seulement à Canton mais aussi à Hong-Kong dont la Compagnie China Light and Power achèterait du courant.

La forte présence britannique à Hong-Kong justifie cependant que

les Français s'associent aux Anglais pour la construction du premier réacteur. Framatome fournirait donc la partie nucléaire (un contrat de l'ordre de 2 milliards de francs) et les britanniques par l'intermédiaire de la G.E.C. (General Electric Company) la partie conventionnelle (les turbines).

M. Li Peng a fait en France le tour de la question avec les industriels et les financiers. Sur le plan industriel si les Chinois semblent disposés à faire ce réacteur avec Français et Britanniques, ils veulent un seul responsable, donc un chef de file.

Pour les crédits, les Français ont fait des propositions (des crédits sur quinze ans au taux des consensus - soit 10 % - ou des crédits en devises au taux de la devise en question).

Les Chinois ont écouté. Mais la décision de commander le réacteur ne devrait pas intervenir avant la fin du premier semestre de 1983, si elle intervient. Les Français sont cependant optimistes. Le nucléaire est visiblement redevenu une priorité chinoise.

M. Jang Shang-Ji, vice-ministre de l'industrie nucléaire, est passé il y a quelques semaines pour demander une aide technique pour le développement d'une filière chinoise d'un réacteur de 300 Mégawatts. Le C.E.A., qui voit un marché à l'exportation pour des réacteurs plus petits que les standards français de 200 et 300 Mégawatts avait commencé d'étudier le développement d'une puissance de 300 Mégawatts. Un accord de coopération technique pourrait donc intervenir dans le courant de 1983.

Autre preuve de cet intérêt des Chinois pour l'énergie atomique, la première exposition de technologie nucléaire chinoise vient de débiter actuellement à Chengdu (sud-ouest de la Chine). Les autorités de Pékin ont accepté que se tienne, en septembre prochain, dans la capitale chinoise, une exposition sur la technologie nucléaire française. - B. D.

La société Framatome vient d'obtenir un contrat d'étude en Grande Bretagne. Elle a signé avec la compagnie britannique d'électricité C.E.G.B. (Central Electricity Generation Board) et la compagnie nationale nucléaire (National Nuclear Corporation) un contrat d'études pour la cuve du réacteur destiné à la seconde tranche de la centrale de Sizewell dans le Sud-Est de l'Angleterre. Si le gouvernement autorise - après enquête - la construction de ce réacteur P.W.R. qui serait construit sous licence Westinghouse - et non Framatome - la société française se verra confier la fabrication de la cuve. Ce contrat était en négociation depuis deux ans.

COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE DÉSAPROUVE LES MESURES FRANÇAISES À L'IMPORTATION

(De notre envoyé spécial.) Strasbourg (Communautés européennes). - L'Assemblée européenne désapprouve les mesures à l'importation prises par le gouvernement français. Aux termes de deux résolutions présentées par les conservateurs et les démocrates chrétiens, et adoptées le 18 novembre, elle s'inquiète « des retards engendrés lors de l'importation de magnétoscopes » et estime que les décisions françaises « pourraient conduire à un accroissement dangereux du protectionnisme national ».

Conscient de l'importance du déficit commercial de la C.E.E., l'Assemblée invite les Dix « à définir une politique commune qui permette aux échanges intérieurs de ne pas souffrir de l'absence d'une politique économique extérieure ». Afin de répondre au défi japonais, les élus de Strasbourg ont également voté le texte de M. Glinne (socialiste belge), qui demande la conclusion avec Tokyo d'accords d'autolimitation pour cinq produits (tubes de télévision couleur, machines-outils à commande numérique, magnétoscopes portables à quartz et chaînes haute-fidélité). - M.S.

AGRICULTURE

VENTES DES HOSPICES DE BEAUNE Une hausse de 11 %

Une certaine surprise a été causée, dimanche 21 novembre, par les enchères de la vente annuelle des vins des Hospices de Beaune, où une hausse globale de 11 % a été enregistrée, le produit total dépassant pour la première fois le milliard de centimes. Logiquement, avec une récolte exceptionnelle, le plus important que la Bourgogne ait jamais connue, on s'attendait avant la vente à une baisse d'au moins 10 % sur les vins rouges, « souples et agréables, fruités, au corps équilibré ». Après un début en net recul, c'est le contraire qui s'est produit, grâce, en particulier, aux achats étrangers, suisses surtout, mais aussi américains, allemands, autrichiens et même japonais.

Du coup, les prix des vins rouges ont progressé de 5,8 %. Quant aux vins blancs « particulièrement riches », atteignant une « grande classe », bref un grand millésime, ils se sont littéralement arrachés - une cuvée de corton-charlemagne disputée entre deux négociants bourguignons ayant même été enlevée à 120 000 F la pièce de 228 litres (soit 400 F par bouteille), au lieu de 48 400 F l'année dernière. Bien que les prix atteints aux adjudications des Hospices de Beaune, « la plus grande vente de charité du monde », soient deux à trois fois supérieurs à ceux du marché, ils donnent une indication sur la tendance du moment. Apparemment, celle-ci est un maintien des cours en monnaie constante sur les rouges et à une forte hausse sur les blancs, grandes vedettes du millésime 1982. F.R.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SAINT-GOBAIN

PREMIER SEMESTRE 1982

- Le résultat industriel demeure positif
- Le groupe tire les conséquences comptables de la sortie de l'informatique de ses comptes consolidés

Les comptes consolidés de Saint-Gobain pour le premier semestre 1982 traduisent deux réalités différentes : - une baisse de l'autofinancement et du résultat net, qui demeure néanmoins positif, des sociétés gérées par le Groupe, conséquence de l'état des marchés du bâtiment et de l'automobile dans toute l'Europe et aux États-Unis ; - des éléments exceptionnels liés à la sortie de l'informatique.

Les comptes du Groupe ont enregistré les modifications suivantes : d'une part, les sociétés d'informatique dans lesquelles le Groupe détient des participations (Machines Bull, Olivetti, Eurotechnique) ne figurent plus dans le plan de consolidation, d'autre part, Saunier Duval Eau Chaude-Chauffage, jusqu'ici mis en évidence, et Rougier Océan Landex, en remplacement de Bois Déroulés Océan, ont été intégrés.

Les ventes du premier semestre ont atteint 24 430 millions de francs, soit une augmentation, hors informatique, de 14 % sur le premier semestre 1981. Les ventes réalisées en France représentent 54 % du total (13 139 millions de francs), en augmentation de 19 %. Cette progression est due en partie à l'exportation, en particulier de canalisations en fonte.

L'autofinancement du Groupe (cash-flow) est de 1 167 millions de francs contre 1 413 millions de francs pour le premier semestre 1981, soit une diminution de 18 %. L'autofinancement des sociétés françaises (342 millions de francs) est en baisse de 25 %.

Les investissements industriels du Groupe ont continué à croître substantiellement. Pour le premier semestre 1982, ils représentent 1 562 millions de francs, soit une augmentation, à structure comparable, de 58 % qu'explique en partie l'achèvement du float-glass brésilien. Malgré la baisse de l'autofinancement, les investissements des sociétés françaises sont en hausse significative (+ 21 %).

Les investissements en titres (91 millions de francs contre 173 millions) correspondent pour la plus grande part au renforcement du pourcentage détenu par le Groupe dans ses filiales françaises.

Le résultat brut d'exploitation est, pour le premier semestre 1982, de 2 787 millions de francs contre 2 691 millions de francs pour les six premiers mois de 1981 et le résultat d'exploitation de 365 millions de francs contre 913 millions de francs.

Le résultat net de Groupe, avant éléments exceptionnels, s'élève à 112 millions de francs pour les six premiers mois de 1981 et 450 millions pour l'ensemble de l'exercice 1981. Mais, en tenant compte des éléments exceptionnels, la perte pour le premier semestre atteint 699 millions de francs. Il a en effet été décidé d'ajuster les conséquences comptables de la sortie à venir de Saint-Gobain de l'informatique en déconsolidant les sociétés concernées. Cette perte exceptionnelle, sans signification sur les activités industrielles et sans impact sur la trésorerie, correspond

à des moins-values sur titres et à des abandons de créances.

Les frais de recherche pour le premier semestre 1982 s'élèvent à 343 millions de francs contre 284 millions de francs pour les six premiers mois de 1981 (+ 21 %).

Les frais financiers nets ont été pour le premier semestre de 838 millions de francs contre 778 millions de francs à structure comparable.

L'endettement s'est accru de 681 millions de francs. Cette augmentation est liée pour une grande partie aux emprunts contractés par les sociétés brésiliennes pour financer le float construit dans ce pays.

Les pertes de conversion - constatation des variations intervenues depuis six mois entre les différentes monnaies dans lesquelles travaille le Groupe - ont été évaluées selon la nouvelle norme américaine. Elles s'élèvent à 128 millions de francs.

L'examen de l'activité du Groupe montre notamment pour le premier semestre :

- un nouveau recul des ventes de produits isolants en France qui opère les résultats de la branche, fortement négatifs ;
- une diminution sensible des résultats de la branche Vitrage, qui restent néanmoins positifs, avec une situation difficile en Allemagne, en Italie, au Benelux ;
- bon comportement de la branche Canalisation dû à l'activité d'exportation de Pont-a-Mousson S.A. encore soutenu par l'affaire de Bagdad, la branche Mécanique continuant, en revanche, à poser d'importants problèmes de rentabilité ;
- une activité et des résultats satisfaisants pour la branche Conditionnement (bouteilles et flacons) ;
- la persistance de fortes pertes pour la branche Fibres de Renforcement ;
- l'impact sur la branche Papier-Bois des difficultés considérables de Rougier Océan Landex.

L'analyse par pays montre qu'en Europe, dans l'ensemble général des résultats, la France et l'Espagne ont mieux résisté et conservent un résultat net positif alors que l'Allemagne, pour la première fois depuis longtemps, est en perte comme l'Italie et le Benelux.

Aux États-Unis, un recul important des prix affecte le marché du bâtiment et le résultat demeure négatif.

Les pays d'Amérique latine continuent d'apporter une contribution importante aux résultats.

Les ventes nettes consolidées au 30 septembre 1982 s'élèvent à 36 146 millions de francs contre 31 625 millions pour les neuf premiers mois de 1981 (+ 14 %). À structure comparable, la progression est de 9 % en monnaies nationales et de 10 % après conversion en francs français.

L'absence de signes de redressement significatifs, en particulier en Europe, des marchés où opère le Groupe ne permet pas d'espérer une amélioration des résultats pour l'ensemble de l'exercice.

ELECTRICITÉ DE FRANCE

EMPRUNT E.D.F. 10,60 % (ex. 5,75 % et ex. 7,75 %) 1985

Electricité de France a annoncé au début du mois de novembre son intention d'offrir une augmentation du taux d'intérêt aux porteurs de l'emprunt E.D.F. 10,60 % (ex. 5,75 % et ex. 7,75 %) 1985 qui ne demanderait pas le remboursement de leurs titres au 1^{er} mars 1983.

Cette offre fait l'objet d'un arrêté du ministre de l'économie et des finances qui autorise Electricité de France à proposer aux porteurs une majoration du coupon annuel de l'obligation qui, pour les 6 échéances des 1^{er} mars 1984 à 1989, sera portée de son niveau actuel de 42,40 F à 66,80 F.

Compte tenu du droit au remboursement par tirage au sort d'une série de l'emprunt à 118,75 % de la valeur nominale au 1^{er} mars 1983, le taux de rendement actuariel brut du titre est ainsi

porté à 15,97 % jusqu'au 1^{er} mars 1989, date à laquelle les porteurs peuvent obtenir le remboursement anticipé de leurs titres à 118,75 % de la valeur nominale.

L'estampillage des titres, qui matérialisera l'adhésion des porteurs à cette modification, pourra être demandé notamment à l'occasion du paiement du coupon d'intérêt venant à échéance le 1^{er} mars 1983.

Cette modification laisse au porteur le bénéfice de tous les avantages du contrat d'émission (garantie de l'Etat, amortissement par tirage au sort d'une série tous les six ans avec prime croissante de 18,75 % à 50 %, droit d'obtenir moyennant dépôt des titres trois mois à l'avance le remboursement anticipé des obligations avec prime au 1^{er} mars 1989 ou aux échéances sexennales suivantes...).

CRÉDIT DU NORD CESSATION DE GARANTIE

Le Crédit du Nord succursale Anjou Saint-Lazare, 59, boulevard Haussmann, 75008 Paris, informe qu'il a mis fin à la garantie financière de 50 000 F accordée à M. Joëlle Betancourt, agence des Mathurins, 58, rue des Mathurins, 75008 Paris, pour son activité de transactions sur immeubles et fonds de commerce, visée par la loi du 2 janvier 1970.

En conséquence, cette garantie cessera trois jours francs après la publication du présent avis. Les créances, s'il en existe, devront être produites à la succursale ci-dessus indiquée dans les trois mois de cette insertion.

isa

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

75350 JOUY-EN-JOSAS - Tél. (3) 958 80 00 - Poste 478
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (I.S.A.-C.E.A.)
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

En vue de la rentrée de septembre 1983 date limite de dépôt des dossiers de candidature pour la première session : **lundi 29 novembre 1982.**

Collection des précis DALLOZ

LE SYSTEME POLITIQUE FRANÇAIS LA 1^{re} REPUBLIQUE

Dmitri-Georges LAVROFF
Président de l'Université de droit, économie, sciences et technologie de Bordeaux

En vente chez votre libraire

TROISIEME EDITION 1982
Prix public TTC : 96 F

DALLOZ

11 rue Soufflot 75240 PARIS CEDEX 05

BOUYGUES

Mercredi 17 novembre, en présence de nombreuses personnalités, Bouygues a posé le dernier voûsoir préfabriqué du pont du Bubiyan au Koweït.

Le pont du Bubiyan est un ouvrage de 2 500 kilomètres, en béton préfabriqué préfabriqué, qui relie Koweït à l'île de Bubiyan.

Ce grand ouvrage a été conçu par Pierre Richard, directeur scientifique de Bouygues, assisté des ingénieurs et techniciens de son bureau d'études, il est l'aboutissement de nombreuses recherches faites depuis dix ans et utilise plusieurs innovations majeures dans les domaines de l'architecture des ouvrages d'art, de la structure, de la préfabrication, de la pose et de la précontrainte.

Ce projet a été présenté par Bouygues en 1980 pour répondre au concours d'idées organisé par la direction des routes du Koweït, en concurrence avec les plus grandes entreprises internationales d'Europe, d'Amérique et d'Extrême-Orient.

Le ministre des travaux publics du Koweït, représenté par M. Mohammed Al Sani et M. Ali Abdullah, assisté de son conseil, M. Tony Miralles du Federal Highway Department of Washington a choisi le projet Bouygues parmi de multiples propositions en béton et en charpente métallique, parce que Bouygues proposait à la fois des procédés originaux intéressants, un délai d'exécution plus court et un prix meilleur.

Le contrat a été signé le 4 mai 1981, le premier voûsoir coulé le 12 février 1982 et posé le 19 juin 1982. Ainsi, neuf mois se sont écoulés entre le début de la préfabrication et l'achèvement de la pose. Le pont sera totalement livré avec une avance de quatre mois sur le délai contractuel.

A cette occasion, Bouygues exprime sa reconnaissance au SETRA (Service d'études techniques des routes et autoroutes), au L.C.P.C. (Laboratoire central des ponts et chaussées) et à l'ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche) qui ont participé aux études et à la réalisation des importantes maquettes d'essais construites dans le court délai précédant l'exécution sur le site.

(Publicité)

ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE
23, bd Vial-Bouhot, 92 de la Jette, 92, Neuilly
Téléphone : 747-61-35

Alain GOUTHIER

Centre officiel d'examen - Marine marchande
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

Vente volontaire fonds artisanal
- 5 salariés, charpente-ébénisterie-ménagerie-ébénisterie-couverture
fibro, zone artisanale. Savigné
Civray 88400

Par suite départ retraite.
Garantie de travail/12 MOIS.
URGENT.

Téléphone : 16 (48) 87-01-60.

LANGUAGE STUDIES

PARIS - LONDRES - BERKELEY

COURS D'ANGLAIS INTENSIFS POUR HOMMES D'AFFAIRES
COURS INDIVIDUELS OU PETITS GROUPES

Pour tous renseignements, veuillez nous téléphoner au 260-23-70,
ou nous renvoyer ce bon à l'adresse ci-dessous

LANGUAGE STUDIES, 350, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.
Tél. : 260-23-70

Nom, prénom
Age, profession
Adresse
désire recevoir une documentation sur les cours

POLLUTEC 82

TECHNIQUES ANTI-POLLUTION

CONFÉRENCES TECHNIQUES INTERNATIONALES

organisées par le Ministère de l'Environnement sur les thèmes :

- AIR - BRUIT - DÉCHETS - EAU
- TECHNOLOGIES PROPRES
- COOPÉRATION ET DÉVELOPPEMENT



- MARDI 30 NOVEMBRE 1982
- MERCREDI 1^{er} DÉCEMBRE 1982
- JEUDI 2 DÉCEMBRE 1982
- VENDREDI 3 DÉCEMBRE 1982

CNIT - PARIS LA DÉFENSE

POUR RECEVOIR LE PROGRAMME
ET VOUS INSCRIRE, TÉLÉPHONER À
SEPIC/CONGRÈS : (1) 359 10 30

سكوا من الأصل

ANCIENS DES SOCIÉTÉS

SANT-GOBAIN

Principales sociétés cotées à Paris le 22 novembre 1982.

Le marché a été marqué par la poursuite de la baisse des cours, notamment celle des valeurs industrielles. Les investisseurs ont continué à vendre les actions de nombreuses sociétés, entraînant une chute des cours. Les valeurs de référence ont perdu entre 1 et 2 %.

Le marché a été marqué par la poursuite de la baisse des cours, notamment celle des valeurs industrielles. Les investisseurs ont continué à vendre les actions de nombreuses sociétés, entraînant une chute des cours. Les valeurs de référence ont perdu entre 1 et 2 %.

Le marché a été marqué par la poursuite de la baisse des cours, notamment celle des valeurs industrielles. Les investisseurs ont continué à vendre les actions de nombreuses sociétés, entraînant une chute des cours. Les valeurs de référence ont perdu entre 1 et 2 %.

Le marché a été marqué par la poursuite de la baisse des cours, notamment celle des valeurs industrielles. Les investisseurs ont continué à vendre les actions de nombreuses sociétés, entraînant une chute des cours. Les valeurs de référence ont perdu entre 1 et 2 %.

Le marché a été marqué par la poursuite de la baisse des cours, notamment celle des valeurs industrielles. Les investisseurs ont continué à vendre les actions de nombreuses sociétés, entraînant une chute des cours. Les valeurs de référence ont perdu entre 1 et 2 %.

Le marché a été marqué par la poursuite de la baisse des cours, notamment celle des valeurs industrielles. Les investisseurs ont continué à vendre les actions de nombreuses sociétés, entraînant une chute des cours. Les valeurs de référence ont perdu entre 1 et 2 %.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

22 novembre

Effritement

Tout le monde attend de connaître le sort que l'Assemblée nationale réservera au compte d'épargne en actions, expliqué-on, vendredi dernier, pour justifier l'atténuation des investisseurs qui avait précédé tout au long de la semaine.

Depuis, le C.E.A. a été amendé par les députés dans un sens favorable à l'épargne (voir par ailleurs), alors que l'avis fiscal était maintenu et que l'aide fiscale à l'investissement était également modifiée afin de permettre un amortissement exceptionnel de la première année.

Paradoxalement, la Bourse de Paris n'a pas bronché et les cours se sont même effrités lundi, si l'on en croit l'indicateur instantané, en baisse de 0,15 % à l'approche du son de cloche final.

Certes, ces mesures sont intéressantes pour le marché, mais il s'agit maintenant de savoir comment va réagir le petit porteur titillé entre l'ancien dispositif Monory et le C.E.A., fait-on valoir autour de la corbeille.

L'heure est encore aux interrogations et les écarts de cours s'en ressentent pour cette séance de liquidation mensuelle.

Alors que de supermarchés s'ajoute tout de même 6 %, tandis que les valeurs pétrolières (Sogepet, Pétroles B.P. et Elf-Aquitaine) gagnent 3 à 4 %.

A l'inverse, Crouzet et Compil Modernes perdent aux environs de 6 % tandis que Générale Entreprise, Galeries Lafayette, Saurines Gorcey et Penarroy accusent des replis de 4 à 5 %.

Sur le marché de l'or, le métal fin s'est négocié à 413,40 dollars l'once (contre 417 dollars le vendredi précédent). Le lingot perd 1 050 F, à 95 050 F, tandis que le napoléon est inchangé à 651 F.

L'emprunt 7 % est coté à 8 105 F (-180 F).

BLAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en variation (en millions de francs)

Au 10-11-1982

ACTIF	10-11-1982
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	289 483
Or	170 564
Disponibilités à vue à l'étranger	16 120
ECUS	39 547
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	13 280
Avances au Fonds de stabilisation des changes	13 280
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	200 424
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU RÉGIM	47 160
5) DIVERS	5 334
Total	518 723

1) BILLET EN CIRCULATION

2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS

3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC

4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

5) ECUS À LIVRER AU RÉGIM

6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR

7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE

8) DIVERS

Total

518 723

ÉVOLUTION DES BOURSES ÉTRANGÈRES

au cours de la semaine du 15 au 19 novembre 1982

NEW-YORK

Manassade

Le marché a été marqué le pas tout au long de la semaine dans l'attente d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt, notamment du taux d'escompte. Celui-ci a effectivement été abaissé de 1/2 % à 9 % vendredi soir, mais la nouvelle a été connue trop tard pour avoir un effet sur la cote.

Le découragement des investisseurs, alimenté par le relèvement de 11 1/2 % à 12 % du « spread » entre le Chemical Bank, à la recherche de nouvelles transactions dans l'industrie du textile de coton (10,4 % en octobre) et dans la chute de la production industrielle.

INDICES QUOTIDIENS

(Dollars, base 100 = 31 oct. 1981)

Valeurs françaises : 129,9

Valeurs étrangères : 129,9

COTE DES AGENTS DE CHANGE

(Dollars, base 100 = 31 oct. 1981)

Indice général : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

Indice des valeurs étrangères : 100,3

Indice des valeurs françaises : 100,3

BOURSE DE PARIS Comptant 22 NOVEMBRE

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	104,30	0,436	Orléans	335	331	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
5 %	104,30	0,441	Orléans	89	90	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
10 %	104,30	0,857	Orléans	110	110	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
15 %	104,30	0,880	Orléans	86	85	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
20 %	104,30	2,877	Orléans	308	318	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
25 %	104,30	3,000	Orléans	98,60	98,60	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
30 %	104,30	4,436	Orléans	95	94,80	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
35 %	104,30	5,188	Orléans	474	470	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
40 %	104,30	6,342	Orléans	278	278	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
45 %	104,30	7,784	Orléans	278	278	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
50 %	104,30	8,260	Orléans	313	314,50	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
55 %	104,30	8,640	Orléans	171	171	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
60 %	104,30	8,980	Orléans	171	171	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
65 %	104,30	9,189	Orléans	117,96	117,96	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
70 %	104,30	9,440	Orléans	104,50	104,50	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
75 %	104,30	9,634	Orléans	101,90	101,90	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
80 %	104,30	9,811	Orléans	7,221	7,221	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
85 %	104,30	10,025	Orléans	10,625	10,625	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
90 %	104,30	9,848	Orléans	478	480	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
95 %	104,30	9,848	Orléans	173	172	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
100 %	104,30	9,848	Orléans	389	388,50	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
105 %	104,30	9,848	Orléans	180	170	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
110 %	104,30	9,848	Orléans	350	348	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
115 %	104,30	9,848	Orléans	145	145	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
120 %	104,30	9,848	Orléans	1010	1010	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
125 %	104,30	9,848	Orléans	478	480	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
130 %	104,30	9,848	Orléans	173	172	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
135 %	104,30	9,848	Orléans	389	388,50	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
140 %	104,30	9,848	Orléans	180	170	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
145 %	104,30	9,848	Orléans	350	348	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
150 %	104,30	9,848	Orléans	145	145	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
155 %	104,30	9,848	Orléans	1010	1010	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
160 %	104,30	9,848	Orléans	478	480	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
165 %	104,30	9,848	Orléans	173	172	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
170 %	104,30	9,848	Orléans	389	388,50	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
175 %	104,30	9,848	Orléans	180	170	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
180 %	104,30	9,848	Orléans	350	348	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
185 %	104,30	9,848	Orléans	145	145	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
190 %	104,30	9,848	Orléans	1010	1010	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
195 %	104,30	9,848	Orléans	478	480	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
200 %	104,30	9,848	Orléans	173	172	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
205 %	104,30	9,848	Orléans	389	388,50	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
210 %	104,30	9,848	Orléans	180	170	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
215 %	104,30	9,848	Orléans	350	348	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
220 %	104,30	9,848	Orléans	145	145	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
225 %	104,30	9,848	Orléans	1010	1010	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
230 %	104,30	9,848	Orléans	478	480	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
235 %	104,30	9,848	Orléans	173	172	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
240 %	104,30	9,848	Orléans	389	388,50	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
245 %	104,30	9,848	Orléans	180	170	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
250 %	104,30	9,848	Orléans	350	348	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
255 %	104,30	9,848	Orléans	145	145	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
260 %	104,30	9,848	Orléans	1010	1010	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
265 %	104,30	9,848	Orléans	478	480	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
270 %	104,30	9,848	Orléans	173	172	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
275 %	104,30	9,848	Orléans	389	388,50	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
280 %	104,30	9,848	Orléans	180	170	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
285 %	104,30	9,848	Orléans	350	348	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
290 %	104,30	9,848	Orléans	145	145	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
295 %	104,30	9,848	Orléans	1010	1010	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
300 %	104,30	9,848	Orléans	478	480	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
305 %	104,30	9,848	Orléans	173	172	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
310 %	104,30	9,848	Orléans	389	388,50	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
315 %	104,30	9,848	Orléans	180	170	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
320 %	104,30	9,848	Orléans	350	348	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
325 %	104,30	9,848	Orléans	145	145	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
330 %	104,30	9,848	Orléans	1010	1010	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
335 %	104,30	9,848	Orléans	478	480	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
340 %	104,30	9,848	Orléans	173	172	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
345 %	104,30	9,848	Orléans	389	388,50	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
350 %	104,30	9,848	Orléans	180	170	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
355 %	104,30	9,848	Orléans	350	348	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
360 %	104,30	9,848	Orléans	145	145	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
365 %	104,30	9,848	Orléans	1010	1010	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
370 %	104,30	9,848	Orléans	478	480	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
375 %	104,30	9,848	Orléans	173	172	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
380 %	104,30	9,848	Orléans	389	388,50	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
385 %	104,30	9,848	Orléans	180	170	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
390 %	104,30	9,848	Orléans	350	348	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
395 %	104,30	9,848	Orléans	145	145	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
400 %	104,30	9,848	Orléans	1010	1010	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
405 %	104,30	9,848	Orléans	478	480	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
410 %	104,30	9,848	Orléans	173	172	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
415 %	104,30	9,848	Orléans	389	388,50	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
420 %	104,30	9,848	Orléans	180	170	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
425 %	104,30	9,848	Orléans	350	348	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
430 %	104,30	9,848	Orléans	145	145	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
435 %	104,30	9,848	Orléans	1010	1010	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
440 %	104,30	9,848	Orléans	478	480	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
445 %	104,30	9,848	Orléans	173	172	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
450 %	104,30	9,848	Orléans	389	388,50	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
455 %	104,30	9,848	Orléans	180	170	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
460 %	104,30	9,848	Orléans	350	348	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
465 %	104,30	9,848	Orléans	145	145	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
470 %	104,30	9,848	Orléans	1010	1010	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
475 %	104,30	9,848	Orléans	478	480	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
480 %	104,30	9,848	Orléans	173	172	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
485 %	104,30	9,848	Orléans	389	388,50	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
490 %	104,30	9,848	Orléans	180	170	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
495 %	104,30	9,848	Orléans	350	348	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
500 %	104,30	9,848	Orléans	145	145	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
505 %	104,30	9,848	Orléans	1010	1010	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
510 %	104,30	9,848	Orléans	478	480	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
515 %	104,30	9,848	Orléans	173	172	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
520 %	104,30	9,848	Orléans	389	388,50	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
525 %	104,30	9,848	Orléans	180	170	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
530 %	104,30	9,848	Orléans	350	348	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
535 %	104,30	9,848	Orléans	145	145	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
540 %	104,30	9,848	Orléans	1010	1010	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	
545 %	104,30	9,848	Orléans	478	480	Marcelle Orlé	211,50	315	St-Martin C. Co.	120	

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES
2. CONSEIL CONSTITUTIONNEL : « Comment n'être plus qu'un sage ? », par Jacques Robert ; « A partir de quel soul ? », par Daniel Amson ; « Trois femmes au Conseil », par Alain Brouillet.

ÉTRANGER
3. EUROPE
- ITALIE : la visite du pape en Sicile.
4. AFRIQUE
- NAMIBIE : le prolongement du mandat de l'Assemblée.
4-5. DIPLOMATIE
- Avant le voyage de M. Mitterrand en Égypte.
6-7. PROCHE-ORIENT
- Les Palestiniens en quête de survie (V) ; de notre envoyé spécial Eric Rouleau.

POLITIQUE
8. M. Jospin devant le comité directeur du P.S. : « Il n'y a pas d'autre politique possible que celle du gouvernement ».
- La préparation des élections municipales.
9. La réunion du comité central du R.P.R.

SOCIÉTÉ
10. MÉDECINE : une équipe française a mis au point une technique permettant les prélèvements de sang sur un fœtus. Un rapport officiel suggère au premier ministre une réforme complète de la pharmacie d'officine.
- JUSTICE : acquittement de M. Lionel Legras aux assises de l'Aube.

SPORTS
12. RUGBY : après la tournée des « Pumas » en France.
- VOLLE : le sprint final dans la Route du Rhum.
- AUTOMOBILISME : le Rallye de Grande-Bretagne.

RÉGIONS
13-14. ILE-DE-FRANCE : sans travail. Le budget pour 1983.

CULTURE
15. INSTITUT : la mort de Pierre Gaxotte.
16. MUSIQUE : l'opéra de la Comédie-Française.
- PHOTO : Sam Wagstaff et Alexey Brodovitch.
- CINÉMA : M. Jack Lang à Epinay.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE
21 à 26. Avant la conférence ministérielle du GATT : la montée du protectionnisme.

ÉCONOMIE
43-44. SOCIAL : l'avenir de l'UNEDIC.
45-48. AFFAIRES : les élections dans les chambres de commerce.
- La France pourrait fournir à la Chine le cœur d'un réacteur nucléaire.

RADIO-TÉLÉVISION (18-19) INFORMATIONS « SERVICES » (27) :
Troisième âge : « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (28 à 42) ; Carnet (19) ; Programmes des spectacles (17-18) ; Marchés financiers (47).

CADEAUX EN TISSUS

- Etamines et soies
- Châles et panneaux
- Mètres "couture"
- Carrés et foulards
- Tissus extraordinaires
- Mètres "décoration"

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

AU PORTUGAL

LE PRÉSIDENT EANES A OPPOSÉ SON VETO À LA LOI

DE DÉFENSE NATIONALE

Lisbonne (A.F.P.). - Le président de la République portugaise, le général Eanes, a opposé officiellement son veto, samedi 20 novembre, à la loi de la défense nationale approuvée au Parlement par la majorité gouvernementale de centre droit et par le parti socialiste. La décision du président Eanes a été confirmée par le président du Parlement, M. Leonardo Ribeiro de Almeida (social-démocrate).

Le mécontentement des chefs des forces armées et des raisons politiques, plus que des questions d'institutionnalité, ont déterminé la décision du chef de l'État, estimant à Lisbonne. En effet, la loi subordonnant directement les commandants des trois branches des forces armées au ministre de la défense avait créé un certain malaise au sein de l'armée, déjà sensible à la dissolution du Conseil de la révolution fin octobre. Les larges pouvoirs militaires de cet organe de souveraineté issu directement de la révolution de 1974 sont maintenant assumés par d'autres organismes d'État, et notamment par le gouvernement et le Parlement.

C'est la première fois que le général Eanes oppose son veto à une loi approuvée au Parlement par une majorité des deux tiers, et ce fait est considéré comme l'ouverture d'une nouvelle phase de la « guérilla institutionnelle » qui caractérise les rapports entre le gouvernement et le président de la République.

Le texte renvoyé par le président au Parlement doit être voté dans un délai de cinq jours. S'il obtient, à nouveau, la majorité des deux tiers des voix, il doit être obligatoirement promulgué par le président de la République. En opposant son veto à la loi de la défense, le président Eanes a néanmoins montré sa détermination de conserver le prestige dont il jouit au sein des forces armées.

ALORS QUE LES INCIDENTS SE MULTIPLIENT AU LIBAN

Le président Gemayel affirme que l'État imposera son autorité

De notre correspondant

Beyrouth. - Entre la capitale et le reste du Liban, le dialogue s'accroît. Alors qu'à Beyrouth la fête nationale était célébrée ce lundi 22 novembre sous le signe de la paix retrouvée et de l'autorité restaurée, à Balbek le Sériat était investi par des combattants iraniens - car il y a des Iraniens dans la Bekaa aux côtés des Syriens et des Palestiniens, - et l'émblème national était déchiré par les assaillants et des partisans khémistes. Plus près de Beyrouth, à Aley, la violence des affrontements druzo-chrétiens montait d'un cran, sous l'œil placide de l'armée israélienne qui occupe la région, après l'assassinat de cinq miliciens des Forces libanaises vendredi soir à un barrage du P.S.P. (druze). Enfin, au sud, les attentats anti-iraniens se succèdent presque sans répit, le dernier en date s'étant produit vendredi à Salda, où une patrouille est tombée dans une embuscade. Elle a eu deux morts et un blessé. Une chasse aux terroristes, menée avec agents du Mossad en renfort, ne paraît pas avoir donné de résultats.

Le défilé militaire qui a eu lieu lundi à Beyrouth était le premier depuis huit ans. Parti de ce qui fut le secteur ouest de la ville, il a débouché dans ce qui fut le secteur est, empruntant un long parcours, de 4 à 5 kilomètres. Les autorités l'ont voulu aussi imposant que possible, afin de bien montrer leur volonté de faire régner l'ordre public, si besoin, par la force à Beyrouth, plus précisément à Beyrouth-Ouest.

Car, par un curieux retournement des choses, c'est à Beyrouth-Ouest - ancien secteur palestinien-progessiste, toujours à prédominance musulmane - que s'exerce pleinement l'autorité d'un chef d'État pourtant issu du parti phalangiste, fer de lance de la lutte armée chrétienne. A Beyrouth-Est, un défilé symbolique de l'armée n'empêche pas le pouvoir effectif de demeurer entre les mains des Forces

libanaises. Le journal *Al Safir*, qui reflète l'opinion de Beyrouth-Ouest au gré des fluctuations des autorités qui y règnent tout en restant de cœur palestinien-progessiste, ne manque pas de le relever.

La veille de la fête nationale, le président Amine Gemayel avait choisi tout aussi symboliquement, pour s'adresser à la nation, de se rendre dans une caserne de Beyrouth-Ouest dévastée par la guerre. Après avoir passé en revue la troupe qui s'est réinstallée dans les ruines, il a, dans un message à ses concitoyens, annoncé que « le Liban récupérera son indépendance par tous les moyens (...) et ne cédera pas par la négociation ce qui n'a pu lui être arraché par la force ». Mais au-delà de ces inévitables déclarations de principe, les idées-forces du discours doivent être recherchées dans de petites phrases allusives qui constituent la trame de la politique du président.

En clair, avec l'aide active des États-Unis - concrétisée par le retour de M. Philip Habib en mission au Proche-Orient et sa présence à Beyrouth en ce jour de fête nationale, - le président Gemayel est prêt à négocier avec Israël, tout en estimant être en mesure, grâce à Washington, de ne pas se soumettre à son diktat. Il renvoie la Syrie et Israël dos à dos dans leurs prétentions en territoire libanais. Enfin, il annonce que l'État imposera son autorité à l'intérieur en musclant l'armée, ce qui est déjà en cours avec le total agrément des États-Unis. En précisant que le service militaire sera instauré, il laisse prévoir de facto, que les milices seront privées de leurs possibilités de recrutement. Les Forces libanaises sont tenues de comprendre le message, autant que les autres milices encore en action au Liban.

Lucien GEORGE.

L'AUGMENTATION DU SMIC PERMETTRA UNE RÉELLE AUGMENTATION DU POUVOIR D'ACHAT, déclare

M. Mauroy.

M. Pierre Mauroy a fait, lundi 22 novembre en fin de matinée, un bilan de ses entretiens avec les syndicats. En ce qui concerne l'UNEDIC, le premier ministre a précisé que les décrets exceptionnels et temporaires qu'il envisage de prendre « pour décider des économies indispensables à l'équilibre de l'assurance chômage s'inspireront très largement des propositions des syndicats », dont il a salué « le réalisme et le courage ». M. Mauroy a également indiqué que la hausse du SMIC, qui sera décidée au 1^{er} décembre, permettra « une nouvelle et réelle augmentation du pouvoir d'achat ».

Evocant également le dossier des retraites complémentaires, M. Mauroy a indiqué que si les négociateurs salariaux et patronaux ne parviennent pas à un accord, « le gouvernement prendra les dispositions nécessaires pour que l'engagement soit tenu (...) avec un léger décalage dans le temps. Ce qui manquera pour atteindre les 4 % sera donné au début de 1983 ».

M. FITERMAN SOUTIEN LES TRANSPORTS COLLECTIFS EN VILLE

« Sans vouloir déclarer la guerre à l'automobile », M. Charles Fiterman, ministre des transports, a pris nettement position en faveur de la « promotion des moyens collectifs de transport pour améliorer la qualité de la vie en milieu urbain », lors des Rencontres pour la ville, organisées les 19 et 20 novembre à Paris par le parti communiste.

Décidé à « inverser la tendance à la dégradation des transports publics », M. Fiterman a déclaré : « Il convient d'aller vers un partage de la voirie plus favorable aux transports collectifs (couloirs réservés, carrefours aménagés) ».

Les Rencontres pour la ville ont réuni environ cinq cents personnes (élus, architectes, techniciens). Les problèmes du logement (plusieurs responsables communistes ont réclamé le retour à l'« aide à la pierre »), la culture, les transports, l'architecture, ont été évoqués au cours de ce colloque qui montrait à quelques mois des élections municipales la volonté du P.C. de prendre date dans le débat d'idées et de s'adresser aux intellectuels qui pouvaient séduire le retour à la tribune officielle du sociologue Henri Lefebvre, auteur de la *Révolution urbaine*.

PIANO: LE BON CHOIX

• Location à partir de 220 F par mois.
• Vente à partir de 270,60 F par mois.
(Crédit souple et personnalisé).
• Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

hamm
Service après-vente garanti.
La passion de la musique.
135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité.

CHOISIES POUR LA DEMONSTRATION DU DISQUE A LECTURE LASER

Parce que les enceintes ELIPSON ont une technologie d'avant-garde... Berlin 81 - Paris 82

elipson
la perfection du son
1, rue Fréde 92220 BAGNEUX
Nom :
Adresse :
Code Postal :

GRATUIT
« Un choix essentiel, l'enceinte acoustique », et « l'enceinte acoustique et le disque laser » à connaître absolument avant de choisir vos enceintes HI-FI.

Nouvelle chute de la livre sterling

Baisse du dollar

La chute de la livre sterling la semaine dernière, s'est poursuivie lundi 22 novembre sur l'ensemble des places internationales et le sterling se négociait à 11,38 francs lundi en fin de séance sur le marché des changes parisiens (contre 11,66 F le vendredi précédent).

Cette faiblesse du sterling s'explique par la baisse des taux d'intérêt britanniques alors que le fléchissement des prix du pétrole diminue sensiblement les rentrées de pétro-dollars en provenance des gisements d'hydrocarbures que possède la Grande-Bretagne au large de la mer du Nord.

Dans le même temps, le dollar a reculé sur le marché des changes en raison de l'abaissement de 9 1/2 % à 9 % du taux d'escompte américain, annoncé vendredi en fin de journée par la Réserve fédérale.

A Paris, le dollar valait 7,1575 F (contre 7,2030 F à la fin de la semaine dernière) tandis que le deutschemark était pratiquement inchangé, aux alentours de 2,8275 F. La devise américaine a également fléchi à Francfort pour s'établir à 2,53 DM contre 2,5450 DM le vendredi précédent.

Le numéro du « Monde » daté 21-22 novembre 1982 a été tiré à 484 983 exemplaires.

La Plagne
Le ski « astuce »

Location + forfait ski
1 semaine de 483 F à 1 407 F
par personne selon saison et forfait.
dans un studio à 2 personnes.

66, Champs-Élysées 75008 PARIS
Tél. : (1) 256.30.50 Poste 27

le Letraset nouveau est arrivé !

la Société Letraset France est heureuse de vous inviter à la présentation de son nouveau catalogue à l'occasion du cocktail de lancement au cours duquel vous découvrirez son programme 1983

lundi 22 Novembre de 14h à 19h.
mardi 23 Novembre de 14h à 17h.

Pavillon Gabriel - salon Concorde
5 avenue Gabriel 75008 Paris

Nouvelles brèves

• Les obsèques de Pierre Gaxotte auront lieu vendredi 26 novembre à 10 h 30 en l'église de Saint-Pierre-de-Montrouge. L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité au cimetière de Revigny-sur-Ormain (Meuse).

• M. Gabriel Matzneff, écrivain et collaborateur du *Journal*, a été cité devant le tribunal correctionnel M. Jean-Claude Krief pour « dénonciation calomnieuse ». M. Gabriel Matzneff indique que « les conditions dans lesquelles M. Krief l'a « faussement et publiquement accusé dans l'affaire du coral » permettent « la mise en œuvre de la loi qui punit la calomnie (art. 373 du code pénal) ». Il rappelle que les policiers de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme l'ont « mis hors de cause » et que le juge d'instruction ne l'a « ni inculpé ni même interrogé ».

DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue (français, allemand, italien, espagnol, russe, grec), quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter leur qualification par une formation en langues, décisive dans la vie professionnelle. Cette formation peut être confirmée par un des diplômes suivants :

- Chaire de commerce étrangères, compétences indispensables pour tous les emplois de commerce et des échanges internationaux.
- B.T.S. traducteur-commerciaux attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation.
- Université de Cambridge (anglais), centres de l'information, de l'édition, de la recherche, de l'écrit, etc.

Examen chaque année dans les principales villes de France.
Etudiants, cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, etc., profiteront de cette opportunité pour améliorer leur compétence.
Documentation gratuite sur la préparation et les débouchés de ces diplômes sur demande à : Langues et Affaires, Serv. 2866, 35, rue Calongue, 92203 Paris-Levallois, tél. 278-81-88 ou 278-73-43 (écol. priv. à distance).

STREER
64, rue de Rennes
PARIS 6

présente ses collections croisières pour celles qui partent au soleil

Le Monde

après le

PRIX ROU

Dominique Fernandez

et d'autres de la

هكذا من الأصل